

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 08172549 5

Digitized by Google


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MERCURE
DE FRANCE,
DÉDIÉ AU ROI,

Composé & rédigé, quant à la partie littéraire, par MM. Marmontel, de la Harpe & Chamfort, *tous trois de l'Académie Françoise; & par M.* Imbert, *ancien Editeur : quant à la partie historique & politique, par M.* Mallet du Pan, *Citoyen de Genève.*

SAMEDI 3 AVRIL 1790.

A PARIS,

Au Bureau du Mercure, Hôtel de Thou, rue des Poitevins, N°. 18.

Avec Privilége du Roi.

Digitized by Google

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
335361
ASTOR, LENOX AND TILDEN FOUNDATIONS
1905

TABLE

Du mois de Mars 1790.

Vers.	3	*Lettre de l'Abbé Raynal.*	15
Suite de la Veillée.	4	*Variétés.*	32
Charade, Enig. & Logog.	14	*Théatre de la Nation.*	40

Epitre.	49	*Essai sur l'Histoire.*	88
Charade, En. Log.	55	*Acad. Roy. de Musiq.*	93
Voyage.	57	*Théatre de la Nation.*	94
Le Réveil d'Epiménide.	81	*Théatre Italien.*	95

Ames Camarades.	97	*Pétition des Juifs.*	115
Traduction,	98	*l'Amour & Psyché.*	119
Chanson.	100	*Lucrèce.*	123
Diogène & Glycère.	102	*Variétés.*	133
Charade, En. Log.	113	*Théatre de Monsieur.*	138

A Paris, de l'Imprimerie de MOUTARD, rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

MA PROFESSION DE FOI EN CUISINE, *Epître à ma Cousine* (1).

ENFIN, mon aimable Cousine,
J'ai rencontré cette Isabeau,
Cette Virtuose en cuisine;
Son talent sans doute est fort beau
Pour dédommager de sa mine,
Que je n'ai pas vue aussi fine
Que dans votre indulgent tableau.
On m'assure que l'Isabelle
Entend fort bien le fricandeau,
Et le civet, & la roueſle;

(1) Nous avons cru que ce badinage, cette folie, si l'on veut, ne paroîtroit pas hors de propos dans les circonstances présentes, qui semblent amener le besoin de dérider un peu les Muses Françoises.

Digitized by Google

THE PUBLI

Qu'elle ſait faire à l'oyau
Une ſauce toute nouvelle :
On dit ſur-tout que ſon talent
Eclate principalement
Dans les poulets en fricaſſée....
Ce point arrête ma penſée.
Hélas ! facile à prévenir,
Sans en demander davantage,
A mon ſort je viens de l'unir
Pour vingt & quatre écus de gage.
Ainſi je vais couler mon temps
A l'abri de ma Cuiſinière.
La blanquette & la buyandière
Me diſtrairont quelques inſtans.
Je ſais qu'un préjugé barbare
A toujours flétri ces deux plats ;
Mon choix aux hommes délicats
Paroîtra bourgeois & bizarre ;
Mais moi, qui n'en rougirai pas,
Dans mon très-modeſte ménage,
Libre, paiſible & bien ſoigné,
Je vais vivre & manger en ſage
De deux plats, & pas davantage,
Mais où rien ne ſoit épargné.
Fi de cette chair importune
Qui ſemble nourrir par les yeux !
Faiſons comme nos bons aïeux,
Qui du pot & de ſa fortune
Vivoient bien, & s'en portoient mieux ;

Digitized by Google

Chaſſons à jamais de nos tables
Ces plats ſavamment déteſtables,
Enfans du luxe & de l'orgueil,
Qui fort agréables à l'œil,
A l'eſtomac inſupportables,
Nous acheminent au cercueil
Par des coliques honorables.
J'aime mieux un tendre gigot
Qui ſans pompe & ſans étalage,
Se montre avec un entourage
De laitue ou de haricot.
Gigot, recevez mon hommage :
Souvent j'ai dédaigné pour vous,
Chez la Baronne ou la Marquiſe,
La poularde la plus exquiſe,
Et même la perdrix aux choux.
J'ai vu dévorer ſans envies,
Et des pâtés de Périgueux,
Et des coulis ingénieux,
Et les têtes les mieux farcies;
Heureux, & mille fois heureux,
Quand un Cuiſinier trop barbare,
Par un artifice bizarre,
Ne vous cachoit pas à mes yeux!
Je le déclare ſans myſtère :
Je ne ſais rien dire à demi;
Oui, juſqu'au bout de ma carrière,
Gigot, vous ſerez mon ami.

Digitized by Google

Mais ſoyons juſtes ; Dieu me garde
De vouloir jamais outrager
Des choſes bonnes à manger !
Je rends juſtice à la poularde,
Et je reſpecte un bon canard :
Un levreau bien piqué de lard
Eſt une choſe auſſi fort bonne ;
Car il ne faut fâcher perſonne ;
Et jamais le fiel n'aſſaiſonne
Mes écrits ſimples & ſans fard.
Mais en tout j'aime la Nature ;
Je blâme ſans rémiſſions
Ces dangereuſes mixtions,
Ces ſauces à prétentions,
Et ces viandes qu'on défigure
Par de folles inventions.
Je prévois bien que mes maximes
Seront de véritables crimes
Aux yeux des ſavans marmitons ;
Qu'ils vont crier au ſacrilége....
Le Cuiſinier François, ô Ciel !
N'eſt-il pas un livre immortel ?
Le Roi ſéant en ſon Conſeil
A pourtant mis ſon privilége
A ce livre ſi criminel...
Je le ſais ; mais j'ai le courage,
Dût tout Paris crier *haro*,
De n'en pas moins blâmer l'ouvrage :
Vitam impendere verò.

Digitized by Google

Je vous ai fait, belle Cousine,
Dans cet écrit audacieux
L'aveu, peut-être dangereux,
De mes sentimens en cuisine.
Je me suis mis à découvert
Aux regards seuls de mon amie;
Mais vous pouvez à l'univers
Dire le secret de ma vie;
Je saurai braver les caquets
De ces empoisonneurs à gages
Dont j'ai dévoilé les forfaits.
Non, je ne changerai jamais
De goût, non plus que de langage.
Je n'ajouterai plus qu'un mot:
Jusques à mon heure dernière
J'estimerai la buyandière,
Et je défendrai le gigot.

Et vous aussi, belle Parente;
Sur une amitié bien constante,
Comptez au moins jusqu'au trépas;
A vos pieds je fais la promesse
De ne prodiguer ma tendresse
Qu'à vous seule, entre mes repas.

Par M. Berchoux aîné.

Digitized by Google

CHANSON

Sur la convaleſcence d'une jeune perſonne.

Air : *Chantez, danſez, amuſez-vous.*

LE bonheur fuyoit de ces lieux,
Et nous laiſſoit dans les alarmes ;
Le jour n'offroit plus à nos yeux
Que d'éternels ſujets de larmes ;
Et nous étions en danger tous,
Puiſque le trait tomboit ſur vous.

Le frère en vous voyoit ſa ſœur,
Chaque mère perdoit ſa fille,
Et pour pleurer dans ce malheur,
L'on ne formoit qu'une famille.
Soyez contens, parens heureux ;
Le Ciel enfin comble nos vœux.

Pour exprimer notre bonheur,
Il me faudroit, en traits de flamme,
Peindre ce que ſent notre cœur ;
Mais pour talent, je n'ai qu'une ame.
L'eſprit a beſoin d'ornement,
Il n'en faut pas au ſentiment.

(*Par M. le Prince Baris de Galitzin.*)

Digitized by Google

LA VEILLÉE,

4e. *Hiſtoire.*

CE fut auſſi à peu de frais, dit Olympe, que je fus heureuſe moi-même toute cette belle ſaiſon, la dernière, hélas ! que ton père devoit paſſer dans ce ſéjour, où il ſe plaiſoit tant !

Ces mots furent ſuivis de quelques momens de ſilence ; & un nuage de triſteſſe ſe répandoit dans la ſociété. Olympe, qui s'en apperçut, voulut le diſſiper : elle reprit ainſi.

Ma fille vous a dit que Suzanne avoit deux enfans, le frère de lait de ma fille, Marcellin, le plus éveillé des garçons du Village, & Louiſe, ſa ſœur aînée. Louiſe étoit jolie ; mais elle avoit ſur-tout un air de candeur, d'innocence, qui laiſſoit voir toute ſon ame, comme à travers une glace pure. Si on vouloit peindre l'Ingénuité, on lui donneroit ce regard. On voyoit que l'idée de diſſimulation étoit étrangère à Louiſe : le menſonge n'avoit jamais terni ſon heureux naturel ; & la vérité ſur ſes lèvres, ſembloit n'attendre, pour s'échapper, que le ſouffle de la parole. De tous les caractères de la beauté dans une femme, c'eſt à mon gré le plus touchant. Auſſi

Digitized by Google

Louise, en paroissant dans le Village de Verval, y fit-elle bien des conquêtes.

Je donnois à danser tous les Dimanches dans la cour du Château ; & au milieu de la jeunesse que les violons y rassembloient, Louise, sans s'appercevoir qu'elle fût distinguée, attiroit tous les yeux. Mais son aimable modestie lui faisoit pardonner, même par ses compagnes, la gloire de les effacer : car l'envie n'est pas toujours aussi injuste qu'on le pense ; & les avantages qui la blessent, sont le plus souvent ceux dont on fait vanité. Loin de se prévaloir des siens pour humilier ses compagnes, Louise avoit toujours l'air de s'oublier seule, & de céder aux autres les hommages qu'on lui adressoit. A dire vrai, tous ces hommages la touchoient peu ; & entre vingt rivaux que je voyois, timidement empressés autour d'elle, se disputer le bonheur de lui plaire, un seul obtenoit quelquefois la faveur d'un sourire, ou celle d'un regard doucement prolongé. C'étoit le jeune Eloi, le fils aîné de mon Fermier, l'exemple du Village pour les vertus de son état, dont il avoit la plus noble idée. Je l'avois vu quelquefois au travail ; il étoit glorieux de mener la charrue. Vous auriez dit qu'il commandoit à la terre d'être féconde ; & lorsqu'il arrivoit, debout sur son chariot chargé de gerbes, la tête haute, le regard assuré, l'air triomphant, vous auriez dit qu'il se croyoit sur le trône de l'abondance.

Digitized by Google

M. de Verval l'avoit pris en amitié; &, en félicitant son père : Vincent, lui disoit-il, vous êtes un brave homme, un bon Cultivateur; mais votre fils vous vaudra bien. A cet éloge, Eloi, sérieux & modeste, baissoit la tête & la relevoit fièrement. Tel étoit l'Amant de Louise!

Au Village, comme à la Ville, la malice & la jalousie ont les yeux pénétrans. Bientôt on s'apperçut & l'on se dit tout bas, que le choix de Louise étoit fait dans son cœur, & qu'Eloi seroit préféré. Ce bruit vint jusqu'à moi; & je fis appeler Louise.

Ma fille, lui dis-je, on m'apprend que votre modestie, votre bon naturel, surtout les tendres soins que vous rendez à vos parens vous font chérir dans le Village, & font souhaiter à toutes les mères de vous donner pour épouse à leurs fils. Elles sont bien bonnes, Madame, de penser à moi, me dit-elle. — Mais vous, Louise, ne seriez-vous flattée de rendre heureuse aucune de ces mères? Après la mienne, celle à qui je souhaite le plus de bien, Madame, c'est la bonne Augustine, la femme de votre Fermier. Elle me fait tant d'amitiés! — J'en suis bien aise. Et son mari? — Ah! Madame, l'excellent homme! — Ils ont une fille de votre âge? — Oui, Madame, Cécile; c'est ma meilleure amie. — Elle a un frère, qui, quoique jeune, est déjà un homme estimable. — Oui, Madame, bien estimable (&, à ces mots, deux belles roses s'épa

Digitized by Google

nouirent sur ses deux joues). — On dit, Louise, qu'il vous estime aussi beaucoup. — Il me semble qu'oui, Madame, & je le crois. — Mais, Louise, à votre âge, lorsqu'on s'estime tant, on n'est pas loin de s'aimer. — Oh non, Madame, on n'en est pas loin; & dès que nos parens voudront bien le permettre, nous y sommes tout disposés. — Vos parens savent-ils ce que vous pensez l'un de l'autre? — Certainement, Madame: je l'ai dit à ma mère; je n'ai rien de caché pour elle. Et lui, dès la troisième fois que nous dansions ensemble, dans la cour du Château, ne confia-t-il pas son secret à son père? Tenez, mon père, lui dit-il, en lui passant le bras autour du cou, remarquez cette jeune fille: ce sera votre bru, ou bien vous n'en aurez jamais. Le bon père sourit en me regardant, & lui dit: Rien ne presse; encore quelques moissons, & nous verrons cela. — Et Suzanne, qu'en pense-t-elle? — Que je ne suis pas assez riche, & que Vincent voudra du bien. — Cependant, dites-vous, Eloi a déclaré qu'il ne vouloit que vous pour femme. — Oui, mais si son père commande, il faudra qu'il obéisse, & je sçaurai bien l'y obliger. N'obéirois-je pas à mon père, à ma mère, s'ils disposoient de moi?

Je fus, comme vous croyez bien, satisfaite de ce dialogue, & je le répétai à M. de Verval. Laissez-moi, me dit-il, entamer la négociation. Je veux d'abord parler à

Digitized by Google

Baptiſte. Il l'alla voir à ſon moulin. Baptiſte, lui dit-il, ſavez vous que votre fille & le fils du Fermier ont l'un pour l'autre beaucoup d'eſtime? Vraiment oui, dit Baptiſte, de cette eſtime, dont M. le Curé feroit bien vîte de l'amour. Je l'ai dit au Fermier. Il m'a répondu qu'à leur âge l'amour étoit de garde, & que deux ou trois ans, au lieu de le gâter, le mûriroient & le rendroient meilleur. Le vrai, Monſieur le Comte, ajouta Baptiſte, c'eſt que Vincent, avant de marier ſon fils, veut s'aſſurer d'un nouveau bail. Il voit que dans tout le pays le prix des baux augmente conſidérablement. Il penſe bien que vous allez faire monter celui de votre ferme; il a des envieux; ils ne manqueront pas de renchérir ſur lui; & c'eſt là ce qui l'inquiète. Vincent doit bien ſavoir, dit M. de Verval, que je ne ſuis pas un Arabe; & il le vit le lendemain.

Eh bien, lui dit-il, la récolte nous promet-elle d'être bonne? Elle promet, dit le Fermier; mais elle eſt ſi ſouvent trompeuſe! quelquefois à la veille d'une belle moiſſon, un vent, un orage, une grêle ravage tout. En vérité, le pauvre Laboureur, en ſe donnant bien de la peine, en a ſouvent bien peu de fruit. Cependant, reprit mon mari, le prix des baux augmente; & j'eſpère bien que celui que nous allons renouveler.... Ah! Monſieur le Comte, épargnez-nous. Vous êtes ſi juſte, & ſi bon! vous venez d'enrichir une honnête famille; n'en ruinez

pas une qui jusqu'à présent vous a servi de si bon cœur. Tu veux parler de Baptiste mon Meunier, reprit le Comte; & tu me fais penser que sa fille & ton fils ont de l'amitié l'un pour l'autre. Hélas, oui, dit le bon Fermier; mais le moyen d'exposer ses enfans au malheur d'en avoir eux-mêmes, lorsque l'on n'a rien d'assuré? Tu parles en bon père & en homme sage, reprit le Comte. Mais, Vincent, si un nouveau bail de neuf ans t'assuroit ma ferme au prix du bail courant; & si un autre bail, pour la dot de Louise, te l'assuroit neuf ans encore au même prix?.... Ah! le plus généreux des hommes, s'écria le Fermier, disposez de mon fils: les baux & le contrat, je signerai tout à la fois.

Tout est conclu, me dit le Comte en revenant: j'ai la parole des deux pères; & pour cela je n'ai promis que ce que j'aurois fait sans cela. Je n'avois nulle envie assurément d'ajouter ma propre avarice à celle de la terre, qui vend déjà si chérement ses dons aux pauvres laboureurs. Mais puisqu'enfin c'est pour eux un bienfait que de les laisser dans l'aisance, j'ai cru pouvoir y faire participer Louise, & enrichir ma ferme de deux heureux de plus.

Ma fille, à l'instant même, en alla porter la nouvelle à Suzanne. Mais Vincent l'avoit devancée; & Juliette trouva au moulin les deux familles rassemblées, les deux amans se regardant l'un l'autre avec des yeux

Digitized by Google

humides de tendreſſe & de joie, les pères ſe ſerrant la main, les mères s'embraſſant, & Marcellin, lui ſeul, d'un air penſif & triſte, retiré dans un coin & regardant Céciſe, qui, la tête appuyée ſur l'épaule de Louiſe, n'oſoit regarder Marcellin.

Ma fille avoit été frappée de ce tableau. Elle vint me le peindre; & je dis en moi-même : Voilà encore un mariage à faire; mais ceci n'eſt pas ſi preſſé, Marcellin n'a que dix-ſept ans.

Le lendemain, Suzanne vint ſe jeter à mes genoux; & après l'effuſion de ſa reconnoiſſance, Eh bien, Madame, le croirez-vous, me dit-elle ? Ma joie, toute vive qu'elle eſt dans ce moment, n'eſt pas ſans amertume. Ce petit fou de Marcellin ſe déſole de voir marier ſa ſœur avant lui. S'il ne s'agit que d'être amoureux, il l'eſt, dit-il, mille fois plus de Cécile, la ſœur d'Eloi, qu'Eloi ne l'eſt de Louiſe ſa ſœur. J'ai voulu me moquer de lui; mais il m'a dit qu'au lieu de rire je pleurerois bientôt d'avoir déſeſpéré ce pauvre Marcellin, qui aimoit tant ſon père & ſa mère; &, en fondant en larmes, il eſt retourné au travail.

Il faut le conſoler, lui dis-je. Que ce ſoit lui qui demain matin m'apporte la crême du déjeûner.

Il arriva ſi pâle & ſi abattu, que j'en eus pitié. Eſt-ce toi, Marcellin, lui dis-je? Je ſuis bien aiſe de te voir. Mais tu n'as

Digitized by Google

pas l'air aussi content & aussi gai que de coutume. Non, me dit-il, Madame, il n'y a plus de gaîté pour moi. On veut que je sois triste; & ce n'est pas ma faute, car je ne demandois pas mieux que de me réjouir. — Qu'est-ce donc qui t'afflige? — Vous le voyez, Madame, c'est ma sœur qu'on marie; on s'empresse à la rendre heureuse; & moi, on me rebute, on m'oublie, on me laisse là, moi, le frère de lait de Mademoiselle Juliette! Ah, Madame! il m'est bien cruel de voir que, pour ma sœur, on me dérobe vos bontés! — Non, Marcellin, tu auras ton tour. Mais tu es si jeune encore! — Hélas, oui, je suis jeune, on me le dit sans cesse; mais pour se marier faut-il être si vieux? J'ai, Madame, vous le savez, neuf mois plus que Mademoiselle. Et demandez si du matin au soir à la vigne, au moulin, par-tout, je ne fais pas le travail d'un homme. Ce n'est pas quand je mets la main à la houe, à la bêche, ni quand j'enlève comme une plume un sac de blé, qu'on me croit un enfant. — Je sais que tu es laborieux, & que tu soulages ton père. — Mon père? Ah! je me vante qu'il auroit bientôt pu se reposer, si j'avois eu le cœur content. Mais, Madame, si vous saviez comme le chagrin rompt les bras! Et quand j'aurai perdu la santé, le courage, qui l'aidera, ce pauvre père? Et ma mère! Voyez, Madame, quand sa fille l'aura quittée, voyez-la seule dans

Digitized by Google

son moulin, ayant toute la peine, tout le soin du ménage! Au lieu que si elle avoit une jeune bru qui seroit là, comme sa fille, elle n'auroit qu'à lui ordonner. Cécile, ayez soin du troupeau; Cécile, cueillez la laitue; Cécile allez porter le lait & la crême au Château; faites ceci, faites cela, puis telle chose & puis telle autre; & Cécile, toujours obéissante, caressante, empressée à lui plaire, à la servir! & moi, revenant le soir de l'ouvrage, & trouvant pour me délasser une femme agréable, qui me diroit: Viens, mon ami, viens te reposer près de moi. Quel bonheur! quelle différence! d'y penser seulement cela me fait tressaillir de cœur. — C'est donc Cécile, la fille du Fermier, que tu voudrois donner pour compagne à ta mère? — Oui, Madame; & qui donc? — On ne m'avoit pas dit que tu étois épris de Cécile. — Vraiment, je le crois bien. Est-ce qu'on pense à moi? Est-ce qu'on en dit quelque chose? — Tu le caches peut-être. — Oh! mon dieu, non; je l'ai dit à tout le Village. — Et Cécile? A-t-elle pour toi la même inclination? — La même, non; mais cela commence. D'abord toutes les fois qu'elle me voit passer devant la Ferme, un petit salut d'amitié: Où vas-tu, Marcellin? D'où viens-tu, Marcellin? Vous pensez bien, Madame, qu'on ne fait pas cette faveur à tout le monde. Et puis, ce nom de Marcellin a dans sa bouche un son si doux, si gracieux! on di-

Digitized by Google

roit que ſes lèvres ſe plaiſent à le careſſer. Oh ! ſi, de ſon côté, l'amour n'eſt pas venu encore, il n'eſt pas loin, j'en ſuis bien ſûr. D'ailleurs c'eſt mon affaire. Qu'on me la donne ſeulement, le reſte me regarde. Je l'aime tant qu'il y aura du malheur, ſi je ne m'en fais pas aimer. — Mais, Marcellin, Cécile a deux ans plus que toi. — Tant mieux, Madame ! elle en ſera plus raiſonnable ; &, ſi je ne le ſuis pas aſſez, elle le ſera pour nous deux. — Son père aura bien de la peine à lui donner un mari auſſi jeune ! — Oui, c'eſt là ce que dit ma mère. Mais ſi Monſeigneur le vouloit bien, il n'auroit qu'à dire deux mots. Tenez, Madame, ſi j'étois que de lui, je ferois venir les deux pères, & je dirois à mon Meunier : Baptiſte, es-tu content de ton fils Marcellin ? Oui, Monſeigneur, diroit mon père : cela promet de valoir quelque choſe ; cela travaille de bonne volonté ; cela n'a point de vices ; cela ſait comme on doit chérir ſes père & mère, & comme on doit aimer ſa femme & ſes enfans ; cela doit faire un bon mari. Et toi, Vincent, dirois-je, ne penſes-tu pas bientôt à marier ta fille ? Voilà un gendre ſous ta main ; troc pour troc, les ſœurs & les frères, rien de plus naturel ; & les deux mariages ne feroient qu'une noce. Qu'en penſes-tu ? — Ah ! Monſieur le Comte, Marcellin eſt bien jeune ! — Bon ! laiſſe dire les envieux, les médiſans : jeuneſſe n'eſt pas vice. Marcellin eſt hon-

Digitized by Google

nête, il eſt laborieux, & c'eſt ce qu'il faut en ménage. Ecoute, Vincent, ſi tu veux, je fais pour lui tout de même que pour Eloi, je paſſe, en faveur de Baptiſte & de ſon fils, un bail à vie du petit Domaine de la Caſcade; & voilà ta fille nichée; & voilà le moulin peuplé d'une couvée de petits Vignerons & de petits Meuniers, que protégeront mes enfans. Eh bien, Madame, je gagerois que les deux pères conſentiroient, & rendroient graces à Monſeigneur. — Tu t'expliques fort bien, lui dis-je. Va-t-en, & ſois tranquille; je parlerai pour toi.

Il a raiſon, dit mon mari, quand je lui contai cette ſcène: le bail à vie eſt juſtement ce que je m'étois propoſé; & j'entends bien que de père en fils le moulin ſoit leur héritage. Voilà pour nous encore un moyen bien facile de faire deux heureux; il ne m'en coute rien que le repas de noce. Vous, Madame, ayez la bonté de prendre ſoin des deux trouſſeaux; & vous, ma fille, quand votre mère fera le trouſſeau de Cécile, ſouvenez-vous que Marcellin a été ſevré à neuf mois.

Le bail fut donc ſigné le lendemain. Mais la célébration des mariages fut différée de quelques jours, pour une cauſe dont on nous fit myſtère.

A ces mots, le Curé du Village, qui étoit préſent, vouloit ſe retirer. Olympe le retint, & continua ſon récit.

Digitized by Google

Au même autel, à la même heure, les deux sœurs, les deux frères furent unis. La noce en fut commune. Le festin se fit au Château; nous y invitâmes tout le Village; & le spectacle du bonheur des époux & des deux familles fut ce qu'il y eut de moins touchant.

Ce bon Vieillard venoit de les bénir; il fut assis entre les deux mères; leurs filles étoient auprès d'elles, & vis-à-vis étoient les deux époux, chacun à côté de son père. Dès que tout le monde eut pris place, & que nous eûmes entouré la table du banquet (car notre cercle étoit nombreux), Vincent, avec une dignité villageoise qui nous imprima le respect, se leva & dit ces paroles:

Mes amis, ce bienheureux jour, que deux bons pères ont choisi pour unir leurs enfans, n'est pas seulement une fête pour deux familles; c'est une fête pour le Village; c'est notre fête à tous tant que nous sommes. Il y a aujourd'hui cinquante ans que notre bon Pasteur, cet homme vénérable, notre ami, l'ami de nos pères, l'ami de nos aïeux, qui nous a presque tous vu naître, qui nous a reçus dans ses bras au moment de notre naissance, qui depuis a veillé sur nous comme un fidèle & bon Pasteur, il y a aujourd'hui cinquante ans qu'il est venu se mettre à la tête de son troupeau; &, dans l'espace de tant d'années, il n'a pas laissé passer un jour sans nous faire du bien.

Digitized by Google

Arbitre & conciliateur de tous les démêlés de la commune & de chaque famille, il a appaisé mille plaintes & n'en a excité aucune; il a terminé mille procès & n'en a jamais eu aucun : les malheureux n'ont jamais eu de plus tendre consolateur, ni les pauvres un meilleur père. Enfin, il y a cinquante ans que ses leçons & ses exemples nous enseignent à vivre en amis & en gens de bien. C'est son amour pour nous, c'est notre amour pour lui, c'est cette manière d'alliance religieuse & sainte qui se renouvelle aujourd'hui; c'est à la noce de la Paroisse que nous vous avons invités. Puisse-t-elle attirer les bénédictions du Ciel sur le mariage de nos enfans!

Quel fut, à ce discours, l'attendrissement de tout le Village & le nôtre, c'est ce que je ne puis exprimer. Ah! qu'il vive encore cinquante ans, s'il est possible, s'écrioit-on, le saint homme, le digne & vertueux Pasteur qui n'a jamais fait que du bien!

Ah! Madame, cessez, s'écria-t-il! —Non, non, je veux tout dire. Plus attendri lui-même que vous ne le voyez (car ceci n'est qu'un souvenir), le bon Vieillard étoit comme abîmé dans son humble reconnoissance. Ses deux mains couvroient son visage, & des ruisseaux de larmes couloient entre ses doigts. De temps en temps il regardoit le Ciel, soit pour lui rapporter ce tribut de louanges, soit pour lui présenter, lui recommander ses enfans.

Digitized by Google

Que vous dirai-je enfin ? cet incident inopiné se saisit tellement de tous les esprits & de toutes les ames, que les nouveaux époux s'oublièrent eux-même. Les pères & les mères ne pensoient plus à leurs enfans. Suzanne regardoit de temps en temps Louise, mais c'étoit pour la voir sensible au triomphe de la vertu. Quant à moi, mon émotion fut telle en ce moment, que je ne crois pas avoir éprouvé de ma vie une impression de bonheur plus vive & plus délicieuse ; &, si les violons n'étoient pas venus ramener l'enjouement & réveiller la joie, chacun se seroit retiré de la noce en pleurant. Mais M. le Curé fut le premier à porter la santé des époux, des pères & mères ; & il n'oublia pas la nôtre. Le vin égaya les esprits ; le chant rendit la scène encore plus animée & plus riante ; & la danse, au sortir de table, acheva la révolution.

(*Par M. Marmontel.*)

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Foiblesse* ; celui de l'Énigme est *Oui* ; & celui du Logogriphe est *Misère*, où l'on trouve *Eris, Sire, Emir, Mer, Ire, Semer, Merise, Ros, Se, Me, Ere, Rime, Si, Ré, Mi.*

Digitized by Google

CHARADE.

JE vois la Liberté rouler sur mon premier ;
A l'État obéré je porte mon dernier ;
Tout mauvais citoyen doit brouter mon entier.

Par M. Verlhac, Capitaine-Aide-Major de la Garde Nationale de Brive.

ÉNIGME.

JE suis un meuble nécessaire,
Principalement en hiver ;
Prenez-moi dans un sens contraire ;
Et je fais dégaîner le fer.

Par le même.

LOGOGRIPHE.

JE suis avec cinq pieds un piteux animal ;
De mes peines souvent c'est le terme fatal.
Avec deux de mes pieds j'entretiens la mollesse,
Et sans moi maint Auteur va puiser au Permesse.
Changeant un de ces pieds, je soutiens ta structure
Mes deux extrémités sont d'un temps la mesure :
Quatre pieds au Printemps me font Reine des fleurs ;
Sans mon tout renversé bien froids sont les Auteurs.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

*LETTRES de Mde. la Princeſſe de G***, écrites à ſes amis, pendant le cours de ſes voyages d'Italie en 1779 & années ſuivantes.* 2 *Vol. in-12. A Paris, chez* Duplain, *Libraire, Cour du Commerce, rue de l'ancienne Comédie Françoiſe.*

Nous avons une foule de Voyages d'Italie, dont la plupart ſont des copies les uns des autres ; & il y a tel homme, qui ſe croyant obligé de faire un livre, parce qu'il a voyagé dans la patrie des Arts, imprime, non pas ce qu'il a vu & ce qu'il a ſenti, mais ce qu'il a lu dans d'autres Voyageurs. C'eſt ce qu'on ne dira pas de ces *Lettres*. L'Auteur paroît avoir écrit à meſure que les objets la frappoient. Ils réveillent en elle des ſentimens & des idées. Elle a le beſoin de les répandre ; & une grande facilité à les exprimer avec eſprit & imagination, dans toute la liberté du commerce épiſtolaire, & toute la confiance de l'amitié. Ses deſcriptions ſont vives, quelquefois brillantes, toujours agréables

Digitized by Google

bles ; & leur multiplicité inévitable augmente le mérite de la variété dans les formes & le ton. On trouve peu de ces Lettres où il n'y ait des traits ingénieux, des traits de sentiment, des expressions heureuses. L'Auteur s'ennuie à Bologne : » Je n'aime » point la Nature en histoire, & encore » moins en pétrifications ; tout cela ne » dit rien à mon cœur & le glace. Heu- » reusement les Beaux Arts sont venus à » mon secours. Sans eux je ne sais trop ce » que j'aurois fait de mon ennui, car il » commençoit à paroître ; je le chassois » par respect pour la science. Mais j'avois » beau le chasser ; l'ennui est comme le » sommeil ; c'est le sommeil du plaisir ; » plus on le chasse, plus il accable ». Elle écrit de Padoue : » J'erre autour des tom- » beaux ; les êtres vivans que je rencontre » disent si peu de chose à mon cœur & » à mon esprit, que je vais chercher les » morts. Leurs cendres me parlent davan- » tage. Je viens de voir à Arquata, à » quelques milles de Padoue, celui de l'im- » mortel Pétrarque. Ce tendre Poëte y est » couronné de lauriers. Pourquoi n'avoir » pas mêlé des myrtes à cette couronne ? » Il est vrai que le myrte est l'arbre de la » vie & non celui de la mort. Mais Pé- » trarque est-il mort ?

La description de Venise est d'une touche forte qui peut étonner dans une

Digitized by Google

femme, & qui fait croire que Mde. la P. de G. fait monter son esprit & son stile à tous les sujets.

» Mon étonnement va toujours en croissant. Tout frappe ici mes sens d'une » manière nouvelle. J'habite les ondes, & » c'est dans un palais magnifique. Je ne vois » plus dans la Nature que le ciel, & l'élément » majestueux qui m'environne. Tout a dis- » paru ; je n'apperçois par-tout que l'ou- » vrage des hommes ; ils règnent seuls » ici. Les animaux les plus gais, les plus » aimables n'y trouvent plus d'asile; le papil- » lon & la fauvette fuient dans les airs ; » ils ne s'arrêtent ni sur les fleurs, ni sur » le feuillage, & l'onde a pris la place » de la verte prairie. L'homme lui-même, » privé des couleurs de la Nature, sem- » ble l'avoir oubliée ; il n'est plus sensi- » ble à ses beautés; & voulant aussi s'ou- » blier lui-même, il cache les traits qu'elle » lui donna, sous un masque qui devient sa » figure pendant six mois de l'année ; on » diroit qu'il est honteux d'être homme. » Seroit-ce pour voiler son ame, qu'il » cache ainsi les traits de son visage ? la » peur qu'il a de lui même me le feroit » croire. Dans le sein du vaste élément qu'il » a choisi pour sa demeure, & dont il » s'est rendu maître avec tant de hardiesse, » il s'est lié lui-même avec des chaînes » de fer, en voulant pourtant être libre.

Digitized by Google

» Voilà de plaisans Républicains ! La li-
» berté & le courage sont pour eux ce
» qu'est la vertu & la chasteté pour les
» courtisanes. Mais savez-vous où on trou-
» ve la force, la hardiesse & la grandeur
» républicaine ? sur la toile & dans le
» marbre. On pourroit presque dire que les
» Artistes ont été ici les vrais Républicains,
» puisqu'ils ont su donner une sorte de
» gloire à cette République, en élevant
» dans la Capitale des monumens de magni-
» ficence, qui, joints au merveilleux de
» sa situation, en font la plus étonnante
» ville du monde. Ainsi le génie a fait
» pour l'orgueil ce qu'il auroit dû faire
» pour le bonheur & la vertu ; mais il
» a fait ces prodiges en parlant à l'ame
» par les sens. Ce langage sur tout est bien
» éloquent dans les temples ; le marbre
» & la toile y respirent ; leur expression
» communique à l'ame l'enthousiasme
» qui l'a produite. Les Italiens ont bien
» raison d'être dévots ; leurs temples sont
» si imposans, si magnifiques, les sens y
» sont si heureux, que l'on devient dévot
» sans s'en appercevoir. Le pauvre y va
» au moins oublier sa chaumière, & se
» distraire de sa misère, en contemplant
» des chef-d'œuvres dont ses sens lui
» donnent la propriété.

Le mérite de la diction est toujours très-remarquable chez un Auteur qui n'écrit pas

Digitized by Google

dans son idiome naturel ; mais il l'est ici d'autant plus qu'on y distingue des nuances d'une singulière délicatesse. » J'ai vu ce » matin le palais du Roi, il n'a guère » l'air royal ; c'est un grand édifice sans » aucune décoration extérieure, & qui a » l'air ancien sans avoir l'air antique «. Voilà ce qu'on appelle un synonyme parfaitement indiqué. Ce qui a l'*air ancien* ne montre que l'ouvrage du temps ; ce qui a *l'air antique* montre celui de l'Art qui a imité la belle Nature & le bon goût de l'antiquité. Il faut pardonner à la critique de ne pas manquer une occasion d'instruire ; sans cela je me serois bien gardé de définir ce que Mde. la P. de G. laisse si agréablement à deviner. Elle laisse percer de temps en temps sa prédilection pour sa Patrie, & sans doute on ne lui en fera pas un reproche. Voici un passage bien contraire à de vieux préjugés trop répandus sur l'espèce d'esclavage où l'on a supposé longtemps que les Italiennes étoient condamnées, préjugés détruits aujourd'hui, il est vrai, soit que les voyageurs ayent été mieux instruits, soit que les mœurs ayent changé. » L'Italie est la patrie des femmes ; » c'est là qu'elles sont chéries & respectées, » que la loi les protège, les favorise, & » que les hommes, loin d'exercer sur » elles un empire dur & tyrannique, bai- » sent les chaînes avec lesquelles nous les » lions «.

Digitized by Google

Ceux qui ont pris à la lettre ce qu'on a répété si souvent, que la France étoit le *paradis des femmes*, seront un peu étonnés de ce que dit ici Mde. la P. de G***. Il est pourtant très-vrai qu'il n'y a point de pays en Europe où les femme soient en effet plus généralement libres & heureuses qu'en Italie. L'Auteur ne traite pas trop bien celles de Paris, ni la société de cette capitale.

» Pourquoi cette Nation Françoise, si » aimable & si brillante, a-t-elle changé de » caractère ? Que je regrette sa franchise, » sa loyauté, sa gaîté, & même sa frivo- » lité qu'elle a abandonnée pour une phi- » losophie adolescente qui ne va point au » bonheur, & pour une raison qui les em- » pêche de rire ! On devient gauche lors- » que l'on quitte son naturel ; & leur es- » prit à présent n'est plus qu'une raison » ornée. Quel dommage !

» Si une femme ouvre la bouche, au » lieu de répandre des fleurs & des graces, » au lieu d'une narration où régneroit l'ai- » mable désordre de l'imagination, c'est » une description méthodique, froide, » qui ne vous montre ni les choses ni les » hommes, tableau dont les figures man- » quent de vie & de couleur ; le senti- » ment meurt en sortant de leur bouche, » & leur imagination éteinte fait de l'es- » prit un personnage aussi grave, aussi

Digitized by Google

» sérieux que la raison. Peignent-elles les
» plaisirs champêtres, ou les horreurs d'un
» naufrage, ce sont les mêmes couleurs,
» les mêmes nuances, les mêmes ombres;
» leurs accens, leurs yeux, leurs gestes,
» l'inflexion de leur voix, & leurs expres-
» sions ne changent ni ne varient avec le
» sujet; on croiroit, à les voir, que c'est
» toujours la même chose qu'elles racon-
» tent. Leur organisation est peu délicate.
» J'ai même trouvé en elles notre sexe un
» peu effacé; leur physionomie a du carac-
» tère, mais ce n'est pas celui des fem-
» mes. Ce sont des traits fortement dessi-
» nés, mais peu délicats; la vivacité est
» dans leurs yeux, l'expression du senti-
» ment y manque; elles ont la voix forte,
» mais elles cachent ce défaut en parlant
» bas. Sans cet artifice on croiroit quel-
» quefois entendre la voix d'un homme;
» elles sont en général grandes, bien fai-
» tes, sveltes, & possèdent par excellence
» l'art de s'embellir & celui des Graces.
» Elles ne m'ont pourtant pas paru coquet-
» tes; il m'a semblé, au contraire, voir
» dans leurs yeux qu'elles regardent la co-
» quetterie comme une perte de temps.
» Quelques-unes ont aussi, comme certains
» Philosophes, leur athéisme; elles ne
» croient plus à l'amour, & n'ayant pas le
» cœur de leur Amant à étudier, elles
» étudient le corps humain. Cette science
» a pour elles quelque chose de plus réel;

Digitized by Google

» le défaut ou le dégoût de la sensibilité
» fait courir aux objets physiques.

D'abord, qu'est-ce donc que l'esprit, si ce n'est pas la *raison ornée* ? & puis, toutes ces qualifications générales sont par elles-mêmes très-suspectes d'injustice. En supposant que l'Auteur ait toujours bien observé, il s'ensuivroit seulement que tel étoit le plus grand nombre des femmes qu'elle a rencontrées, & cela même n'est guère croyable, vu l'espèce de société qu'elle devoit voir, & qui devoit être en général la mieux élevée. Ce qu'elle dit de leur *voix forte* ne tient-il pas à ce que l'accent de la langue Italienne est plus doux que celui de la nôtre? Tous les reproches contenus dans cet article sont à peu près ceux que Rousseau énonçoit bien plus durement dans son *Héloïse*; je ne les crois pas destitués de tout fondement, mais fort exagérés. Il est vrai que les Françoises ont communément plus de vivacité que de douceur; mais il est rare que parmi celles qui ont reçu de l'éducation (& ce sont celles-là qu'il faut juger), cette vivacité aille jusqu'à la dureté. Plusieurs ont un son de voix si doux qu'on ne croit pas qu'il soit possible de tromper avec un tel parler; il est un de leurs plus grands charmes, & malheureusement c'est un des grands moyens de tromper mieux. Quant à leur *manière froide de raconter ou de décrire*, je ne comprends rien

à ce reproche. Perſonne, ce me ſemble, ne ſait mieux exprimer, peindre avec la parole & les geſtes ; elles animent tout, & même ce qu'elles haſardent en fait d'expreſſions, aux dépens de la régularité, ne fait que leur donner plus de mouvement & de vie. Enfin comment concilier tous ces défauts avec cet éloge qui vient tout de ſuite après ?

» Mais les ombres légères de cette peinture » diſparoiſſent par de belles & vives cou- » leurs. Si la Pariſienne eſt privée de quel- » ques nuances fines & délicates que la Na- » ture mit dans les traits de notre viſage » & dans ceux de notre eſprit, elle poſ- » ſède des qualités plus rares & plus eſſen- » tielles ; & c'eſt par là qu'elle eſt ſi attra- » chante & ſi long-temps aimable. Sans » flatter mon ſexe, on peut dire que les » femmes ſont ce qu'il y a de plus inté- » reſſant à Paris ".

Seroient-elles donc ſi *aimables* & ſi *attachantes*, ſi elles manquoient des agrémens & des qualités qui ſont l'apanage le plus naturel de leur ſexe, & qui ont le plus de pouvoir ſur nous ; ſi elles manquoient de douceur, de modeſtie & de ces graces qui ne ſont point un *art* ? Si Mde. la P. de G*** a vu avec tranſport les Arts de l'Italie, je crains qu'en France elle n'ait vu les hommes avec un peu d'humeur.

» Tous les ſoirs les femmes y paroiſ-

» ſent (aux Champs Éliſées) habillées de
» blanc, car nous ne portons plus d'autre
» couleur. On veut avoir l'air de la can-
» deur lorſqu'on a perdu l'innocence; elles
» ont ſenti que les graces ſimples & mo-
» deſtes ont un charme qui ſéduit, même
» les hommes les plus corrompus & les
» plus inſenſibles. Voilà comment le raf-
» finement de la coquetterie nous ramène
» à la ſimplicité de la Nature. Il me ſem-
» bloit voir, lorſqu'elles ſe promenoient
» en robe de gaze blanche, que les Zéphirs
» agitoient, il me ſembloit voir en elles
» des ombres inquiètes de leur deſtinée.
» Elles n'avoient point ce calme que donne
» la jouiſſance du vrai bonheur, & la
» tranquillité qu'inſpire ce lieu paiſible.
» Inquiètes, agitées, elles avoient l'air de
» regretter ou de déſirer autre choſe ».

Mde. la P. de G*** voudroit-elle que notre promenade des Champs Eliſées produiſît le même effet que l'Eliſée de la Fable, & portât dans les cœurs cette tranquillité profondément apathique qui ne convient qu'à des ombres, & donne même un air ſi inſipide à celles que nous voyons paſſer & repaſſer ſous les décorations de l'Opéra? Elle eſt fâchée que nos femmes en ſe promenant *ayent l'air de regretter ou de déſirer quelque choſe*; & qu'y a-t-il donc de mieux à faire ici bas? il faut bien nous contenter de ce partage, juſqu'à ce que nous ſoyons devenus des intelligences céleſtes.

Digitized by Google

Le séjour de Naples a fourni à l'Auteur des idées sur la Musique qui peuvent faire naître quelques réflexions dans l'esprit des amateurs.

» J'ai perdu ici l'opinion où j'étois que » Naples fût la patrie de la Musique, com- » me on le croit généralement. Le chant » désagréable du peuple, qui ne con- » siste que dans des sons confus & » mal articulés, son organe dur, son in- » tonation toujours fausse, tout cela m'a » fait connoître, que si Naples eût la » primauté sur toutes les villes d'Italie » dans cet Art agréable, c'est par ses écoles » musicales, qui donnèrent des Musiciens » célèbres à toute l'Europe, & non pas » cette heureuse organisation qui distingue » les autres peuples d'Italie. On dit pour- » tant que dans certaines provinces du » royaume de Naples, le peuple est mieux » organisé, & laisse encore un peu deviner » son origine grecque. Aprile, mon Maî- » tre de chant, l'un des plus célèbres » Chanteurs d'Italie, né dans une de ces » provinces, m'a dit, que le chant de ces » peuples est si beau, si agréable, leur or- » gane est si flexible, & leur intonation si » juste & si parfaite, qu'il a passé sou- » vent des nuits entières à les entendre » chanter. La plupart des modulations de » leurs airs ressemblent parfaitement à l'an- » cienne Musique Italienne, qui est la

Digitized by Google

» Musique par excellence ; & que les Italiens pourroient bien avoir imitée des Grecs, » qui, ayant excellé dans tous les Arts, » avoient sans doute atteint la perfection » dans celui-ci, où il ne faut pas moins » de génie & d'imagination que dans les » autres ; ce qui me le feroit croire, c'est » que les peuples de ces contrées, anciennement Grecs, conservent encore un » chant parfait, & qui a très-peu de rapport avec le chant de la nouvelle Musique » Italienne.

» J'ai examiné plusieurs de leurs airs ; » il seroit à désirer, pour la perfection » de l'Art, que les nouveaux Maîtres de » Musique Italienne imitassent ce goût simple & sublime, cette mélodie sans prétention, pleine d'expression & de naturel, & qui a je ne sais quoi d'antique, » & respire le bon & le vrai goût ».

» J'ai fait à ce sujet une remarque, qui » ne me laisse presque aucun doute sur la » véritable origine de la Musique Italienne. » En examinant les airs du peuple des » provinces de Naples, j'ai trouvé qu'ils » avoient beaucoup de rapport, & même » de ressemblance avec ceux que chantent » les Payſans des campagnes de Marseille, » qui, comme Naples, est une Colonie » Grecque. La composition des uns & des » autres de ces airs est absolument la même, & ne paroît différer, quand on

Digitized by Google

» les entend ſans les lire, que par la » différente manière de chanter, qui, » chez les Provençaux, eſt groſſière & » barbare, & dans les peuples des pro- » vinces de Naples a une fineſſe, une » grace, une délicateſſe dans les modula- » tions, preſque inimitable. Je penſe » donc que l'ancienne Muſique Italienne » n'eſt que la Muſique Grecque régénérée ».

Je laiſſe ces idées à diſcuter à ceux qui ſont en état de les apprécier, & je me contente, par amour pour l'Antiquité, de déſirer qu'elles ſoient vraies. En voici ſur les hôpitaux qui ne me paroiſſent pas juſ- es :

» Les hôpitaux (à Gênes) ſont des pa- » lais conſtruits & décorés avec la plus gran- » de magnificence ; que d'humanité dans » ce luxe ! qu'il eſt beau de faire oublier, » même un inſtant, la miſère, quand on » ne peut pas entièrement la ſoulager ! » elle ſe fait là au moins illuſion, & » perd le ſouvenir d'elle même. Cette illu- » ſion, en adouciſſant les bleſſures de l'ame, » guérit ſouvent le corps. Que j'aime ce » luxe ! que je le reſpecte ! ſi j'étois Sou- » veraine, la maiſon des pauvres ſeroit le » plus beau de mes Palais.

Je ferois, je l'avoue, tout le contraire; on trouveroit tout dans les hôpitaux, ex- cepté le luxe. Pourquoi rappeler le ſuper- flu à ceux qui ne doivent même le né-

Digitized by Google

ceſſaire qu'à la pitié d'autrui ? La miſère & les infirmités ne doivent point loger dans des palais ; il ſuffit qu'elles repoſent dans les bras de la compatiſſante humanité.

A propos de quelques inſtrumens de toilette que l'Auteur a vus dans une collection d'antiques, au Muſeum de Portici : » Je ſuis bien aiſe (dit-elle) d'avoir » appris que les femmes ont été coquettes » dans tous les temps ; cela me feroit preſ- » que croire que la coquetterie eſt dans » la Nature «. Voilà un doute d'une réſerve bien extraordinaire. En prenant ce mot de coquetterie dans ſon acception la plus générale & pour ce qu'elle ſignifie en cet endroit, c'eſt-à-dire pour ce déſir de plaire que prouve le ſoin de ſe parer, on pourroit affirmer ſans trop de témérité que ce déſir eſt naturel au ſexe depuis les Harems de Conſtantinople & d'Hiſpahan, juſqu'aux huttes des Hottentotes & des Kamſchadales ; & je ne vois pas pourquoi on en feroit un reproche ni aux femmes ni à la Nature.

Comme ces Lettres ne ſont point écrites avec la négligence épiſtolaire, on peut y blâmer quelques défauts de goût, quelques abus des termes tecniques tranſportés d'un Art à un autre, comme le *clair obſcur* en Muſique, expreſſion qui ne préſente pas une idée bien nette, du moins pour moi, des femmes qui ſont *chien & chat avec la Nature*, les Apennins qui

Digitized by Google

sont *humanisés* par de jolies maisons de plaisance ; quelques jeux de mots, tels que celui-ci en parlant d'un tableau : L'inconstance *m'a fixée*, &c. Mais ces taches rares & légères, & que je n'ai même relevées que parce qu'elles contrastent avec le ton général du style, ne nuisent en rien ni à l'effet ni à l'agrément de l'Ouvrage.

D.....)

DISSERTATION sur cette Question : Est-il quelque moyen de rendre les Juifs plus heureux & plus utiles en France? Ouvrage couronné par la Société Royale des Sciences & des Arts de Metz ; par M. THIÉRY, *Avocat au Parlement de Nanci. A Paris, chez* Knapen fils ; *Imp-Libr. rue Saint-André-des Art-s, en face du Pont St-Michel ; & chez la veuve* Delaguette & Fils, *rue de la Vieille-Draperie. Prix, 1 liv. 10 s. port franc.*

CETTE Dissertation est divisée en deux Parties. Dans la première, l'Auteur s'attache à prouver que les Juifs méritent d'être plus heureux, & par conséquent plus utiles ; dans la seconde, il propose les moyens de leur procurer ce double avantage. Cette division naturelle dans un Ouvrage de cette espèce, conduit le Défenseur des Juifs à lever tous les obstacles qui

Digitized by Google

s'oppoſent au bonheur de cette Nation parmi nous. Ces obſtacles ſont, comme il le dit lui-même, la Religion, les mœurs, le caractère, les préjugés & l'habitude. Il les combat tous en employant le raiſonnement le plus ſolide, orné ſouvent des charmes de l'éloquence.

Pour nous apprendre d'abord ce que les Juifs peuvent devenir parmi nous, il examine ce qu'ils ont été dans tous les temps & chez tous les Peuples : il les conſidère dès leur origine, & la peinture qu'il fait de leur état primitif, ne peut que donner une idée avantageuſe de ſes talens. Voici comme il s'exprime :

» Les Juifs, nés dans les premiers jours de » la Nature, conſervèrent long-temps la » ſimplicité des mœurs, la douceur, la pu» reté des penchans qu'elle inſpire. Oc» cupés ſeulement alors du ſoin de leur » ſubſiſtance, ils ſe livrèrent à l'Agricul» ture, que leurs tranquilles vertus avoient » anoblie parmi eux : ils partageoient leurs » inſtans entre la culture des terres, la garde » des troupeaux, & l'étude de leur Loi ; » effrayés de l'exemple des Peuples voiſins, » craignant leur luxe, mépriſant leur mol» leſſe, ils leur abandonnèrent le ſoin d'ac» croître les progrès de la raiſon & de l'in» duſtrie. Cet éloignement pour les Scien» ces donna aux Juifs un eſprit minutieux, » une défiance toujours inquiète, peu pro» pre à diſſiper les ténèbres dont ils s'en» veloppoient eux-mêmes ".

Digitized by Google

L'Auteur les suit dans tous les pays où ils ont habité avant & depuis leur dispersion, & il ajoute :

» Après tant d'agitations, les Juifs semblent enfin fixés dans le morne repos » auquel nous les avons condamnés. Souples, paisibles, familiarisés avec notre » mépris & l'avilissement, ils cherchent à » s'en consoler par des richesses. Sans appui, sans Patrie, sans autre propriété que » leur or, forcés par conséquent d'étouffer » toutes les passions qui exercent les facultés des autres hommes, qui élèvent l'ame, » enflamment le génie, & occupent l'activité, mais qui, sans objet pour eux, ne » feroient que les tourmenter & les déchirer, ils n'ont d'autre but que de s'enrichir. C'est vers ce seul point qu'ils s'occupent à plier l'énergie que la Nature a » mise dans toutes les ames, & que chez » les autres, le goût, le caprice ou les circonstances dirigent. Livrés uniquement à » un esprit d'intérêt ; ils semblent eux-mêmes habitués à se croire faits pour être » avilis ; du moins leur facilité à courber » sous notre joug, l'insensibilité qu'ils opposent à nos outrages, la patience avec » laquelle il les supportent, sont bien capables d'entretenir le mépris du Peuple » pour eux, & l'idée qu'il a presque toujours conçue de leur inertie & de leur » incapacité ».

Digitized by Google

Après ces triſtes tableaux que l'Auteur a tracés avec les couleurs qui leur conviennent, ſon ſujet lui en fournit de plus riantes & de plus gracieuſes pour la peinture qu'il fait des mœurs d'un Peuple plus malheureux, ſans doute, que vicieux.

Le Défenſeur des Juifs n'eſt pas moins heureux dans la manière dont il combat les préjugés, ces idoles chéries du Peuple, dit il, ces dangereux ennemis de la raiſon, toujours terribles quand ils ſont enracinés par le temps, & fortifiés par l'exemple.

Pour lever enſuite les obſtacles réſultans de notre Religion, il emploie les plus reſpectables autorités, & s'appuie de notre Religion même. Cette diſcuſſion, où l'Auteur paroît toujours éclairé par la raiſon, & inſpiré par l'humanité, eſt ſuivie d'une deſcription exacte de l'état actuel des Juifs dans tous les pays de l'Univers où ils ſont plus heureux qu'en France.

Dans la ſeconde Partie, l'Auteur indique les moyens que le Gouvernement peut employer pour opérer l'heureux changement qu'il a démontré poſſible dans la Nation Juive. » Commençons, dit-il, par détruire » tous les ſignes humiliàns qui défigurent » les Juifs; ne laiſſons ſur leur figure au- » cune des traces que nous y avons impri- » mées; que leurs vêtemens & tout leur » extérieur ne nous montrent que des con- » citoyens ».

L'Auteur propoſe enſuite d'admettre leurs

Digitized by Google

enfans dans nos Ecoles publiques; & enfin, sans leur donner une exclusion formelle, mais aussi sans les appeler dans nos Camps & au milieu de nos Tribunaux, de leur laisser simplement l'exercice des droits que la Nature accorde à tous les hommes, l'usage libre & volontaire de leur fortune, toutes les prérogatives, en un mot, que nos Loix assurent à tous ceux qui les respectent.

Après la discussion de tous ces moyens, où l'Auteur répond victorieusement à toutes les objections qu'on pourroit lui faire, il donne une idée de la Loi qu'il sollicite en faveur des Juifs.

Cet Ouvrage fait honneur aux talens & à la sensibilité de l'Auteur, & il peut être utile à la Nation dont il a entrepris la défense.

BIBLIOTHÈQUE Physico-économique, instructive & amusante, année 1790, &c. 2 vol. in-12, avec des Planches en taille-douce. Prix, 5 liv. 4 s. br. francs de port par la Poste. A Paris, chez Buisson, *Libraire, rue Haute-feuille, N°. 20.*

En rendant compte toutes les années des nouveaux volumes de cet Ouvrage, nous avons fait assez connoître son mérite, son utilité, sa forme, & la nature des objets qu'il contient. Son succès constant justifie les élo-

Digitized by Google

gès que nous lui avons donnés. La Bibliothèque Physico-économique est aujourd'hui un Livre classique pour un grand nombre de personnes, & particulièrement pour les Cultivateurs. Les Tables qui terminent chaque volume sont une espèce de Dictionnaire où tous les objets qui intéressent l'économie politique sont traités de diverses manières plus ou moins satisfaisantes, mais toujours exemptes de danger, à l'aide des notes qu'y joignent les Editeurs, & sur-tout des récapitulations que contient chaque livraison annuelle, & dans laquelle ils rendent compte, d'après l'expérience, du plus ou moins de confiance que méritent les annonces publiées ci-devant.

On sent combien un Ouvrage de ce genre se refuse à toute espèce d'analyse; mais nous dirons quelques mots des Préfaces qui sont à la tête de chaque volume. Celle du tome premier présente des observations infiniment intéressantes sur le mauvais état de l'Agriculture en France, comparée à l'état brillant de celle d'Angleterre. L'Auteur fait voir d'après M. de Fresne, dans son *Traité d'Agriculture considérée tant en elle-même, que dans ses rapports d'économie politique*, comment ces deux Royaumes, partis à peu près du même point, sont parvenus à des résultats si différens. Il en trouve la cause & m'en indique le remède en répondant avec détail à ces diverses questions : « Pourquoi par » l'Agriculture Françoise, la terre est-elle

Digitized by Google

» moins fertile que par l'Agriculture Angloi-
» se? pourquoi l'Agriculture Angloise eſt-elle
» dans toutes ſes parties plus productive que
» la Françoiſe? Eſt-il poſſible de remédier
« à ces déſavantages en France, & quels
» en ſont les moyens? &c.

La cauſe de ces déſavantages développée & prouvée dans ce diſcours, vient, ſelon l'Auteur, de ce que les Agriculteurs François ont trop augmenté les labours & les défrichemens aux dépens des pâturages; ce qui diminue les engrais ſi utiles pour la fertilité, diminue les élèves de beſtiaux & augmente le prix des laines, des ſuifs, des peaux, de la viande, &c. que nous ſommes obligés de tirer de l'étranger à grands frais & de moindre qualité. Tous ces objets qui n'exigent aucuns travaux, ce qui devroit toujours les tenir à bas prix, ſont plus chers à poids égal que beaucoup de reproductions qui exigent des travaux & des frais conſidérables, & que l'on préfère de faire venir des pays étrangers & ſouvent des extrémités du monde. Le beurre eſt plus cher que le ſucre, la laine preſque auſſi chère que le coton; le ſuif plus cher que le riz; le lait auſſi cher que le vin; le foin quelquefois plus cher que le pain, &c.

C'eſt en ſuivant une méthode toute oppoſée, & dont l'Auteur trace le parallele, que l'Angleterre, avec un ſol peut-être moins bon, a ſu en tirer un parti beaucoup meilleur.

Digitized by Google

La Préface du second volume est un résumé des décrets de l'Assemblée Nationale en faveur de l'Agriculture, & un tableau des nouveaux bienfaits que les nourriciers du peuple doivent attendre des Législatures suivantes.

La Bibliothèque Physico-économique forme actuellement 14 volumes avec 43 grandes planches; chaque année se vend seule ou séparément, au prix de 2 liv. 10 s. broché, franc de port par la Poste. En voici le détail : années 1782, 1 vol.; 1783, 1 vol.; 84, 1 vol.; 85, 1 vol.; 86, 2 vol.; 87, 2 vol.; 88, 2 vol.; 89, 2 vol.; & 1790, 2 vol.

Etrennes aux Parisiens Patriotes, ou Almanach militaire national de Paris, contenant les noms, demeures, & décoration patriotique, de MM. les Officiers, Bas-Officiers, Soldats, &c. formant le corps de l'armée Parisienne. Précédé d'un précis sur sa composition & organisation, avec un résultat général de ses forces. Rédigé sous l'autorisation de M. le Marquis de la Fayette, & dédié à ce Général. Par MM. Bretelle & Alletz, soldats citoyens. Prix, 48 sous br. A Paris, chez Gueffier jeune, Libr. quai des Augustins.

Cet Ouvrage, revêtu d'une autorisation honorable de M. le Marquis de la Fayette, mérite d'être distingué. On doit des éloges à l'encadrement méthodique des nombreux détails qui le composent, ainsi qu'aux résultats qui terminent chaque partie.

Digitized by Google

SPECTACLES.

L'Abondance des matières & le défaut d'espace nous ont forcé de passer sous silence deux Ouvrages dramatiques ; mais l'un est peu important, & l'autre a eu fort peu de succès.

Le premier est *le District de Village*, petite Pièce de circonstance, jouée sur le Théatre Italien, & que des détails gais, des couplets bien faits, & des tableaux agréables ont fait applaudir.

Le second, donné au *Théatre de Monsieur*, est intitulé, *les Esclaves par amour*. Le Poëme n'a pas réussi ; la Musique, qui est de *Paisiello*, a été justement applaudie.

Théatre de la Nation.

A la clôture de ce Théatre, M. *Dazincourt* a prononcé le discours qu'on va lire. On verra qu'il rouloit sur une matière assez périlleuse ; & que les Comédiens François ont sagement fait, de choisir, pour le prononcer, un de leurs camarades, en possession de l'estime publique.

Digitized by Google

« Nous profitons avec empreſſement du jour que l'uſage a conſacré, pour vous préſenter nos reſpects & l'hommage de notre reconnoiſſance. Mais une juſte confiance dans vos bontés nous encourage en même temps à dépoſer dans votre ſein la douleur dont nous ſommes pénétrés. Depuis long-temps le Théatre eſt en butte à des rigueurs affligeantes. Il ſemble qu'on ait tenté de nous faire perdre cette liberté d'ame & d'eſprit ſi néceſſaire à l'art du Comédien. Des études multipliées, des efforts ſans nombre, des bienfaits ſagement répandus, & publiés malgré nous, ne nous ont valu que des interprétations injurieuſes. Une jalouſe cupidité, dont nous ne nous permettons pas de dévoiler le ſecret, & qui voudroit s'élever ſur nos débris, a cherché conſtamment, depuis pluſieurs mois, à fatiguer, à décourager notre zèle ».

» Pour ne nous arrêter que ſur un ſeul point, on a demandé la repréſentation de tel ou tel Ouvrage, ſans ſonger que les pièces déjà reçues avoient le droit d'être repréſentées auparavant; de manière qu'on ne pourroit adhérer à de pareils vœux, ſans attenter aux propriétés, ce qui, nous oſons le croire, ſeroit aller contre l'intention de ceux même qui, par ces demandes, croyant réparer des torts, ne font que ſolliciter une injuſtice «.

Digitized by Google

» Enfin, Messieurs, si quelques abus se sont glissés dans un établissement dont les détails sont aussi difficiles que multipliés, si le temps semble avoir amené le besoin de quelques changemens utiles, ne nous est-il pas permis d'observer qu'une discussion sage, & dirigée par la bonne foi, seroit plus propre à ramener un meilleur ordre de choses, à concilier les divers intérêts & à contribuer plus complétement à vos plaisirs, ainsi qu'à la gloire de votre Théatre «?

» Agréez, Messieurs, que nous n'opposions désormais à tous ces orages qu'un silence respectueux, un zèle toujours renaissant, & ce courage qui doit animer ceux à qui vous avez confié le dépôt de vos richesses dramatiques «.

Ce discours, hardi quant au sujet, mesuré du côté de l'expression, & intéressant par la manière dont il a été débité, a obtenu beaucoup d'applaudissemens.

TABLE.

MA Profession de Foi	3	*Dissertations.*	38
Chanson.	7	*Bibliothèque.*	41
Charade. Enig. Log.	13	*Théatre de la Nation.*	46
Lettres.	24		

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 10 Mars 1790.

La proposition, par laquelle la Cour de Berlin demande à la République de lui céder le domaine de Thorn et de Dantzick, contre des échanges peu importans, a produit ici une sensation fâcheuse. Abandonner à un voisin si redoutable le seul port de la Pologne, le rendre par là maître du Commerce de l'Etat, et combler nos pertes passées par une nouvelle dépouille dont on n'osa pas exiger le sacrifice à l'époque du partage, et qu'on nous présente à signer, au moment même de notre régénération politique et militaire, ce seroit acheter bien cher une alliance. Aussi la Députation des Affaires Etrangères a-t-elle répondu

Digitized by Google

à M. *de Lucchesini*, qu'elle n'oseroit pas même soumettre cette proposition à la Diète. Le 27 du mois dernier, ce Ministre Prussien fit passer à sa Cour cette réponse; l'on attendoit avec inquiétude la résolution définitive du Cabinet de Berlin. Elle est arrivée, et il se répand que le Ministère Prussien a abandonné sa demande.

Si cette crise a refroidi le zèle pour l'alliance projetée, si les offres utiles de la Cour de Vienne ont acquis plus de crédit, d'un autre côté la Russie achève de perdre celui qu'elle obtint si long-temps dans la République. Les conditions impolitiques qu'elle veut imposer au Roi de Suède, sans en avoir acquis le droit par des succès, cette forme de Gouvernement qu'elle entend lui prescrire dans un Traité de paix, ont rappelé le terrible usage qu'on fit au milieu de nous de cette politique. Le Roi de Suède, dans une Note de son Ministre, communiquée à la Diète, a eu soin de lui rappeler cet exemple, en annonçant qu'il rejetoit ces articles, par lesquels la Russie vouloit renverser la Constitution actuelle de la Suède.

ALLEMAGNE.

De Vienne, le 15 Mars.

Léopold II, Roi de Hongrie, est arrivé en cette Capitale le douze à dix

Digitized by Google

heures du soir. Le départ de la Reine et de la Famille Royale est différé jusqu'à l'Eté prochain. C'est l'Archiduc *Ferdinand* qui, conjointement avec le Conseil d'Etat, gouvernera le Grand Duché de Toscane. S. M. a donné les premiers jours au repos, et le lendemain de son arrivée (le 13) Elle a eu la douleur de voir mourir le vieux Maréchal Comte *de Haddick*, Président du Conseil Aulique de Guerre, et décédé à l'âge de 76 ans : il sera inhumé dans sa terre de Futak en Hongrie. La guerre de sept ans fit la réputation de ce Général, qui se distingua dans le service des Troupes légères. Le Roi de Prusse, dans son Histoire, a rendu justice aux qualités de M. *de Haddick*, et à l'humanité qu'il montra envers les Habitans de Berlin, lorsqu'il s'empara de cette Capitale. Depuis long-temps il avoit pris un embonpoint démesuré, qui l'appesantissoit autant que l'âge.

L'administration tranquille, régulière, uniforme de la Toscane, qui jusqu'ici a occupé tous les soins de notre Souverain, forme un contraste avec la multitude d'intérêts difficiles, au milieu desquels ce Monarque prend les rênes des Etats Héréditaires. L'un des premiers objets de sa sollicitude sera les remontrances des Etats d'Autriche, de Moravie et de Bohême, qui demandent la suppression du nouveau plan d'imposi-

Digitized by Google

tion territoriale, si malheureusement copié par le dernier Empereur, des théories métaphysiques de l'Economisme étranger. Par-tout l'on s'en plaint, et l'expérience décidera sans doute le nouveau Roi à abandonner ce système réprouvé. — La Gallicie et la Lodomerie demandent d'être incorporées à la Hongrie, dont elles firent autrefois partie, ainsi que l'annonça, en 1772, la réclamation de la Maison d'Autriche sur ces Provinces passées à la Pologne.

On présume que le Roi se fera couronner en Hongrie dans le mois de Juin. Quelques Comitats, entre autres celui de Pest, ont arrêté de nouvelles remontrances respectueuses, sur les trois exceptions contenues dans la Déclaration Royale du 28 Janvier dernier, par laquelle les anciens droits et priviléges ont été restitués à la Nation, ou plutôt à la Noblesse. Quant aux subsides, ils ne peuvent être accordés que dans l'Assemblée générale des Etats. On attend ici au premier jour le Cardinal Primat et le Grand-Juge de Hongrie, Comte *de Zichy*.

Quoique toutes les dispositions soient faites, et déja même en exécution pour l'ouverture de la troisième campagne, les espérances de paix ne se ralentissent point. Les négociations continuent à Jassy, où sont toujours réunis le Baron *de Thugut*, M. *de Bulgakof* et les deux Commissaires du Grand-

Digitized by Google

Visir. En attendant l'issue de ce Congrès, l'Armée du Prince *de Cobourg* s'est mise en marche vers Widdin. — Tous les Régimens dans le Bannat ont déja passé Mehadie. — Le Général *de Wartensleben* a passé de Lugosch à Kladowa, où, le 4, se trouvoient rassemblés 18 bataillons d'Infanterie, et 16 escadrons de Cavalerie.

M. *de Hutten* est à Lemberg depuis le 26 Février dernier. Il est le quatrième Général qui se trouve dans cette Ville où étoient déja réunis les Généraux Comte *Wenceslas de Colloredo*, le Baron *d'Alvinzi* et le Prince *de Furstemberg*. On a d'ailleurs exagéré le nombre de Troupes qui sont dans la Province. Il ne se trouve actuellement entre Cracovie et Wielizka que 6 bataillons d'Infanterie et quelques divisions de Hussards; 4,000 hommes devoient arriver près de Bochnie, mais ils ont reçu en route l'ordre de faire halte. Le Corps venant de la Hongrie, qui est encore attendu en Gallicie, ne s'élèvera guères au-delà de 9,000 hommes.

Il ne paroît pas douteux que notre Cabinet compte sur la neutralité de la Saxe Electorale, puisqu'on pense à ne laisser en Bohême qu'un Corps de 25 à 30,000 hommes, et d'en rassembler 80,000 en Moravie; on tirera un cordon par Tropau et Jœgendorf jusqu'au-delà de Bielitz; le Prince *de Holenhoe*, qui

Digitized by Google

vient d'arriver ici de Bucharest, sera employé dans cette Armée.

De Francfort sur le Mein, le 21 Mars.

L'Empire est sans Chef, et après une révolution de 45 années, le Vicariat du Corps Germanique exerce actuellement les principales fonctions de l'Autorité Impériale. Le Conseil Aulique fermé, sera remplacé provisoirement par les Conseils des deux Vicaires, l'Electeur-Palatin et celui de Saxe; enfin la Chambre Impériale de Wetzlar voit approcher le terme de la Visitation ordinaire, proscrite par les Lois. Les intérêts divers de plusieurs grandes Cours d'Allemagne augmentent l'importance de la crise actuelle, et semblent près de s'entrechoquer. La prochaine Election occupe toutes les intrigues et tous les mouvemens, non-seulement des Cours Electorales, mais encore de celles des Princes qui voudront influer dans la nouvelle Capitulation.

L'Electeur de Mayence a envoyé les lettres de Convocation au Collège Electoral, qui doit être réuni ici au premier Juillet prochain, pour ouvrir ses Séances à cette époque. Elles seront précédées de conférences, et par-tout de beaucoup d'intrigues; on sait déja qu'à Carlsrühe, il y a eu une Assem-

Digitized by Google

blée des Ministres de plusieurs Cours de l'Empire.

On ne doit pas perdre une ligne à réfuter je ne sais quels Ecrivains Etrangers, qui annoncent à des Lecteurs aussi crédules qu'eux, qu'ébloui des lumières du siècle, le Corps Germanique va casser la dignité Impériale *pour se rendre libre*. Ces singularités ne méritent aucun examen. — Il est vraisemblable que l'opposition de plusieurs Cours aura pour objet, moins le choix du nouvel Empereur, que la Capitulation à laquelle on l'assujétira. L'exemple déplorable de *Charles VII* a surement dégoûté pour jamais du rôle de compétiteur à la Suprématie Germanique, tout Prince qui ne pourroit se la procurer, ni la soutenir par ses propres forces. Ainsi, offrît-on cette dignité, ou à l'Electeur de Saxe, ou à l'Electeur-Palatin, ils sont trop sages pour tomber dans ce piége. Quelle Puissance disputera donc l'Empire à la Maison d'Autriche? La Prusse? elle perdroit sur-le-champ une partie de son crédit, de sa force d'opinion, de la Ligue Germanique, et le rôle bien plus beau de Défenseur de l'indépendance de tous. Cette Cour, en eût-elle le projet, ne pourroit guères compter que sur trois voix, la sienne et celles de Saxe et d'Hanovre. Les trois Electeurs Ecclésiastiques, l'Electeur-Palatin et la

Digitized by Google

voix de Bohême assurent presque infailliblement le succès du Roi de Hongrie; mais il est très-vraisemblable que l'Union Germanique proposera des changemens à la Capitulation Impériale, et qu'ils seront acceptés. On sait que M. le Comte *de Hertzberg* a depuis longtemps un plan réfléchi sur ces modifications.

L'Electeur de Cologne a nommé le Comte régnant *d'Octingile* et le Ministre d'Etat Baron *de Waldenfels*, l'un premier et l'autre second Ministre Plénipotentiaire à la Diète d'Election.

L'Electeur-Palatin a donné ordre de faire frapper dans la monnoie de Munich des espèces d'or et d'argent et de billon, sur lesquelles se trouvera la légende du Vicariat de l'Empire. On prépare aussi dans cette Ville l'Hôtel où sera établie la Chancellerie de ce Vicariat, dont le Comte *de Linange* sera Président.

On parle de nouveau du rétablissement du neuvième Electorat, en faveur du Duc *de Wirtemberg*.

Il s'est fait un rassemblement de Troupes Saxonnes auprès de Dresde; tout le Corps d'Artillerie est cantonné aux environs de cette résidence, ainsi qu'un Régiment de Cavalerie et quelques Escadrons de Dragons. On ne remarqueroit pas ces mouvemens de précaution, sans les dispositions Militaires de

Digitized by Google

deux grandes Puissances voisines de l'Electorat.

On continue sans interruption les approvisionnemens des Magasins Autrichiens établis à Trèves, et pour lesquels on a acheté en Hollande plusieurs chargemens de bled.

Pendant que les Ordres de l'Etat disputent dans Liège, à qui payera le séjour onéreux des Troupes Prussiennes; pendant que les uns ergotent pour défendre l'argenterie des Eglises, et les autres pour la prendre, il reste constant que chaque compliment des Bourguemestres au Général et au Ministre Prussien, coûte fort cher à l'Etat, qui sentira trop tard l'imprudence d'ouvrir sa Maison divisée à des Conciliateurs Etrangers. Le Roi de Prusse vient de faire son dernier adieu au Prince-Evêque de Liège, dans une réponse du 9 Mars à la Lettre précédente de S. A. Cette dépêche de S. M. P. est péremptoire et définitive, ainsi qu'on le verra par les fragmens qui suivent :

« Je crois bien, dit le Roi, que mes Troupes pourroient faire à présent une exécution plénière des Décrets de Wetzlaer, depuis qu'elles sont en possession de la Ville et de la Citadelle de Liege, et qu'elles ont, en quelque manière, désarmé les Liégeois; mais comme cela s'est fait par une soumission volontaire et par une sorte de Capitulation, les droits de l'honneur et de la droiture ne

Digitized by Google

me permettent pas que j'abuse de la confiance de la Nation Liégeoise, et que j'exécute contre elle par la force les volontés arbitraires de V. A. et de ses Conseillers; mais je me verrois obligé en conscience de leur remettre la Principauté de Liege dans l'état dans lequel je l'ai trouvée lorsque mes Troupes l'ont occupée. Je pourrois le faire sans aucun reproche; je pourrois ainsi abandonner V. A. et la Nation Liégeoise à leur sort, à leurs résolutions reciproques et à leurs propres forces. Si V. A. continue à douter de mes suppositions, et si elle se croit sûre des sept huitiemes de la Nation Liégeoise, et qu'on pourroit faire l'exécution plénière avec quelques bataillons des Troupes du Cercle, elle pourroit en faire l'essai alors à son bon plaisir; mais comme j'ai quelque lieu de prévoir que cela ne pourra pas réussir, et qu'il en résultera une guerre civile qui peut mener à ruiner totalement la Principauté de Liège, et à la séparer même du Corps de l'Empire Germanique, je veux encore une fois, mais pour la dernière, offrir à V. A. des moyens de conciliation, que je crois justes, raisonnables, modérés, et tels qu'ils pourront, à mon avis, servir à concilier les intérêts de V. A. et ceux des Etats de Liege, ainsi que les droits, les prérogatives et l'autorité de la Chambre Impériale et du Directoire du Cercle de Westphalie, que je suis toujours prêt de respecter et de maintenir, et particulierement le Recès de Dorsten, dans tous les cas où l'exécution des Sentences peut se faire selon les règles de la Justice ordinaire avec des forces médiocres et sans des efforts guerriers, et où il s'agit plutôt d'une media-

Digitized by Google

tion et composition, que les circonstances de l'affaire rendent nécessaires, comme c'est le cas présent de Liège. »

Suivent après les propositions du Roi, dont voici la substance :

« 1°. V. A. renoncera à l'idée dangereuse de rentrer dans son Pays par la force des armes, et d'obtenir une exécution plénière et littérale des Décrets de la Chambre Impériale. »

« 2°. Je souhaite ardemment que V. A. retourne sans délai dans le Pays de Liège, et qu'elle envoie ici des Députés, comme il s'en trouve déjà ici de la Ville et du Tiers-Etat de Liège. »

« 3°. Publication d'amnistie générale, et d'un ordre rigoureux d'observer les Lois, et de s'abstenir de toute violence et voie de fait arbitraire. »

« 4°. Qu'immédiatement après l'arrivée de V. A. les Magistrats qui sont entrés pendant la révolution, résignent leurs places entre les mains des Directeurs du Cercle. »

« 5°. Qu'on élise, sous les auspices de la Commission Directoriale, les nouveaux Magistrats, cette fois-ci par les voix libres de tous les Bourgeois et Citoyens de chaque Ville, sans la concurrence de V. A. Il se manifestera alors par cette libre Election, si V. A. peut compter sur sept huitièmes de la Nation pour l'ancienne Constitution, ou si les Députés de Liège ici ont raison de soutenir qu'ils auront onze douzièmes des voix pour la nouvelle Constitution. Par cette nouvelle Election, on établira seulement pour cette fois-ci, et pour un an, une Administration Intérimistique. »

Digitized by Google

« 6°. Quand cette Administration sera établie, les Commissaires des trois Princes-Directeurs travailleront à un accommodement général. »

« 7°. Quand l'accommodement général sera fait, on pourra le soumettre à l'approbation et à la confirmation de la Chambre Impériale; et même, si l'on veut, à celle de l'Empereur et de l'Empire. »

Cette Lettre est terminée par les mots suivans :

« Si V. A. n'agréoit pas les susdites propositions, je la prie également de m'en informer bientôt; dans ce cas-là je renonce à toute Commission, et je rappellerai mes Troupes du Pays de Liège, en me déchargeant de toutes les suites qui peuvent en résulter pour V. A. et pour le Pays de Liège, et dont je me crois justifié auprès de l'Empire et de l'Europe entière. J'attendrai cette réponse tout au plus jusqu'au 30 de Mars; et si elle n'arrive pas pendant ce temps-là, je prendrai le silence de V. A. pour un refus; je donnerai à mes Troupes un ordre éventuel de quitter le 31 de Mars le Pays de Liège, et je m'estimerai autorisé de croire, que V. A. n'a pour but dans ce silence et dans ces tergiversations, que de fatiguer le Pays par un long séjour des Troupes et par les charges qui en sont inséparables, et de le réduire par ce moyen à sa discrétion. Je me flatte encore que V. A. ne se portera pas à ces extrémités; mais qu'en bon Père et Pasteur du Peuple, elle voudra lui rendre sa bienveillance, écouter la voie de la modération, et me fournir l'occasion si agréable pour moi de lui rendre

Digitized by Google

tous les bons services qui dépendent de moi. »

ÉTATS BELGIQUES.

De Bruxelles, le 24 Mars 1790.

A moins d'avoir été témoin, ou instruit par des témoins dignes de créance, il est difficile de rendre avec exactitude les détails d'une violence populaire, prolongée trois jours entiers : il faut donc s'en tenir à quelques faits généraux, en écartant les particularités, et le secret des motifs que peu de gens sont à portée de constater dans les premiers instans. Les excès dont cette Ville a été le théâtre ont duré trois jours, du 15 au 17. Ils ont pris leur source, et dans la maladresse enthousiaste du Parti Réformateur, qui a voulu opérer en trois semaines ce qu'on ne pouvoit faire qu'en trois ans, et dans les manœuvres du Parti Aristocratique pour retenir le Peuple dans ses intérêts. En vain trente Gazettes exagéroient les forces de la Faction aujourd'hui battue, en nous montrant la Nation entière sous ses Drapeaux : il n'en étoit rien; on avoit donc tort de parler au nom de la Nation, et il étoit nécessaire de l'éclairer avant de la mettre en mouvement. On ne l'éclairoit point par des Ecrits inflammatoires et des Personnalités fu-

Digitized by Google

rieuses ; car les brochures de cette espèce brûlent, et ne donnent point de lumière. On comptoit sur la réunion de beaucoup de gens de marque, puissans par leur nom, leur crédit, leur opulence, sur les Volontaires, et sur la force des principes. Environ 40 Membres de ce Parti, réuni sous le titre de *Société Patriotique*, avoient présenté aux Etats de Brabant une Adresse, avec un Plan d'organisation pour une nouvelle *Assemblée Nationale*.

Ce Projet étoit celui de M. *Vonck*, Avocat, dont nous avons présenté l'esquisse et la critique. Bientôt l'on excita le Peuple contre cette Requête et contre les Signataires : pour perdre ces derniers, on se servit du moyen des scélérats, des *Catilina*, des Triumvirs, savoir, des listes de proscriptions : la multitude eût ainsi des points de mire, afin de diriger sa férocité à coup sûr.

Le 15, on commença à insulter quelques Proscrits ou adherens à leur cause ; on prétend, ce que nous n'affirmons pas, mais que d'autres exemples notoires rendent vraisemblable, qu'on aiguisa la cupidité du Peuple autant que sa rage, en lui distribuant de l'argent. Le 16, on commença à casser les vitres de plusieurs maisons menacées ; on finit par les dévaster et les piller. On rapporte que quelques-unes furent traitées à l'*Angloise*, c'est-à-dire, qu'on les démeubla, en jetant ensuite les effets dans le feu sans y toucher. Divers Propriétaires connus pa

Digitized by Google

leur adhésion à la Requête, furent en danger, maltraités, blessés, ou ne durent leur salut qu'à la fuite : parmi ces derniers fut l'Avocat *Vonck*. Les Volontaires sur lesquels on avoit compté refusèrent le service : la seule Compagnie de M. *Edouard Walkiers* tint ferme et tira ; mais sans succès : le Peuple demanda la suppression de cette Compagnie et la démission de son Chef ; il obtint l'un et l'autre. Le 17, les désordres continuoient. M. *Van der Noot* parut, harangua le Peuple, lui fit, dit-on, distribuer 3000 florins. Les séditieux se dispersèrent, non sans assouvir leur rage sur quelques Volontaires qu'ils trouvèrent isolés. On demanda la tête de M. *Walkiers ;* il se rendit aux Etats pour y donner sa démission ; il en sortit sous l'escorte de M. *Van der Noot*, aux huées de la multitude, remercia sa Compagnie par une Lettre circulaire, et partit la même nuit avec son frère et sa sœur. Presque toutes ces violences ont été l'ouvrage des gens de rivière, surnommés les *Capons*, auxquels cependant s'étoient réunis nombre de petits Bourgeois. La défection des Volontaires prouve à quel point les Chefs du Parti d'Aremberg s'étoient fait illusion sur leurs ressources. On a accusé M. *Van der Noot* et d'autres Membres des Etats d'avoir conduit ces excès, qu'encourageoit, dit on encore, la Maîtresse même de ce Chef de la Révolution. On a vu ailleurs, et récemment, des femmes donner la preuve d'une ferocité non moins énergique, et danser sur des cadavres égorgés ; mais ces imputations ne reposent encore que sur l'autorité de quelques Gazettes. Le calme n'a été rétabli que le 19, lorsque le Parti triomphant a vu ses Adversaires fugi-

Digitized by Google

tifs et dispersés, et qu'il a cru, pour son intérêt et son honneur, devoir mettre fin à ce brigandage.

Les Déclamateurs, qui avoient promis tout succès aux Martyrs actuels de l'insanité populaire, dans la persuasion que la multitude leur étoit dévouée; ces Déclamateurs qui en même temps nous répétoient chaque jour que plus le Peuple commet de violences, plus il faut le chérir; que l'incendie, le pillage et l'assassinat sont l'exercice nécessaire de sa liberté; enfin, qu'il n'y a point de milieu, ou à l'investir de tous les pouvoirs, ou à le rendre esclave, ne sont pas peu embarrassés maintenant d'expliquer le *quiproquo* déplorable de cette Ville. Il est aisé néanmoins d'en donner la solution. Voulez-vous perdre l'Etat, la liberté et le Peuple, donnez une part active à celui-ci dans les contestations politiques : mêlez-le à un mouvement qui sera bientôt plus fort que lui et que vous : comme dans sa fougue il n'est jamais que l'instrument des Chefs de factions, tôt ou tard il leur sacrifie et l'intérêt public et le sien propre, à moins que le long usage de la liberté ne lui ait appris à la respecter dans autrui, à vénérer religieusement les Lois, et à se former une vertu publique, qui disparoît même bientôt dans les Ré-

Digitized by Google

publiques, lorsqu'une fois elles ont perdu leurs mœurs.

Pour obvier au retour de ces affreux excès, pour se laver du reproche d'y avoir concouru, et pour dissiper les alarmes, les Etats ont rendu, le 19, l'Ordonnance suivante. Elle est d'une sévérité telle, qu'elle met le Brabant entier sous une Loi Martiale, à la discrétion de chaque Offensé.

« Les trois Etats représentant le Peuple du Duché de Brabant, à tous ceux qui ces présentes verront, ou lire ouïront; Salut: faisons savoir. Comme la conservation du repos public doit être une des vues principales d'un pays bien policé, et que cependant ce repos se trouve en ce moment troublé extrêmement par des pillages de maisons, meubles et effets, et par d'autres violences et excès, si est-il que voulant y pourvoir le plus efficacement, Nous avons, de l'avis et à la délibération du Conseil Souverain de ce Duché, ordonné et statué, comme Nous ordonnons et statuons par les présentes: »

« Art. I. Que tous ceux qui auront pillé quelque maison, de qui que ce puisse être, ou qui auront attenté de la piller par force ou menaces, seront punis de mort comme voleurs publics et perturbateurs du pays, quand même ils n'auroient point commis d'effraction de la maison ou demeure, ou qu'ils n'en auroient rien emporté. »

« II. Permettons à tous ceux qui seront ainsi insultés, ou dont on aura pris, ou voulu prendre, par force ou par menaces, quelqu'argent, meubles ou effets, de se dé-

Digitized by Google

fendre, et repousser la force par la force, même de tuer les aggresseurs, sans que pour ce ils seront responsables, ni actionnables, en quelque maniere que ce soit. »

« III. Que tous les Bourgeois et inhabitans, de quelqu'état ou condition qu'ils puissent être, nuls exceptés, ni réservés, aussitôt qu'ils s'apercevront de quelqu'attroupement ou insulte, fait ou commencé dans leur rue, quartier ou voisinage, devront s'armer et venir au secours de ceux qui seront attaqués ou menacés dans leurs maisons, demeures, ou Personnes, et empêcher, autant qu'il leur sera possible, tous les excès et désordres, saisir les malfaiteurs, les garder et délivrer à la Garde la plus voisine, laquelle les délivrera ensuite aux Officiers de Justice. »

« IV. Que ceux qui resteront en faute de venir ainsi au secours, encourront l'amende de cent florins. »

« V. Qu'en cas de résistance à ceux qui viendront au secours des maisons ou Personnes attaquées, ils pourront de même repousser la force par la force, et les tuer, sans pour ce méfaire, ni être recherché en manière quelconque. »

« VI. Que Personne ne pourra se présenter ou attrouper près des maisons ou endroits où ces désordres et excès se commettent, que pour les empêcher, à peine d'encourir pareille amende de cent florins. »

« VII. Que les parens seront responsables pour leurs enfans, les maîtres et maîtresses pour leurs domestiques, au regard desdites amendes pécuniaires; et que ceux qui ne seront pas en état de les payer, seront punis

Digitized by Google

et corrigés arbitrairement, selon l'exigence du cas. »

« VIII. Que tous ceux qui formeront quelque complot, ou tiendront des discours séditieux, ou autres tendant à piller quelques maisons ou demeures, attaquer ou insulter quelques Personnes, seront fouettés et colloqués à la maison de correction de cette Province, et même punis de mort, selon l'exigence du cas, quand même ledit complot ou discours séditieux n'auroit point eu d'exécution. »

« IX. Que ceux qui entendront pareils discours ou complot, seront tenus d'en informer sur-le-champ l'Officier de Justice, en nommant ou désignant ceux qui les auront tenus, comme ils seront aussi obligés de dénoncer ceux qui auront été présens aux mêmes discours, à peine qu'ils seront châtiés comme s'ils en étoient complices; déclarant que leur nom sera tenu secret. »

X. Ordonnons à tous Officiers de Justice de toutes les Villes, Quartiers, Maieries, Bourgs et Villages, de prêter tout secours et assistance à ceux qui seront menacés, maltraités ou poursuivis, soit par une ou plusieurs Personnes, à peine qu'il sera pourvu à leur charge, selon l'exigence du cas. »

« XI. Et attendu que ces sortes d'excès et désordres doivent être punis sans délai, Nous enchargeons et autorisons, dans ces circonstances, tous les Magistrats et Officiers des Villes, Maieries, Quartiers et Districts, de procéder contre lesdits Délinquans le plus sommairement que faire se peut, afin que l'exécution s'en puisse faire au plutôt, en les condamnant aux peines

Digitized by Google

statuées par la présente Ordonnance et autres antérieures, sans user d'aucune dissimulation, à peine que l'on procédera contre eux comme fauteurs desdits délinquans. »

« Si mandons et ordonnons, etc. »

FRANCE.

De Paris, le 31 Mars.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 47^e^. *Semaine.*

Dans la Séance du Samedi soir 20 de ce mois, une Députation de la Bretagne et de l'Anjou, fit lecture à l'Assemblée du *Pacte Fédératif* arrêté entre ces deux Provinces dans le Congrès de *Ponthivy*. On connoîtra l'objet de ce Traité par le serment suivant qui y est joint.

« C'est aux yeux de l'Univers, c'est sur « l'Autel du Dieu qui punit les parjures, « que nous promettons et que nous jurons « d'être fidèles à la Nation, à la Loi et « au Roi, et de maintenir la Constitution « Françoise. Périsse l'infracteur de ce Pacte « sacré! Prospère à jamais son religieux ob- « servateur! »

Dans la même Séance, on discuta deux nouveaux articles proposés par M. *Treilhard* au nom du Comité Ecclésiastique. Ces Décrets modifiés par quelques amendemens reçus furent rendus en ces termes:

« ART. I. Les Officiers Municipaux se « transporteront, dans la huitaine de la pu- « blication du présent Décret, dans toutes « les Maisons de Religieux de leur terri- « toire; ils s'y feront représenter tous les

Digitized by Google

« Registres et Comptes de Régie, les arrêteront, et formeront un résultat des « revenus et des époques de leurs échéances; « ils dresseront sur papier libre et sans frais, « un état et description sommaire de l'argenterie, argent monnoyé, des effets de la « Sacristie, Bibliothèque, Livres, Manuscrits, Médailles, et du mobilier le plus « précieux de la Maison, en présence de « tous les Religieux, à la charge et garde « desquels ils laisseront lesdits objets, et dont « ils recevront les déclarations sur l'état actuel de leurs Maisons, de leurs dettes mobiliaires et immobiliaires, et des titres qui les « constatent. »

« Les Officiers Municipaux dresseront aussi « un état des Religieux-Profes de chaque « Maison et de ceux qui y sont affiliés, avec « leur nom, leur âge, et la place qu'ils occupent; ils recevront la déclaration de ceux « qui voudront s'expliquer sur leur intention « de sortir des Maisons de leur Ordre, ou « d'y rester, et ils vérifieront le nombre des « Sujets que chaque Maison pourroit contenir. »

« Dans le cas où une Maison Religieuse « ne dépendroit d'aucune Municipalité, et « formeroit seule un territoire séparé, toutes « les opérations ci-dessus y seront faites par « les Officiers Municipaux de la Ville la « plus prochaine. »

« II. Huitaine après, les Officiers Municipaux enverront à l'Assemblée Nationale « une expédition des Procès-verbaux et des « Etats mentionnés en l'article précédent; « l'Assemblée Nationale règlera ensuite l'époque et les caisses où commenceront à « être acquittés les traitemens fixés tant pour

Digitized by Google

fendre, et repousser la force par la force, même de tuer les aggresseurs, sans que pour ce ils seront responsables, ni actionnables, en quelque maniere que ce soit. »

« III. Que tous les Bourgeois et inhabitans, de quelqu'état ou condition qu'ils puissent être, nuls exceptés, ni réservés, aussitôt qu'ils s'apercevront de quelqu'attroupement ou insulte, fait ou commence dans leur rue, quartier ou voisinage, devront s'armer et venir au secours de ceux qui seront attaqués ou menacés dans leurs maisons, demeures, ou Personnes, et empêcher, autant qu'il leur sera possible, tous les excès et désordres, saisir les malfaiteurs, les garder et délivrer à la Garde la plus voisine, laquelle les délivrera ensuite aux Officiers de Justice. »

« IV. Que ceux qui resteront en faute de venir ainsi au secours, encourront l'amende de cent florins. »

« V. Qu'en cas de résistance à ceux qui viendront au secours des maisons ou Personnes attaquées, ils pourront de même repousser la force par la force, et les tuer, sans pour ce méfaire, ni être recherché en maniere quelconque. »

« VI. Que Personne ne pourra se présenter ou attrouper près des maisons ou endroits où ces désordres et excès se commettent, que pour les empêcher, à peine d'encourir pareille amende de cent florins. »

« VII. Que les parens seront responsables pour leurs enfans, les maîtres et maîtresses pour leurs domestiques, au regard desdites amendes pécuniaires; et que ceux qui ne seront pas en état de les payer, seront punis

Digitized by Google

et corrigés arbitrairement, selon l'exigence du cas. »

« VIII. Que tous ceux qui formeront quelque complot, ou tiendront des discours séditieux, ou autres tendant à piller quelques maisons ou demeures, attaquer ou insulter quelques Personnes, seront fouettés et colloqués à la maison de correction de cette Province, et même punis de mort, selon l'exigence du cas, quand même ledit complot ou discours séditieux n'auroit point eu d'exécution. »

« IX. Que ceux qui entendront pareils discours ou complot, seront tenus d'en informer sur-le-champ l'Officier de Justice, en nommant ou désignant ceux qui les auront tenus, comme ils seront aussi obligés de dénoncer ceux qui auront été présens aux mêmes discours, à peine qu'ils seront châtiés comme s'ils en étoient complices; déclarant que leur nom sera tenu secret. »

X. Ordonnons à tous Officiers de Justice de toutes les Villes, Quartiers, Maieries, Bourgs et Villages, de prêter tout secours et assistance à ceux qui seront menacés, maltraités ou poursuivis, soit par une ou plusieurs Personnes, à peine qu'il sera pourvu à leur charge, selon l'exigence du cas. »

« XI. Et attendu que ces sortes d'excès et désordres doivent être punis sans délai, Nous enchargeons et autorisons, dans ces circonstances, tous les Magistrats et Officiers des Villes, Maieries, Quartiers et Districts, de procéder contre lesdits Délinquans le plus sommairement que faire se peut, afin que l'exécution s'en puisse faire au plutôt, en les condamnant aux peines

Digitized by Google

statuées par la présente Ordonnance et autres antérieures, sans user d'aucune dissimulation, à peine que l'on procédera contre eux comme fauteurs desdits délinquans. »

« Si mandons et ordonnons, etc. »

FRANCE.

De Paris, le 31 Mars.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 47^e^. *Semaine.*

Dans la Séance du Samedi soir 20 de ce mois, une Députation de la Bretagne et de l'Anjou, fit lecture à l'Assemblée du *Pacte Fédératif* arrêté entre ces deux Provinces dans le Congrès de *Ponthivy*. On connoîtra l'objet de ce Traité par le serment suivant qui y est joint.

« C'est aux yeux de l'Univers, c'est sur « l'Autel du Dieu qui punit les parjures, « que nous promettons et que nous jurons « d'être fidèles à la Nation, à la Loi et « au Roi, et de maintenir la Constitution « Françoise. Périsse l'infracteur de ce Pacte « sacré! Prospère à jamais son religieux ob- « servateur! »

Dans la même Séance, on discuta deux nouveaux articles proposés par M. *Treilhard* au nom du Comité Ecclésiastique. Ces Décrets modifiés par quelques amendemens reçus furent rendus en ces termes:

« ART. I. Les Officiers Municipaux se « transporteront, dans la huitaine de la pu- « blication du présent Décret, dans toutes « les Maisons de Religieux de leur terri- « toire; ils s'y feront représenter tous les

Digitized by Google

« Registres et Comptes de Régie, les arrêteront, et formeront un résultat des « revenus et des époques de leurs échéances; « ils dresseront sur papier libre et sans frais, « un état et description sommaire de l'argenterie, argent monnoyé, des effets de la « Sacristie, Bibliothèque, Livres, Manuscrits, Médailles, et du mobilier le plus « précieux de la Maison, en présence de « tous les Religieux, à la charge et garde « desquels ils laisseront lesdits objets, et dont « ils recevront les déclarations sur l'état actuel de leurs Maisons, de leurs dettes mobiliaires et immobiliaires, et des titres qui les « constatent. »

« Les Officiers Municipaux dresseront aussi « un état des Religieux-Profes de chaque « Maison et de ceux qui y sont affiliés, avec « leur nom, leur âge, et la place qu'ils occupent; ils recevront la déclaration de ceux « qui voudront s'expliquer sur leur intention « de sortir des Maisons de leur Ordre, ou « d'y rester, et ils vérifieront le nombre des « Sujets que chaque Maison pourroit contenir. »

« Dans le cas où une Maison Religieuse « ne dépendroit d'aucune Municipalité, et « formeroit seule un territoire séparé, toutes « les opérations ci-dessus y seront faites par « les Officiers Municipaux de la Ville la « plus prochaine. »

« II. Huitaine après, les Officiers Municipaux enverront à l'Assemblée Nationale « une expédition des Procès-verbaux et des « Etats mentionnés en l'article précédent; « l'Assemblée Nationale règlera ensuite l'époque et les caisses où commenceront à « être acquittés les traitemens fixés tant pour

Digitized by Google

« les Religieux qui sortiront, que pour les « Maisons dans lesquelles seront tenus de « se retirer ceux qui ne voudront pas sortir. »

« L'Assemblée Nationale ajourne les autres « articles du Rapport de son Comité Ec- « clesiastique ; en attendant, les Religieux, « tant qu'ils resteront dans leurs Maisons, « y vivront comme par le passé, et seront « les Officiers desdites Maisons tenus de don- « ner aux différentes natures de biens qu'ils « exploitent, les soins nécessaires pour leur « conservation, et pour préparer la prochaine « récolte ; et en cas de négligence de leur « part, les Municipalités y pourvoiront aux « frais desdites Maisons. »

Du Dimanche 21 Mars.

M. *de Cernon*, l'un des Commissaires Adjoints au Comité de Constitution pour la division du Royaume, proposa à l'ouverture d'autoriser le Comité à rayer des cartes et Procès-verbaux des Départemens, les protestations de quelques Députés ; cette proposition ayant été accueillie, M. *Dupont* se présenta ensuite avec un changement de rédaction à adopter dans le Décret de la veille, concernant les Minottiers et Regrattiers de sel. Sur le vœu de plusieurs Opinans, on finit par décréter l'addition suivante à cet article.

« Et pour jouir du bénéfice de cet article, « lesdits revendeurs seront tenus de faire « dans les 24 heures de la publication du « présent Décret, à la Municipalité du lieu « de leur résidence, la déclaration de la « quantité de sel qu'ils auront entre les mains « provenant de la ferme générale. La qualité « sera vérifiée par les Municipalités, qui en « demanderont échantillon. »

Digitized by Google

M. *Dupont* passa de là à un dernier article, portant cassation de tous les Procès criminels commencés pour faits de gabelle, et la liberté des galériens détenus pour la même cause.

Divers amendemens furent inutilement demandés et discutés ; cette proposition fut statuée en ces termes:

« Les Procès criminels commencés pour « faits de Gabelle, seront annullés sans frais. « Le Roi sera supplié de faire remettre en « liberté les Personnes détenues dans les « prisons ou aux galères, pour faits de Ga- « belles seulement. »

Ordre de Travail.

M. le Baron *de Menou* fit lecture à la Tribune d'une Motion relative à l'Ordre de travail que devoit suivre l'Assemblée ; motion précédée d'un Préambule, où M. *de Menou* revint à l'apologie des Représentans de la Nation. Il représenta, ainsi que l'avoient fait MM. l'Evêque *d'Autun* et *Rabaud de St. Etienne*, que l'Assemblée étoit allée plus loin que ce qu'aucune Nation avoit jamais osé ; détruire toutes les erreurs, toutes les institutions, tous les abus, toutes les habitudes ; substituer la raison et la justice sur les ruines de tous les intérêts personnels, bâtir les fondemens d'un nouvel ordre de choses.

« Les détracteurs de nos travaux, ajouta l'Opinant, nous accusent d'avoir tout renversé. Eh ! pourquoi la Nation s'est-elle assemblée, si non pour détruire à-la-fois tous ces abus, et prévenir la banqueroute à laquelle ils nous entraînoient ? Il n'étoit plus

Digitized by Google

temps d'employer des palliatifs; tout étant vicieux, tout devoit être anéanti. »

« Ils nous reprochent de détruire la Monarchie ! Qu'ils jettent les yeux sur nos travaux ; tous tendent aux principes d'une Monarchie libre par les Lois. De quelle autorité jouissoit le Roi avant l'Assemblée Nationale? de celle de la force. Le Monarque étoit-il heureux ? chargé d'un fardeau immense dont il ne pouvoit seul soutenir le poids, trompé, tyrannisé par ses Courtisans, il n'avoit que les formes de la Puissance, sans en avoir la dignité. Que va-t-il arriver? Le Roi, centre du Pouvoir, Chef de l'ordre exécutif et administratif, donnera le mouvement à toute la machine politique ; toujours obéi, parce qu'il commandera au nom de la Loi, et que tous les Citoyens protégeront les Lois qu'ils ont faites. Il aura la Puissance de faire le bien, et sera dans l'heureuse impuissance de faire le mal ; Chef d'un Peuple libre, il sera le plus puissant Monarque de l'Univers. »

« Mais, objecte-t-on, l'Assemblée Nationale ne parle que de la liberté, de la tranquillité, de l'autorité du Roi ; elles n'existent pas. Répondez, hommes pervers qui semez la discorde, avant que la Constitution soit terminée, le Roi peut-il y trouver toute la liberté, toute l'autorité qu'elle lui accordera? »

M. *de Menou* lut ensuite une formule de Décret en dix articles, que voici :

« L'assemblée Nationale considérant qu'elle a déja décrété que les Lundi, Mardi, Mercredi et Jeudi seront entièrement consacrés à la Constitution, et les Vendredi, Samedi et

Digitized by Google

et Dimanche aux Finances, et que toutes autres affaires seront portées aux Séances du soir, décrète :

« 1°. Que dorénavant les Séances du matin commenceront à neuf heures, excepté celle du Dimanche, qui commencera à onze heures. »

« 2°. Que chaque Séance du matin sera divisée en deux parties; la première, de neuf heures à une heure, sera employée à lire les Procès-verbaux et à discuter la Constitution et les objets majeurs d'intérêt général; la seconde, à examiner des objets d'intérêt général, moins importans et moins majeurs. »

« 3°. Qu'elle n'entend cependant pas s'astreindre à ne point employer la Séance entière aux objets les plus importans, quand les circonstances l'exigeront. »

« 4°. Afin que tous les Députés soient instruits des matières dont l'Assemblée s'occupera, on affichera au bas de chaque Tribune un Tableau de l'ordre du lendemain, qui contiendra l'énumération des objets qui devroient être traités, ou qui auront été ajournés. »

« 5°. Que tous les Députés qui auront quelque Motion importante à proposer, en préviendront d'avance le Président, afin qu'on puisse afficher l'objet de la Motion et le nom de son Auteur. »

« 6°. Que le Comité de Constitution présentera le Dimanche 28 de ce mois, la série ou tableau raisonné de tous les objets à décréter pour achever la Constitution, et des articles nécessaires pour expliquer les Décrets dans lesquels les principes ont été consacrés. »

Digitized by Google

« 7°. Que l'Assemblée s'occupera, sans discontinuer, de decreter les Projets de Décrets relatifs aux Finances, et présentés par le Comité ; et qu'ensuite elle reprendra les jours désignés, le travail de la Constitution, en commençant par l'Ordre judiciaire. »

« 8°. Que dans l'espace de huit jours, les différens Comités présenteront l'ordre de leurs travaux, et dresseront le tableau des objets primitifs de leur travail, et des objets qui leur ont été renvoyés. »

« 9°. Que désormais il ne sera reçu de Députation que dans les Séances du soir. »

« 10°. Qu'enfin, dans aucun cas, l'Assemblée ne lèvera la Séance que le Président ne l'ait prononcé. »

M. *de la Fayette* appuya la Motion précédente, en rappelant l'importance du travail sur les Finances et sur la Constitution ; il représenta celle-ci sous les traits suivans :

« Avec la Constitution, dit-il, on a tout. Législatures représentatives, où la Loi se forme avec sagesse ; Ordre judiciaire dont les Jurés soient la base ; Administrations électives, mais graduellement subordonnées au Chef suprême ; Armée disciplinée sans qu'on puisse en abuser ; Education qui grave tous les principes et recueille tous les talens ; une Nation tranquille sous les armes de la Liberté ; un Roi investi de toute la force qu'exige une grande Monarchie, et de l'éclat qui convient à la Majesté d'un grand Peuple ; enfin, une organisation ferme et complète du Gouvernement, et cette définition distincte de chaque Pouvoir, qui seule exclut toutes les tyrannies. »

Digitized by Google

« Je dois rappeler à l'Assemblée que les Gardes Nationales, dont le zèle est aussi constant qu'énergique, brûlent de trouver dans nos Décrets leur place constitutionnelle, et d'y lire leurs devoirs; mais je conviens, que le travail judiciaire presse d'autant plus, que trop souvent la Loi rencontre dans ses principaux organes des Adversaires, et que des factions de tout genre peuvent encore tenter, dans leurs coupables égaremens, d'opposer des obstacles ou des prétextes à l'établissement de l'ordre public. »

« Et peut-être quelque impatience est-elle permise à celui qui, ayant promis au Peuple, non de le flatter, mais de le défendre, s'est promis à lui-même, que la fin de la Révolution, en le replaçant exactement où il étoit lorsqu'elle commença, le laisseroit tout entier, à la pureté de ses souvenirs. »

« La Motion présentée par M. *de Menou*, dit M. *de Clermont-Tonnerre*, me paroît tellement propre à rapprocher et réunir tous ceux qui, différant peut-être d'opinion, ne diffèrent pas de sentiment, et sont également attachés à la Constitution, que je me reprocherois de vous arrêter un moment. Si quelqu'un veut parler contre la Motion, je réserve la parole pour lui répondre. »

« Le plan de M. *de Menou*, observa M. l'Evêque de Dijon, n'est autre chose qu'une addition au Réglement, dont l'Assemblée s'est fréquemment écartée. Il est donc nécessaire qu'elle s'engage à ne jamais déroger au nouvel ordre de travail qu'on lui propose.

« Je demande, dit M. *de Montlauzier*, une exception en faveur de la Compagnie

Digitized by Google

des Indes. Je demande encore que le Comité de Constitution soit chargé de nous présenter un terme à la Session actuelle; qu'il le présente pour assurer la liberté, la confiance, notre ordre, la paix publique. Disons à l'Europe entière qui nous regarde : Il existe une Assemblée Nationale Permanente; mais ce monstre d'autorité, cette réunion de tous les pouvoirs ne sera pas éternelle. »

Cette Motion, sur laquelle M. *Mathieu de Montmorency* raisonna quelques momens, et contradictoirement, fut écartée par la question préalable. Quant au plan de M. *de Menou*, il fut adopté en entier, à la réserve de l'art. 2 qu'on supprima.

Pendant le cours de cette discussion, M. *Charles de Lameth* avoit fait une Motion incidente d'une autre nature; en parlant de la nécessité d'accélérer l'organisation du Pouvoir Militaire : « Il y a trois semaines, dit-il, que vous avez décrété une douzaine d'articles constitutionnels sur cette matière. Le Ministre de la guerre doit vous présenter un nouveau Plan. Cependant vous avez senti la nécessité de présenter, sur-le-champ, ces articles Constitutionnels à l'acceptation du Roi, et depuis trois semaines que vous la sollicitez, elle n'est pas donnée encore. »

« A Versailles le Roi a différé seulement 24 heures d'accepter des Décrets de Constitution, et l'Assemblée délibéra qu'elle ne désempareroit pas que cette acceptation ne fût donnée. C'est avec cette énergie, ce courage inébranlable que nous sommes arrivés jusqu'à cette époque; et je dirai que ce n'est pas celle où nous avons le moins de besoin. »

« Je demande que le Président se retire

Digitized by Google

dans le jour, parlevers le Roi, pour le prier de donner son acceptation à ces Décrets, et que demain *l'Assemblée ne désemparera pas qu'ils n'aient été acceptés.*

La dernière partie de cet avis fut reçue et rejetée avec une improbation presque universelle. M. *de Saint-Fargeau* en fit sentir l'impropriété et le danger, et demanda la division de la Motion ; dont le premier Membre fut seul accepté.

On remarqua, nous tenons le fait de plusieurs Députés, qu'à l'instant où M. *de Saint-Fargeau* ouvrit son opinion très-sage, une dame connue, qui s'étoit placée à la Barre de la Chambre, laissa échapper une imprécation qui fut ouie et retenue des Députés circonvoisins.

Du Lundi 22 Mars.

M. le Président a rendu compte d'une Députation envoyée hier chez le Roi et chez la Reine, à l'occasion de la mort de l'Empereur, ainsi que des discours qui ont été prononcés à cette occasion. Dans une phrase de sa harangue à la Reine, M. le Président a rendu au caractère de cette auguste Princesse, un hommage qui étoit déja celui de l'Europe entière. « L'Assemblée, a-t-il dit, » place son espoir dans cette force de caractère, qui éleve Votre Majesté si fort au » dessus des revers. »

FINANCES.

M. *Dupont* a présenté différens Décrets servant de suite à ceux qui ont fixé le remplacement de la Gabelle. Ces Décrets sont si nombreux, qu'il ne nous reste aucune place à donner à la discussion légère et fas-

Digitized by Google

tidieuse qui s'est élevée sur quelques articles. Ils ont pour objet les droits sur la marque des Cuirs, sur les Amidons, sur la marque des Fers, et sur la fabrication des Huiles. Tous ont été décrétés dans l'ordre suivant

Décret sur la marque des Cuirs.

L'Assemblée Nationale a décrété et décrète ce qui suit :

I. « L'exercice du Droit de marque des Cuirs sera supprimé dans toute l'etendue du Royaume, à compter du premier avril prochain, à la charge, par les tanneurs et autres fabricans de cuirs et de peaux, d'acquitter en douze payemens, et dans l'espace de douze mois, la valeur des droits dus par les marchandises qu'ils ont chargées, sur le pied d'une estimation moyenne qui sera reglée par un Décret particulier. »

II. « L'abonnement du droit de marque des cuirs et peaux, pour toutes les marchandises de cette espèce qui seront mises en fabrication, et fabriquées à l'avenir, sera rendu général au moyen d'une contribution sur le pied de *six millions* par année, qui sera répartie provisoirement et pour la présente année seulement, à compter du premier avril prochain, sur tous les propriétaires et habitans du royaume, en proportion de toutes les impositions directes et de tous les droits d'entrée des Villes, laquelle répartition aura lieu, quant aux impositions directes, au marc la livre, par simple émargement sur les rôles, et quant aux droits d'entrées des Villes, en la forme qui sera réglée par un Décret particulier. »

Digitized by Google

Décret sur la fabrication des Amidons.

L'Assemblée Nationale a décrété et décrète ce qui suit :

I. « Le droit sur la fabrication des Amidons sera supprimé, à compter du premier avril prochain. »

« Les abonnemens relatifs au même droit cesseront, à compter du même jour. »

II « Il sera établi provisoirement, et pour la présente année seulement, à compter aussi du même jour, une contribution sur le pied d'un million par année, sur toutes les Villes du royaume, en proportion de toutes leurs impositions directes, au marc la livre, et par simple émargement sur les rôles, et quant aux droits d'entrée, en la forme qui sera réglée par un Décret particulier. »

Décret sur le droit de marque des Fers.

L'Assemblée Nationale a décrété et décrète ce qui suit :

I. « L'exercice du droit de marque des fers à la fabrication et au transport dans l'intérieur du Royaume, sera supprimé, à compter du premier avril prochain. »

II. « Les maîtres de forges et de fonderies, dans les Departemens où les droits avoient lieu à la fabrication, seront tenus d'acquitter en six mois, et en six payemens égaux, les droits qui peuvent être dûs par leurs fers deja fabriqués.

« Et à compter du premier octobre prochain, ceux qui ont des marchés à terme, bonifieront à leurs acquéreurs, pendant le cours desdits marchés, la valeur du droit dont leurs fers sont déchargés à la fabrication par le présent Décret. »

Digitized by Google

III. « L'abonnement dudit droit de fabrication, et desdits droits de traite sur les fers et ouvrages de fer et acier, sera rendu général, à compter dudit jour premier avril prochain provisoirement, et pour la présente année seulement, au moyen d'une contribution réglée sur le pied d'un million par année sur les Departemens et Districts qui formoient le ressort du Parlement de Paris, de Dijon, de Metz, et de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, à l'exception des Districts formant partie du ressort desdites Cours, où le droit de la fabrication n'auroit été ni établi ni perçu, et d'une contribution de 500 mille livres sur tout le reste du Royaume. »

« Lesdites contributions seront établies en proportion des impositions réelles et personnelles de tous les Départemens où elles doivent avoir lieu, et des droits d'entrée des Villes dans ces mêmes Départemens; savoir, quant aux impositions directes, au marc la livre, et par simple émargement sur les rôles; et quant aux droits d'entrée des Villes, en la forme qui sera réglée par un Décret particulier. »

IV. « Il sera établi à toutes les entrées du Royaume un droit uniforme, égal à celui qui avoit déja lieu dans les Provinces ou Départemens, où se percevoit le droit de marque des fers. »

Décret sur le droit à la fabrication et au transport des Huiles et des Savons.

L'Assemblée Nationale a décrété et décrète ce qui suit:

I. « Les abonnemens du droit de fabrication des Huiles, qui ont eu lieu en diffé-

Digitized by Google

rentes Provinces, continueront provisoirement, et pour la présente année seulement, dans les Départemens et Districts qui formoient autrefois ces Provinces.

II. « Les droits de traite que payoient les Huiles et les Savons de ces mêmes Provinces, lorsqu'ils en sortoient pour entrer dans la consommation du reste du Royaume, seront pareillement abonnés provisoirement, et pour la présente année seulement, par une contribution à raison de cinq cents mille livres par année, sur les Départemens et Districts qui n'ont abonné que le droit de fabrication. »

II. « L'abonnement sera rendu général par une contribution, à raison d'un million par année, établi provisoirement sur les Départemens et Districts, où la perception du droit à la fabrication des Huiles avoit lieu. »

IV. « Lesdites contributions seront proportionnées à toutes les impositions réelles ou personnelles, et à tous les droits d'entrée des villes, et réparties, savoir, quant aux impositions directes, au marc la livre, et par simple émargement sur les rôles; et quant aux droits d'entrée des Villes, en la forme qui sera réglée par un Décret particulier. »

Décret sur la forme de Contribution des Villes.

ART. I. La somme dont chaque Ville sera contribuable, à raison de ses droits d'entrée, pour le remplacement de la portion qu'elle acquittoit dans les différens droits supprimés ou abonnés par les Decrets de ce jour, sera incessamment reglée; et sur la notion qui sera officiellement donnée à chaque ville de sa part contributoire, la Municipalité sera tenue de proposer, sous 15 jours au plus tard, la forme de l'établissement qu'elle jugera

Digitized by Google

le plus convenable pour procurer cette somme, soit par une addition de sols pour livre à ses anciens Octrois, soit par une augmentation dans quelques parties de ceux-ci, qui paroîtroient n'avoir pas été suffisamment élevés dans les tarifs, soit par un Octroi nouveau sur quelques marchandises dont les anciens tarifs auroient omis l'énonciation, soit par un plus grand accroissement dans les contributions personnelles, soit par les autres Impositions qui peuvent être regardées comme mitoyennes entre les impositions personnelles et les impositions réelles, et qui sont relatives aux loyers ou à quelques circonstances particulières des maisons.

II. Les Directoires de Districts feront passer, dans le délai de huit jours, avec leur avis, la délibération desdites Villes au Directoire de leur Département, qui les enverra dans le même espace de huit jours, avec son avis, à l'Assemblée Nationale, laquelle, d'après lesdits avis, homologuera ou modifiera lesdites délibérations, et décrétera la perception. Et dans le cas où les Municipalités pourroient donner leur opinion avant la formation du Directoire, elles sont autorisées à les adresser à l'Assemblée Nationale.

III. Dans le cas où le produit excéderoit dans quelques villes, la somme demandée, la Législature décidera de l'emploi de l'excédent au profit de ces Villes, sur l'avis du Directoire de District et du Directoire de Département. Dans le cas de déficit, il y sera pourvu par augmentation sur les impositions directes de la Ville.

Suivoit un autre Projet de M. *Dupont*, pour restreindre l'usage des contre-seings et

Digitized by Google

des franchises des Lettres, en obligeant tous les Particuliers ou Municipalités, d'affranchir les ports, lorsqu'ils écriroient à l'Assemblée Nationale, aux Ministres, aux Directoires de leur Département ou de leurs Districts, etc. L'article 2 portoit qu'il n'y auroit de Lettres franches que celles envoyées par l'Assemblée Nationale, ou par les Ministres aux Directoires, et réciproquement.

Les contradicteurs de cet article, ont principalement insisté sur la nécessité de conserver une entière liberté aux correspondances des Membres de l'Assemblée avec les Municipalités, et même avec les Particuliers, dont ils reçoivent des instructions, des projets utiles.

M. *Dupont* a répliqué que la multiplicité des Assemblées Administratives et Municipales, les abus tous les jours plus nombreux du contre-seing, livré à chaque Membre de l'Assemblée, mettoient l'Administration des Postes dans l'impossibilité d'acquitter ses engagemens, et qu'au lieu d'une augmentation de revenu sur cet objet, il surviendroit une grande diminution. « Il s'agit, a-t-il ajouté, de débarrasser l'Assemblée et les Ministres, de tant de paquets inutiles qui leur sont adressés; et de rejeter plutôt sur les faiseurs de projets le port de leur envoi; ce qui, pour chacun individuellement, ne formera pas une grande dépense.

Ces considérations ont paru moins fortes que les raisons opposées, et le Décret a été ajourné dans sa totalité.

M. *Voidel* a proposé ensuite, à l'exemple de l'Angleterre, un impôt modéré sur les

Digitized by Google

Journaux et Feuilles publiques (1); cette proposition goûtée a été renvoyée au Comité des Finances.

Un autre Projet du Comité sur les débets et sur l'arriéré, a été ensuite mis en discussion, et adopté en ces termes :

« I. Les débets qui peuvent avoir lieu sur les droits d'aides et autres y réunis, seront acquittés par tiers, de mois en mois, dans les trois mois d'Avril, Mai et Juin. »

« II. Les droits de traites, aides et autres qui n'ont été ni supprimés, ni abonnés par les Décrets de l'Assemblée Nationale, seront exactement acquittés dans la forme prescrite par les Ordonnances et les Réglemens, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné par l'Assemblée Nationale, et les barrières nécessaires à leur perception seront incessamment et efficacement rétablies. »

« III. Les Villes, Paroisses et Communautés qui sont arriérées dans le payement de leurs impositions, seront tenues de se rapprocher, dans le cours de la présente année, d'une somme équivalente aux deux tiers de ce qu'aura produit, dans chacune

---

(1) En Angleterre, les Journaux et tout Imprimé qui passe une feuille, n'est point soumis au timbre. Les raisons de cette différence, et les précautions à prendre pour ne pas anéantir le produit de la taxe à sa naissance, ne semblent pas avoir été assez approfondies, quoiqu'elles aient été développées avec netteté et exactitude dans le N°. 5 du Mercure de France de cette année.

Digitized by Google

desdites Villes, Paroisses et Communautés, la contribution des ci-devant Privilégiés pour les six derniers mois de 1789, et pour l'année 1790. »

« IV. L'Assemblée Nationale dispense du rapprochement ordonné par l'article précédent, les Villes, Paroisses et Communautés qui ont fait ou feront don patriotique à la Nation de la portion de contribution des ci-devant Privilégiés, pour les six derniers mois de 1789. »

Le Décret suivant n'ayant éprouvé aucune contradiction, l'Assemblée l'a décrété en ces termes :

« L'Assemblée Nationale voulant assurer, dans tous les cas, le service public de l'année 1790, a décrété et décrète que, si par de nouvelles économies ou la bonne administration des moyens de Finance adoptés par elle, il se trouvoit de l'excédent, cet excédent sera versé dans la Caisse de l'Extraordinaire, et employé au remboursement des dettes les plus onéreuses ; et que, si par quelqu'obstacle ou quelqu'événement inattendu, il se trouvoit encore du déficit, il y sera pourvu par la Caisse de l'Extraordinaire. »

L'Assemblée a également décrété l'annullation de tous Procès commencés pour raison des contraventions à l'exercice des droits supprimés ou abonnés par les Décrets 2, 3, 4 et 5.

M. *Anson*, l'un des Trésoriers des Dons Patriotiques, a proposé à l'Assemblée un Projet de Décret qu'elle a adopté. Il autorise les Trésoriers de ces Dons à verser dans la Caisse des Payeurs de rentes le produit des Dons Patriotiques. Il doit être employé

Digitized by Google

à payer à Bureau ouvert et en écus, les rentes viagères et perpétuelles de l'année 1788, qui n'excèdent pas 50 liv. Il prescrit les formes à employer pour la représentation des quittances de répartition de six livres et au-dessous, et les quittances de pareilles sommes ou autres impositions, pour la Lorraine et les Provinces où la Capitation n'est pas en usage. Les six premiers mois de ces rentes pour 1789, seront acquittés par ordre de lettres, et sans aucun retard, après l'acquittement des arrérages de 1788.

Un des Secrétaires a annoncé l'envoi de plusieurs Décrets sanctionnés, accompagnés d'une note de M. le Garde-des-Sceaux, où se trouvent les mots suivans : « Sa Majesté « ayant égard aux instances réitérées de « l'Assemblée, a donné son acceptation aux « Décrets concernant l'Armée. »

M. *Regnaud de Saint-Jean-d'Angely* a pris feu sur cette notification. « J'aurai l'honneur de demander à M. le Président, s'est-il écrié, si la note de M. le Garde-des-Sceaux est signée; et j'observe, *en passant*, qu'il seroit plus décent qu'il envoyât l'acceptation même du Roi. Je fais la Motion expresse que M. le Président soit chargé de demander au Ministre si c'est par les ordres du Roi qu'il a ajouté cette phrase : *ayant égard aux instances réitérées de l'Assemblée.*

Une improbation si nombreuse et si manifeste a repoussé ce vœu de M. *Regnaud*, que personne n'a osé s'opposer à la question préalable.

M. *Charles de Lameth*, il est vrai, a trouvé dans les expressions du Ministre, une intention de confondre l'acceptation avec la sanction. Il a trouvé qu'un Corps Constituant,

Digitized by Google

n'avoit pas besoin d'instances pour obtenir l'acceptation des Lois Constitutionnelles qu'il est exclusivement chargé de faire. Il a découvert dans la note un *piège Ministériel;* ce qui l'a conduit à ajouter qu'on devoit toujours séparer la conduite d'un Roi adoré, de la conduite sourde et obscure des Ministres, que l'on a *tant raison de craindre.* Pour témoigner au Roi toute la confiance qui lui est due, M. *de Lameth* a donc pensé que la Motion n'étoit pas soutenable, quoique très-salutaire, et qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer. Tel aussi avoit été l'avis de la grande Majorité, avant que M. *de Lameth* se fût fait entendre.

M. le Marquis *de Montesquiou*, Président du Comité des Finances, s'est ensuite présenté avec un Projet de Décrets, relatifs à *la suspension* des anticipations, à l'emploi des fonds de la Caisse de l'Extraordinaire, etc. Déjà le premier de ces articles, la suspension du payement des anticipations, paroissoit décrété sans examen, lorsqu'à force de cris, un grand nombre de Membres ont ramené la réflexion sur le danger de cette précipitation, et sur celui du Projet lui-même, qui bouleverseroit le crédit, si l'on refusoit le renouvellement des anticipations, sans déclarer en même temps que les anticipations actuelles seroient remboursées en effets courans. La prudence des Opposans fit ajourner ce Projet à Vendredi.

M. l'Abbé *Gouttes* termina la Séance par une Motion non moins étrange, tendante à charger les Municipalités de visiter les Caisses de tous les Percepteurs d'impositions, et à ordonner que les sommes trouvées soient immédiatement versées au Trésor Royal.

Digitized by Google

Je vois l'Abbé TERRAY, s'écria M. *de Folleville, ressuscité sous la robe de l'Abbé* GOUTTES. La Motion fut renvoyée au Comité des Finances. Tous les Journalistes qui en ont rendu compte, l'ont présentée comme une *inestimable ressource pour la circulation du numéraire.*

DU MARDI 22 MARS.

A l'ouverture de la Séance, M. *Bouche* a proposé un Projet de Décret Réglementaire, tendant à assurer la sanction de cette multitude de Décrets, qui, par la rapidité avec laquelle ils se suivent, échappent à la mémoire même de ceux qui les portent. Ce Réglement portant l'établissement d'un Registre des Décrets, avec leur date, a été adopté.

Quelques voix ayant demandé que l'on mît à l'ordre de la Séance du soir, la question sur l'état civil des Juifs en France, M. *Freteau* a jugé plus instant encore, de s'occuper d'une Déclaration interprétative des Décrets rendus, il y a six mois, sur la réforme provisoire de la Procédure criminelle. En conséquence, la demande des Juifs a été écartée par un ajournement indéfini.

M. *Target*, Rapporteur du Comité de Constitution, a exhibé encore un Projet de Décret, portant que l'appel des Jugemens de Police, rendus par les Corps Municipaux, seroit, jusqu'à la nouvelle organisation de l'Ordre judiciaire, porté pardevant les Tribunaux en possession d'en connoître.

Plusieurs Membres ont d'abord considéré cet appel comme inutile, et ont raisonné d'après cette idée; mais le plus grand nombre a témoigné moins de confiance dans la capaci-

Digitized by Google

té de tant d'Officiers Municipaux, dont plusieurs encore novices dans cette partie: l'appel leur a donc paru indispensable, sur tout en fait de police contentieuse. Les Juges Royaux ont semblé propres à exercer des fonctions, dont la confiance publique est la base. L'article du Comité amendé par cette nouvelle disposition, a été décrété en ces termes :

« L'appel des Jugemens de Police rendus par les Corps Municipaux, aura lieu provisoirement, et jusqu'à l'organisation de l'Ordre judiciaire, dans les cas où il est autorisé par les Réglemens actuels ; et provisoirement aussi, cet appel sera porté pardevant les Bailliages et Sénéchaussées Royaux ou autres Siéges qui en tiennent lieu dans quelques Provinces, pour y être jugé en dernier ressort, au nombre de trois Juges au moins. »

M. *Anson* a rendu compte d'un nouveau Mémoire, adressé par la Caisse d'Escompte au Comité des Finances : cette Compagnie réitère sa demande d'une nomination de Commissaires qui suivent ses opérations, et la mettent à l'abri des effets de la défiance et de la calomnie. Sur les motifs de cette Pétition, le Comité a proposé le Décret suivant :

« Les douze Commissaires nommés pour aviser au choix et à l'estimation des Biens Ecclésiastiques et du Domaine, qui seront vendus ou aliénés à la Municipalité de Paris et aux autres Municipalités du Royaume, sont autorisés à choisir quatre d'entre eux, pour prendre connoissance successivement de la situation et des opérations habituelles de la Caisse d'Escompte, pour mettre la Compagnie en état de concilier les intérêts des porteurs de ses billets, avec les mesures

Digitized by Google

qui pourroient être prises avec lesdites Municipalités, à l'égard des Biens Domaniaux et Ecclésiastiques qui pourroient être aliénés. »

M. *Fréteau* a attaqué ce Décret, que la Caisse regardoit comme essentiel à sa sureté, en objectant que l'Assemblée s'étoit déjà refusée deux fois à cette demande. La Caisse d'Escompte, suivant lui, ne doit point prendre pour motif les sommes qu'elle dit avoir fournies dans l'emprunt de 1789, parce que ce prêt a été fait non pas par la Caisse, mais par les Actionnaires, comme individus. D'ailleurs, pour prononcer sur ce qui vous est proposé, il faudroit prendre connoissance de plusieurs faits qui vous sont inconnus. Je demande donc l'ajournement.

M. *le Couteux de Canteleux* s'est, au contraire, attaché à justifier la conduite des Administrateurs de la Caisse d'Escompte, et à détruire le préjugé ou cette inculpation de mauvaise foi, qui fait regarder comme autant d'agioteurs, tous les Créanciers de l'Etat.

M. *Péthion de Villeneuve*, traitant la Caisse d'Escompte de Caisse particulière, venoit de répéter tous les argumens de M. *Fréteau*, en faveur de l'ajournement, lorsque M. *Garat* l'aîné a pris la parole, et s'en est servi victorieusement.

« Je ne sais pas, a-t-il dit avec force et jugement, quel est l'état actuel de la Caisse d'Escompte, mais je sais que sa destinée est incontestablement liée à celle de l'Etat. J'ignore encore pourquoi l'on veut répandre tant de défaveur sur cette Caisse, à laquelle le rapport de vos Commissaires a été favorable. Son prêt de 25 millions à l'Adminis-

Digitized by Google

tration est imprudent, mais honorable pour elle, et prouve le patriotisme de ses Administrateurs et de ses Actionnaires. Sans ce prêt peut-être n'aurions-nous point d'Assemblée Nationale .... En ce moment le moindre soupçon de votre part seroit funeste à la Caisse d'Escompte et à la Nation. — Depuis quand a-t-on pu imaginer que surveiller une Caisse nécessaire, ce seroit s'identifier avec elle? Jamais vous n'avez rejeté la proposition qui vous est faite, que par un *il n'y a pas lieu à délibérer;* ce qui n'est pas un jugement effectif. D'ailleurs les circonstances ont changé depuis que vous avez adopté le plan de la Municipalité de Paris. Je conclus à l'adoption du Décret qui vous est proposé par M. *Anson.*

Ce discours a été universellement approuvé, et le projet de Décret presque unanimement adopté.

M. *Barnave* a fait, au nom du Comité de Constitution, lecture de l'instruction relative à la nouvelle convocation des Assemblées Coloniales.

M. *de Reynaud*, Député de Saint-Domingue, s'est élevé contre plusieurs des dispositions de ce réglement, dont on a ordonné l'impression. La même demande a été faite pour le discours de M. *de Reynaud*, et refusée. En même temps l'on a prononcé l'ajournement à huitaine des questions relatives à la Compagnie des Indes.

M. le Président a communiqué une lettre de M. *de la Tour-du-Pin*, par laquelle ce Ministre de la Guerre demande l'interprétation d'un Décret de l'Assemblée, du 23 janvier. L'Assemblée a-t-elle entendu comprendre dans l'arriéré, dont elle a suspendu

Digitized by Google

le paiement par ce Décret, les traitemens des Etats-Majors des places, pour l'année 1789, traitemens dûs pour activité de services? Ces places sont les récompenses d'anciens Militaires, qui, ont la plupart que ces légers appointemens pour subsister.

MM. *Prieur* et *Camus*, au lieu de répondre précisément à la question du Ministre, se sont jetés sur les Gouverneurs des places, sur les places inutiles, etc. M. le Duc *du Châtelet* ayant fait observer à M. *Camus* que les Gouverneurs n'avoient jamais été considérés comme des Officiers en activité, et qu'ainsi la demande de M. *de la Tour-du-Pin* ne les regardoit pas, M *Camus* l'a dénoncé, comme se trouvant pour 3000 liv. sur les états payés.

« Je n'ai touché, a repliqué M. *du Châtelet*, « que ce qu'on a bien voulu me payer: je « n'ai rien demandé. Vous avez alloué mille « écus de paiement à quiconque se trouveroit « pourvu de traitemens, pensions, appointemens arriérés: je peux avoir été compris « dans cette règle générale; mais je l'ignore; « mon homme d'affaires peut, à mon insçu, « avoir touché cette somme; mais, sur ma « parole d'honneur, je n'en ai pas été instruit, et bien loin de solliciter une exception, je restituerois sur-le-champ la « somme, si je l'avois reçue. »

La question fut renvoyée au Comité des Pensions; et la Séance levée à trois heures et demie.

DU MARDI 23. SÉANCE DU SOIR.

M. *de Beaumetz*, au nom du Comité des Sept, a fait un rapport sur la réformation provisoire de la Jurisprudence criminelle.

Digitized by Google

Ce rapport a été suivi d'un projet de Décret en onze articles. Nous les rapporterons lorsqu'ils seront décrétés.

L'Assemblée a rendu un Décret concernant la repartition des impôts dans la Province du Languedoc.

Une Députation de la Commune de Paris, présidée par M. *Bailly*, a été introduite à la Barre. Elle a présenté une Adresse au nom de la majorité des Districts, pour demander la *Permanence active de ces Sections*. M. *Bailly* a prononcé un Discours dans lequel il a encore rappelé le patriotisme des Habitans de la Capitale, le serment civique, etc. Un Membre de la Députation a fait ensuite la lecture de l'Adresse; nous en avons indiqué l'objet la semaine dernière.

Du Mercredi 24 Mars.

Sur le Rapport du Comité Domanial, l'Assemblée a ouvert la Séance par l'adoption du Décret suivant:

« Il sera sursis à toutes opérations relatives aux échanges non consommés des « domaines, et notamment aux expéditions « des Sceaux et des lettres de ratification « desdits échanges, jusqu'à ce qu'il en ait « été autrement ordonné par l'Assemblée. »

M. l'Abbé *Gouttes*, au nom du Comité de Liquidation, a présenté, en ces termes, un projet de Décret, relatif à la lettre de M. *de la Tour-du-Pin*, dont nous avons rapporté l'objet.

« Les appointemens des Officiers des Etats-« Majors des places frontieres pour 1789, se-« ront compris dans les dépenses courantes « et comme tels acquittés au Trésor Royal. « L'Assemblée n'entend comprendre dans

Digitized by Google

« cette disposition que les Lieutenans de « Roi, Majors, Aides-Majors, Sous-Aides- « Majors, Capitaines des portes, et autres officiers subalternes des portes, qui sont « en activité de service. »

Avant que la discussion commençât, M. *Camus* en a fait naître une accessoire, en exhibant deux états de paiemens effectués au Trésor Royal, pour traitemens des Gouvernemens de Provinces ou de places, sur l'arriéré de 1788, et cela depuis le premier janvier, jusqu'au 4 mars 1790. Le 18 janvier, c'est-à-dire, quatre jours après la sanction du Décret qui défendoit de payer aux Emigrans, et de donner aux personnes qui ne seroient point en activité de service, plus de 3000 liv., il a été payé, à M. le Prince de *Condé*, pour son gouvernement de Bourgogne, 35,000 liv. sur les six derniers mois de 1788; et à M. le Duc *de Bourbon*, Gouverneur de la Champagne, 31,510 liv.; et à M. le Duc *du Châtelet*, Gouverneur de Toul et du pays Toulois, 27,000 liv. La valeur totale de ces états payés est de 620,471; mais M. *Camus* n'a fait connoître que les trois articles ci-dessus, et il a proposé de mander à la Barre le Caissier de l'extraordinaire des guerres, pour rendre compte des ordres en vertu desquels il avoit fait ces paiemens.

M. *Fréteau* a objecté que, l'Assemblée n'ayant point encore décrété l'usage de cette formalité en pareil cas, il convenoit auparavant de la faire sanctionner par le Roi. MM. *Camus* et *Target* ont réfuté cette observation, et le Caissier a été mandé.

Pendant l'intervalle, M. le Duc *du Châtelet* qui avoit dit hier n'avoir touché que 1000

Digitized by Google

écus, et qui se trouvoit aujourd'hui compris sur les états pour 27,000 liv, expliqua et prouva les faits, non de maniere à satisfaire la malignité, qu'on ne satisfait jamais, mais à mériter la confiance qu'accordent les esprits sains à la parole d'un homme distingué par de longs services, et estimé par tous ses emules dans le Corps le plus sévere sur la délicatesse de l'honneur.

« Quand hier, j'ai été interpellé, dit-il, j'ignorois que mon homme d'affaires eût touché plus de 1000 écus. Effectivement, il n'a touché en deniers que 2655 liv., et le reste en ordonnances payables de mois en mois, suivant l'ordre de l'état de distribution. »

Cette note ne lui a été remise que le 20 de ce mois, et je ne compte pas tous les jours avec lui. C'est au Trésor Royal à savoir ce qu'il doit payer, et non à des gens d'affaires dont toute la fonction se borne à recevoir. Un Décret de l'Assemblée m'eût d'ailleurs autorisé à toucher 3000 liv.; mais puisqu'on en fait un sujet d'ombrage, je dépose ces 2555 liv. sur le bureau des dons patriotiques. »

Malgré cette interprétation, quelques Membres persistoient à faire à M. *du Châtelet* des interrogatoires, et des difficultés, auxquels il répondit avec une constante modération, et par tous les éclaircissemens désirables. « On a dit hier, ajouta-t-il, que les Gouvernemens étoient donnés à la faveur : je serois bien fâché d'avoir ainsi obtenu les graces dont je jouis. Cinquante ans de services, un coup de fusil à travers du corps, dix années de campagnes, huit d'ambassades; voilà mes titres. »

M. *Gaput* l'aîné, qui crut entrevoir dans

Digitized by Google

ce débat un acharnement peu équitable, y mit fin par des réflexions sages : « Lorsqu'un fait, dit-il, est sujet à deux interprétations, l'une bonne et l'autre mauvaise, la justice et la raison veulent que l'on s'arrête à la première. Lorsqu'il s'élève des soupçons sur un Membre de l'Assemblée, nous devrions être plus ardens à les dissiper qu'à les défendre. Il suffit que M. *du Châtelet* atteste, pour que vous deviez le croire. »

« Une restitution pourroit dans ces circonstances paroître forcée; je crois donc que, pour la délicatesse même de M. le Duc *du Châtelet*, nous devons refuser son offre. »

M. *du Châtelet* insista de plus fort, soit en portant la somme à M. le Président, soit au refus de celui-ci, en offrant de la remettre à la Caisse de l'extraordinaire des Guerres.

La discussion s'étant reportée sur la Motion de M. l'Abbé *Gouttes*, deux amendemens furent proposés : le premier, de comprendre parmi les Officiers de l'État-Major, les Gouverneurs de place ; 2°. d'étendre le Décret à toutes les places de guerre, frontières et autres. L'un et l'autre furent successivement appuyés et combattus, et l'on finit par charger le Comité de Liquidation d'éclaircir les faits, et de concerter un nouveau Décret avec le Ministre.

Le Caissier mandé étant arrivé à la Barre, il y subit un interrogatoire de la part de M. *Camus* : « Dès que les sommes, dit-il, sont portées sur les états comme acquittées, elles ont été payées soit en argent, soit en billets. Mais les sommes portées sur les états avoient-elles été payées toutes en deniers, ou partie en ordonnances sur le Trésor Royal? Telle étoit la seconde question.

« Nous

Digitized by Google

« Nous ne connoissons pas, ajouta le Caissier, les ordres sur lesquels les paiemens sont faits; nous payons sur les mandats des Administrateurs ou de leurs Représentans: ce sont eux qui conservent ces ordres.

« L'Administrateur sur les mandats duquel ces états ont été acquittés, est M. *de Biré.* »

Cette information n'ayant produit aucun éclaircissement, il fut décidé de mander M. *de Biré.*

M. *Dubois de Crancé* présenta ensuite, au nom du Comité des Finances, un Projet de Décret en onze articles, concernant le paiement de la Contribution patriotique, que le Comité charge les Municipalités de taxer sur les Déclarations VÉRIFIÉES. On ordonna l'impression de ce Projet, en l'ajournant à Vendredi.

M. *Thouret*, Rapporteur du Comité de Constitution, exposa de nouveau, mais succinctement, les motifs du Comité dans la rédaction de son Plan sur l'institution du pouvoir judiciaire, plan qui nécessite la destruction totale de tous les Tribunaux existans. Le Rapporteur renouvela toutes les plaintes si connues, si développées anciennement par divers Publicistes, contre les usurpations des Cours Souveraines, et contre les abus intolérables de l'Administration de la Justice.

Ces vices notoires, et démontrés par une longue et funeste expérience, ne laissoient douter aucun homme impartial, de la nécessité d'une *grande réforme*; mais M. *Thouret* ne vit de salut que dans une *régénération.*

L'impression de son tableau ne put être affoiblie par l'opinion de M. *de Cazalès*, qui,

Digitized by Google

se jetant dans un autre extrême, représenta les Parlemens, comme ils se représentoient eux-mêmes dans leurs remontrances. Ce n'étoit pas là une logique adroite; car la vérité qui veut persuader, a besoin même d'art, et sur-tout de se défendre de l'exagération.

« On vous propose, dit donc M. *de Cazalès*, de détruire ces Corps antiques, qui liés au berceau de la troisième race, ont depuis 800 ans, par leurs lumières et par leurs vertus, mérité la vénération et l'amour des Peuples. Organes impassibles de la Loi, les premiers ils l'ont étendue sur tous les Citoyens sans distinction. C'est eux qui ont détruit cette odieuse aristocratie qui n'existoit plus, quand on en a méchamment renouvellé le nom, pour égarer et pour épouvanter les Peuples. »

« Je ne vous rappellerai pas que c'est au généreux patriotisme des Parlemens que vous devez la convocation des Etats-Généraux, et par conséquent l'Assemblée Nationale. Je ne vous inviterai pas à la reconnoissance; je sais qu'elle n'est pas la vertu des Nations. Mais je vous rappellerai un fait qui honore notre histoire; c'est que depuis huit siècles, il n'est jamais arrivé qu'un Citoyen injustement poursuivi par l'autorité, ait été condamné par les Parlemens.... Les Rois, lorsqu'ils vouloient abuser de leur autorité, nommoient ces Commissions dont le nom seul faisoit connoître l'innocence de la victime qu'elles devoient immoler. »

« Combien est-il important que les Lois soient confiées à ces Corps de judicature, qui aient assez de consistance pour résister et aux effervescences du Peuple, et à l'autorité des tyrans! »

Digitized by Google

« Il faut moins prendre le temps d'examiner les reproches qu'on fait aux Parlemens. Il seroit si facile de les lier utilement à la Constitution ! Si vous les détruisez, vous précipitez le Royaume dans une nouvelle anarchie ; vous rendez ces Tribunaux ennemis de votre Constitution. »

« Considérons ensuite le désordre de nos finances, nous serons obligés de rembourser 500 millions de charges, dont aujourd'hui nous n'en payons qu'un pour cent. »

« N'est-il pas plus utile d'établir un Ordre tel que le Roi, en qui doit résider la plénitude du Pouvoir exécutif, dont le Pouvoir judiciaire n'est qu'une branche et une émanation ; que le Roi, Juge suprême de la Nation, qui répond de tous les jugemens, ait une influence directe dans le choix des Juges ; au lieu de confier ces places à l'élection, c'est-à-dire, chez un Peuple corrompu, à la vénalité et à l'intrigue ? »

« Je conclus à ce qu'avant tout, vous décidiez cette première question : *L'Ordre judiciaire sera-t-il détruit, ou seulement réformé?* »

Les murmures qui s'étoient élevés vers la fin de ce discours, se convertirent en applaudissemens universels, dont le motif fut bientôt palpable ; car, sur-le-champ, la grande majorité se leva pour demander l'anéantissement de tous les Tribunaux.

M. le Marquis *de Foucault*, voulant modérer cette impatience, proposa de déclarer qu'aucun Membre de l'Assemblée ne seroit éligible aux nouveaux Tribunaux. Une explosion de clameurs forcèrent bientôt l'Opinant à descendre de la Tribune.

Vainement M. *de Cazalès* invoqua le renvoi de cette discussion à la Session prochaine,

Digitized by Google

ce qui n'étoit guère praticable ; vainement invoqua-t-il, avec plus de fondement, le Règlement positif de l'Assemblée, qui ordonne trois jours de discussion sur toute Motion importante.

Plusieurs autres Membres opinèrent successivement, les uns pour appuyer la motion de M. *de Cazalès*, mais par des motifs opposés ; les autres pour appuyer l'ordre de travail proposé par le Comité, en observant que la déclaration que proposoit M. *de Cazalès* n'étoit propre qu'à décourager tous les Tribunaux.

« Le seul moyen de détruire l'opposition, cria M. *de Toulongeon*, est de détruire l'espérance. Je demande donc que la question soit mise aux voix en ces termes : »

« L'Ordre judiciaire sera-t-il, ou non, reconstitué en entier ? »

L'affirmative fut décidée à une très-grande majorité. Ainsi, en deux heures, furent anéantis tous les Tribunaux de la Monarchie Françoise.

Du Jeudi 25 Mars.

M. *de Biré*, mandé la veille, étoit arrivé à l'instant où l'on levoit la Séance : il s'est présenté aujourd'hui à l'ouverture. M. le Président lui ayant demandé les ordres ministériels en vertu desquels ont été faits les payemens dont l'Assemblée avoit ordonnée la suspension, M. *de Biré* a répondu qu'il alloit sur le champ les envoyer prendre. M. le Président lui a permis d'assister à la Séance, quoique M. *Bouche* insistât violemment contre cette disposition : comme si un homme mandé pour donner des éclair-

Digitized by Google

cissemens devoit être réputé coupable, ou comme si celui qui est l'objet d'une information judiciaire, ne pouvoit pas assister à l'information.

M. *l'Abbé Gouttes*, Membre du Comité des pensions, a d'abord présenté plusieurs observations à la décharge de M. *de Biré*. « L'état des appointemens des Gouverneurs, a-t-il dit, est arrêté chaque année le premier Janvier, pour les six premiers mois de l'année précédente, et le premier Juillet pour les six derniers mois. Les états dont il s'agit ici, ont été expédiés, le premier en Juillet 1789, et le second le premier Janvier de cette année. Le Ministre des Finances arrête toutes les semaines l'état de distribution de ces payemens; et ces payemens se font ordinairement en ordonnances payables de mois en mois, dans l'espace quelquefois d'une année : d'où il suit, 1°. Que ces dépenses ne peuvent être comprises dans l'arriéré, puisque ce sont les appointemens courans; 2°. Qu'une partie des sommes comprises dans ces états n'a pas encore été acquitée en deniers, mais seulement en Ordonnances sur le Trésor Royal. »

M. *Camus* a trouvé cet usage très-répréhensible : d'après le Décret qui défendoit de payer aux émigrans, on ne devoit point payer M. le Prince *de Condé*, ni M. le Duc *de Bourbon*. Ces ordonnances sont des Bons payables à termes fixes, et négociables sur la place; ce sont donc des payemens effectifs, faits contre vos Décrets.

« Je demande donc, a-t-ajouté, 1°. Que M. *de Biré* présente les ordres en vertu desquels il a fait des payemens depuis le 18 Janvier. 2°.

Digitized by Google

Que le Décret du 22 Janvier, concernant le payement de l'arriéré, soit présenté à la Sanction Royale. 3°. Que l'Etat soit arrêté dès que le Décret sera sanctionné, et rendu public par la voie de l'impression.

Un Député Ecclesiastique a prié M. *Camus* de calmer sa *bile patriotique*.

Quoique le Décret sur les dépenses arriérées, a dit M. *d'Harambure* Président du Comité de liquidation, ait été porté le 22 Janvier, le Comité de liquidation n'a été nommé que le 6 Février. Je n'ai écrit que le 8 aux Ministres pour les instruire des dépenses qu'ils devoient suspendre; ainsi ils ne sont condamnables que pour tout ce qu'ils ont fait payer depuis.

M. le Duc *du Châtelet*, qui avoit prouvé n'avoir touché que 2555 liv., et en ordonnances seulement le reste des 27000 liv. pour lesquelles il étoit compris sur les états de payemens, a réclamé de plus fort la lecture de ces états : on l'a commencée ; on y a trouvé M. le Duc *d'Aiguillon* pour 31000, et divers autres.

« Vous voyez, Messieurs, a repris M. le « Duc du *Châtelet*, que mon prétendu « crime est celui de plusieurs. J'affirme de « nouveau qu'au 23 de ce mois, j'ignorois que « mon homme d'affaires eût touché 2555 : « j'ai offert, j'offre encore de les rendre ; « il ne me reste rien à faire de plus. »

M. *Camus* insistoit toujours et revenoit à sa motion. M. *Fréteau* a ensuite pris la parole.

« Quand vous statuez sur les Finances, a-t-il dit, vous usez d'un droit qui est à vous, et qu'aucune atteinte du Pouvoir exécutif ne peut vous ôter. Organes immédiats de la volonté nationale, vous avez seuls

Digitized by Google

le droit de désigner et de surveiller l'emploi des deniers publics, au nom du peuple. Qu'il me soit permis de vous rappler une parole dite à *Charles VIII*, par l'Orateur des Etats-Généraux. L'on demandoit aux Etats deux millions d'or; l'Orateur répondit : « Lorsqu'on nous exposera les besoins « de l'Etat, nous y subviendrons toujours. « Nous vous donnons deux millions cinq « cent mille livres ; mais à condition qu'ils « ne seront pas pris sur nous à titre de « taille, dont nous voulons que le nom soit « oublié, et nous ne nous séparerons pas « que les mesures qui doivent en diriger « l'emploi n'aient été exécutées, etc. »

« C'est ainsi que la Nation doit parler quand elle défend ses propriétés. S'il est juste et prudent de faire sanctionner les Décrets qui doivent être exécutés antérieurement, il faut bien se garder de confondre cette Sanction avec celle des autres loix obligatoires pour le peuple. C'est par les ordres du peuple que vous surveillez l'administration des fonds publics, et que vous êtes autorisés à faire toutes les dispositions nécessaires pour en diriger l'emploi. Ces 600,000 liv. qui ont été payées à des gens la plupart très riches, *c'est autant d'ôté sur la subsistance des peuples.* »

« On m'observe que les Bons de caisse ne sont pas encore réalisés ; mais il n'en est pas moins vrai que le Trésor royal va être obligé de les payer. Beaucoup de créanciers manquent du nécessaire, et on acquitte les personnes les plus opulentes, etc. M. *Fréteau* conclut à ce que le Décret du 22 Janvier fût présenté, dans le jour, à la Sanction royale.

Digitized by Google

Par une lettre de M. *de la Luzerne* à l'Assemblée, ce Ministre demandoit qu'on déterminât si les Lettres de change sur les Colonies, seroient comprises dans l'arriéré suspendu: cette discussion s'est mêlée à la précédente, et il est intervenu le Décret suivant :

« Les Lettres de change expédiées pour « le service de la Marine et des Colonies, se- « ront exceptées de l'arriéré compris dans « le Décret du 22 Janvier, et il sera statué « demain sur les autres objets portés dans la « lettre du Ministre de la Marine. »

Il a été de plus statué que le Décret du 22 Janvier seroit dans le jour porté à la Sanction du Roi.

Une nouvelle discussion s'est ensuite élevée sur l'impression des états dont il avoit été fait lecture : cette impression a été ordonnée ; la nomenclature ne devant commencer qu'à la date du 14 Janvier.

Bientôt M. *Camus* a dénoncé le Trésor royal qui refusoit de payer les petites pensions sur la Loterie royale. On ne savoit quel seroit le terme de tant d'investigations accumulées, lorsque M. le Président l'a interrompu, en donnant communication d'une lettre qu'il venoit de recevoir du Roi, par M. le Garde des Sceaux ; elle est ainsi conçue :

« Je suis surpris, Monsieur, que l'Assemblée n'ait pas encore mis en délibération la demande qui lui a été faite de ma part, par le premier Ministre des Finances, sur un Bureau de Trésorerie, dont je compte prendre presque tous les Membres dans l'Assemblée. Cette mesure devient de jour en jour plus instante : je demande

Digitized by Google

donc que cet objet soit pris en considération. »

Signé LOUIS.

Sur la Motion de MM. *Demeunier* et de la *Galissonnière*, il a été décidé que M. le Président se retireroit dans le jour par devers le Roi, pour l'instruire que l'Assemblée s'occuperoit demain de la proposition de Sa Majesté.

Enfin, l'on est revenu à M. *de Biré*, dont les documens venoient d'arriver. Il a présenté à sa décharge un état signé du Roi, et un bulletin signé de M. *Melin*. L'un et l'autre sont signés depuis le commencement de l'année dernière; d'où il suit que le caissier devoit exécuter ces payemens jusqu'à ce qu'il eût reçu du Ministre un ordre de les suspendre.

M. *de Biré* a attesté n'avoir point encore payé M. le Prince *de Condé* réellement; sauf un petit à compte, qu'il a offert de bonifier lui-même à sa Caisse.

Nous ne détaillerons point le long interrogatoire que lui fit subir M. *Camus*, non-seulement sur ce qu'il *avoit* fait, mais encore sur ce qu'il *auroit* fait en tel cas donné: sur quoi, M. *Dufraisse Duchey* observa que ces interrogations sur l'éventuel, étoient plus dignes d'un Tribunal d'inquisition, que d'un Corps constituant.

M. le Président finit par dire à M. *de Biré*: « L'Assemblée est satisfaite de la candeur de votre langage et des éclaircissemens que vous lui avez donnés; elle vous permet de vous retirer. »

Quant à la demande renvoyée la veille au Comité des Finances, sur la demande du Ministre de la guerre, il a été décrété

Digitized by Google

que les Commandans, Lieutenans de Roi, Majors, Aides-Majors et Sous-Aides Majors des Places de guerre en activité, continueront d'être payés de leurs appointemens par le Trésor public, comme par le passé.

Cette Séance, dans l'analyse de laquelle il nous a été impossible de mettre de l'ordre, a été terminée par une Motion formelle de M. *Alexandre de Lameth* touchant la promptitude avec laquelle le Roi doit faire connoître ses intentions sur les Décrets. Cette Motion a été convertie en résolution de l'Assemblée par le Décret suivant.

« L'Assemblée Nationale a arrêté que « ses Décrets seront constamment présentés par son Président à l'acceptation ou « à la Sanction du Roi, dans le délai de « trois jours au plus après celui où ils auront été rendus, et que dans la huitaine « après ladite présentation, M. le Garde « des Sceaux instruira M. le Président de « l'Assemblée Nationale, soit de la Sanction, soit des raisons qui auront pu porter à la différer; enfin, que les Commissaires de l'Assemblée, ci-devant nommés « pour surveiller l'expédition et l'envoi des « Décrets sanctionnés, seront chargés de « veiller à l'exécution de la présente disposition »

Du Vendredi 26 Mars.

Sur la Motion de M. *Goupil de Préfeln*, on a décrété, en commençant, que les payemens compris dans les deux états lus hier, et faits depuis le 18 janvier, en ordonnances payables au Trésor Royal, ne seroient point effectués.

M. le Duc *d'Aiguillon*, dont le nom s'é-

Digitized by Google

toit trouvé sur les états, pour une somme de 31,000 liv., s'est disculpé aux yeux de l'Assemblée, dont une partie avoit ironiquement applaudi au nom de M. le Duc. Il résulte des éclaircissemens qu'il a donnés, que ces 31,000 liv. sont des arrérages dus sur le Gouvernement d'Alsace, que possédoit feu M. le Duc *d'Aiguillon*. Ils ont été délégués aux créanciers de la succession, lesquels ont reçu les payemens du Trésor Royal.

Il a été décidé que cette déclaration seroit insérée dans le procès-verbal. M. *de Bonnay* a réclamé la même justice pour M. le Duc *du Chatelet* et M. le Marquis *d'Ayaray*, ce qui ne pouvoit être et n'a pas été refusé.

M. *Camus*, renouvellant la Motion faite hier quant au payement des petites pensions sur la Loterie Royale, qui montent à 120,000 l., on a déerété que ce payement continueroit provisoirement, sauf celui des pensions qui excèdent 600 liv.

Bureau de Trésorerie.

D'après l'ordre du jour, on a passé à la discussion de la dernière lettre de S. M., concernant le Bureau de Trésorerie. M. *Reubell* s'est opposé le premier au vœu du Roi et de M. *Necker*, en relevant la forme dans laquelle ce vœu avoit été communiqué à l'Assemblée.

« Il n'est pas encore temps d'examiner, a-t-il dit, si le Premier Ministre des Finances n'auroit pas dû réserver sa surprise, pour le moment où l'Assemblée adoptera la proposition inconstitutionnelle qu'il nous a faite. Il faut avant tout qu'un champion

Digitized by Google

ministériel monte à la Tribune, et convertisse la proposition du Roi en Motion formelle. Je ne doute pas qu'il ne se présente alors plus d'un Chevalier pour la combattre, et je demande la parole à mon tour. »

« Le Président, objecta M. *Lucas*, a été chargé hier d'annoncer au Roi que l'Assemblée s'occuperoit aujourd'hui de sa proposition. « Je demande que vous soyez fidèles à votre propre Décret; et s'il faut une Motion expresse pour vous y ramener, je la fais, quoique mon avis soit contraire à la proposition.

M. *de Lépaux*, Député d'Anjou, la combattit long-temps, et d'abord en vertu du Décret qui exclut de l'Administration tout Membre de la Législature actuelle, et de celui qui rend les Ministres responsables.

« Je me permettrai, ajouta-t-il ensuite, quelques reflexions sur la lettre anti-constitutionnelle que les Ministres ont suggérée au meilleur des Rois. Elle devoit être contresignée par un Ministre. M. le Garde-des-Sceaux s'est rendu coupable en nous la transmettant, puisqu'il nous expose à l'alternative ou d'être réfractaire à nos principes et aux intérêts du Peuple, ou d'affliger le cœur d'un Roi si digne de notre amour. »

» Dire la vérité à un Souverain, c'est prouver qu'il est digne de l'entendre; c'est le plus bel éloge que puissent ambitionner les Rois. Disons donc avec franchise, que nous ne pouvons délibérer sur la proposition de S. M. »

« Veillez sur les Ministres; rappelez-vous leurs *tentatives réitérées, pour la perte de notre liberté; l'exagération* des troubles en Quercy, et les efforts de tout genre pour

Digitized by Google

soumettre notre liberté *à l'autorité ministérielle* »

Il existe un Plan ministériel pour empêcher l'affermissement de la Constitution, et pour faire passer entre leurs mains les droits du peuple. Songez que vous n'êtes pas appelés ici pour stipuler les intérêts des Rois, mais les intérêts des peuples. J'insiste sur une déclaration précise qu'il n'y a pas lieu à délibérer. »

M. *Barnave* renouvella les mêmes argumens, et y ajouta quelques nouvelles considérations.

« Le Bureau de Trésorerie qu'on vous propose, dit-il, est contraire à vos Décrets, il ne tend qu'à soustraire les Ministres à la responsabilité, pour la transmettre aux Membres de l'Assemblée. Elle renferme, suivant le premier Ministre, les principales lumières. N'est-ce pas vous aussi qui faites les lois? quelles lumières faut-il pour les exécuter? N'avez-vous pas donné à votre Comité des Finances les pouvoirs nécessaires pour établir l'harmonie entre le Corps Législatif et l'Administration? Vous avez de plus constamment admis le Premier Ministre des Finances à vous présenter ses projets. Vous avez donc fait tout ce qui dépendoit de vous pour établir le concert qu'il demande. Un Bureau de Trésorerie seroit donc non-seulement dangereux, mais inutile. Je conclus qu'il n'y a pas lieu à délibérer. »

« J'adopte, dit M. *Démeunier*, les principes des Préopinans, mais je propose de rédiger votre Décret en ces termes:

« L'Assemblée Nationale, après avoir entendu la lecture du Mémoire du Premier « Ministre des Finances, et le rapport de

Digitized by Google

« son Comité, voulant donner une preuve « de sa déférence pour le vœu du Roi, ainsi « que de son respect et de son amour pour « le vœu de S. M., a examiné de nouveau « les motifs de ses Décrets du 7 novembre « 1789 et du 26 janvier 1790, et elle dé- « clare qu'elle y persiste. »

Cette opinion étoit sans doute générale; car personne n'éleva la voix pour la contredire, ni pour approfondir cette question, si mûrement pesée par M. *Necker*. Le Décret proposé par M. *Demeunier* fut donc mis aux voix, et unanimement confirmé.

M. *Demeunier* demanda alors que le Président fût envoyé pardevers le Roi, pour lui exposer les regrets de l'Assemblée, et lui énoncer les motifs de sa détermination.

M. *de Mirabeau* l'aîné ajouta qu'il existoit un motif beaucoup plus pressant, celui de représenter au Roi que nulle proposition de sa part ne pouvoit être proposée de sa part, sans le contre-seing d'un Ministre.

Cette Motion, d'abord approuvée d'un grand nombre de Membres, fut combattue avec le plus grand succès par M. *Garat* l'aîné.

« Je combats, dit-il, la proposition qui vous est présentée comme constitutionnelle par M. *de Mirabeau;* et je la fais, la Constitution même à la main.

L'art. 13 porte: « Le Roi peut inviter « l'Assemblée à prendre un objet en consi- « dération; mais la proposition des lois ap- « partient exclusivement aux Représentans « de la Nation.

L'art. 18: « Les Ministres et Agens du « pouvoir exécutif seront responsables des « fonds de leur Département. Aucun ordre

Digitized by Google

« du Roi ne pourra être exécuté, s'il n'a été « signé par le Roi et contresigné par l'or- « donnateur du Département. »

« Vous voyez donc, Messieurs, que le contre-seing ne regarde que les ordres du Roi; mais en aucune manière les invitations du Roi à l'Assemblée, et que ce seroit contrevenir à votre Constitution que d'adopter ce principe. Qu'en résulteroit-il en effet? Que toute communication personnelle avec le Roi seroit interdite aux Représentans de la Nation. Là-dessus je consulte votre raison et votre cœur. Si le Roi étoit trompé, si vous vouliez l'éclairer, auriez-vous un autre moyen de le prémunir contre les suggestions des Ministres? Il faut qu'il puisse vous communiquer directement ses vues, et que vous puissiez lui exposer sans détour la vérité, et l'intérêt des Peuples. Je conclus à ce que, sans s'arrêter à la proposition de M. *de Mirabeau*, on passe à l'ordre du jour.

M. *de Mirabeau* répliqua que, des articles constitutionnels lus par le Préopinant, il ne s'ensuivoit nullement que les messages du Roi ne dussent avoir aucune légalisation. « Ce seroit, dit-il, accorder au Pouvoir exécutif l'initiative des Lois, que la Constitution lui ôte. La personne du Roi étant sacrée, et une fiction de la Loi lui ayant accordé une infaillibilité purement idéale, je demande s'il ne doit pas toujours apparoître au Conseil un garant de ses propositions. »

« Je demande ce que veut dire l'objection emphatique que le Roi pourroit être trompé, comme si la Loi du contre-seing Ministériel empêchoit l'Assemblée Nationale de correspondre directement avec lui? Et

Digitized by Google

s'il pouvoit être trompé par l'effet de ce contre-seing, les Ministres, sans ce contre-seing, ne pouvoient-ils pas, mille fois plus souvent, lui suggérer des démarches de pure insinuation et de complaisance? S'il étoit une circonstance qui pût étayer mon opinion, ne seroit-ce pas celle où nous nous trouvons, où l'on vient vous proposer des Projets inconstitutionnels et insidieux, où l'on vous demande de déroger à vos Décrets que le Monarque lui-même a sanctionnés? *Que ceux qui se sont engagés dans le labyrinthe de difficultés où ils se débattent*, n'en cherchent le fil que pour l'intérêt du Peuple. Je conclus que le Président soit chargé de représenter respectueusement au Roi que sa Lettre ne portant aucun caractère de légalisation, est contraire aux dogmes de la responsabilité. »

Une partie de l'Assemblée applaudit à ces argumens : le plus grand nombre réclama l'ajournement; et après avoir flotté quelque temps dans ce débat, l'on passa à l'ordre du jour, c'est-à-dire, à la discussion du Projet de Décret, tendant à établir le payement forcé de la Contribution Patriotique.

« Si vous convertissez cette Contribution volontaire dans le plus onéreux, le plus accablant des impôts, dit M. *Robespierre*, quel effet une disposition pareille produira-t-elle sur les esprits; quelle facilité ne donnera-t-elle pas aux insinuations des ennemis du bien public? » L'Opinant s'étendit ensuite sur le détail des opérations à faire pour rétablir la confiance, pour fortifier l'espoir par le patriotisme, et le patriotisme par l'espoir, etc.

Digitized by Google

M. *Rœderer*. « Les dispositions qui vous sont présentées aujourd'hui sont contraires à deux de vos Décrets. Vous avez voulu que la Contribution Patriotique eût toutes les formes du patriotisme, vous avez décrété qu'il ne seroit fait aucune poursuite. Pourquoi aujourd'hui vous propose-t-on de convertir en Contribution forcée ce qui ne devoit être que volontaire? Un impôt ne peut être établi de cette manière, et ce seroit un piege tendu à la bonne foi des Citoyens. Ne demandez que des sacrifices volontaires, et laissez pour récompense l'honneur de les avoir faits. »

« Vous ne connoissez pas encore le nombre des déclarations; il est impossible que toutes soient faites. Le Clergé ignore son sort; les Propriétaires des droits féodaux, et même les Contribuables, ont été jusqu'ici dans l'incertitude. Les pensions sont réduites ou suspendues, etc. Il n'est pas douteux que cette inquiétude ne se dissipera bientôt, et qu'alors tous les Citoyens s'empresseront de justifier l'opinion que vous avez conçue de leur civisme. »

« La publication des Listes des Déclarations est le moyen le plus salutaire; il soumettra chaque Contribuable à la censure morale de ses Concitoyens. »

M. *Dubois de Crancé* annonça que les Députés mêmes du Commerce étoient venus au Comité des Finances, pour demander le rétablissement de la publicité des Listes.

M. *le Chapelier* proposa que chaque Citoyen fût tenu, en se présentant aux Assemblées Primaires, d'exhiber l'extrait de sa Déclaration et les cotes de ses Impositions, lesquels seront lus à haute voix; mais comme

Digitized by Google

ce moyen ne porteroit que sur ceux qui assistent aux Elections, l'on a adopté ce moyen conjointement avec celui proposé par M. *Rœderer;* ces dispositions furent refondues avec les premiers articles du Projet du Comité des Finances, articles purement réglementaires.

Pendant le cours de cette discussion, un Membre s'écria : « Voici le vrai moyen, c'est de donner nous-mêmes l'exemple; justifions ici de nos Déclarations, et ajoutons-y le quart de nos appointemens. »

La seconde partie de cette Motion fut vivement appuyée par plusieurs Membres.

MM. *de Croy* et *Alexandre de Lameth* la combattirent sous le prétexte qu'elle avoit déja été rejetée. Suivant eux, le traitement des Députés n'est point une faveur, mais une indemnité due à ceux qui sacrifient leur état et leur fortune au bien public.

« L'Auteur de cette Motion, ajoutèrent-ils, a-t-il voulu nous imposer une nouvelle Contribution? Par quel motif serions-nous astreints à payer plus que nos Concitoyens? L'Assemblée a établi dans son sein un Bureau de secours, et j'invite les personnes qui montrent tant de désintéressement, d'y porter les leurs. »

« Un don doit être libre. Les riches n'ont pas le droit de forcer les pauvres de donner. »

« Celui qui n'ayant que ses appointemens pour vivre, en donneroit le quart, donneroit trop; et celui qui donneroit ses appointemens tout entiers, jouissant d'un revenu de 100,000 liv. ne donneroit pas assez. »

Les différentes Motions ayant été relues, M. *Dupont* demanda l'ajournement. En réfutant cette opinion, M. *Demeunier* peignit

Digitized by Google

les mouvemens sourds de Paris qui feroient craindre une explosion, sans les soins infatigables de la Garde Nationale. Sans la Contribution Patriotique, les Finances s'écrouleroient, et avec elles, la Constitution; et les Députés, chargés de malédictions, iroient cacher dans les Provinces leur désespoir et leur servitude.

M. *Charles de Lameth* effaça ces terreurs, en assurant qu'elles étoient l'ouvrage des Ennemis de la Constitution, qu'on offroit de superbes gages aux Créanciers de l'Etat, et qu'aucune Nation n'avoit des Finances aussi florissantes que la France.

La Motion de M. *le Chapelier* ayant obtenu la priorité, elle fut décrétée en ces termes :

« I. Toutes personnes jouissant de ses droits et de ses biens, qui ont au-delà de 400 livres de revenu net, devant payer la Contribution patriotique établie par le Décret du 6 Octobre dernier, sanctionné par le Roi, ceux dont les revenus, ou partie des revenus, consistent en redevances en grains, ou autres fruits, doivent évaluer ce revenu sur le pied du terme moyen du prix d'une année sur les dix dernières. »

« II. Tous bénéfices, traitemens annuels, pensions ou appointemens, excepté la solde des Troupes, tous gages et revenus d'Offices, qui, avec les autres biens d'un Particulier, excéderont 400 livres de revenu net, doivent servir, comme les produits territoriaux ou industriels, de base à sa déclaration, sauf à diminuer ses deux derniers payemens dans la proportion de la perte ou diminution des traitemens, pensions, appointemens et revenus quelconques,

Digitized by Google

qui pourroit avoir lieu par les économies que l'Assemblée Nationale se propose, ou par l'effet de ses Décrets. »

« III. La perte d'une pension, d'un emploi, ou d'une partie quelconque de l'aisance, n'est pas une raison pour se dispenser de faire une déclaration, et contribuer à raison de ses profits industriels, s'ils excèdent 400 liv. de revenu net. »

« IV. Les Tuteurs, Curateurs et autres Administrateurs seront tenus de faire les déclarations pour les Mineurs et interdits, et pour l'établissement dont ils ont l'administration, excepté les Hôpitaux et Maisons de Charité; et la Contribution qu'ils paieront leur sera allouée dans leurs comptes. »

« V. Les Officiers Municipaux imposeront ceux qui, domiciliés, ou absens du Royaume, et jouissant de plus de 400 liv. de rente, n'auront pas fait la déclaration prescrite par le Décret du 6 Octobre; ils feront notifier cette taxation à la personne ou au dernier domicile de ceux qu'elle concernera. »

« VI. Dans un mois du jour de cette notification, les personnes ainsi imposées par la Municipalité pourront faire leurs déclarations, lesquelles seront reçues et vaudront comme si elles avoient été faites avant la taxation de la Municipalité, lesdites personnes affirmant que leurs déclarations contiennent vérité. Ce délai d'un mois expiré, la taxation des Officiers Municipaux ne pourra plus être contestée; elle sera insérée dans le rôle de la Contribution patriotique, et le premier payement sera exigible conformément au Décret du 6 Octobre. »

« VII. Tout Citoyen actif sujet à la Con-

Digitized by Google

tribution patriotique, parce qu'il posséderoit plus de 400 liv. de revenu net, sera tenu, s'il assiste aux Assemblées primaires, de représenter, avec l'extrait de ses cotes d'impositions, tant réelles que personnelles, dans les lieux où il a son domicile ou ses propriétés territoriales, l'extrait de sa déclaration pour sa Contribution patriotique; et ces pièces seront, avant les Elections, lues à haute voix dans les Assemblées primaires. »

« VIII. Les Municipalités enverront à l'Assemblée primaire le tableau des déclarations pour la Contribution patriotique. Ce tableau contiendra les noms de ceux qui les auront faites, et les dates auxquelles elles auront été reçues; il sera imprimé et affiché pendant trois années consécutives dans la Salle où les Assemblées primaires tiendront leurs Séances. »

« IX. S'il s'est tenu des Assemblées primaires et fait des Elections avant la publication du présent Décret, elles ne seront pas recommencées, et on ne pourra pas en attaquer la validité, sur le motif que les dispositions de ce Décret n'y auroient pas été exécutées. »

« X. L'Assemblée Nationale charge son Président de présenter dans le jour le présent Décret à la Sanction du Roi. »

Du Samedi 27 Mars.

Il a été fait lecture d'un grand nombre d'Adresses patriotiques, parmi lesquelles l'on a remarqué celle de M. le Curé *de Sormery* près de Sens; il fait la remise d'une année de son revenu montant à 1700 liv., unique ressource qu'il possède, et qu'il destine à combler le déficit des Finances. L'Eté

Digitized by Google

dernier on avoit refusé un don à-peu-près semblable, offert par un Curé du Limousin. Après avoir annoncé l'indigence de ses Paroissiens, le Curé *de Sormery* ajoute : *Ils voudront bien partager avec moi leur pain de son ; je vivrai de leurs aumônes ; une année de charités pour eux et de misère pour moi sera bientôt passée.*

On a décrété l'impression de l'Adresse de M. *le* Curé *de Sormery*, pour servir d'exemple à tout le Clergé Pastoral. Si 44 mille Curés du Royaume veulent aussi vivre des vertus de leurs Paroissiens, ils fourniront 53 millions à l'Etat. Les Ordres Mendians donneroient aussi leurs pensions, en continuant leurs quêtes, par patriotisme : ce seroit un impôt d'environ 58 millions, ajouté cette année aux charges du Peuple.

Après la lecture des Adresses et des Procès-verbaux, l'Assemblée étant devenue plus nombreuse, M. *le Chapelier* a relu les articles décrétés hier sur la Contribution Patriotique. Cette nouvelle rédaction a été décrétée telle que nous l'avons rendue à la fin de la Séance précédente.

M. *Castellanet*, Député de Marseille, a ensuite fixé l'attention par le narré d'un événement récent, survenu à Marseille, et dont il avoit en main les Pièces justificatives.

Le 21 de ce mois, M. *de Merle d'Ambert*, Colonel du Régiment de Royal-Marine, en garnison à Marseille, arrivant d'Avignon, fut interpellé à la porte d'Aix par le factionnaire de la Garde Nationale, de déclarer, suivant la règle, son nom et son domicile. Il refusa. Un Officier du poste et le Capitaine se présentèrent. Même refus, accompagné d'injures. M. *d'Ambert* appercevant

Digitized by Google

un piquet de son Régiment, l'appela, se mit à sa tête, entra dans le corps-de-garde de la Milice Nationale, prit l'Officier par le collet, en lui disant : « Voulez-vous faire la guerre? Je vais me rendre à la plaine Saint-Michel. Je me fais fort de détruire avec mon Régiment toute cette canaille. Vous pouvez dire à la Municipalité que je me f.... du Maire et de ses Officiers Municipaux. »

Sur-le-champ Procès-verbal de cette violence : l'information ouverte a constaté les faits.

Le lendemain à 10 heures, la Municipalité reçut la visite des Bas-Officiers du Régiment de M. *d'Ambert*, venant déclarer qu'ils ne s'écarteroient jamais des sentimens qu'ils ont jurés à la Patrie : ils publièrent sans délai cette Déclaration. M. *d'Ambert* lui-même vint à la tête de son Corps d'Officiers; effrayé des huées et de la fermentation du Peuple, il demanda d'être gardé dans la Maison commune, où il est encore détenu.

La Municipalité demande, 1°. quel est le Tribunal qui doit juger cette affaire; 2°. le renvoi des Troupes réglées.

M. le Président a annoncé qu'il venoit de recevoir une Lettre des Bas-Officiers du Régiment de Royal-Marine, qui prient l'Assemblée de ne rien juger avant d'avoir pris connoissance des rapports des deux Parties; ils annoncent un Mémoire qu'ils rédigent en faveur de leur Colonel. Comme il ne s'agissoit point ici de juger, mais seulement d'indiquer le Tribunal, l'affaire a été renvoyée à la Séance du soir.

Les Villes de Besançon et de Valenciennes

Digitized by Google

ont été autorisées à faire un emprunt, l'une de 150,000 liv. la seconde de 120,000 liv.

Un Membre du Comité de Commerce a présenté le Projet de Décret suivant, littéralement adopté.

« 1°. Qu'à compter de la publication du « présent Décret, la Ville et le Port de « l'Orient rentreront, quant aux droits de « traite, au même état où ils étoient avant « l'Arrêt de 1784. »

« 2°. Qu'il sera pris par le Pouvoir exécu- « tif des précautions suffisantes pour que les « marchandises étrangères qui se trouvent « dans le Port de l'Orient, ne puissent en- « trer en contrebande ou en fraude des droits « dans l'intérieur du Royaume. »

M. *Péthion de Villeneuve* s'étant présenté à la Tribune, M. *Lanjuinais* invoqua la parole pour ce Député, qui, dit-il, alloit exposer un Plan de Finances, propre à combler la dette publique, et à procurer 200 millions de revenus à l'Etat. Etonné de cette bonne fortune, chacun prêta l'oreille très-attentivement. Ce Plan consiste à établir dans chaque Département une Banque territoriale, dans laquelle tout Citoyen pourroit puiser des secours, en donnant pour gage un contrat affecté sur ses propriétés. Ces contrats auront cours par-tout le Royaume, et même chez l'Etranger; ils porteront quatre pour cent d'intérêt. Les fonds des impositions, qui actuellement profitent jusqu'à leur versement au Trésor Royal entre les mains des Fermiers-Généraux, seroient affectés pendant le même intervalle à ces Caisses territoriales.

« Ce Projet, s'est écrié M. *Dupont*, est renouvelé des Grecs. C'est celui de M. *de Ferrière*,

Digitized by Google

Ferrières, de M. l'Abbé *d'Espagnac*, de M. *Reinier*, et avant tout, c'est celui de l'Ecossois *Stewart*, c'est celui de la Banque d'Ecosse. Il a un grand inconvénient, car il est inexécutable; et, ne le fût-il pas, il seroit pernicieux. J'opine à ce qu'il soit renvoyé à la dixième Législature. »

Quelques Membres en ont cependant défendu l'idée générale; l'on a décidé de l'imprimer, et d'en renvoyer l'examen aux Comités des Finances, de Commerce et d'Agriculture.

A la suite de cette décision, M. le Président a fait connoître une Lettre qu'il a reçue de M. *d'Antraigues*, au sujet de quelques propos à Bourg en Bresse, imputés à ce Membre de l'Assemblée. Nous la rapporterons la semaine prochaine.

Quelqu'un ayant demandé l'insertion de cette Lettre dans le Procès-verbal, M. *de Lameth* s'y opposa dans des termes violens, qui excitèrent un grand tumulte. M. *Gauthier des Orcières*, Député de Bourg, objecta, contre l'insertion demandée, qu'avant de la décréter, il falloit attendre l'information que faisoit en ce moment la Municipalité de Bourg. En conséquence, l'Assemblée ne prit aucune délibération.

Du Samedi 27. Séance du soir.

On a rapporté l'affaire de Marseille, dont nous venons de rendre compte : il ne s'est élevé aucun doute, aucune réclamation sur les faits. Quant au délit de M. *d'Ambert*, il paroit d'autant plus répréhensible, que dans la situation actuelle de Marseille, cette violence, si au-dessous d'un Militaire, et si blâmable dans un Citoyen, pouvoit

Digitized by Google

avoir les suites les plus funestes. S. M. et le Gouvernement ont témoigné leur opinion à cet égard, dans une lettre écrite par M. le Comte *de Saint-Priest* à la Députation de Marseille, lettre qui porte :

De Paris ce 27. Mars 1790.

« Le Comte *de Saint-Priest* a l'honneur de prévenir MM. les Députés de la Ville de Marseille, que M. le Comte de la *Tour-du-Pin* a rendu compte au Roi de la conduite de M. *d'Ambert*, Colonel du Régiment de Royal-Marine dans ladite ville. Sur l'exposé des faits, Sa Majesté, justement indignée, a ordonné que M. le Marquis *d'Ambert* soit arrêté, et que son procès lui soit fait par le Tribunal qui sera déterminé. En même temps le Roi a donné de justes éloges à la sagesse de la Milice Nationale de Marseille, ainsi qu'à la prudence et à la fermeté de sa Municipalité. Le Comte de *Saint-Priest* s'attend de recevoir des ordres pour lui témoigner des satisfactions de S. M. »

L'avis du Comité étoit de renvoyer le jugement de M. *d'Ambert* à la Sénéchaussée de Marseille ; M. *Castellanet* y ajouta celui de féliciter de leur conduite la Municipalité et la Garde Nationale de Marseille, au nom de l'Assemblée. Elle le décreta ainsi, après une courte discussion, en écartant par la question préalable, la demande du renvoi des Troupes réglées qui sont à Marseille ; demande sur laquelle M. *de Mirabeau* insista inutilement.

Par le résultat du Scrutin pour la Présidence, M. le Baron *de Menou* a réuni 347 voix, et M. le Marquis *de Bonnay* 231 : le premier a été élu. Les nouveaux Secrétaires

Digitized by Google

sont, MM. le Prince *de Broglie*, *Brevet de Beaujour*, et *la Poule*.

Dimanche 28, l'Assemblée à décrété l'Instruction pour les Colonies, selon le Rapport du Comité Colonial.

Dans le cours de la semaine dernière, M. *Necker* a publié des *Observations* sur le Rapport fait au nom du Comité des Finances, par M. le Marquis *de Montesquiou*, le 12 Mars; rapport que nous avons analysé dans le temps. M. *Necker* démontre les erreurs du Comité sur six articles principaux.

Suivant le Comité, il n'existera cette année que trente millions de *déficit* sur la perception des droits. M. *Necker* établit que ce *déficit* sera au moins de 71 millions; il l'établit article par article, et il invoque en preuve les Fermiers et Régisseurs de ces différens Droits Les 40 millions en remplacement de la Gabelle, diminueront peu ce *déficit*, puisqu'ils seront payables en grande partie au marc la livre des impositions directes de 1790, dont il n'y aura que sept douzièmes de payés dans cette année.

Le Rapporteur a affirmé qu'à 10 millions près, l'emprunt de 80 millions étoit rempli, et qu'il le seroit dans le cours de l'année.

Il manque encore 33 millions à cet emprunt, dit M. *Necker*, et l'on n'y porte plus rien.

Suivant le Rapporteur, cet emprunt étoit à 6 et demi pour l'emprunteur. Suivant M. *Necker*, l'emprunt ne coûtoit que cinq

Digitized by Google

pour cent à l'emprunteur. Il pouvoit valoir davantage pour le prêteur, parce qu'il pouvoit se procurer au-dessous du pair les effets admis pour moitié en payement. Les autres affirmations du Rapport sont détruites avec la même clarté. Le Comité des Finances prétend qu'aucune anticipation ne doit être renouvelée, même lorsque le crédit le permettroit, comme étant *le plus coûteux des emprunts.*

Passant à l'établissement du Bureau de Trésorerie, le Principal Ministre des Finances, cet Homme public auquel, il y a neuf mois, la France attachoit sa destinée, et dont le retour occasionna un ébranlement d'alégresse enthousiaste, dit:

« Il n'est aucune des objections du Comité contre le Bureau de Trésorerie, à laquelle je n'aie déja répondu par les observations présentées à deux reprises à l'Assemblée Nationale. Le premier argument du Rapporteur porte sur la responsabilité ministérielle, qu'il craint de voir affoiblie par la conversion d'une garantie individuelle dans une garantie collective; mais j'ai tout dit sur ce sujet dans mon dernier Mémoire. Le second argument est ce prétendu lien indissoluble qui doit dériver du Décret anciennement rendu sur une question à-peu-près semblable; mais que deviendroient les véritables intérêts de la Nation, si ses Députés s'interdisoient à eux-mêmes la faculté de modifier un de leurs Décrets, lorsque de justes motifs les y engageroient? Il faudroit, avant de prendre une pareille détermination, se reconnoître infaillibles et s'assurer un pouvoir au-dessus des facultés humaines, celui de bien juger de tout à longue

Digitized by Google

distance, et d'appercevoir tout en un seul moment. »

« Je crois que si l'on adopte l'opinion présentée dans le Rapport du Comité des Finances, on regrettera trop tard de n'avoir voulu donner aucun secours à l'Administration; on regrettera trop tard d'avoir craint d'en partager les périls; on regrettera trop tard de l'avoir affoiblie continuellement en la laissant néanmoins combattre seule contre les obstacles les plus difficiles; on regrettera trop tard enfin de l'avoir souvent séparée de la confection journalière des Lois qui doivent déterminer et son action et ses moyens. J'aurai du moins rempli mon devoir en revenant si obstinément sur la même idée; et j'avoue que je trouverois toujours extraordinaire l'association de deux volontés, dont l'une conduiroit l'Assemblée Nationale à refuser toute espèce de part à l'Administration du Trésor public, même par la seule médiation de quelques-uns de ses Députés, et l'autre l'engageroit à déterminer, sans concert avec cette Administration, les dispositions qui l'intéressent; c'est s'interdire de toucher au gouvernail, et se réserver la direction des voiles sans consulter le point. »

La seconde partie de ces *Observations* répond principalement à la Motion de M. l'Abbé *Maury*, dans la Séance du 18, sur la profonde ignorance où l'Orateur prétendit que l'on tenoit l'Assemblée Nationale. Ce morceau ne peut être analysé; ceux qui connoissent l'histoire des Finances et celle de l'Assem-

Digitized by Google

blée depuis un an, ont d'ailleurs déja porté leur jugement.

Parmi les nouveaux Maires dont les noms sont parvenus à notre connoissance, se trouvent à Toul, M. *Bicquilley*, Garde-du-Corps du Roi; à Verdun, M. *Perrin*, Droguiste; à Sarlouis, M. *de Verlhac*, Chevalier de St. Louis, et ancien Commandant de la Ville; à Blaye, M. *Chéry*; à Arles, M. le Chevalier *d'Antonelle*; à Colmar, M. *Salomon*, Président au Conseil Souverain d'Alsace; à Melun, M. *Chamblain*, Notaire; à Péronne, M. *de Haussy de Robecourt*, Avocat du Roi, ancien Maire continué à la presque unanimité des suffrages; à Crepy en Valois, M. *Laurens*, Avocat, qui a réuni 119 suffrages, sur 170 Electeurs; à Autun, M. *de Fontenay de Sommant*, qui a prononcé un Discours plein de sagesse et de vrai patriotisme, où il félicite la Ville d'avoir recueilli dans son sein nombre d'Etrangers, et d'y avoir maintenu, par son attention, le calme, la sureté et l'ordre public. La nouvelle Municipalité de Strasbourg compte à-peu-près autant de Catholiques que de Protestans, comme autrefois. M. le Baron *de Dietrich*, Protestant, en est le Maire.

Trois Lettres d'Alsace, que nous avons lues, rapportent que *Marmoutiers*, riche Abbaye près de Saverne, et qui possède de grandes forêts, avoit vu ses propriétés dévastées au commencement des troubles : ces ravages cessèrent; ils ont recommencé. On a de nouveau coupé les bois; un détachement du Régiment de la Fère et de la Maréchaussée sont

Digitized by Google

partis pour aller réprimer ces désordres; ils ont arboré le Drapeau rouge, et publié la Loi Martiale. Mille à 1200 paysans, qui ravageoient les forêts, ont résisté, ont repoussé le détachement, et se sont emparés du Drapeau rouge, qu'ils ont planté ensuite à la place de chaque arbre qu'ils abattoient. La Milice Nationale ayant été requise de prêter main-forte, et arrivée sur le terrain, a, disent ces Lettres, abandonné son Chef, et joint les délinquans. Si ces faits ne sont pas exacts, ils seront contestés; et en ce cas, nous ferons part des éclaircissemens.

M. *Bergasse* a dernièrement publié un ouvrage digne de la plus sérieuse attention, *sur les crimes et les Tribunaux de Haute Trahison.* La tyrannie des Despotes et des Démagogues, celle des autorités arbitraires et des autorités usurpées, les factions et les inquisitions, trouvèrent de tout temps dans ce genre de crimes et de Tribunaux, l'Arsenal de leurs attentats contre la liberté et contre l'innocence. A l'instant de son réveil, la Nation Françoise, encore étourdie de la secousse qui lui a donné des convulsions avec la vie, ne sauroit trop réfléchir sur cette matière; sa sureté, sa liberté dépendent absolument des Lois qu'on va instituer sur les crimes de Haute Trahison, et de la composition du Tribunal qui doit en connoître.

Digitized by Google

Qu'elle veuille donc sortir un instant du cercle des folies et des horreurs que vomit l'Imprimerie, pour méditer, l'histoire en main, ce terrible sujet.

L'ouvrage de M. *de Bergasse* contraste avec les déclamations qui font maintenant notre politique et notre littérature. Il est écrit d'une main ferme, mais avec cette raison calme qui a disparu du milieu de nous; car on ne nous abreuve plus que d'eau-de-vie. On y découvre l'esprit d'analyse, et des vérités du premier ordre, liées à l'expérience du cœur humain, des Gouvernemens et des temps passés.

M. *Bergasse* combat, disons plus, il détruit, aux yeux de l'Europe éclairée, le système du Comité de Constitution sur les crimes de Lèze-Nation, et sur le Tribunal qui doit en juger. Il développe les dangers de ce système: personne ne s'est encore avancé pour le réfuter; les Journalistes, enfoncés dans les calomnies, les délations et le fatras Législatif ou Financier, n'ont pas encore daigné l'analyser.

M. *Bergasse* démontre que, suivant les idées du Comité, les délits les plus vulgaires deviendroient crimes de *Lèze-Nation*, et que le Tribunal appellé *Haute Cour Nationale* par ce Comité, seroit, par le fait, le Tribunal ordinaire qui jugeroit presque tous les crimes. Il réduit, avec raison, les crimes de Haute

Digitized by Google

Trahison à trois cas. 1°. Conspiration contre l'Etat, soit pour en trahir la sûreté extérieure, soit pour en renverser la Constitution par des moyens violens, ou par des moyens de corruption. 2°. L'abus de pouvoir contre la liberté, ou le Trésor public, de la part des Agens de la Puissance exécutive. 3°. Attentats contre la Personne du Roi.

Dans la seconde partie, l'Auteur fait sentir le danger d'une *Haute Cour Nationale,* telle que la propose le Comité; il prouve qu'elle détruiroit aussi-tôt la liberté politique et individuelle, et convertiroit la Constitution Françoise en un Despotisme Oligarchique, auquel nul Citoyen ne pourroit résister, et qui engloutiroit à-la-fin tout le Pouvoir National.

On a contesté l'existence des brigandages commis dans quelques bourgades: on a poussé cet amour du mal d'autrui jusqu'à accuser, selon l'usage, les victimes de ces violences de les avoir provoquées ou commises. Une Commune respectable, celle d'Uzerche en Bas Limousin, vient de prendre un Arrêté qui justifie tout ce que nous avions dit à ce sujet. Cet Arrêté a été rendu sur le requisitoire du Maire qui s'indigne, avec raison, que différentes Feuilles de Paris ayent traité *de bons Citoyens,* des brigands; *d'erreurs légères,* des énormités. Voici la teneur littérale de l'Arrêté

Digitized by Google

dont nous avons reçu une copie légalisée, signée de M. *de Chiniac*, Maire, des Officiers Municipaux, du Commandant, des Officiers de la Garde Nationale, etc.

« Lecture faite de la lettre de M. *Sere* à M. *Grivel*; du N°. 155 des *Annales Patriotiques*, et de diverses lettres venues de Paris, qui annoncent le Discours de M. l'Abbé *Mulot* à l'Assemblée Nationale, concernant les troubles du Bas Limousin; la matiere mise en Déliberation. »

« La Commune a arrêté d'une voix unanime, de solliciter l'Assemblée Nationale, pour qu'elle donne des ordres afin de faire instruire avec le plus grand éclat le procès du Sieur *Durieux* et des autres particuliers accusés d'être moteurs, instigateurs et auteurs des trouble, séduction et désordres tant à Allassac qu'à Glandier et autres lieux; elle supplie l'Assemblée Nationale de vouloir bien considérer que c'est la voix publique et non les Aristocrates qui accusent ceux qui sont detenus dans les prisons de Tulle; que la Province s'est vue à deux doigts de sa perte, par les troubles que les ennemis de l'ordre public ont suscités depuis quelque tems; et que la Province ne doit son salut qu'à la conduite ferme et généreuse que la Garde Nationale de Tulle a tenue à Favières, à celle que la Garde Nationale de Lubersac a tenue à la Chartreuse de Glandier, et à l'arrivée du détachement du Régiment de Royal-Navarre, qui a été envoyé à Tulle, et dont la ville de Tulle a cédé une partie pour aller à Allassac y maintenir le bon ordre et capturer les principaux coupables des désordres arrivés à Allassac; que sans

Digitized by Google

les exemples qui ont été faits, malgré toute la vigilance des Municipalités amies de l'ordre, il seroit resulté de nouveaux désastres, parce que les moteurs et instigateurs avoient persuadé au peuple qu'on n'oseroit faire périr aucun des coupables; que c'est un fait de notoriété publique dans la Province, que le Comité de la ville de Brive, inculpé par l'opinion publique pour être le foyer où résident les incendiaires et les moteurs et instigateurs de séductions, a voulu les disculper dans les Provinces étrangères, en publiant une lettre circulaire aux habitans de la Campagne, dont les principes sont du plus pur patriotisme, mais dont le Comité auroit mieux fait de pratiquer dans le principe la morale qu'ils recommandent, que de chercher à inculper les Communautés de la ville de Tulle et d'Uzerche, après avoir perdu entièrement la confiance des autres Communautés de la Province. La Commune d'Uzerche supplie l'Assemblée Nationale de vouloir bien se souvenir qu'elle a été des premières à montrer la plus parfaite soumission à la nouvelle Constitution, et qu'elle a consigné dans ses Arrêtés, qu'elle verseroit jusqu'à la dernière goutte de son sang pour maintenir l'exécution des Décrets de l'Assemblée Nationale. Ainsi, lorsque la Commune d'Uzerche demande avec instance que l'on fasse le Procès à ceux qui se sont rendus coupables de séductions dans le Bas-Limousin, et à plus forte raison à ceux qui sont les moteurs et instigateurs de ces séductions, on ne peut pas dire que c'est le cri des Aristocrates qui accusent les coupables, mais que c'est le cri des bons Citoyens qui veulent rétablir l'ordre et la tranquillité dans la Province. Ce vœu n'est

Digitized by Google

pas celui de la seule Commune de la Ville d'Uzerche ; mais c'est le vœu unanime de toutes les Communes de la Province, et l'on ne connoît que la Commune de Brive, dont les principes ne sont pas d'accord avec ceux des autres Communes de la Province : encore a-t-on sujet de croire que si les bons Citoyens de Brive osoient se montrer, et n'avoient pas encore si présens les dangers qu'ils ont courus, ils s'éleveroient hautement contre les manœuvres de leurs Compatriotes, qui, depuis long-temps, ont porté le désordre dans le sein de leur Commune, et l'ont déshonorée. »

« La Commune a arrêté que pour faire plus amplement connoître à l'Assemblée Nationale le véritable principe des désordres arrivés dans le Bas-Limousin, et combien il importe au bon ordre qu'il soit fait un exemple des principaux coupables, il sera envoyé, de concert avec les principales Communes du Département du Bas-Limousin, une Députation à l'Assemblée Nationale. »

« Fait à l'Hôtel-de-Ville d'Uzerche, ledit jour 11 Mars 1790. »

P. S. Lundi 19, le Châtelet a jugé définitivement, et pleinement décharge M. *Augeard*. Ordre au Procureur du Roi de faire imprimer, publier et afficher la Sentence.

On parle depuis quelques jours d'une accusation pareille, et plus grave, contre M. *de Maillebois* qu'on dit avoir été aussi trahi par un Secrétaire, et en fuite. Nous parlerons plus amplement de cette affaire la semaine prochaine.

Nous sommes encore forcés, malgré un Supplément de demi-feuille, de remettre au N°. suivant une lettre de M. *de Blaire*, une autre de M. *de Prez de Crussier*, etc.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 10 *AVRIL* 1790.

PIÈCES FUGITIVES EN VERS ET EN PROSE.

ÉPITAPHE DE M. L'ABBÉ DE L'EPÉE.

Hic jacet, egregio cœli qui munere pollens,
Naturæ impoſuit, Viſû mirabile! leges,
Auditum & ſurdis tribuit, mutis que loquelam;
An ſit, ût hunc laudet, mutus vèl ſurdus in orbe?

(Par M. Audet de la Méſenquère, Maître-ès-Arts & de Penſion à Picpus, ancien Profeſſeur de Belles-Lettres, & Membre de l'Académie de Châlons-ſur-Marne.)

Digitized by Google

LE SOUHAIT RÉALISÉ,

ou Retour à mes Pénates.

Du 18 Juillet 1789.

J'ai visité ces lieux où de mes jeunes ans (1)
L'amitié, l'innocence embellissoient l'aurore ;
Où de mes premiers vers, où de mes premiers chants,
Je saluai le Dieu qu'au Parnasse on implore ;
Où les biens & les maux, pour mon cœur neuf encore,
Étoient un ciel couvert, ou l'azur du beau temps.
Quel changement, hélas! dans les rameaux du lière
L'espalier meurt enveloppé.
Plus d'ombre, plus de fleurs. Par la ronce usurpé,
Le parterre a perdu sa dignité première.
Des lauriers qui sur moi s'unissoient en berceau,
Le souffle des hivers a détruit le feuillage ;
Et mon front aujourd'hui domine l'arbrisseau
Qui pouvoit autrefois me prêter son ombrage.
Par un dédaigneux Maître acquis & délaissé,
Ce lieu jadis si cher n'a plus rien qui m'enchante.
Sur mon nouveau séjour tout son charme a passé ;
De ce qui plaît au cœur la raison se contente.

(1) Maison d'éducation où j'ai été élevé.

Digitized by Google

Un jardin, deux tilleuls dont l'asile est permis
Aux amoureux moineaux que mes goûts favorisent;
Une étroite maison, de celles qui suffisent
Pour loger nos seuls bons amis;
Plaisirs naïfs & purs que je m'étois promis,
Là, mon frère & ma sœur enfin vous réalisent.
Tout ce que la tendresse a de sincérité;
Égale & douce humeur, ce don d'un esprit sage
Qui puise en un bon cœur sa grace & sa gaîté,
En faisant leur félicité,
Fixent la mienne au fond de leur humble hermitage.
J'y puis toucher la lyre & cultiver les fleurs.
Ma lyre fut long-temps muette au bruit des armes
La paix renaît enfin; & nos foudres vengeurs
Ont à nos ennemis renvoyé les alarmes.
Drapeaux, reployez-vous. Que nos joyeux enfans,
De nos fiers démêlés imitateurs charmans,
Ceignent en baudriers les rubans de leurs mères,
Et changent en jeux innocens,
Le bruit de nos tambours & nos marches guerrières.

O mes Concitoyens! quand d'un beau zèle épris,
Déjà vous appeliez les périls, la victoire,
Au récit des complots qui menaçoient Paris;
Il fallut être humains: ce fut là votre gloire.
Vers vous de tous côtés des Citoyens bannis
Accourent. Ils fuyoient innocens & proscrits
Par un Peuple réduit à tout craindre, à tout croire.

Digitized by Google

Opposant aux fureurs de ce Peuple éperdu
D'une heureuse pitié le mouvement rapide,
Vous le donnez cet exemple intrépide
D'encourir le soupçon à force de vertu.
La prudence consulte, & l'honneur vous décide.
» Qu'ils entrent ces bannis à notre foi livrés !
» Fût-ce nos oppresseurs, recevons-les encore,
» Qu'en touchant nos remparts ils deviennent sacrés,
» Qui se livre est absous pour celui qu'il implore.
Généreux Citoyens ! vous nés sous les lauriers
Cueillis par vos aieux devant Riojaneire ;
Vous, qui joignez encore à la vertu guerrière
Cette mâle candeur de nos vieux Chevaliers ;
D'une Muse champêtre agréez cet hommage.
Qu'un chêne consacrant vos procédés humains,
S'élève en monument, cultivé par mes mains,
Et décore mon hermitage.
Là, j'irai du repos savourer les douceurs.
Quel charme de revoir sa chaumière tranquille !
De passer tout à coup des impures vapeurs,
Qui s'élèvent sans cesse & nagent sur la ville,
Dans un air embaumé du doux parfum des fleurs !
Qu'en r'ouvrant sa maison, l'on aime à reconnoître
Le cri de ses verroux long-temps restés muets !
La table, les gazons, le cadran, les bosquets,
Combien de souvenirs leur aspect fait renaître !
Que l'œil avidement court d'objets en objets !
Les aigres sons des fifres, des trompettes
Dans cet heureux séjour ne troublent point les airs.
Vous n'entendez que les joyeux concerts

Digitized by Google

Des rossignols & des fauvettes ;
Et loin du cliquetis des sières baïonnettes
Qui se mouvoient en file & brilloient par éclairs,
A chaque pas se déploie à la vue
De nos blés mûrissans l'ondoïante étendue.
Du fragile pavot le superbe incarnat
A l'azur des bluets oppose son éclat ;
Et dans l'or des moissons qu'il épuise & décore,
Parasite brillant, il s'embellit encore.

Heureux qui peut jouir de ces tableaux divers,
Qu'à nos regards charmés prodigue la Nature !
Plus heureux qui, caché dans sa retraite obscure,
De leur frais coloris sait animer ses vers !

Vous sur-tout, que l'étude a mis au rang des sages
Vous qui de la Nature expliquez les secrets ;
Quittez votre lycée ; errez dans les bocages,
Dans l'ombre des vallons, autour de nos guerets,
Et venez méditer sur nos côtes sauvages.
Quel contraste s'y montre à l'œil observateur !
Là, le sapin s'élance & monte avec vigueur
Où le sombre genêt peut se nourrir à-peine.
Du trident redoutable, ici le soc vainqueur
S'avance, & de la mer insulte le domaine ;
Plus loin, vous la verrez précipiter ses flots
Sur le flanc des rochers qui bordent le rivage,
Et la vague en broyant ces restes du chaos,
Du Dieu qui l'anima semble achever l'ouvrage.
Leurs fragmens qu'elle brise en gravier sont réduits ;
Sur la plage poussés des sables s'amoncèlent,

Digitized by Google

Et le soleil couvant les germes qu'ils recèlent ;
De légers végétaux sous ses feux sont produits.
La plante croît & meurt, se dissout, fertilise
Ce sol vierge où des fruits doivent mûrir un jour.
Des chênes, des ormeaux y naîtront à leur tour.
O mort ! ainsi par toi l'univers s'éternise.

Eh bien donc ? si la feuille en tombant des rameaux,
Pour l'arbre qui la perd se change en sucs nouveaux ;
Si l'homme en retournant au sein de la matière,
Des corps qu'elle produit parcourt la chaîne entière ;
Quand à subir mon sort par les Parques forcé,
J'aurai, mes chers amis, parmi vous dépensé
Ma portion du fil qui charge leur quenouille,
N'allez pas loin de vous déposer ma dépouille
Sous la stérile ardoise, au fond d'un monument,
Dans ces parcs consacrés aux larmes, aux prières ;
Je veux d'un frais gazon devenu l'aliment,
Être encore témoin des plaisirs des Bergères.
A nos premiers penchans nous revenons toujours.
O rêve séducteur de la Métempsycose !
Je lègue mon ame à la rose.
Qu'après le dernier de mes jours,
Je puisse encore être pour quelque chose,
Dans le culte charmant, dans les jeux des Amours.

Par M. Duault de Saint-Malo.

Digitized by Google

*VERS à Madame de * * *.*

POURQUOI, mère aimable & chérie,
Me priver des soupés charmans
Où la tendresse & la folie
Egayoient nos heureux instans ?
Me priver de votre présence,
C'est me réduire au désespoir ;
Maman ! il faudroit à l'offense
Mieux appliquer la pénitence ;
M'empêcher de parler, & non pas de vous voir.

Par Mlle. Hombere du Havre, âgée de 15 ans.

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade est *Chardon* ; celui de l'Enigme est *Soufflet* ; & celui du Logogriphe est *Rosse*, où l'on trouve *Or, Os, Ré, Rose, Essor.*

CHARADE.

AU son de mon premier, sur les pas d'une biche,
Souvent on voit courir l'intrépide chasseur ;
La queue en main, souvent le noble & l'homme riche
Risquent sur mon dernier leur bourse & leur honneur ;

Digitized by Google

Le Grand, après sa mort, respirant l'opulence,
Porté dans mon entier, insulte à l'indigence.

Par M. Damise, Av. en Parl.

ÉNIGME.

Fille de la Nature, & mère des abus,
J'ai beaucoup de parens que l'on prend pour moi-même ;
L'Europe, en m'adorant par de justes tributs,
Annonce à l'univers sa conquête suprême :
Mais si l'enthousiasme alloit défigurer
Aux yeux de mes vainqueurs, mes traits chéris, célestes,
Je causerois des maux & nombreux & funestes,
Au lieu du vrai bonheur que je dois procurer.

Par M. Rarrio.

LOGOGRIPHE.

Jadis j'étois au rang des Dieux ;
A Jupiter par fois j'étois utile ;
Mais je n'habite plus les cieux,
Et j'ai fixé mon domicile
Chez les François, toujours joyeux ;
J'aime le bien, je le publie ;
J'accueille avec plaisir l'aimable Poésie ;

Digitized by Google

Je fais connoître les talens,
Et je ne connois point l'envie,
(Mérite rare dans ce temps).
Si ton Amant, belle Louise,
Te jure encore, à ce moment,
De t'idolâtrer constamment,
Il se sert de mon entremise,
Ne pouvant le faire autrement.
Si, comme moi jadis, il portoit aile,
On le verroit souvent traverser l'air
Comme un éclair,
Et tomber aux pieds de sa belle.
Puisque tu me tiens dans ta main,
Louise, fouille dans mon sein.
Dans les sept pieds qui composent mon être,
Tu trouveras un titre précieux,
Et que les justes Dieux peut-être,
Quelque jour te feront connoître,
Puisque ton cœur est vertueux.
Sur le point d'obtenir ce surnom glorieux,
O que de pleurs vont couler de tes yeux!
Que la douleur n'abatte point ton ame;
Songe, Louise, au bonheur qui t'attend;
Quoi de plus doux pour une jeune femme,
Que le souris de son premier enfant!

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

PLAN de l'Organisation sociale, divisée dans ses trois parties essentielles à l'ordre de l'Administration du revenu public ; le droit & le devoir des propriétaires d'en remplir gratuitement les différens emplois ; manière d'estimer le revenu de toutes les propriétés foncières ; par M. D. S. P. A Paris, chez P. J. Duplain ; *Libraire, Cour du Commerce, rue de l'ancienne Comédie Françoise, 2. vol.-in. 8°. de plus de 500 pages chacun. Prix broch. 12 liv. & 13 liv. francs de port par la Poste.*

LES François ont été long-temps des enfans aimables qui amusoient l'Europe ; depuis quelques années, ils ne méritoient plus leur réputation ; les livres les mûrissoient, & préparoient en silence notre révolution qui étonnera la postérité, & notre Constitution qui, malgré ses légères imperfections, est la meilleure des Constitutions connues. Que ne doit-on pas attendre d'un Peuple qui s'est trouvé digne d'entendre presque toutes les vérités ? Les Etrangers lui demanderont compte de ses lumières ; & il montrera qu'il a renversé la tyrannie, le fanatisme, qu'il respecte les droits de

Digitized by Google

chaque individu, qu'il fait naître le bonheur général, du bonheur particulier. Rendons graces aux hommes qui nous ont instruits, à la majorité de nos Représentans qui obéit à la sagesse, aux provinces qui envoient à l'Assemblée Nationale des adresses simples & sublimes, qui pensent & agissent comme si elles avoient toujours été libres ! Qu'elle est belle, qu'elle est imposante, cette union de tous les cœurs, de tous les esprits ! Alors je n'entends plus les cris de ces vils ambitieux qui regrettent l'ancien régime, parce qu'ils ne sont pas assez forts pour être quelque chose par eux-mêmes ; de ces fiers intrigans qui citent leurs illustres ancêtres, parce qu'ils ne s'illustreront jamais ; de ces frondeurs empesés qui haïssent les opinions nouvelles, parce qu'ils ont profité des opinions ridicules.

Tout n'est pas fait ; mais tout se fera ; les livres ont commencé l'ouvrage, & ils le finiront ; parmi ceux qui doivent y contribuer, il faut compter celui que nous annonçons. En parlant du Clergé, l'Auteur dit : » Ce seroit une profusion, peut-» être même un sacrilége, que d'admettre » au partage des revenus de la Religion ceux » qui ne lui rendent aucun service, & de » donner à consommer dans la dissipation » ou dans l'oisiveté, la subsistance des Mi-» nistres du culte «... ces opinions ont déjà été établies dans les discours que le vertueux

Digitized by Google

Massillon, alors Oratorien, prononçoit dans le Séminaire de Saint-Magloire. « On » doit, continue l'Auteur, on doit se faire » une loi inviolable de n'accorder des ho- » noraires qu'aux différens offices com- » pris dans l'ordre de la hiérarchie de l'E- » glise, tels que les Evêques, les Curés, leurs » Vicaires & un Chapitre par chaque dio- » cèse ». Je ne sais pas comment les Chapitres peuvent entrer dans la hiérarchie de l'Eglise; on peut seulement les regarder comme des retraites destinées aux vieux Curés, aux vieux Vicaires; & ne seroit-il pas plus avantageux pour l'Etat, pour la Religion, de leur donner une pension & de leur laisser la liberté de vivre où bon leur sembleroit? Un peuple libre d'ailleurs ne peut pas forcer un homme de vivre dans un lieu plutôt que dans un autre. Mais lorsque M. D. S. P. dit que *les postes les plus élevés du Sacerdoce ne doivent recevoir que les émolumens qui seront réglés par la décence*, tous les amis de la Religion & de l'Etat seront de son avis.

Les impôts indirects, que l'ignorance & l'avidité des Ministres & des Parlemens ont horriblement multipliés, font tous les jours dépérir l'Agriculture; l'Auteur le prouve par des calculs très-simples; il donne la manière d'inventorier les propriétés foncières, montre ce qu'elles rapportent dans leur dégradation actuelle, ce qui les empêche de rapporter davantage,

Digitized by Google

& ce qu'elles rapporteroient si les obstacles n'existoient plus, si la Gabelle, les Aides, la Taille, les Vingtièmes étoient convertis en un Impôt territorial. Les élémens de ces calculs paroissent quelquefois un peu hypothétiques; mais il est vrai *que les cultivateurs sont dans la plus affreuse misère, & que, par une suite nécessaire, la terre ne donne qu'une très-modique quantité de productions*; il est vrai *qu'une taxe sur les denrées en avilit les valeurs vénales, ou en diminue la consommation dans la même raison qu'elle la renchérit, & que ces deux effets inévitables & funestes influent également sur la culture pour anéantir la denrée, dont on ne peut plus retirer le prix nécessaire, ou ce que les consommateurs n'ont plus la faculté de payer.*

Quel sera donc le revenu public? *La Nature donne spécialement ses leçons pour le revenu public & pour celui des Autels.....* Elle déclare, 1°. qu'elle n'offre qu'une » source unique pour ses deux branches » de revenu, qui est la terre; 2° qu'elle » détermine exactement leur mesure dans » le partage de la reproduction générale «. Je vais examiner ces deux propositions; & comme il est des vérités qu'il ne faut peut-être pas dire actuellement, je ne montrerai pas que le revenu des Autels ne doit pas être assimilé au revenu public. La première proposition est la base du système des Economistes, qui ont beaucoup d'esprit & de

Digitized by Google

savoir, dit l'illustre Smith. L'erreur capitale de ce système consiste, selon M. Smith, à représenter la classe des Artisans, des Manufacturiers & des Marchands, comme absolument stérile & ne produisant rien. C'est en effet sur cette opinion que s'appuient MM. Quesnay, de la Rivière, D. S. P. Il prouve aisément qu'elle est mal fondée; il n'auroit pas dû, s'il m'est permis de le dire, rejeter l'impôt unique. Une vérité, pour être mal défendue, n'est pas une erreur; & je vais peut-être l'établir d'après les principes mêmes de M. Smith. L'importance de la question fera excuser ma digression.

Toutes les sommes annuellement disponibles, viennent de trois sources, du revenu des propriétés, du salaire d'un travail quelconque, ou de l'intérêt des capitaux employés. Or est-il impossible qu'un impôt mis sur un de ces trois revenus, ne soit pas payé par les propriétaires? M. Smith a démontré que *celui qui emploie immédiatement l'ouvrier, avance réellement non seulement l'impôt, mais quelque chose en sus, & que le payement final tombe sur les propriétaires & les capitalistes.* L'impôt mis sur les capitalistes tombe-t-il sur les propriétaires? » L'intérêt de l'argent, dit M. Smith, » est le produit net restant après que le » risque & la peine d'employer les fonds » ont été pleinement compensés «. Il en conclut qu'un impôt sur l'intérêt de l'ar-

Digitized by Google

gent ne pourroit faire hausser le prix de l'argent. Cependant la difficulté insurmontable d'évaluer même par approximation le risque du prêteur, qui varie suivant la probité, l'intelligence, la fortune de l'emprunteur, & la peine qui varie suivant les lieux, les saisons, feroit que l'impôt seroit toujours levé arbitrairement, que la classe la plus nombreuse des emprunteurs, les petits propriétaires, les petits négocians, ne trouveroient pas aisément à emprunter, & acheteroient l'argent fort cher; que les denrées brutes ou manufacturées augmenteroient nécessairement de valeur; & que l'impôt seroit mis sur les consommations. Concluons donc que, même d'après les principes de M. Smith, l'impôt sera toujours payé par les propriétaires, de quelque manière qu'on l'établisse.

Je reviens à l'Ouvrage que j'annonce, où l'on trouve des vérités importantes & quelques erreurs que je combattrai, quoiqu'il soit pénible de penser autrement qu'un homme que l'on estime. *La Nature détermine exactement la mesure de l'impôt dans le partage de la reproduction générale.* Cette opinion, que M. D. S. P. appuie sur des argumens très-spécieux, me semble terrassée par cette seule phrase; les impôts sont levés pour les besoins de l'Etat, qui ne sont pas les mêmes en temps de paix & en temps de guerre; & ces mots *besoins de l'Etat*, qui étoient autrefois très-vagues

Digitized by Google

& très-abusifs, ne le sont plus aujourd'hui ; quoi qu'il en dise ; les représentans libres d'un peuple libre peuvent & doivent connoître les besoins de l'Etat, comme un tuteur doit connoître ceux de son pupille. Mais lorsque M. D. S. P. assigne les fonctions des assemblées & des Tribunaux provinciaux, montre le bien qu'elles ont à faire, compare les recettes & les dépenses de l'Etat, indique les réformes, les réductions à opérer, il est difficile de penser autrement que lui. Cette première partie est en général utile, comme on vient de le voir.

Le résultat de la seconde, est que *les propriétaires ont le droit & le devoir de remplir seuls & gratuitement les différens emplois de l'administration publique.* L'opinion publique a rejeté la première partie de cette proposition; & ceux qui l'ont dirigée, liront M. D. S. P. comme on lit les Ouvrages d'un adversaire respectable que l'on a vaincu ; ils trouveront quelques-unes de ses objections nouvelles : ils répondront ; & alors cette question sera peut-être une erreur pour tout le monde. La seconde question est indépendante de la première : nous ne l'examinerons pas ; car il paroît convenu que toutes les fonctions doivent être salariées ; que les salaires doivent être assez considérables pour qu'un homme peu riche puisse accepter la place, & ne doivent pas être assez considérables pour tenter l'ambition, la cupidité.

Digitized by Google

Cet Ouvrage entrepris, ce me semble, pour montrer que toutes les impositions doivent être changées en un impôt territorial, renferme des idées vraiment neuves *sur la manière d'estimer exactement les revenus des biens-fonds dans les différens genres de culture.* M. Smith qu'il faut citer souvent, peut-être combattre quelquefois, mais toujours étudier, toujours admirer, a dit, que le prix du grain est en dernière analyse composé de la rente de la terre, du salaire de la main d'œuvre, & du bénifice des fonds. Rien n'est plus vrai; cependant le propriétaire, le cultivateur qui veut connoître son revenu défalqué de ses avances, est très-embarrassé. M. D S. P. divise d'abord la culture des grains, en grande & petite; il sous-divise la première, en grande culture opulente, riche, médiocre, & foible; il sous-divise la seconde, en petite culture aisée, foible, pauvre, misérable. » Le premier coup-d'œil, dit-il, doit être employé à déterminer dans laquelle des » classes de culture doit être rangée la » propriété dont on s'occupe, ou du moins » quelle est celle dont elle approche le plus. » L'incertitude sur ce point doit être bientôt dissipée, en observant seulement la » quantité de terres exploitées par chaque » charrue, avec la quantité de chevaux » (ou de bœufs) qu'on y emploie «. Les formulles de M. D. S. P. déterminent clairement la classe de culture.

Digitized by Google

2°. » Après qu'on aura classé une pro-
» priété, il suffit de parcourir le tableau
» des avances primitives, en tâchant d'ob-
» tenir des renseignemens positifs & assurés
» sur les valeurs des objets qui y sont dé-
» taillés : savoir, le prix des chevaux, ce-
» lui des bestiaux, la quantité de semence
» qu'on emploie, avec sa valeur moyenne.

3°. » Le nombre des domestiques, le
» taux de leurs bagages, avec un apperçu
» raisonnable de la dépense de leur nour-
» riture.

4°. » Ce que peuvent coûter les frais
» de la moisson.

5°. » Ce qu'il paroît naturel d'assigner
» pour la dépense & l'entretien du Fer-
» mier, de sa famille, pendant les deux
» années qui précèdent sa première ré-
» colte «. Voilà pour les avances premières, & en partie pour les avances annuelles; *on doit seulement y ajouter la dépense pour la nourriture du troupeau & le battage des grains.* Les calculs de l'Auteur, que quelques personnes regarderont peut-être comme hypothétiques, sont des tableaux très-importans. On aura ensuite le produit total en sachant la quotité des grains que produit chaque arpent, leur prix; le nombre des bestiaux, des moutons, &c. à vendre, leur prix. On aura le produit net ou réel, en retranchant du prix total, l'intérêt des avances primitives, & les avances annuelles.

C'est avec la même sagacité que M.

Digitized by Google

D. S. P. examine les autres propriétés, les bois, les vignes, les prairies, & donne les moyens d'évaluer leurs revenus.

Il est inutile de dire que cet Ouvrage est nécessaire à ceux qui auront à répartir l'impôt sur les terres, & plus encore à tous les propriétaires qui veulent connoître avec précision, la valeur de leurs biens.

THÉORIE des Dixmes, par M. HERVÉ, Avocat au Parlement, Auteur *de la Théorie des matières féodales & censuelles. A Paris, chez* Knapen, Savoye, Née de la Rochelle, & Blin. *A Sens, chez la veuve* Tarbé, 2 *vol. in*-12.

UN Traité des matières féodales & censuelles ! un Traité des Dixmes ! le temps paroît bien mal choisi pour publier de pareils Ouvrages ; ce sera d'abord la réflexion de tous les Lecteurs frivoles, & surtout de ces Auteurs éphémères, qui, n'ayant rien étudié, sont toujours prêts à écrire sur les objets du moment ; dont tout le talent littéraire consiste à improviser, pour ainsi dire, sur toutes les matières à la mode, & à paroître à propos, c'est-à-dire, dans le temps le plus favorable à la vogue. Jamais Ouvrage de circonstances n'a été un bon Livre, & c'est un bon Livre que nous annonçons ; ce n'est point une Brochure du moment ;

Digitized by Google

c'est l'Ouvrage du temps ; c'est le produit de vastes recherches & de profondes méditations ; c'est le travail de plusieurs années.

Cet Ouvrage peut encore ne point arriver trop tard ; les principes qui ont jusqu'ici réglé la Dixme, pourront influer aussi sur le remplacement annoncé.

Mais quand même ni la Dixme ni aucun remplacement analogue & soumis aux mêmes principes, ne devroit avoir lieu, un bon Traité des Dixmes subsisteroit toujours comme objet d'érudition, comme monument historique, comme témoignage d'une institution qui a existé jusqu'à présent dans l'Eglise & dans l'Etat ; qui avoit ses principes, sa législation, sa Jurisprudence ; qui marquera la différence des siècles qui l'ont conservée, & des siècles qui l'ont abolie. Chaque siècle charmé de ses avantages, admirateur de ses lumières, a peine à comprendre l'esprit d'un autre siècle ; & les Philosophes mêmes, à qui l'Histoire n'est pas assez familière, sont naturellement portés à croire que ce qui leur paroît la vérité, a toujours dû paroître la vérité, idée qui, pour l'observer en passant, n'est pas trop philosophique.

Si ce que l'Auteur nous présente aujourd'hui sur les Dixmes est la vérité, la vérité peut toujours se montrer, ses droits sont imprescriptibles ; si ce n'est qu'une opinion comme tant d'autres, le temps la mettra comme les autres à sa place.

Digitized by Google

Nous allons exposer ses idées sans les modifier, sans y mêler les nôtres, sans approuver, sans critiquer.

Les Dixmes étoient de précepte dans la Loi de Moïse; nous apprenons même de beaucoup d'Auteurs profanes, tels qu'Hérodote, Xénophon, Pausanias, Diodore de Sicile, Denis d'Halicarnasse, Tite-Live, Festus, Pline, Diogène Laerce, que les Dixmes ont été payées chez d'autres peuples que les Juifs, avant l'établissement de la Religion Chrétienne.

L'Auteur, malgré la foule des décisions contraires, & malgré la nature de quelques-unes de ces décisions, avoue que dans la Loi nouvelle les Dixmes ne sont pas de droit divin, c'est-à-dire, que la Loi nouvelle n'a nulle part confirmé ni adopté expressément & par un précepte formel, le précepte de l'ancienne Loi, relatif à la Dixme. Mais, dit l'Auteur, » la Religion Chrétienne a » dû emprunter directement les Dixmes » de la Religion de Moïse dont elle est » l'accomplissement & la perfection. Nées » dans la Judée l'une & l'autre, saintes » l'une & l'autre, révélées l'une & l'autre, » liées l'une à l'autre, ces deux Religions » ont nécessairement eu des idées & des » pratiques communes «.

Cependant les traces du passage d'une Religion à l'autre, en ce qui concerne les Dixmes, ne sont pas sensiblement marquées dans les deux ou trois premiers siècles de l'Ere Chrétienne.

Digitized by Google

L'Evangile & les Apôtres parlent des offrandes & en suppoſent l'uſage & la néceſſité ; mais ces différens textes ne s'appliquent pas néceſſairement aux Dixmes.

Saint Clément, Diſciple des Apôtres, parle dans ſes Epîtres, *de bonis & reditibus Eccleſiarum & earum diſpenſatoribus.* Ceci ne paroît pas encore embraſſer les Dixmes.

Saint Irénée, qui ſouffrit le martire l'an 202, paroît diſtinguer les oblations de la nouvelle Loi, des Dixmes de la Loi ancienne, en ce que les oblations étoient volontaires, & que les Dixmes avoient été forcées.

Tertullien, mort vers l'an 216, parle auſſi de la liberté des oblations, & ne dit rien des Dixmes.

Origène, qui vécut juſqu'au milieu du 3e. ſiècle, ſemble énoncer l'obligation de payer la Dixme ; mais ſes expreſſions ſur cet article ne ſont pas ſans difficulté.

Saint Cyprien, qui ſouffrit le martyre en 258, s'exprime ſur la Dixme d'une manière encore plus ſujette à des interprétations diverſes.

Les Conſtitutions Apoſtoliques, recueillies dans le troiſième ſiècle, parlent des Dixmes comme d'une preſtation de précepte ; c'eſt ſans doute en étendant à la nouvelle Loi, la Loi de Moïſe, comme n'ayant pas été révoquée, & comme ayant même été tacitement adoptée.

Digitized by Google

Les Conférences de Cassien sont également précises sur la prestation de la Dixme.

Saint Chrysostôme, qui mourut en 407, pensoit que l'obligation de payer la Dixme étoit encore plus étroite pour les Chrétiens que pour les Juifs.

Saint Jérôme, mort en 420, Saint Augustin en 430, recommandent le payement de la Dixme.

Au 6e. & au 7e siècle, les autorités en faveur de la Dixme deviennent plus nombreuses, plus expresses & plus fortes.

Saint Remy, mort en 533, assure dans son testament des secours à 40 pauvres veuves, sur les Dixmes de quelques villages.

Le Concile de Mâcon, en 585, ordonne de payer la Dixme, sous peine d'excommunication, première Loi pénale qu'on connoisse sur les Dixmes.

Le Concile de Séville, en 590, charge de malédictions quiconque négligera de payer la Dixme.

Le Concile de Nantes, en 658, règle le partage & l'emploi de la Dixme.

Grégoire de Tours, mort en 595, atteste l'usage des Dixmes en France.

Les Statuts de Théodore, Archevêque de Cantorbéri, en 688, & le vénérable Bede, né en 673, l'attestent en Angleterre.

Si l'on objecte que des pères de l'Eglise, des Conciles mêmes, ont parlé des Dix-

Digitized by Google

mes comme d'une rétribution libre & volontaire, voici la réponse de l'Auteur.

» On peut dire de presque tous les » biens de l'Eglise qu'ils proviennent de » la charité & de la libéralité des fidèles ; » & néanmoins elle les possède & ils lui » appartiennent bien légitimement. Une » action libre dans son principe, peut de- » venir un droit inviolable dans ses con- » séquences. Quelque volontaire que soit » un don, par exemple, il devient une » propriété irrévocable, lorsqu'il est con- » sommé. D'ailleurs il a été indispensable » de pourvoir pour toujours à l'entretien » des Autels & des Ministres d'une manière » ou d'une autre manière. A la vérité, le choix » entre un moyen & un autre moyen a été li- » bre ; mais quand une fois il a été fait, quand » une fois la détermination a été prise, » la prestation qui a été réglée est devenue » nécessaire ; car s'il fût resté de l'arbi- » traire ; si chaque fidèle eût conservé la » faculté de varier à son gré ; il n'y eût » eu de certain que les charges du culte » & les besoins des Ministres. C'est pour » cela que dans l'ancienne Loi la Dixme » étoit de précepte rigoureux, & que » dans la Loi nouvelle elle a le plus com- » munément été, tantôt prêchée, tantôt » ordonnée comme une rétribution à la- » quelle on ne pouvoit se soustraire. La » liberté n'a donc jamais été telle qu'on » en puisse rien inférer, soit contre l'exis-

tence

tence, soit contre la légitimité de la Dixme.

Les Dixmes Ecclésiastiques ne proviennent point des Dîmes Impériales, comme l'a prétendu l'Auteur d'un Mémoire publié en 1785, contre le Clergé, sous le titre de *défense des droits du Roi contre les prétentions du Clergé de France*. La Dixme Impériale n'eut pas lieu dans tout l'Empire Romain; elle n'eut pas lieu en particulier dans les Gaules; elle n'a donc pu devenir Dixme Ecclésiastique en France, ni par usurpation, ni par concession. Les Dixmes ne proviennent point de la libéralité des Princes & des Seigneurs particuliers; car des monumens antérieurs à toute concession possible, représentent la Dixme comme un tribut religieux, offert à Dieu par l'ordre de Dieu même; si elle avoit eu pour titre une concession, ce titre eût été allégué; une concession certaine & légitime est un assez bon titre pour qu'on ne néglige pas de le faire valoir.

Enfin les Dixmes n'ont point été établies par Charlemagne; car quelque beau, quelque respectable que fût ce titre d'institution, tout ce qui a été dit jusqu'à présent prouve l'antériorité de la Dîme, & Charlemagne lui-même en parle comme d'une institution ancienne.

La Dixme est confirmée par les Capitulaires de Louis le Débonnaire & de Charles le Chauve, comme par ceux de Charlemagne.

Digitized by Google

Quels ont été dans tous les temps les objets décimables? Pour résoudre cette question, il faudroit en effet parcourir tous les temps, car l'usage a infiniment varié à cet égard, & ces variations ont prévalu sur l'usage primitif qui sembloit devoir former la Loi. Dans celle de Moïse, tout étoit décimable, jusqu'aux ouvrages de la main. *Decimas facultatum, omnem decimam, decimas ex omni facultate*; telles sont les expressions indéfinies qu'on trouve dans les plus anciens titres concernant la Dixme.

Les Loix Ecclésiastiques de S. Edouard, Roi d'Angleterre, mort en 1066, ordonnent qu'on paye la Dixme *de apibus, de boſco, de prato, de aquis & molendinis, parchis, vivariis, piſcariis, virgultis, hortis & negotiationibus, & omnibus rebus quas dederit Dominus.*

Tout cela se règle aujourd'hui par l'usage particulier des lieux.

La Dixme est destinée dans le Deutéronome, à la subsistance des Lévites, des voyageurs, des veuves & des orphelins, en un mot, des Ministres du culte, & des pauvres. Chez les Chrétiens, elle ne se payoit d'abord qu'à l'Evêque & aux Prêtres, sous la condition d'en faire aux pauvres le partage qu'exigeroient la justice & la charité.

La Dixme des Chrétiens eut donc, dès les premiers temps, la plus parfaite

Digitized by Google

analogie avec celle des Juifs; les premiers Chrétiens, comme les Juifs, payoient la Dixme de tout, des ouvrages de l'Art comme des productions de la Nature. Les Pères de l'Eglise, dès qu'ils parlent de la Dixme, rappellent la pratique des Juifs & le précepte de la Loi de Moïse. Les Papes, les Conciles, les Evêques, suivent leur exemple & répètent leur Doctrine.

Les Capitulaires la confirment; ils sont simplement déclaratifs & non constitutifs; ils ressemblent à nos coutumes, dont la rédaction n'a point été une législation nouvelle. Les Loix Canoniques & Civiles ont également ordonné la prestation de la Dixme, non comme d'une institution nouvelle, mais comme d'une institution établie & jugée nécessaire. » Analysez bien les faits & les monumens, » reduisez-les à leur juste valeur, cherchez la vérité de bonne foi, & sans esprit de système & de partialité, & vous ne trouverez pas d'autre résultat sur » l'origine & l'institution de la Dixme «.

La Dixme ne s'est pourtant pas également établie dans tous les pays Chrétiens; il en est où elle a toujours été inconnue; il en est où l'on a plusieurs fois tenté vainement de l'introduire; l'Auteur en fait l'énumération.

Diverses exemptions ont après coup restreint la prestation de la Dixme dans les pays mêmes où elle étoit établie; ces exemptions pouvoient bien n'être que des abus;

Digitized by Google

l'Auteur observe seulement qu'elles furent l'ouvrage des Papes & de quelques Conciles, & qu'on fut plusieurs siècles sans recourir à la sanction des Rois & à la formalité des Lettres Patentes; ce qui pourroit venir de ce que l'autorité ecclésiastique faisoit tout alors, & laissoit peu de chose à faire à l'autorité Royale; mais l'Auteur tire de ces exemptions accordées par l'autorité ecclésiastique, une preuve de plus, que la Dixme est une institution religieuse qui a été dans tous les temps sous la main de l'autorité ecclésiastique, & à laquelle la puissance civile n'a pris part que pour prêter secours à la première, quant à la prestation seulement.

Comment arrive-t-il qu'il se trouve des Dixmes entre les mains des Laïcs?

1°. Par des usurpations faites sur l'Eglise; & l'Auteur prouve ces usurpations.

2°. Par des aliénations de Dixmes faites par les Ecclésiastiques eux-mêmes; & l'Auteur prouve ces aliénations.

Il établit que les monumens ne fournissent aucun exemple d'une Dixme d'origine profane & purement laïque. » Jamais, » dit-il, aucun laïc n'a répondu aux ré- » clamations, aux censures, aux excom- » munications des Conciles, des Papes » & des Evêques, que les Dixmes, qu'on » lui demandoit, étoient un bien profane » & patrimonial; il ajoute que les Dixmes » partagées entre les Curés & les Seigneurs

Digitized by Google

» sont si peu d'une nature profane & cen-
» suelle, qu'elles subsistent avec le champart,
» dans toutes les Provinces où le champart a
» lieu, qu'elles se lèvent avant le cham-
» part, & qu'elles sont sujettes à des
» charges étrangères au champart & à
» toutes les propriétés foncières ordinaires «.

Pour ne rien omettre de tout ce qui peut concerner l'histoire de la Dixme, l'Auteur parle même de la Dixme Saladine, quoiqu'étrangère à la Dixme ordinaire. On sait que la Dixme Saladine fut une subvention extraordinaire & passagère qui s'établit en France & en Angleterre en 1188, lorsque Philippe Auguste & Richard Cœur de Lion voulurent se procurer promptement les fonds nécessaires à la Croisade qu'ils entreprirent contre Saladin, après que ce Sultan d'Egypte eut pris Jérusalem, qui, depuis la première Croisade de 1099, étoit restée entre les mains des Chrétiens.

Tout ce qui vient d'être dit concerne uniquement l'histoire de la Dixme, objet de la première Partie de cet Ouvrage. La seconde Partie est proprement la partie juridique; mais l'Auteur tire de la première les principes qu'il applique à la seconde, & qu'il modifie seulement par les usages subséquens & les Loix postérieures. Le principe originaire, même lorsqu'on est obligé de l'abandonner, fournit quelquefois la solution des diverses questions

Digitized by Google

que les variations de l'usage & la complication des droits ont fait naître.

La théorie de la Dixme étoit infiniment simple lorsqu'on devoit la Dixme de tout, & qu'on ne la devoit qu'aux Ministres de la Religion.

Aujourd'hui cette matière reçoit beaucoup de divisions & de sous-divisions.

1°. En Dixmes ecclésiastiques, qui sont possédées par des gens d'église, & Dixmes profanes qui se trouvent en des mains laïques.

2°. En Dixmes inféodées, c'est-à-dire, tenues en fief & sujettes aux devoirs féodaux, & Dixmes ordinaires ou non inféodées, c'est-à-dire, qui n'ont reçu aucune impression féodale, en quelques mains qu'elles se trouvent.

3°. En Dixmes réelles qui se perçoivent sur les fruits naturels ou industriels des immeubles réels, & Dixmes mixtes, qui sont en partie le produit de la terre, & en partie le produit des soins & de l'industrie de l'homme; ce sont les Dixmes d'animaux & de laine.

4°. En grosses Dixmes ou Dixmes des gros fruits; ce sont en général celles du froment, du seigle, de l'orge & de l'avoine; & menues & vertes Dixmes, qui sont aussi, en général, celles des légumes & menus grains; mais cette 4e. division reçoit beaucoup de distinctions à raison des productions diverses de chaque terrein.

5°. En Dixmes anciennes, qui se per-

Digitized by Google

çoivent sur des terres en culture depuis quarante ans au moins, & en novales, qui se perçoivent sur des terres nouvellement mises en culture décimable.

Telles sont les divisions principales; mais il y en a un grand nombre d'autres qu'il faut voir dans l'Ouvrage même, ainsi que les différentes règles qui s'appliquent aux différentes espèces de Dixmes. Les principes & les conséquences s'enchaînent tellement ici, que nous n'en pourrions rien détacher sans faire tort à l'Ouvrage.

Les obligations respectives, les devoirs réciproques du Décimateur & du Décimable y sont exposés sous toutes leurs faces, ainsi que les droits des différens Décimateurs, lorsqu'ils se trouvent en concurrence. Toutes les questions sont bien posées, bien discutées, bien résolues; les opinions des Auteurs sont rapportées, ainsi que les principaux Arrêts qui ont décidé chaque matière. On explique plusieurs de ceux qui semblent faire exception, & alors il arrive souvent que l'exception disparoît; mais on n'a pas non plus la manie de tout expliquer & de tout justifier. Il est des Arrêts qu'on ne peut pas défendre & qu'il faut savoir abandonner. L'Auteur a toujours ou paroît avoir toujours raison; il mérite du moins toujours de l'avoir; on sent qu'un grand esprit d'équité l'anime. Son ton est toujours sage & modéré; c'est vraiment celui d'un Jurisconsulte qui cher-

Digitized by Google

che paisiblement & de bonne foi la vérité, & qui ne se passionne sur rien ; aucun de ceux dont il combat les opinions ne peut avoir à se plaindre de lui. Il règne dans son Livre une méthode capable seule de faire goûter les sujets même les moins agréables. Rien d'essentiel ne paroît y être omis ; Le Lecteur ne désire rien de plus ni de moins. Ces deux petits volumes in-12 contiennent avec précision & avec assez de développement la substance d'une multitude d'in-folio. C'est un précis excellent de tout ce qu'on a écrit de sensé sur la matière.

Le style est pur, correct, précis ; l'Auteur écrit assez bien pour qu'on puisse lui proposer d'abandonner entièrement la vieille méthode de nos Jurisconsultes, de mêler dans leur François & sans citation, des formules latines comme *putà*, *verbi gratiâ*, pour dire, *par exemple*. *Quid juris ?* pour dire, *quel est le droit ? Que faut-il croire ? Id est*, pour, *c'est-à-dire*. *A pari* pour, de même, &c.

De la Religion à l'Assemblée Nationale. Discours philosophique & politique, où l'on établit les principaux Caractères qu'il importe d'assigner au Système religieux, pour le réunir au Système politique dans

Digitized by Google

une même Constitution ; & où l'on examine si ces caractères peuvent également convenir à la Religion Catholique, avec cette épigraphe :

Haud scio an pietate adversus Deos sublatâ, fides etiam & societas humani generis, & una excellentissima virtus justitia tollatur. Cic. de Nat. Deorum, L. 2.

A Paris, chez Leclerc, *Libraire, rue Saint-Martin, près celle aux Ours, N°.* 264. Froullé, *quai des Augustins, au coin de la rue Pavée. Prix,* 1 *liv.* 10 *s. à Paris ;* 2 *liv. franc de port pour la Province.*

» L'Ouvrage que nous présentons au » Public, dit l'Auteur, est loin d'avoir » acquis sa maturité & sa perfection ; mais, » tout imparfait qu'il est, il a peut-être » quelque droit à l'indulgence des gens » de bien. Il manquoit aux circonstances ; » & s'il ne remplit pas le vide, il servira du moins à l'indiquer «. Trop de modestie n'est pas toujours le défaut des Préfaces ; c'est pourtant le premier reproche, ou plutôt le premier éloge que donne l'Auteur de l'intéressant Ouvrage [illegible]

Digitized by Google

la philosophie. Son but est d'établir une vérité qu'ont sentie tous les sages, & qu'ont attesté tous les siècles; c'est la liaison intime du système politique & du système religieux, & l'influence qu'on doit donner à la Religion dans un moment de régénération universelle. On aime à voir cette cause souvent déshonorée par ceux mêmes qui en ont entrepris la défense, soutenue enfin par l'éloquence sans fanatisme, & la raison sans préjugés. L'Auteur reconnoît tous les torts que les passions des hommes ont faits à la Religion, en y mêlant tant d'abus si étrangers à son essence, & si fermement proscrits par elle-même. Dans son plan, il embrasse le grand sujet qu'il traite, & le dirige habilement vers un seul but, *la nécessité d'unir les deux systêmes.*

Il examine dans une première Partie les principaux caractères qu'il *importe d'assigner au systême religieux, pour le réunir au systême politique.* La seconde est l'application des principes *établis dans la première Partie, à l'ancienne Religion de l'Etat & à la Religion Catholique.*

L'Auteur établit d'abord ses principaux caractères, & il en trouve huit. Premier caractère. *La Religion nationale doit concourir au bonheur de tous.*

En exposant ce premier Caractère, l'Auteur développe avec intérêt & d'une manière neuve, ces idées qui sont sans

Digitized by Google

doute le plus bel hommage que puisse rendre à la puissance de la Religion la foiblesse des Loix humaines. Celles-ci peuvent réprimer les actions ; la Religion seule peut atteindre les pensées. Seule, elle offre des consolations à tous les genres de misère ; seule, elle adoucit & elle soulage ces infortunes déchirantes qu'on ensevelit dans le secret de la solitude, & dont le sentiment seroit plus douloureux encore s'il falloit les exposer à tous les regards. Les sublimes espérances sont l'unique remède de ces maux de l'ame que toutes les Législations & tous les Codes ne sçauroient guérir.

Second caractère. *Elle doit consolider les droits de tous.* Les Anciens ont connu la nécessité de mettre les Loix sous la tutelle de la Religion. Les Codes reçus des mains des Législateurs étoient portés aux pieds des Autels, où l'on juroit d'y rester soumis. L'Auteur répond avec autant d'éloquence que de raison à ceux qui ont osé dire que ces exemples n'étoient pas bons à suivre. » J'accorde à vos Loix toute la » perfection dont vous n'avez pas cru vous-» même pouvoir les revêtir ; si ces Loix ne » portent pas avec elles un caractère reli-» gieux, & que le peuple puisse en sépa-» rer un seul instant le respect qu'il doit » à la Divinité même, il ne tardera pas à » les expliquer à sa manière, & à les vio-

Digitized by Google

» ler ouvertement toutes les fois qu'il » pourra le faire avec impunité.

Il répond très-bien aussi à ceux qui prétendent que les lumières suffisent pour faire observer toutes les Loix. Oui, sans doute, il suffit de les éclairer ceux à qui il importe qu'il y ait des Loix, pour que toutes leurs jouissances soient protégées ; mais quelles lumières en rendront l'observance sacrée à ceux qui n'ont que la misère en partage ? C'est pour ceux-là à qui la voix de son intérêt ne se fait pas entendre, qu'il faut des motifs plus puissans & plus saints. — Et qu'est-ce que toutes les Loix humaines en comparaison de cette Législation divine qui commande de faire le bien, tandis que les autres se contentent d'interdire le mal ?

Ayons donc une Religion qui proscrive tous les abus, en affermissant tous les droits, dont les maximes soient les plus beaux & les plus sublimes principes du droit naturel anobris & épurés encore ; » & alors » l'amour ou la crainte du souverain Juge » rendra le nombre des crimes secrets plus » rares sur la terre : & sous la sauve-garde » du système politique uni au système re- » ligieux, chaque Citoyen reposera plus » tranquille à l'ombre des Loix divines & » humaines, qui veilleront ensemble pour » le défendre ».

Troisième caractère. *Elle doit concilier*

Digitized by Google

la liberté & l'égalité de tout *avec l'ordre & la subordination nécessaires dans l'état de société.* La manière de faire sentir tout le mérite de cet excellent Ouvrage, seroit d'en copier un grand nombre de morceaux. Les citations fréquentes en feroient le meilleur éloge. Mais les bornes de cet extrait ne le permettent pas. L'Auteur peint ici avec énergie les justes alarmes qu'a dû causer aux amis de la liberté la crainte de la licence. Il rappelle en gémissant ces scènes honteuses & sanglantes qui ont souillé le berceau de la liberté françoise. Il pense que la Religion peut seule nous épargner à l'avenir ces scandales & ces excès. » Plus » un peuple est libre, plus il a besoin de » ce frein puissant sans lequel nous redevien» drions bientôt esclaves. — Hâtez-vous » donc, Législateurs, hâtez-vous d'accor» der votre appui à la Religion, si vous » voulez qu'à son tour la Religion protège » vos Décrets «.

Quatrième caractère. *Elle doit assurer sur la base la plus solide, l'ouvrage de la Constitution.* L'Auteur développe très-bien l'alliance étroite & naturelle, qui unit l'esclavage & les vices, la servitude & la corruption, les mauvaises mœurs & l'asservissement. » Législateurs de la France, » voulez-vous long-temps régner sur elle » par vos Loix, bâtissez sur un plan égal » lement uniforme & solide, & faites-vous

» de la conscience même des peuples un » rempart plus assuré contre toute révolu» tion nouvelle «....

Cinquième caractère. *Elle doit sans cesse nourrir dans l'ame des citoyens l'amour de la Patrie, les sentimens nobles & généreux, le dévouement de l'intérêt particulier à l'intérêt général.* Quelle Religion faut-il à un Etat régénéré, à un Etat où l'on veut établir ce grand principe de l'égalité primitive, sur les ruines de toutes les distinctions & de tous les priviléges ? C'est une Religion qui recommande cette égalité avec plus de force encore que la nouvelle Constitution une Religion qui ne veut point *qu'il y ait des misérables dans son sein qui ne soient consolés, point de pauvres qui ne soient secourus, point de foibles qui ne soient protégés; une Religion qui fasse à ses Disciples un précepte de s'aimer les uns les autres, & qui renferme en ce seul mot tout le sommaire de sa Loi.* Et comme le remarque très-bien l'Auteur, une pareille Religion ne doit être florissante que là où règnent la liberté & l'égalité. Tout Gouvernement dont le despotisme est le but, dont la mollesse & la corruption sont les moyens, a dû l'avilir, la dégrader, la couvrir d'abus. Mais que l'Etat se renouvelle, & la Religion régénérée avec lui deviendra bientôt elle-même le plus ferme appui de cette régénération.

Digitized by Google

Sixième caractère. *Elle doit donner une continuelle assistance aux bonnes mœurs.* C'est ici sur-tout que l'Auteur développe avec éloquence l'étonnante supériorité de la Religion sur la Police humaine. Que peut cette Police pour donner des mœurs? L'homme public, l'homme extérieur, l'homme de représentation est soumis à son empire. Ses chaînes peuvent le contraindre, & sa main peut le saisir. Mais comme l'homme privé échappe à sa puissance, son œil peut-il percer les enceintes domestiques ?... Et cependant ce n'est pas dans les lieux publics, c'est au sein de ses foyers que chaque citoyen forme ses mœurs; c'est donc là aussi qu'il faut lui donner un Censeur toujours présent & toujours redouté; & la Religion seule peut exercer cet obscur mais utile ministère.

Septième caractère. *Elle doit prêter incessamment un motif sublime à la Loi, & ajouter jusqu'à l'infini, soit au triomphe & à la gloire des bons citoyens, soit à la honte & à l'infamie des méchans.* Nous regrettons de ne pouvoir transcrire tout entier le beau développement de ce principe incontestable. L'Auteur nous montre la prospérité des anciens Empires intimement liée à la croyance de ce dogme si essentiel à la morale. Il nous rappelle ce discours si éloquent & si impie que César prononça dans le Sénat Romain lors de la conjuration de

Digitized by Google

Catilina. Ses maximes hardies ébranloient cette opinion tutrice de la vertu des peuples ; & l'Auteur ajoute avec beaucoup de feu & de vérité : » Il eût suffi à un » sage d'assister à cette délibération du Sénat, » pour prédire la ruine prochaine de Rome.

Huitième caractère. *Elle doit être pour le peuple le plus éclairé, la plus croyable de toutes les Religions.* Avant tout, il faut que les peuples soient persuadés que cette Religion vient de Dieu, & ils en seront intimement convaincus d'abord, si ses dogmes & sa morale concourent également à la manifestation de la puissance & de la sagesse divine, & à la perfection de l'homme ; si elle ajoute à ces premières preuves un code sacré qui se transmette d'âge en âge, depuis les temps les plus anciens, & qui ait pour dépositaire la majeure partie du genre humain, &c.

La seconde Partie, divisée en huit articles, correspondans à ceux de la première, est l'application de ces différens caractères à la Religion Catholique. C'est sur-tout dans cette seconde Partie, plus susceptible de mouvemens & de développemens, que brille le talent de l'Auteur. Il en résulte une démonstration évidente aux yeux de la raison, mais peut-être plus propre encore à toucher le cœur.

La troisième Partie, intitulée *Notes critiques*, est destinée à plusieurs observations

pleines de justesse, sur ce qu'il est à désirer que l'Assemblée Nationale fasse par rapport à la Religion. L'Auteur y flétrit aussi avec une vertueuse indignation des abus dont la Religion a eu tant à gémir.

Cet Ouvrage est du petit nombre de ceux qui donnent des résultats nouveaux sans les promettre avec emphase, & qui prouvent à la fois des connoissances vastes, une raison éclairée, & une ame sensible. Le style, les principes, les réflexions, tout y plaît également; & nous ne pouvons finir sans faire à son estimable Auteur un reproche du genre de celui par lequel nous avons commencé cette Analyse. Une si belle cause est bien digne qu'on s'en avoue le Défenseur. C'est être trop modeste que de cacher tant de mérite sous le voile de l'anonyme; & de refuser à son nom les suffrages de tous les bons citoyens, & les éloges si flatteurs de ceux qui savent apprécier les talens & les vertus.

Les Joueurs, traduit de l'Anglois; 2 vol. in-12. A Genève, chez Barde Manget & Compagnie; & à Paris, chez Defer de Maisonneuve, rue du Foin-Saint-Jacques.

Les deux principaux personnages de ce Roman, sont deux frères d'un carac-

Digitized by Google

tère très-opposé, mais qui se ressemblent par une passion qui leur est commune, celle du jeu. L'aîné est un vil coquin, dont une mort prématurée termine la coupable vie ; le cadet, ruiné d'abord par sa facilité, toujours honnête, mais long-temps malheureux, accablé de chagrins, rentre en grace avec la fortune, triomphe de ses ennemis, & finit par couler des jours heureux au sein d'une famille respectable.

Il y a de la vérité & quelquefois de l'intérêt dans ce Roman. Les caractères que l'Auteur fait agir sont assez variés ; mais il se complaît trop à les peindre ; ce qui l'entraîne dans des détails longs & minutieux. Un autre reproche à lui faire, c'est de n'avoir rempli son titre que très-imparfaitement. On voit bien, dans la première Partie, que les deux frères aiment le jeu, mais on n'en parle d'abord que par de froids récits ; bientôt même on n'en parle plus. Enfin on oublie le sujet en lisant l'Ouvrage ; & sans le titre, on n'y auroit jamais songé.



Digitized by Google

VARIÉTÉS.

Note sur la Communauté de Sainte-Barbe.

DANS l'exposé précis que nous avons fait de la discipline intérieure & des études de cette Maison, il s'est glissé à notre insçu quelques légères inexactitudes, que notre respect pour la vérité nous engage à rectifier.

Dans la première distribution des Prix de l'Université, en 1747, le Collége du Plessis en obtint huit, & sur ce nombre Sainte-Barbe en eut cinq. Mr. Boullemet de la Martinière, aujourd'hui Procureur de la Commune, alors Ecolier de Sainte-Barbe, obtint trois de ces Prix. M. Thomas, Etudiant en seconde à la même Ecole, en eut deux.

A cette époque les plus forts Colléges de Paris & les plus nombreux, celui des Graffins & celui de Beauvais, n'eurent chacun que le même nombre de Prix que la petite Ecole de Sainte-Barbe. Celui d'Harcourt n'en eut que quatre, celui de Mazarin que deux. Ainsi, vu la très-grande inégalité du nombre d'Ecoliers dans les mêmes classes, l'avantage de Sainte-Barbe se trouve dès-lors très-marqué.

En 1748, M. Thomas eut quatre Prix en Rhétorique ; & il est vrai qu'il étoit alors au Collége de Lisieux : mais il avoit fait toutes ses classes & la moitié de cette année de Rhétorique à Sainte-Barbe, lorsque son frère aîné, Profes-

Digitized by Google

seur au Collége de Lisieux, l'y appela auprès de lui.

M. Thomas fut toujours attaché de cœur à la Maison de Sainte-Barbe ; & il se plaisoit à dire que c'étoit là qu'il avoit été formé.

M. l'Abbé Delille avoit fait ses études d'Humanités au Collége de Lisieux ; mais ce fut à Sainte-Barbe qu'il fit son cours de Philosophie. Ensuite il y fut Maître de Rhétorique ; & ce fut là qu'il composa ses premiers Ouvrages, son Épître à M. Laurent, & les premiers livres de ses Géorgiques. Comme M. Thomas, M. l'Abbé Delille a toujours aimé cette Maison, & il n'écrit jamais au Supérieur sans lui rappeler qu'il est un de ses Elèves.

L'Ecole de Sainte-Barbe a continué sans interruption d'avoir la bonne part aux honneurs du Collége du Plessis auquel elle est associée ; & dans les différentes distributions des Prix de l'Université, ce Collége a eu constamment sur les autres une supériorité marquée. C'est une vérité reconnue & incontestable.

Ainsi sur les articles mêmes qui ont été critiqués dans les Notes que l'on nous avoit données, il reste bien avéré que, du régime & de la méthode de Sainte-Barbe, dans ses études, ont résulté de très-grands avantages, & des succès que nulle autre Ecole n'est en état de balancer ; & c'est ce qu'il étoit intéressant de prouver & de publier.

Digitized by Google

AVIS.

M. Dorez, ancien Chirurgien de l'Hôpital Militaire du Cap François, &c., actuellement rue & Isle St-Louis, N°. 105, près le Pont Rouge, à Paris, est connu pour la guérison des Cancers au sein. Il prévient le Public qu'il entreprendra de guérir les femmes pauvres, de Paris, *gratis*, quant aux pansemens & médicamens, pourvu qu'elles soient logées à côté de sa demeure, autant qu'il sera possible, à condition aussi qu'on leur fournira les comestibles & tous les accessoires du traitement; les femmes de Province ne doivent donc pas compter sur sa bonne volonté.

Les personnes de Province qui s'intéressent pour ces malheureuses victimes, ne doivent donc plus insister à demander son caustique; il ne peut l'envoyer, parce qu'il ne le confie à personne.

Il prévient encore qu'il entreprendra de guérir les Cancers au sein des filles & femmes de Province:

1°. Que quand le volume ne sera que comme celui d'une grosse orange, (ce volume est absolument le même que celui du sein de Mad. la Marquise de Kersaint, de Brest, guéri depuis 4 mois, ainsi qu'il en a été fait mention dans le Supplément au Journal de Paris, du 4 Septembre 1789, N°. 247.), soit rond, soit applati; 2°. que ce Cancer ne sera pas ouvert; 3°. qu'il ne sera pas adhérent aux côtes; 4°. qu'il n'y aura aucune tumeur sous l'aisselle. D'après cet avertissement, les filles ou femmes qui auront des Cancers tels que ci-

Digitized by Google

dessus dits, peuvent venir à Paris sans avoir besoin d'écrire ni d'envoyer des consultations.

Celles qui, malgré cela, voudroient écrire au Sr. Dorez, sont priées de lui faire remettre, par la Poste, franc de port, 3 liv. il leur enverroit un imprimé qui leur expliqueroit, le plus laconiquement possible, sa manière de voir. Ne pas manquer d'affranchir aussi les lettres, autrement elles resteroient à la Poste.

On ne le trouve chez lui, tous les jours, que depuis une heure après midi, jusqu'à trois.

Café de Santé. Cette Liqueur a des avantages contre les maladies de Poitrine, Migraine, Vapeurs, Vertiges, &c. se vend 30 sous la livre, à Paris, chez le Sr. Fernehard, rue Ste-Marguerite, près celle des Ciseaux, entre un Md. de Bas & un Boulanger, au 3e.

La Dlle. Fernehard, sa sœur, vend une Eau qui teint les cheveux.

MUSIQUE.

Journal d'Ariettes Italiennes del Signor Cherubini, abonnement de Mars. Prix, 2 liv. 7 sous. A Paris, chez Bailleux, Md. de Musique, rue St-Honoré.

Journal d'Ariettes Italiennes del Signor Sarti, Abonnement de Mars. Prix, 2 liv. 8 sous. Même adresse.

GRAVURE.

Bible. Tome I. 2e. Livraison, composée de 12 Estampes. Prix, 12 liv. l'in-8°. grand papier, &

Digitized by Google

24 liv. l'in-4°. grand papier. A Paris, chez Defer de Maisonneuve, Libr. rue du Foin-Saint-Jacques; & chez Ponce, Graveur, rue Hyacinthe, n° 19; en Province, & chez l'Etranger, chez tous les Libraires.

La 2e. Livraison mérite les mêmes éloges que la première de cette superbe Edition, si remarquable par la gravure, le papier & le texte.

Prélude de Nina, peint par Louis Bailly, gravé par Alexandre Chaponnier. Prix, 6 liv. A Paris, chez l'Auteur, rue St-Honoré, entre la rue des Bons-Enfans, & le Palais-Royal, maison du Parfumeur.

Le Modèle disposé, peint par Frédéric Schall, gravé par Alexandre Chaponnier; même prix & même adresse.

Ces deux Estampes sont agréablement gravées & sont pendant.

L'Espoir du retour, sujet en hauteur, gravé d'après Mademoiselle Gérard, par M. Gérard son frère, faisant pendant à *Dors mon enfant* par les mêmes. Prix, 6 liv. A Paris, chez Basan, frères, Marchands d'Estampes, rue & Hôtel Serpente.

Cette Estampe n'aura pas moins de succès que *Dors mon enfant*, que nous avons annoncé avec de justes éloges.

La Partie de Musique, sujet en travers, gravé d'après Lavreince par Langlois jeune. Prix, 6 liv. A la même adresse.

Cette Estampe est gravée avec soin, & a de l'effet.

Digitized by Google

Portraits de MM. les Députés. Le Sieur de Jabin, Editeur & Directeur de la Collection en Gravure des Portraits de MM. les Députés, prévoyant que cette entreprise entraîneroit des avances considérables pour la porter à sa perfection; & voulant associer à ses travaux tous les Citoyens dont la reconnoissance envers les auteurs de la Liberté Françoise devient un devoir de concourir à l'amélioration de ce précieux Ouvrage, continue sa Souscription pour Paris, jusqu'à la fin du présent mois, sur le pied de 240 liv.; & pour la Province, jusqu'au 15 Mai suivant, sur le pied de 336 liv. franc de port, aux conditions, en souscrivant, de payer pour Paris 60 liv., & 6 liv. par mois jusqu'à la fin du payement des 240 liv., & pour la Province le quart de la Souscription, qui sera renouvelé aussi-tôt après la réception de la 32e. Livraison, & ainsi de suite jusqu'à ce que le payement de la somme entière soit effectué.

En souscrivant on recevra 4 Livraisons, chacune de 8 Portraits, & ensuite au moins une Livraison par semaine ou quatre par mois, au choix du Souscripteur, & ce jusqu'à parfaite Collection.

Le prix de chaque Livraison pour les non Souscripteurs, est de 4 liv., & pour chaque Portrait 10 sous.

On souscrit chez lui, rue Neuve-Ste-Geneviève & chez le Sr. Beljambe, Graveur, & Membre de plusieurs Académies, rue des Petits-Augustins N°. 3, F. B. S. G. On est prié d'affranchir les lettres.

TABLE.

Epitaphe. 49
Le Souhait réalisé. 50
Vers à Mad. de . . . 55
Charade, Enig. & Log. ibid.
Plan de l'organisation. 58
Théorie des Dixmes.
De la Religion.
Les Taureaux.

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 17 Mars 1790.

LA Cour de Berlin a, en effet, positivement abandonné la demande du domaine de Thorn et de Dantzick ; elle en a fait la Déclaration officielle, et offre de s'en tenir à d'autres équivalens des avantages qu'elle assurera à la République par un Traité de Commerce : jusqu'à la fixation de ces équivalens, les droits de la Douane de Fordan et autres sur les bâtimens Polonois qui se rendent à Dantzick, seront perçus comme auparavant. Les deux Puissances négocieront ensemble deux Traités séparés, l'un d'Alliance définitive, et l'autre de Commerce. Sur cette base, les Conférences ont été reprises entre la Députation des

Digitized by Google

Affaires Etrangères et le Marquis *de Lucchesini*, Envoyé de Prusse. Depuis hier, on dit les Parties contractantes absolument d'accord.

La crainte des desseins de la Russie servira puissamment à accélérer la formation de ces nouveaux liens. On vient de donner un nouvel aliment à cette crainte, en publiant une Déclaration en ces termes, que l'Envoyé Extraordinaire de Suède a remise à la Diète.

« Le Roi, mon Maître, voulant prouver à toute l'Europe, et particulièrement à la Sérénissime République de Pologne son amie, qu'on ne peut lui imputer les malheurs de la guerre, si elle continue de ravager le monde, m'a ordonné de communiquer aux illustres Etats assemblés à la Diète, les conditions auxquelles S. M. l'Impératrice de toutes les Russies veut bien accepter la paix, lesquelles conditions se trouvent consignées dans la Lettre officielle que le Comte *de Borck*, Commissaire-général de S. M. le Roi de Prusse, a écrite sous la date du 4 Février dernier à S. M. Suédoise. (*Nous avons rapporté ces conditions le mois dernier*). »

« Ces conditions sont si peu admissibles, que les Illustres Etats n'hésiteront pas à adhérer au sentiment du Roi, qui, quelque animé qu'il soit du desir de faire la paix, croiroit trahir les intérêts de ses Etats, ainsi que sa gloire, s'il balançoit un instant à rejeter de pareilles propositions. »

« Le Soussigné se fait un devoir d'observer

Digitized by Google

aux illustres Etats, 1°. que l'inclination que l'Impératrice manifeste dans ces propositions de se mêler dans les affaires intérieures du Royaume de Suède, prouve évidemment qu'elle n'a point perdu de vue son desir de dominer dans le Nord, desir qui se trouve clairement annoncé dans la note remise par le Comte *de Stackelberg*, le 5 Novembre 1788; laquelle note n'ayant pas été retirée ni contredite par aucune de celles plus modérées que le même Ministre a subséquemment fait remettre, pourra un jour être envisagée comme une protestation formelle, dans le cas que la Russie parvienne à regagner l'influence sur les affaires de la République, qu'elle vient de perdre par la constance et la fermeté des illustres Etats; 2°. que le dessein de l'Impératrice est de faire une paix partielle sans l'intervention d'aucune Puissance médiatrice, et conséquemment sans garantie; d'affoiblir les parties en les désunissant, et de se mettre par là en état d'exécuter les projets qu'elle a conçus ou qu'elle pourroit encore méditer dans la suite contre ses voisins. »

« Ce danger qui vous est commun, illustres Etats, doit naturellement vous porter à conclure et à consolider des alliances qui seules sont capables de mettre des bornes aux vues dangereuses d'une puissance, qui semble ne vouloir en mettre aucune à son ambition. »

Varsovie, le 3 Mars 1790.

Signé, LAURENT D'ENGESTROM.

L'on savoit qu'il se négocioit un Traité d'Alliance Offensive et Défensive entre

Digitized by Google

la Prusse et la Porte Ottomane; Alliance qui, réunie à celle de la Pologne et de la Suède, mettroit un obstacle respectable aux entreprises ultérieures qu'on pourroit tenter contre la Porte. Aujourd'hui, l'on est informé que cette Alliance a été définitivement conclue le 31 Janvier dernier. L'on conjecture, d'après cet évènement, que les Turcs vont ouvrir une troisième campagne : cependant les négociations n'ont point encore totalement discontinué à Yassy. Le Grand-Visir *Hassan Pacha* ayant inutilement recommandé la paix, d'après l'épuisement des forces Ottomanes, a envoyé sa démission depuis son camp de Schiumla. Les rapports sont partagés sur le choix de son Successeur, qui, selon les uns, sera l'ancien Grand-Visir *Yussuf Pacha ;* selon d'autres, *Giaffer Bey ,* ci-devant Pacha d'Alep, réputé homme de guerre : il auroit sous lui, en qualité de Commandans en second, l'Hospodar *Maurojeni* et le Pacha *de Trawnick.*

ALLEMAGNE.

De Hambourg , le 25 Mars.

Suivant nos dernières lettres de Stockholm, en date du 18, tous les Régimens ont reçu ordre de se tenir prêts : les Officiers de Marine doivent être rendus

Digitized by Google

à leurs postes le 20 du mois prochain : incessamment le Roi se rendra à Carlscrone, d'où trois vaisseaux et quelques cutters ont fait voile, le 3, pour une expédition secrète. L'escadre de Gothenbourg va prendre à bord quelques Régimens, et les conduira en Finlande. — Les Russes ont commencé à faire des mouvemens sur la frontière de cette Province, et en conséquence le Général *Stedingk* a donné ordre aux Troupes Suédoises de sortir de leurs cantonnemens, et de s'approcher des limites. — On prétendoit que le Roi avoit défendu d'insérer dans les Gazettes et Journaux de la Suède aucuns articles concernant la Révolution de France, à cause de l'inexactitude de ces rapports, souvent contraires aux égards dus à Sa Maj. T. C. On datoit l'Ordonnance à ce sujet du 10 de ce mois : nous avons les Gazettes de Stockholm du 10 au 18 inclusivement ; elles sont pleines d'articles concernant la France, et ne disent mot de cette prétendue Ordonnance.

De Vienne, le 25 Mars.

C'est *incognito* et de nuit que notre nouveau Souverain, le Roi *Léopold II*, est entré dans sa Capitale ; ce Prince modeste, auquel ses vertus et l'amour de ses Peuples font par-tout un assez beau

Digitized by Google

cortège, a paru vouloir se dérober aux témoignages publics d'affection et de respect : il lui est même arrivé, dans quelques endroits, d'attendre des heures entières l'ouverture des portes de la ville. Il nous apporte le gouvernement paternel dont la Toscane a joui sous son règne ; par-tout il a accueilli, avec la bonté la plus touchante, tous ceux qui se sont adressés à lui ; et quoique les circonstances l'aient souvent forcé de différer à statuer sur les demandes, jusqu'à ce que des informations ultérieures en aient prouvé la légitimité, tout le monde s'est retiré satisfait.

Le 17, Sa Majesté donna audience aux Députés des Etats de la Basse Autriche, qui lui remirent les remontrances adoptées dans leur dernière Diète, relativement à l'imposition territoriale. Les Etats de la Gallicie, représentés par le Prince *Stanislas de Jablonowsky* et les Comtes *d'Ossolinsky*, *de Potoky* et *de Bakowsky*, eurent également audience le même jour.

On porte à la Présidence du Conseil Aulique de guerre le Feld-Maréchal Comte *de Wallis* ; et l'on ajoute, qu'en cas de besoin le Comte *de Brown* commandera dans la Bohême un Corps de Troupes composé de 10 bataillons de Grenadiers actuellement ici, de 5 qui sont à Prague, et de 3 dans la Moravie. — Un autre bruit qui se répand, c'est

Digitized by Google

que 10 mille Croates vont traverser la Bohême, pour se porter à Luxembourg; on leur fait faire ce voyage en cinq semaines; dix mille autres sont également prêts, dit-on, à venir en Autriche : le Corps de Chasseurs du Tyrol sera augmenté de cinq Compagnies, commandées par des Officiers du pays. Il passe beaucoup de recrues par le Danube : on en a déja vu débarquer 1800.

Une liste des malades et des morts dans les Armées Autrichiennes, depuis le 1er. Juin 1788 jusqu'au 31 Mai 1789, donne les détails suivans sur l'exactitude desquels on peut compter, puisque c'est M. *Schmidt*, Secrétaire de M. *Brambilla*, qui les a recueillis. Sur 250 mille hommes, 172,386 ont été atteints de maladie, et il en est mort 33,543; ce qui fait 7 sur 36, ou un peu plus du septième de toute l'Armée, et du cinquième des malades. Les hommes tués dans les rencontres, escarmouches, siéges, etc. n'entrent point dans ce calcul.

Le 11 du mois d'Avril sera le jour solennel où les Vassaux et Sujets de l'Autriche prêteront, à leur nouveau Souverain, foi et hommage, ainsi que le serment de fidélité.

Le 9 du mois passé, les Etats de Bohême ont élu un Comité qui doit examiner les inconvéniens du nouveau plan suivi dans la perception des impôts, inconvéniens dont il fera le rapport. Le Gouvernement de Hongrie a notifié, le 3 Mars, à tous les Comitats, que Sa

Digitized by Google

Majesté se propose de se faire couronner conformément aux Lois constitutionnelles, et qu'Elle a donné ses ordres pour la convocation d'une Assemblée générale des Etats de ce Royaume.

MM. *de Cobentzel* et *de Trautmansdorff* sont de retour ici depuis quelques jours.

De Francfort sur le Mein, le 30 *Mars.*

Le Prince *Clément de Saxe*, Electeur de Trèves, se détache des partisans du système d'Ems, relativement aux nonciatures; il a demandé à l'ordinaire auprès de la Cour de Rome les Facultés Quinquennales. Quelques Religieux de l'Abbaye d'Echternach, qui avoient obtenu de lui leur sécularisation, viennent de la voir révoquer; et l'Abbaye repasse sous la jurisdiction du St. Siége. Le parti des Emsiens sera bientôt également abandonné, à ce que l'on assure, par l'Electeur de Cologne.

Comme il n'y a que 8 Electeurs, si leurs voix se trouvoient partagées, on seroit forcé d'en faire un neuvième, pour avoir le nombre impair qui décideroit; mais cet incident prolongeroit beaucoup l'interrègne, parce qu'il faudroit alors discuter plusieurs grandes questions, savoir: qui élira le nouvel Electeur? seront-ce les Electeurs seuls, ou tous les Etats de

Digitized by Google

l'Empire? peut-on élire un Electeur pendant l'interrègne? quelle influence aura le Pape dans cette élection, et quel sera le Prince auquel il faudra donner la préférence? Les Publicistes d'Allemagne s'occupent déja d'approfondir ces questions.

Des avis de la Silésie portent que les places frontières ont reçu de plus fortes garnisons, et que l'on a monté du canon sur les remparts. Un Corps considérable de Cavalerie Prussienne est cantonné entre la Bohême et la Moravie. — Le recrutement se fait avec succès en Bohême; on établit de grands magasins dans les forteresses de Pless et de Theresienstadt, sur les remparts desquelles on pointe du canon. On forme aussi un grand magasin à Freudenthal dans la Haute Silésie. L'Armée Autrichienne sera portée à 160,000 hommes; les Troupes déja en marche seront rendues dans la Bohême et la Moravie au commencement d'Avril.

On cite, peut-être sans fondement, les propositions suivantes, comme ayant été faites par la Cour de Vienne à celle de Berlin. 1°. La Cour de Berlin donnera son consentement aux articles de paix proposés dernièrement à la Porte Ottomane par les deux Cours Impériales, et les garantira; 2°. dans le cas où la Porte s'obstineroit à vouloir continuer la guerre, la Cour de Berlin n'y prendra aucune part, à moins que les deux Cours alliées ne passassent les bornes des de-

Digitized by Google

mandes faites à la Porte, ou de l'équité naturelle ; 3°. la Cour de Berlin fera tout ce qui dépendra d'elle pour déterminer les Etats Belgiques à la tranquillité et à une soumission raisonnable ; 4°. enfin cette Cour s'expliquera sur ce qu'elle exige des deux Cours alliées.

Les offres de la Cour de Vienne à la République de Pologne sont en substance, 1°. que la Maison d'Autriche s'engagera à garantir l'indépendance et l'indivisibilité des Provinces qui composent actuellement les possessions de la République ; 2°. les Polonois, Propriétaires de terres dans la Gallicie, seront traités comme les domiciliés dans cette Province, et ne paieront, quoique absens, que la Contribution simple ; 3°. on diminuera autant qu'il sera possible le prix du sel fossile de Wielicza ; 4°. on accordera à la République autant et plus d'avantages de Commerce qu'aucune autre Cour ne pourra lui en offrir, et cela sans demander aucun sacrifice quelconque.

Nous avons parlé plus d'une fois de l'impression désavantageuse qu'a produite dans l'Empire la conduite du Directoire de Clèves à Liège. Malgré la force et la pureté des motifs de la Cour de Berlin, différens Membres de la Ligue Germanique n'ont pu s'empêcher de blâmer la forme et les suites de cette intervention. L'Electeur de Mayence lui même, l'un des principaux Chefs de cette Ligue, et sincèrement attaché aux intérêts du Roi de Prusse, a exposé à ce Monarque l'irrégularité de la conduite du Ministre

Digitized by Google

Directorial de Clèves, dont, en qualité d'Archi-Chancelier de l'Empire, et plus encore comme Ami rempli d'affection et de respect pour S. M. P., elle demande expressément le rappel, ainsi que celui de toutes les Personnes qui ont eu part aux procédés illégaux et inconstitutionnels, tenus au nom de ce Monarque, pour favoriser les Auteurs et Fauteurs de la Révolte Liégeoise. Dans cette lettre, qui vient d'être communiquée au Public, l'Electeur rappelle au Roi de Prusse les principes de la Confédération Germanique, et ajoute: « Il convient à V. M. « en qualité de Prince Directeur du Cer- « cle, et il est de votre devoir indubitable, « en vertu de la Constitution, d'exécuter « le Mandat du Tribunal Impérial, sans « aucune interprétation, au moins arbi- « traire, et en général mal-fondée, etc. »

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 31 *Mars* 1790.

Le Château d'Anvers s'est enfin rendu le 29 aux Troupes Belgiques, sous le commandement du Général *Schonfeld*. La Garnison, au nombre de 900 hommes, restant prisonnière de guerre, a été désarmée, et répartie en divers lieux. On va procéder à la démolition de ce Château, ensorte qu'à la première ba-

Digitized by Google

taille perdue, il ne restera pas un lieu tenable huit jours, dans toute l'étendue des Pays-Bas, contre l'Armée victorieuse. On a trouvé dans cette citadelle cent vingt pièces d'artillerie de bronze et 110 mortiers de fer.

Notre situation intérieure n'a pas changé : on seroit surpris qu'elle n'amenât pas de nouveaux incidens prochains. MM. le Duc *d'Ursel* et le Comte *de la Marck* ont écrit chacun une lettre énergique aux Etats, au sujet des dernières violences exercées contre leur Parti.

FRANCE.

De Paris, le 6 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 48e. *Semaine.*

Du Lundi 29 Mars.

Parmi les Adresses de Communautés, il a été fait lecture d'une Lettre particulière adressée par une Dame *de Lannion;* elle demande que l'Assemblée veuille bien approuver une action que le patriotisme lui a inspirée : mère de dix enfans, et prête d'en avoir un onzième, elle les a tous rassemblés autour d'elle, et a juré devant Dieu, avec eux et pour eux, d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi.

M. *Goupil de Préfeln* vouloit que l'on portât expressément un Décret pour autoriser toutes les mères de familles à prêter le serment en présence des Officiers Municipaux ; cette Motion a été ajournée.

M. *le Chapelier* a obtenu ensuite la pa-

Digitized by Google

role pour faire un rapport au nom du Comité de Constitution : « Un grand nombre de Municipalités, a-t-il dit, se sont alarmées de la présence des Commissaires nommés par le Roi, pour diriger l'établissement des Assemblées Administratives. La Municipalité de Troyes, dans une délibération dont je vais donner lecture, a arrêté qu'elle ne reconnoîtroit point ces Commissaires, tant qu'ils n'auront pas été avoués par l'Assemblée Nationale; elle a adressé une Lettre circulaire à toutes les Municipalités du Royaume, pour les engager à suivre la même marche. C'est la Municipalité de Versailles qui nous a fait parvenir cette Lettre circulaire, ainsi que la délibération. Le Comité de Constitution pense qu'il seroit extrêmement dangereux que les Municipalités s'arrogeassent le droit d'écrire des Lettres circulaires semblables. La Municipalité de Troyes a contrevenu à un de vos Décrets, par lequel vous avez établi que le Roi seroit supplié de prendre les moyens de surveiller et de diriger la formation des Assemblées de Districts et de Départemens. Voici les mandats et les instructions dont le Roi a chargé ces Commissaires. Nous n'y avons rien vu de contraire à vos Décrets; nous croyons seulement qu'il seroit utile d'y ajouter que les jugemens de ces Commissaires seront provisoires, et que les difficultés majeures, concernant l'Election des Municipalités, doivent être renvoyées à l'Assemblée Nationale. Nous avons cru aussi que pour détruire tout sujet d'alarme, il étoit nécessaire de déclarer que les fonctions des Commissaires cesseront dès que le Procès-verbal de la dernière Election sera signé. Nous vous pro-

Digitized by Google

posons un projet de Décret conforme à ces principes. »

Immédiatement après, M. *Roberspierre* s'est élevé contre ces dispositions judicieuses, en annonçant qu'il dénonçoit au nom de la patrie et de la liberté la nomination de ces Commissaires : « Ce sont, s'est-il écrié, de nouveaux instrumens du despotisme ministériel, qui feront tourner à leur choix les Elections. Le Parti Aristocratique a encore de grands avantages ; il est riche et puissant, soutenu par le Parti de l'autorité. On n'a choisi pour ces Commissaires que les ennemis de la révolution, des Nobles audacieux, des Prélats faits pour décourager le Public. On va jusqu'à dire expressément qu'ils seront éligibles. Voilà un de ces traits qui décèlent le but du Gouvernement. Le Pouvoir exécutif sort de ses bornes en prononçant sur le droit d'éligibilité. Je ne sais ce qui doit paroître plus étonnant, ou de l'audace ministérielle à violer l'autorité Nationale, ou de votre patience à la souffrir. Je pense qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la Motion du Comité de Constitution, et que les Commissaires doivent sur-le-champ être révoqués comme inutiles et dangereux. » La très-longue harangue de M. *Roberspierre* a été interrompue par les murmures échappés à l'impatience et à l'indignation ; cependant il s'est encore étendu sur les trames et les conspirations dont il avoit le secret tout seul, et il a demandé une Séance pour les faire connoître à l'Assemblée.

Un autre Membre s'est plaint de ce que, dans son Département, l'on avoit expressément choisi un Ecclesiastique, un Noble et un Magistrat, triumvirat qui fait renaître

Digitized by Google

l'ancienne distinction d'Ordres, et sur-tout la suprématie du premier, puisque les Commissaires s'étoient réunis chez le Membre Ecclésiastique.

MM. *Reubell* et *d'André* ont réfuté les objections des Préopinans, en faisant apercevoir que le Pouvoir exécutif chargé par la Constitution de faire exécuter les Lois, ne le peut que par des Agens, qui, sous quelque dénomination qu'on les considère, seront toujours des Commissaires. Dans un grand nombre de Provinces, le choix des Commissaires a été applaudi par tous les bons Citoyens; ils s'acquittent de leurs fonctions avec le plus grand succès. Les Ministres se sont conformés au vœu des Députés de Départemens, et, dans presque tous, ces Députés ont influé sur la nomination des Commissaires.

Plusieurs amendemens ont été adoptés; d'autres, en plus grand nombre, rejetés par la question préalable, et il a été décidé:

« 1°. Que les pouvoirs des Commissaires expireront le jour de la dernière Election; 2°. les Commissaires ne pourront decider que provisoirement; ils renverront à l'Assemblée Nationale toutes les difficultés majeures qui ne seront resolues ni par le texte de ses Décrets, ni par les consequences nécessaires et evidentes qu'ils entraînent. 3°. Ils ne pourront juger les difficultés relatives à la formation des Municipalités, lesquelles seront renvoyées aux Assemblées de Départemens. 4°. Ils prêteront le Serment Civique par-devant la Municipalité du Chef-lieu du Département, et ne pourront être éligibles dans ce même Département. »

Digitized by Google

Pouvoir Judiciaire.

M. *Viefville des Essarts*, Député du Vermandois, a ouvert la discussion par des observations simples, modérées; mais dont la mesure, s'éloignant des systêmes plus hardis qui tendent à créer un nouvel Ordre Judiciaire, comme Dieu créa la lumière, n'ont pas reçu un accueil favorable.

M. *des Essarts* a d'abord développé les dangers et l'impossibilité de l'exécution du Plan du Comité. Etablissant les titres incontestables des Propriétaires actuels d'Offices, au remboursement du prix de leurs Charges, il a dit:

« Il est devenu nécessaire de déterminer le mode, le taux, les époques de remboursemens; ou, si l'on a manqué de prendre ces précautions, l'opération est nécessairement marquée du sceau de l'imprudence et de l'injustice. Or, si l'on a consulté l'*état* des Finances, on a dû être convaincu qu'il n'étoit pas possible d'exécuter, présentement et tout-à-coup, ce Projet, et qu'il n'étoit même pas permis d'en avoir la pensée: jamais le Royaume ne s'est trouvé dans une position aussi critique, et n'a éprouvé autant de besoins avec si peu de ressources. »

« L'organisation actuelle des Tribunaux ne lui coûte pas en gages, traitemens et frais de toute espèce, la moitié de ce que les Officiers paient en centième denier, pour la conservation de leurs Offices; elle revient au Trésor Royal à un et demi pour cent environ, du montant des Finances. L'organisation qu'on propose coûteroit, suivant le Rapport du Comité, neuf millions; mais on peut la porter à douze, peut-être à quinze. »

Digitized by Google

« En établissant ce nouvel Ordre, il est de nécessité de faire le remboursement de tous les Offices de Judicature ; car on ne présumera point qu'on veuille supprimer un titre et en garder le prix ; et ce remboursement, suivant M. *Bergasse*, doit être fait sur le pied des contrats d'acquisition. »

« On croit cependant qu'il y auroit une base plus juste et plus certaine, au moins pour les Offices qui sont sujets au centième denier ; c'est l'évaluation qui a été faite en 1771. Les Titulaires n'auroient pas à s'en plaindre, puisque c'est le prix qu'ils ont donné eux-mêmes à leurs Offices. On pourroit donc prendre ces deux bases ; les contrats d'acquisitions pour les Offices qui sont affranchis du centième denier, et le centième denier pour les Offices qui y sont sujets : et en les adoptant, le remboursement ne sera pas un objet de quatre à cinq cents millions, à quoi on le porte communément ; il ira à près de huit cents millions. »

« Ainsi, pour l'exécution du Plan, il faudroit donc, dans l'exacte justice, rembourser près de huit cents millions, surcharger en outre le Peuple de douze millions d'impositions annuelles, pour les gages des nouveaux Officiers ; ou, si l'on veut se dispenser du remboursement, ce qui seroit injuste, il faut augmenter l'impôt de 52 millions ou environ. »

« Ce n'est pas tout : la suppression de la vénalité des Offices comprend la suppression du centième denier, porté dans le tableau des Finances pour six millions ; celle des droits de mutation, marc d'or, provisions, etc. La gratuité de la dispensation de la Justice

Digitized by Google

exige également la suppression de tous les droits du fisc, comme timbre, parchemin, scel, contrôle, sol pour livre, qu'on peut, sans exagération, porter à dix millions. »

« On se plaint du discrédit et de la défiance générale, on en cherche par-tout la cause : ne la trouvons-nous pas dans la marche trop peu mesurée de nos opérations, dans la rapidité avec laquelle nous détruisons, réformons, supprimons, sans avoir pourvu aux moyens de remplacer et de récréer ? »

« La Nation éclairée nous suit dans notre marche, en combine les résultats. Nous avons beau dire que nous allons supprimer les Aides, la Gabelle, faire administrer gratuitement la Justice, acquitter la dette publique à des époques fixes, que nous la mettons sous la sauve-garde de la Loyauté Françoise ; elle ne donnera de confiance à ces belles et magnifiques promesses, qu'en raison de la possibilité qu'elle nous verra, et des moyens que nous prendrons pour les remplir. »

« Qu'on substitue brusquement à des Corps antiques de Magistrature, dépositaires des Lois, et d'une masse de lumières acquises depuis tant de siècles, qu'on leur substitue, disons-nous, des Juges d'une création nouvelle, dénués d'expérience et de talens propres à statuer en dernier ressort sur les plus importans intérêts de la Société : cette subite révolution dans l'administration de la Justice, ne peut guère s'opérer sans entraîner avec elle les plus grands maux. »

« Nous en avons fait une cruelle épreuve lors de la création des Conseils-Supérieurs établis par M. *de Maupeou*. On ne fait pas des

Digitized by Google

Juges avec une hache, comme on faisoit des Dieux à Rome au temps du paganisme. »

« A des motifs aussi puissans, il faut en joindre d'autres plus décisifs encore. On sera sans doute touché du sort de plus de 200 mille familles dont on renverseroit la fortune; car ce ne sera pas les Titulaires des Offices seulement qui vont être frappés du Décret de suppression, mais encore, tout ce qui les touche et ce qu'ils ont de plus cher; ils en doivent le prix à leurs femmes, à leurs enfans, à leurs parens, à leurs amis; et en leur enlevant, avec leurs Offices, les moyens d'exister, il faut bien qu'ils entraînent dans leur chûte tous ceux que les liens du sang, ceux de la confiance et de l'amitié ont attachés à leur sort. »

« Une femme s'est mariée sous la foi de l'Office de son mari; sa dot en a acquitté le prix : l'état est tout-à-coup enlevé à son mari, sa dot perdue, elle et ses enfans sans ressources. »

« Cette pensée seule est affreuse; elle est surement loin de l'esprit qui dirige toutes les opérations de l'Assemblée Nationale : le nombre de malheureux est déja assez grand, sans y ajouter ceux-ci. Quel bien, d'ailleurs, en résulteroit-il pour le Public? On ne le voit pas. »

On objecta à M. *de Essarts* qu'il n'étoit pas à l'Ordre du jour, et qu'il devoit passer d'une question de Finances à l'Ordre judiciaire; il le fit, en développant avec sagacité plusieurs objections principales au Plan du Comité, et les changemens par lesquels il étoit nécessaire de le corriger. En terminant, il conclut à ne pas délibérer sur ce Projet, tant que le taux des remboursemens

Digitized by Google

et la manière d'y pourvoir resteroient indéterminés.

M. *Duport*, fit ensuite lecture d'un nouveau Projet d'Organisation Judiciaire, qui, dans les vues de son Auteur, ne doit laisser aucune trace de l'ancienne, et éviter tous les inconvéniens du Plan du Comité. Les détails très-étendus de ce Projet ne peuvent être analysés qu'en les séparant de tout accessoire, pour mieux suivre le fil des principaux raisonnemens.

« L'intérêt du Peuple, dit M. *Duport*, demande que la Justice soit prompte, facile, impartiale; que les Juges aient la confiance publique, et ne puissent jamais porter atteinte à la Liberté. Pour réunir ces avantages, je propose d'instituer des Jurés, tant en matière civile que criminelle, des Juges ambulans, tenant des Assises dans les différens Cantons, des Grands-Juges pour tout le Royaume, une Partie publique et un Grand-Officier de la Couronne. »

« Le premier principe sur lequel est fondé ce Plan, c'est la nécessité de distinguer les fonctions de Juge de celles de Magistrats. Les Juges doivent être seulement occupés de rendre la Justice; leur attribuer diverses fonctions politiques, c'est les soustraire à la responsabilité morale; car la division des emplois est nécessaire pour que l'opinion publique puisse rendre à chacun sa valeur; les devoirs de tout homme public doivent être simples et connus de tout le monde, afin que chacun puisse voir comment il s'en acquitte. Il résulte de là, 1°. que toute interprétation de la Loi doit leur être interdite; 2°. qu'ils ne doivent prononcer que sur un fait déjà éclairci par d'autres Ma-

Digitized by Google

gistrats. Dans tout Jugement, l'éclaircissement du fait doit donc être distingué de l'application de la Loi; car s'il y a plusieurs Juges, et que l'on délibère en même temps sur le fait et sur le droit, il arrive très-souvent que celui qui a raison a la Majorité contre lui. Par exemple, sur 12 Juges, 7 croient que le fait existe; 9 croient que le droit existe. Les 5 Juges qui croient que le fait n'existe pas, opineront négativement avec les 3 qui croient que le droit n'existe pas, et la cause sera perdue. »

« Le premier soin doit être de savoir si le fait est vrai; ensuite seulement il faut déterminer de quelle manière la Loi doit être appliquée. Les hommes qui ne seront chargés que d'appliquer la Loi, seront éloignés de toute partialité, de toute prévention qu'auroit pu faire naître l'examen du fait.

« *Seconde question.* Par qui le fait doit-il être jugé? Par des hommes soumis aux mêmes Lois, qui sont, pour ainsi dire, témoins du fait, par un certain nombre de Citoyens, parmi lesquels l'accusé pourra récuser tous ses ennemis; ces Jurés n'auront pas besoin de grandes connoissances; c'est ainsi que nos Peres décidoient les différends. En admettant cette institution des Jurés, vous ferez beaucoup pour les mœurs. Quel est l'homme, qui, après avoir été Juré, n'abhorre la chicane, et ne se soit imprimé dans l'esprit et dans le cœur les principes de la Justice? »

« L'établissement des Jurés, de ces Tribunaux populaires, est un droit qui ne peut être refusé au Peuple; car l'éclaircissement du fait est un pouvoir que le Peuple peut exercer lui-même; or, il n'y a que ceux

Digitized by Google

dont l'exercice lui est impossible qu'il doit déléguer. Dans les pays libres, l'instruction par Jurés est établie tant au Civil qu'au Criminel. »

« *Troisième question.* Les Juges doivent-ils être nommés à vie ou à temps? Lorsqu'ils étoient nommés par le Pouvoir exécutif, il étoit sans doute utile qu'ils le fussent pour la vie; c'étoit le seul moyen d'assurer leur indépendance; mais lorsqu'ils sont nommés par le Peuple, ils peuvent obéir sans crainte à la Loi et à la conscience. Les hommes qui savent qu'ils ne redescendront plus, regardent comme une propriété le pouvoir qu'on leur a confié; ils se considèrent comme d'une classe différente, au lieu que s'ils ne sont élus qu'à temps, ils songent à ce qu'ils doivent redevenir; ils conservent de l'estime pour l'état qu'ils peuvent reprendre; ils cherchent à établir leur réputation, et sont justes envers les autres afin qu'on le soit envers eux. »

« On a dit que le métier de Juge consistoit beaucoup dans l'expérience, et qu'il lui falloit de longues et penibles études. Cela peut être jusqu'à ce que les Lois soient devenues claires et précises. Il faut détruire cette pédanterie et ce charlatanisme, qui tendent à faire des états l'apanage d'un petit nombre d'hommes. Mais tant que vous aurez des Juges à vie et des Tribunaux permanens, jamais vous n'aurez de Lois claires et simples. Les hommes aiment à faire une science compliquée de ce qui les occupe habituellement. »

« Je crois donc que les Juges doivent être amovibles; qu'ils doivent demeurer plus

Digitized by Google

long-temps en place que les Administrateurs, et être rééligibles. »

« Quand les Jugemens sont rendus légalement, il faut nécessairement qu'ils soient exécutés, afin que la volonté particulière ne résiste pas à la volonté générale. Il faut donc qu'il y ait auprès des Juges, des hommes chargés d'une force publique, et dépendans du Pouvoir exécutif. »

« Il faut encore que la Justice soit impartiale, prompte et facile. Si les Juges exercent leurs fonctions dans le lieu de leur habitation, il sera difficile de rompre ces considérations locales, ces préventions générales et particulières, venant de l'intimité des personnes, sur-tout dans les petites villes. Vous aurez rendu cette partialité impossible, lorsque des Jurés éclaireront le fait sur le lieu, et que des Juges éloignés viendront appliquer la Loi; ils y viendront avec toute l'indifférence nécessaire sur les personnes et sur les choses; ils auront la confiance et le respect des Peuples, que tendent à affoiblir la familiarité et la connoissance trop intime. Il faut éviter en même temps l'inconvénient des Justices trop éloignées, et celui des Justices familières. Je ne vois qu'un moyen humainement possible, celui des Juges ambulans. On doit forcer les Juges à aller porter et répandre la Justice dans les maisons, au lieu de forcer les Citoyens d'aller la solliciter comme une faveur, loin de leurs foyers. C'est là encore l'unique moyen d'avoir des Juges et point de Tribunaux.

« Nous devons principalement fixer notre attention sur les Juges de paix et les Tribunaux de conciliation. Je ne crois pas ce-

Digitized by Google

pendant qu'ils doivent entrer dans le système judiciaire. Je propose d'établir dans chaque Canton et Ville un Juge de paix; dans chaque Canton, un Juge de police pour les inventaires, les scellés, les tutelles. Ces Juges ne doivent pas être multipliés; ce n'est pas sans danger qu'on approcheroit des campagnes ces instrumens de vengeances, de haines particulières. Les Huissiers et les Praticiens sont un fléau plus funeste pour les campagnes que le Despotisme, et le plus cruel des impôts. Il est donc nécessaire d'établir des Arbitres qui dispensent les Juges de toute jurisdiction contentieuse. C'est dans les villes qu'il faut en établir le premier degré; ainsi je propose d'établir dans chaque District deux Hommes de Lois, ou Officiers de Justice, qui alterneront dans leurs fonctions chaque année, et jouiront d'un traitement honnête et même avantageux. Ils auroient trois fonctions principales, 1°. présider à l'Election annuelle des Jurés, en présenter le tableau aux Parties, recevoir les actes de récusation, et tirer les Jurés au sort; 2°. assembler les Jurés, les éclairer, recevoir leurs signatures et y apposer la leur; faire entendre les témoins, ordonner les visites et tous les préparatifs du Jugement; 3°. rendre des Sentences provisoires sur les questions urgentes et possessoires. »

« Je proposerois d'établir auprès d'eux deux *Solliciteurs publics*, chargés de veiller à l'intérêt des mineurs, d'assurer l'exécution de la Loi, l'observation des formes, etc. L'Officier de Justice de chaque District iroit tenir les Assises dans les trois autres Districts de son arrondissement. La même règle seroit suivie pour les Departemens, et les tiendroit

droit dans une mutuelle dépendance les uns des autres. On pourroit établir vingt chef-lieux de Justice dans le Royaume, dont chacun seroit la résidence d'un Officier de la Couronne, ainsi que d'un grand *Référendaire*, chargé de veiller à l'exécution des Lois dans tout le ressort de son arrondissement. Il y auroit dans toute la France 48 grands Juges, dont 8 resteroient auprès de la Législature; les 40 autres se diviseroient, par le sort, en dix sections, et iroient tenir deux ou quatre Assises par an dans chacun des 8 Départemens qui leur seroient assignés. »

Comme il étoit déja très-tard, la suite de ce Discours a été renvoyée au lendemain, et l'on en a ordonné l'impression.

Du Mardi 30 Mars.

A l'ouverture de la Séance, M. le Président a communiqué une Lettre de M. le Garde-des-Sceaux, qui annonce la Sanction donnée par le Roi à divers Décrets de l'Assemblée, ainsi que diverses considérations que le Roi a voulu lui soumettre avant de sanctionner quelques Décrets dont la rédaction lui paroît exiger des interprétations. Sa Majesté, entre autres, témoigne le desir que le Trésor Royal indemnise les Propriétaires des droits de hallage, minage et péage supprimés. Ces observations ont été renvoyées aux Comités respectifs qu'elles concernent. Sa Majesté a encore fait part à l'Assemblée de deux Arrêts du Conseil, dont le premier casse un Arrêt du Parlement de Nancy, qui prétendoit s'arroger une juridiction sur les Municipalités; l'autre supprime les Réglemens qui exigeoient des preuves de Noblesse

Digitized by Google

pour entrer dans les différentes Maisons d'éducation, qui seront désormais indistinctement ouvertes à tous les enfans d'Officiers.

M. *de Fumel* et M. *Garat* l'aîné ont renouvelé avec force la Motion, que tous les Membres, Commissaires de plusieurs Comités, fussent tenus d'opter, pour se livrer tout entiers à un seul travail, et hâter les affaires. Cette demande, déja plusieurs fois rejetée par la section de l'Assemblée qui compte le plus de ses adhérens dans les Comités, a entraîné aujourd'hui une très-longue discussion, à la suite de laquelle on a décidé de repasser à l'ordre du jour.

M. *Duport* a fait ensuite lecture de la seconde partie de son Discours, contenant les réponses aux objections qu'on pouvoit lui faire, et il a fini par un Projet de Décret, conforme aux principes qu'il avoit développés la veille.

M. *Chabroud*, Député du Dauphiné, a lu ensuite un autre Projet, à-peu près semblable à celui de M. *Duport*. Après avoir découvert dans celui du Comité de Constitution tous les vices et les inconvéniens de l'ancien régime, il s'est arrêté sur les avantages des Juges d'Assises. « Il est dangereux, a-t-il ajouté, que les Juges soient institués par le Pouvoir exécutif, et même sur la présentation de plusieurs Sujets nommés par le Peuple; car je ne conçois pas comment il est de la dignité du Roi d'écarter un Sujet qu'il ne connoît pas, pour donner la préférence à un autre qu'il ne connoît pas davantage. Le Peuple, dit-on, peut se tromper dans son choix; l'amovibilité des Juges en est le remède. Je voudrois que le blâme d'un mauvais choix ne pût jamais at-

Digitized by Google

teindre le Roi. Le Roi ne doit être que le Censeur des Juges et le Protecteur des Lois. Voilà pourquoi je desirerois qu'il y eût un Ministère public établi par le Prince, sous le nom de *Procureur du Roi.* »

« Vous ne voulez pas que le Juge puisse juger sans avoir la confiance du Peuple, et vous ne voulez pas qu'il puisse la perdre, sans cesser d'être Juge. Vous devez donc reconnoître le principe de l'amovibilité des Juges. Voulez-vous que l'homme garde son emploi après le terme que la nature lui a prescrit? J'ai vu des hommes ne pouvoir plus conduire leurs propres affaires, et vouloir encore juger celles des autres. On objecte que le Juge a besoin de beaucoup de connoissances; que lorsqu'il se livre tout entier à son état, son état doit lui appartenir tout entier. Dans le nouvel ordre de choses, un jeune homme en sortant du Collège, ne dira pas je veux me faire Juge, comme un autre dit je veux me faire Marchand. Il entrera dans la carriere des Lois, les étudiera, cherchera à se faire connoître, et sera élu pour son mérite. Je sais que sous le régime actuel nous avons un amas confus de Lois qu'il est difficile de débrouiller, des Commentaires pour épaissir les erreurs, que nos Gens de Lois sont intéressés à défendre, comme un Prêtre ses Oracles. Faisons des Lois simples et à la portée de tout le monde. Rédigeons les principes d'un nouveau Code, que nous transmettrons à la Législature suivante. Lorsque vous aurez de bonnes Lois, il sera moins difficile de trouver des Juges. La permanence des Tribunaux et l'obscurité des Lois, sont les deux moyens qui ont servi à agrandir leur puissance et

Digitized by Google

à rendre leur pouvoir arbitraire ; en commençant par interpréter la Loi, ils ont fini par rivaliser avec elle. »

« Je conclus en vous proposant quelques principes constitutionnels de la nouvelle Organisation Judiciaire. »

« 1°. Etablissement des Jurés et des Juges d'Assises ; 2°. le Roi ne doit point instituer les Juges, mais les Procureurs du Roi ; 3°. les Juges seront élus par le Peuple, à temps ; 4°. il n'y aura point de degrés de jurisdiction ; 5°. il n'y aura plus de Tribunaux d'exception ; 6°. Il sera tracé un Plan de Législation, pour servir de guide à la Législature suivante. »

Ce Discours, d'une étendue qui nous force de l'abréger, a été applaudi, et l'on en a ordonné l'impression.

M. *Garat* l'aîné a demandé que la discussion fût suspendue, pour donner le temps à la méditation particulière d'examiner ces nouveaux Projets, qu'il est difficile de saisir à la rapidité d'une première lecture. D'autres Membres vouloient que l'on continuât une discussion sur les principes généraux qui doivent présider à l'examen même et à la comparaison des divers Projets. Après un long débat, cet avis a prévalu, et la Séance a été levée à trois heures et demie.

Du Mercredi 31 Mars.

A l'ouverture de la Séance, MM. *Bouche*, *de Noailles* et *Roussillon* réclamèrent contre l'ajournement de l'affaire de la Compagnie des Indes après la Constitution ; ajournement prononcé la veille au soir. Ils objectèrent qu'un Décret antérieur l'avoit ajournée à aujourd'hui ; qu'en conséquence le Décret d'hier

Digitized by Google

étoit illégal, puisqu'on n'avoit encore entendu que l'une des parties, les Administrateurs de la Compagnie, et non l'autre, les Députés du Commerce; enfin qu'une quantité d'Armateurs attendoient la décision de l'Assemblée, et se trouvoient prêts à mettre à la voile. (L'Assemblée étant trop peu nombreuse, on remit la question à la fin de la Séance.)

M. *Target* présenta ensuite un ordre de travail, qui fut rejetté comme inutile; l'on passa delà à l'ultérieure discussion de l'organisation de la Justice.

M. *Lanjuinais* prit la parole pour combattre M. *Duport*, en soutenant un nouveau plan que M. l'Abbé *Syeyes* vient de faire imprimer.

« Je crois, dit-il, le projet de M. *Duport* inutile, impraticable et dangereux. — Je dis premièrement que ce n'est pas un médiocre avantage que celui d'avoir des Juges instruits, appliqués, et rompus aux affaires. Vous connoissez, Messieurs, les Scrutins épuratoires par lesquels les parties peuvent exclure les Juges en qui ils n'ont point confiance; voilà ce qui vaut mieux que l'amovibilité des Juges. »

« On veut détruire les Avocats; ils sont un mal nécessaire, aussi bien que tous les autres établissemens publics, aussi bien que l'Assemblée Nationale. Eh! Messieurs, songez donc que nulle part il n'y a plus d'Avocats qu'en Angleterre; nulle part ils ne s'enrichissent plus vîte.

« Il est impossible, dans le plus grand nombre des procès, de distinguer le fait du droit; et quand cette distinction est faite, il n'y a

Digitized by Google

plus de procès; ainsi tombe la base fondamentale du plan de M. *Duport.* »

« Chez une grande Nation opulente, qui a des usages, des Coutumes locales, une foule d'établissemens publics, où l'on reconnoît le droit de donation, de testament, etc.; les lois se compliquent nécessairement, parce qu'on est obligé de les multiplier. Il faudra toujours de longues études et de la réflexion pour être propre à juger les affaires. Que doit-on espérer des sentences de ces Juges vagabonds, qui jugeront le pied dans l'étrier? Nos pères ont fait l'expérience de ces Juges *par rencontre;* ils ont corrigé cette institution comme celle du combat judiciaire, qui seroit assurément plus simple que celle des *Jurés.* »

« Je crois que ce projet est impraticable jusqu'à la réforme des lois, et je crois cette réforme de long-temps très-impossible, parce que vous êtes trop profondément civilisés, et entourés d'institutions et de coutumes qu'ils ne tient pas à vous de détruire. »

« M. l'Abbé *Syeyes* vous propose de choisir les Jurés parmi les hommes de loi; j'adopte cette disposition qui supprime une partie des inconvéniens, et je crois que les Tribunaux doivent être sédentaires, et les Juges permanens, etc. »

M. *Barrère de Vieusac* a ramené la discussion aux convenances actuelles, et a proposé une série de questions, ainsi adoptées par l'Assemblée :

On discutera, 1°. la question de l'établissement des Jurés; 2°. les Jurés seront-ils institués tant en matière civile que criminelle? 3°. la justice sera-t-elle rendue par des Tribunaux permanens ou par des Juges

Digitized by Google

d'assises ? 4°. les Juges seront-ils établis à vie ou élus périodiquement ? 5°. les Juges élus par le Peuple doivent-ils être institués par le Roi ? 6°. le Ministère public sera-t-il entièrement établi par le Roi ? 7°. y aura-t-il des dégrés de jurisdictions, où la voie de l'appel sera-t-elle supprimée ; et en cas que l'appel existe, y aura-t-il des juges d'assises pour l'appel seulement ? 8°. les mêmes Juges seront-ils chargés de toutes les matières de police, de commerce, d'impôts ? 9°. établira-t-on un Comité pour préparer les dispositions de la réforme des lois civiles et criminelles dans le nouvel ordre judiciaire ? 10°. y aura-t-il un Tribunal de cassation ?

Après l'adoption de ce plan de travail, on revint à la discussion de l'ajournement des questions relatives au commerce des Indes. Les motifs furent de nouveau développés de part et d'autre, et le Décret d'hier révoqué.

M. *de Noailles* ouvrit la discussion par la lecture d'un mémoire en faveur de la liberté du commerce. « Tout privilége, en général, dit-il, est injuste : celui de la Compagnie des Indes est d'autant plus illégitime, qu'il n'a été accordé qu'en vertu d'un simple arrêt du Conseil ; et l'on sait que nul arrêt du Conseil n'avoit force de Loi que lorsqu'il étoit suivi de Lettres-patentes enregistrées. Ce privilége est défavorable au Commerce ; la plus forte année de la Compagnie des Indes n'est montée qu'à 21 millions ; celle du Commerce libre, à 33.

La Compagnie des Indes a beaucoup coûté à l'Etat. Nous lui avons donné des Hôtels, des comptoirs, etc. Pourquoi payer si cher la peine d'accorder ce privilége exclusif,

Digitized by Google

lorsque tant de particuliers demandent à faire ce commerce pour rien ? »

« Elle dit que les particuliers ne pourront soutenir sa concurrence ; en ce cas, elle ne doit pas redouter la perte de son privilége : elle n'auroit à craindre que la concurrence des Compagnies ; c'est là précisément ce qui feroit refleurir notre commerce. La Compagnie actuelle auroit d'ailleurs toujours l'avantage d'être déja établie, d'avoir 40 millions de fonds, etc. Je crois que dans aucun cas, nous ne devrions lui accorder une indemnité ; en a-t-on accordé une aux Négocians, lorsqu'un ordre arbitraire leur a ôté le commerce de l'Inde ? »

La Compagnie a seule l'avantage d'approvisionner l'Isle-de-France et de Bourbon, et les particuliers le feroient à bien meilleur compte.

« Les Actions de la Compagnie des Indes se trouvent en grande partie entre les mains des riches Capitalistes, parce qu'elles sont très-chères. Le Peuple ne peut point y participer. Ces Actions forment l'objet d'un agiotage infiniment préjudiciable aux mœurs.

Je conclus donc que le privilége exclusif de la Compagnie des Indes doit être supprimé.

M. *d'Esprémenil* a pensé que ces raisonnemens, déja tant de fois exposés antérieurement, étoient loin de résoudre la question, dont l'ultérieure discussion a été ajournée à demain.

Du Jeudi 7 avril.

M. *de la Chèze*, Député du Quercy, a ouvert la Séance par une proposition, dans laquelle on a reconnu les sentimens, la sa-

Digitized by Google

gesse ; l'excellent esprit qui ont toujours distingué ce Député. Sur sa demande, il a été décidé que chaque Membre verseroit dans la Caisse de charité, ses appointemens des deux jours de vacances ; ce qui produira pour les pauvres de la Capitale, une somme de 40,000 liv.

M. *de l'Epaux* a ensuite annoncé que la Municipalité d'Angers souscrivoit une acquisition de dix millions de Biens Ecclésiastiques.

L'ordre du jour portoit l'ultérieure discussion du privilége exclusif du Commerce de l'Inde. M. *d'Éprémesnil* avoit dit hier qu'il s'agissoit de savoir si l'on pouvoit se passer d'une Compagnie, pour soutenir dans l'Inde, la concurrence des Nations étrangères.

Cet aspect de la question, paroissant l'écueil des partisans du Commerce libre, M. *Bouche* prit la parole pour représenter cette discussion comme une extravagance oiseuse, et il demanda que les opinions fussent restreintes à discuter la théorie du privilége exclusif. Cette motion ne soutint pas l'épreuve de la question préalable. M. *de la Jacqueminière* lut ensuite un très-long Mémoire, dans lequel il prouva d'abord le désavantage de notre Commerce des Indes ; ensuite le tort qu'il feroit à nos Manufactures et à notre industrie, lors même que la balance avec l'Etranger seroit en notre faveur. Plus ce Commerce, dit-il, sera étendu et florissant, plus le Commerce intérieur et l'industrie nationale languiront ; on nous apporte des marchandises de luxe, et on exporte notre numéraire. Je crois donc que la liberté de ce Commerce, utile à quelques

Digitized by Google

Armateurs, seroit nuisible à l'Etat ; je propose en conséquence le projet de Décret suivant :

« 1°. Le privilége de la Compagnie actuelle sera supprimé, à compter du premier Avril ; et cependant elle continuera ses exploitations comme ci-devant. »

« 2°. Il sera nommé des Commissaires pour gérer ses affaires, et pour procéder à la liquidation de ses actions. »

« 3°. Le Comité de Commerce s'occupera du plan d'une association libre qui sera substitué à l'administration vicieuse de cette Compagnie, etc. »

M. *de Sinetty* s'attacha uniquement à prouver les avantages du Commerce libre. « Les Armateurs Marseillois, dit-il, ont continué leurs voyages avec succès, malgré les entraves dont ils sont chargés ; ils sont obligés de commercer sous Pavillon étranger ; il leur en coûte un droit de Commission de 6 pour 100 ; ils paient un droit considérable aux Correspondans qui leur prêtent leur nom ; ils entretiennent un double équipage, ce qui nous fait d'autant plus de tort, que les Matelots qu'ils employent sont des étrangers. Eh bien ! Messieurs, malgré toutes ces charges, ils réussissent encore. Il n'est donc pas nécessaire de donner un privilége exclusif, et de favoriser une Compagnie. Déja il s'étoit elevé à Marseille de nombreuses Manufactures ; le privilége exclusif les a détruites.

Les *Marseillois* alloient se rendre maîtres du Commerce de la Porte dans les Indes... Déja ils s'occupoient de faciliter les routes des caravannes ; aucune Nation n'auroit eu un Commerce plus florissant que le nôtre.

Digitized by Google

— Je demande donc que la liberté du Commerce soit rétablie, et que le Décret soit porté dans le jour à la Sanction, afin que les Armateurs qui attendent dans nos Ports, puissent encore prévenir la mauvaise saison.

M. l'Abbé *Maury*. Il ne s'agit point ici d'une question de Commerce, mais d'une grande question d'Etat. Trois Nations ont entrepris le Commerce des Indes : l'Angleterre, la Hollande et la France. Les Gouvernemens des deux premières sont républicains et libres, et ils ont adopté le privilége exclusif. Trois fois cette question fut agitée en Angleterre et en Hollande, devant les premiers Négocians ; trois fois les hommes les plus habiles, les Commerçans les plus éclairés, ont décidé en faveur du privilége exclusif. La France est la première Nation qui l'ait mis sérieusement en question..... On a répandu une grande défaveur sur cette cause, par deux objections : 1°. a-t-on dit, tout privilége exclusif est attentatoire aux droits de l'homme. 2°. Les titres de la Compagnie sont un monument du despotisme, et même illégitimes, puisqu'ils n'ont point été enregistrés. »

« D'abord je ne vois point de connexité entre une question commerciale et les droits primitifs de l'homme. Je vous observerai ensuite que tout est privilége dans le Commerce. C'est un privilége exclusif que le droit du Port de Marseille, de faire seul le Commerce du Levant ; un pareil droit existe dans le Port de l'Orient, qui seul reçoit les vaisseaux des Indes. Beaucoup d'autres Ports ont des franchises, et les foires, les marchés, etc. sont des priviléges. Si vous détruisez l'un, il faut détruire l'autre, et

Digitized by Google

le Commerce de France est anéanti.... Vous voyez, Messieurs, que ces priviléges sont nécessaires; ils ne sont donc pas incompatibles avec votre Constitution.»

« Quant à la seconde objection que je viens de citer, j'avoue que je respecte les formes de l'enregistrement; mais je réponds que le Roi a été jusqu'ici au moins le Législateur provisoire. Vous devez respecter les priviléges que le Gouvernement a accordés, comme vous devez respecter les Lois que le Roi a sanctionnées, les engagemens qu'il a contractés. Ainsi, quoique l'Arrêt du Conseil de 1785 n'ait point été enregistré, il n'en est pas moins vrai qu'il émanoit de l'autorité souveraine, et que l'expédition des Lettres-Patentes fut ordonnée. D'ailleurs, Messieurs, ce n'est point cet Arrêt qui a établi la Compagnie des Indes; son privilége existoit; l'exercice n'en étoit que suspendu par un Arrêt non enregistré; un Arrêt non enregistré a donc pu le rétablir.»

J'entre dans le fond de la question du privilége exclusif. Je prouverai, comme l'a fait un des Préopinans, 1°. Que le Commerce des Indes est infiniment nuisible à la France. 2° Que par cette raison là même, loin de lui accorder des encouragemens, notre patriotisme doit lui opposer des barrières insurmontables. Je découvrirai les mystères de l'intérêt personnel; je ferai voir comment la cupidité prend ici le masque du patriotisme. Je nommerai les ennemis de la Nation par leurs noms, et j'ai les preuves de mes accusations....

Je n'hésite pas de déclarer que le Commerce de l'Inde est un fléau public; il in-

Digitized by Google

troduit ce luxe qui nous a créé une multitude de besoins. Vous connoissez cet ancien adage de *Sully* : Toutes les fois que vous voyez un homme couvert de galons, il y a auprès un homme couvert de haillons.... Nos marchandises territoriales ne peuvent pas former un huitième des cargaisons ; la plupart ne résistent pas au transport, et les Indiens, sobres dans leur nourriture, simples dans leurs vêtemens, ne demandent que de l'argent qu'ils enterrent avec eux, espérant en retrouver la jouissance dans une autre vie.... Vous perdez 33 millions annuellement dans la balance de votre Commerce avec l'Angleterre et la Suisse ; cette dernière République vous fournit pour 15 millions de Mousselines, et vous ne lui vendez que pour 4 millions de Coton que vous allez chercher aux Indes, et vous perdez aujourd'hui avec l'Angleterre 22 millions. Et l'on s'étonne de la rareté du numéraire ! si vous continuez encore 10 ans, l'Etat est perdu.

Les Anglois nous tendent des piéges ; ils font des spéculations annuelles sur les folies des François.... L'Angleterre est peuplée de Négocians ; ils n'osent s'élever contre l'intérêt de la Patrie, contre le privilége de la Compagnie, ils ont sacrifié leur intérêt à l'intérêt public. Je crois vous prouver par des pieces authentiques, que c'est à cette sagesse des Négocians que l'Angleterre doit sa prospérité. Qui sommes-nous, pour donner à un pareil Peuple des leçons de Liberté ou de Commerce ? (Une voix ayant dit, *ils n'ont point de liberté*, M. *d'Eprémesnil* s'écria : *Sans doute, car ils n'ont pas de Comité des Recherches.*) Il a restreint son Commerce de l'Inde au privilége d'une seule

Digitized by Google

Compagnie ; il a renoncé à la consommation des Marchandises de l'Inde, et les vend à l'Etranger. Et nous, nous sacrifions au luxe nos Manufactures ; ce sont des Apôtres du luxe qui viennent s'annoncer comme les Apôtres de la liberté ! En Angleterre, 979,000 fuseaux sont occupés au coton ; 379,000 ouvriers le travaillent, etc.

« Je vous demande la permission de vous lire des lettres écrites à M. *de Calonne*, par un des Membres de cette Assemblée, dont vous estimez le plus les lumières en finances, et qui aujourd'hui parle pour la liberté du commerce des Indes. (Cette lettre de M. *Dupont* parle d'un projet de Compagnie des Indes ; *cet établissement*, y est-il dit, *doit faire le bien du Roi, le bien du commerce, et celui des Protégés de M. le Contrôleur-général, etc.* Un Extrait de Mémoire joint à cette lettre, porte : *Les Administrateurs de cette Messagerie des Indes pourroient être M.* DUPONT, *MM... Le Gouvernement, pour encouragement, lui donneroit des vaisseaux que la Marine paroîtroit réformer. Ces vaisseaux appartiendroient toujours au Roi, mais seroient entretenus aux frais de la Compagnie, etc.* Une dernière lettre de M. *Dupont* à M. *de Calonne*, datée du mois de mai 1784, contient cette phrase : *Chacun vous donne des plans pour son intérêt personnel ; je ne suis pas insensible au mien ; mais il faudroit connoître combien je suis romanesque, pour savoir combien je préfère celui de l'Etat, celui du Roi et le vôtre.*)

Une grande partie de l'Assemblée vouloit empêcher cette lecture, comme attentatoire à l'inviolabilité du secret des letrres, comme inutile, comme portant le carac-

Digitized by Google

tère d'une personnalité; mais cette lecture étant commencée, M. *Dupont* pria qu'elle fût achevée, en se réservant d'y répondre.

M. l'Abbé *Maury* fit lire ensuite la requête présentée en 1785 au Roi, par M. de *Calonne*, pour le rétablissement de la Compagnie des Indes. Il continua à entrer dans des détails sur le désavantage de notre Commerce des Indes; perte, ajouta-t-il, qui seroit bien plus grande si le commerce devenoit libre; car les Négocians particuliers ne feroient point le commerce à leur compte, et ne pourroient suffire aux avances immenses que ce commerce exige. Ils seroient les facteurs des Anglois; de sorte que pour 300,000 liv. qu'ils gagneroient, il sortiroit 5 millions du Royaume. Rappellez-vous les nombreuses banqueroutes auxquelles a donné lieu la liberté du commerce.

« Les Anglois, calculant sur la prochaine destruction de votre Compagnie, ont déja fait deux projets: 1°. De ruiner vos Commerçans dans l'Inde; 2°. de les ruiner en Europe. Ils ont autorisé leurs Capitaines de vaisseaux à transporter dans l'Inde des Marchandises Françoises, et les ont déchargées de plusieurs droits, afin qu'ils puissent les vendre à si bas prix, que vos Négocians ne puissent plus soutenir la concurrence. Ils sacrifieront 10 millions, s'il le faut, pour en gagner ensuite 40 par année. Vous deviendrez leurs tributaires; et comment résisteriez-vous à une Compagnie qui possède le Bengale en entier, et tant d'autres possessions, où vous n'avez que des comptoirs? Si quelques-uns de vos Négocians, devenant les facteurs des Anglois, s'enrichissent, votre commerce intérieur sera détruit, votre in-

Digitized by Google

dustrie anéantie ; vos marchandises ne serviront plus au commerce ; il faudra exporter le numéraire, et l'Etat périra. »

Conservez donc le privilége, devenu nécessaire, de la Compagnie des Indes ; qu'elle soit surveillée par le Gouvernement ; ordonnez qu'au-delà du bénéfice de 8 pour cent l'Etat partagera.

M. *Dupont* : « Le Préopinant vous a dit que mon travail avoit concouru au rétablissement de la Compagnie des Indes ; et pour cela il a choisi un Mémoire qui prouve tout le contraire. J'ai fait cinq Mémoires pour l'empêcher, et pour y parvenir j'ai fait un grand Projet. J'ai prouvé que la Compagnie Angloise étoit mauvaise ; elle a de grands établissemens dans les Indes, et elle ne gagne que sur ses revenus territoriaux. Voici la combinaison que je proposois de substituer à la Compagnie : une Messagerie qui porteroit dans les Indes toutes les marchandises que les Négocians François voudroient y envoyer. Le Roi auroit donné à cette Messagerie des vaisseaux de la Marine en confiance. Cette Messagerie n'ayant point ces avances à faire, auroit pu mettre son fret au-dessous de toute concurrence, puisque ces vaisseaux lui auroient été prêtés, tandis qu'elle auroit paru les avoir achetés. Ce n'eût été qu'une Compagnie fictive. Le Roi, déchargé de l'entretien des vaisseaux, en auroit progressivement augmenté le nombre. Sur un simple *aviso* tous ces bâtimens eussent été avertis ; on en eût envoyé d'autres, et bientôt le Bengale seroit tombé sous notre domination. Je ne négligeai rien pour faire réussir ce Projet ; j'avois demandé que le nombre des Administrateurs de la Messagerie fût

Digitized by Google

petit, pour que le secret fût plus sûrement observé; je voulois être du nombre pour diriger mon projet, pour lequel je ne pouvois me fier qu'à moi-même. Je suis fâché que des vues aussi utiles aient été divulguées par des hommes que je ne qualifierai pas de Citoyens, puisqu'ils cherchent à compromettre les autres.

Cette justification de M. *Dupont* a été applaudie par la partie la plus nombreuse de l'Assemblée; et la Séance levée à neuf heures et demie.

Du Vendredi 2 Avril.

Il a été donné lecture d'une Adresse des *Ligues Grises* à l'Assemblée Nationale de France; Adresse qui sera insérée dans le Procès-Verbal, et dont les principales phrases méritent d'être mentionnées.

« Les Hautes-Alpes que nous habitons au fond de l'ancienne Rhétie, sont comme un Temple saint, où, à la faveur d'une *démocratie pure*, se conserve depuis plusieurs siècles le germe sacré de la liberté. Nous en profitions seuls, et il étoit réservé à la Nation la plus ingénieuse de l'univers, de le féconder pour le bonheur du monde. C'est ce que vous venez de faire, Messieurs, par les Droits que vous avez déclarés, par les principes que vous avez donnés à votre Constitution. »

« La République des Grisons est composée de vingt-sept Communes libres, indépendantes même dans ce qui concerne leur Administration et leur police particulières, et dont les Chefs et les Juges sont élus par le Peuple. Les Communes, réunies plusieurs ensemble, forment de plus grandes Commu-

Digitized by Google

nautés, régies sur le même principe. Les Représentans ou Députés des Communes se réunissent sous trois divisions territoriales qu'on nomme LIGUES, et ensuite en une seule Assemblée qu'on nomme DIÈTE GÉNÉRALE. C'est celle-ci qui exerce le droit de souveraineté par rapport à la confédération entière. Qu'il nous soit permis un mouvement d'orgueil *en comparant nos administrations de Communes à vos Municipalités, nos grandes Communautés à vos Districts, nos trois Ligues à vos Départemens, et notre grande Diète à votre Assemblée Nationale.* De profonds Législateurs ont tracé votre Constitution ; des hommes simples, guidés seulement par le besoin d'échapper à l'oppression, dès l'an 1400 ont commencé la nôtre, et leur rapport ; [illegible] vous avez connu la Nature et ses droits. Une seule différence vous étoit commandée par l'étendue de l'Empire, et vous l'avez trouvée heureusement établie dans l'existence et la succession déterminée d'un Chef Suprême et inamovible, qui lui-même a coopéré avec magnanimité à votre sublime Ouvrage. »

« Le système des subsides secrets ne peut s'allier avec vos principes. Or, au nombre des dépenses extraordinaires que la Légation Françoise fait dans notre Pays, il en est dont la nature et la distribution corrompent notre Gouvernement sans aucune utilité pour la France, et c'étoit un mal à vous dénoncer. Un autre concourt au même effet. L'inclination du Peuple Grison pour le service militaire, son affection pour la France, la liberté illimitée que lui donne notre Constitution, pour se livrer à ce doux penchant, nous permettent d'avoir un certain nombre

Digitized by Google

de Troupes à votre solde ; mais un Régiment entier, outre les Compagnies Grisonnes qui se trouvent dans les Régimens Suisses, s'honore de porter le nom de notre Nation ; et cependant, à la faveur d'un Règlement auquel notre République n'a pris aucune part, le Chef y dispose de tous les emplois, de toutes les Compagnies, de toutes les places d'Officiers Supérieurs. Si vous observez que ce Chef sera toujours un de nos Concitoyens, vous comprendrez quelle influence dangereuse lui donnent de tels moyens dans nos affaires intérieures, en même temps qu'ils établissent un régime absolument destructeur des vrais principes militaires. »

« Nous espérons donc, Messieurs, que le nouveau mode d'avancement que vous projetez, sera rendu commun à nos Troupes par un de vos Décrets, et qu'il fera renaître ensemble les temps célèbres de l'Armée Françoise et ceux des anciennes Milices. Rien ne s'y oppose. Notre République n'a aucune capitulation avec la France ; celles des Suisses sont au moment d'être renouvelées, et nos troupes n'existent dans vos Armées qu'en vertu d'une confiance réciproque, etc. etc. »

Cette Adresse est signée de soixante-dix Députés des trois Ligues, formant la Diète générale.

Il a été décrété que le Président y répondroit directement, et qu'il se retireroit pardevers le Roi, pour le prier de prendre les demandes des Grisons en consideration (1).

---

(1) Cette Adresse paroîtra très-remarquable par la conformité, en effet très-frappante, qu'elle présente entre le Gouvernement François et la Démocratie des Grisons.

Digitized by Google

Compagnie des Indes.

M. l'Abbé *Berardier* a r'ouvert la discussion concernant le Privilège exclusif de la Compagnie des Indes. « Toutes les notions que j'ai recueillies de Personnes bien instruites, a-t-il dit, prouvent que notre Compagnie, sans la suspension de son Privilège, seroit bientôt devenue lá plus florissante. Maîtres de Madras en 1746, si l'on n'eût rappelé MM. *Dupleix* et *de la Bourdonnais*,

---

Il existe néanmoins une différence essentielle, en ce que les Ligues Grises sont composées d'un grand nombre de petites Républiques indépendantes, et Souveraines chacune de tout ce qui ne touche pas aux intérêts généraux de la Confédération. Les Sessions annuelles de la Diète durent ordinairement trois semaines. On sent bien qu'un pareil Gouvernement peut se soutenir au milieu des Alpes, et chez un Peuple presque exclusivement Pasteur ou Agricole. Quant à ses effets, on peut consulter ce qu'en dit M. *Coxe* dans la dernière édition de son Voyage de Suisse, et le Magistrat Helvétique, aussi instruit qu'exact, auquel nous devons le *Dictionnaire de la Suisse*. Ils remarquent l'un et l'autre que ces Démocraties subdivisées ont perpétué l'esprit de faction et la vénalité. Les Ligues Grises n'appartiennent aucunement au Corps Helvétique, elles sont simplement Alliées de certains Cantons. La République fournit des Troupes au Roi de Sardaigne, à la Hollande, et à la France un Regiment et quelques Compagnies détachées.

Digitized by Google

nous serions aujourd'hui les Souverains de l'Inde. Ce ne fut point à sa foiblesse que la Compagnie dût sa chûte, puisqu'alors elle avoit sur le Gouvernement une créance de sept millions; les intrigues des Ministres la perdirent. Il ne s'agit pas ici de savoir si le Privilège est juste ou injuste, mais s'il est nécessaire. Ce n'est pas même un Privilège, puisque le Commerce de la Compagnie est ouvert à tous les Citoyens; il n'y a pas de jour qu'il ne se trouve 2000 Actions sur la Place; on peut prendre même des moitiés, des quarts d'Actions; ainsi, tout le monde est à portée d'y participer. »

« Que les Négocians qui veulent commercer par eux-mêmes se livrent au Commerce de l'Europe, des Colonies, de l'Amérique; mais protégeons un Etablissement utile à la Société entière, contre les spéculations inconsidérées de quelques Particuliers. Lorsque ce Commerce étoit libre, on vit que dès qu'une espèce de marchandise devenoit rare dans l'Inde, tous les Négocians s'empressoient d'en apporter, et bientôt ces marchandises perdoient de leur valeur par leur multiplicité, ou ne pouvoient plus se vendre; il en étoit de même des marchandises des Indes relativement à la France. »

« En temps de guerre, les vaisseaux particuliers, partant à différentes époques, de différens Ports, peuvent-ils être tous escortés? L'Etat a reçu divers secours de la Compagnie, jamais il n'en reçut du Commerce libre. La Compagnie peut seule encourager les Matelots, les elever, les faire monter en grade, les attacher à son service par des récompenses viagères. »

« Je conclus 1°. que le Privilège de la Com-

Digitized by Google

pagnie des Indes doit être conservé jusqu'au mois d'Avril 1792, époque de son expiration ; 2°. qu'il soit nommé des Commissaires pour surveiller ses opérations, en calculer les avantages et les inconvéniens, et faire leur Rapport à l'Assemblée Nationale. »

M. *Nérac*, Négociant de Bordeaux, déprécia la Compagnie des Indes par les mêmes moyens que M. l'Abbé *Bérardier* venoit d'employer pour déprécier le Commerce libre ; il cita divers faits pour prouver que notre Compagnie est entièrement subordonnée à celle d'Angleterre, dont elle achète en seconde main une grande partie des objets de son Commerce. Cependant, son Discours fut principalement dirigé contre M. l'Abbé *Maury*, dont il réfuta plus les paroles que les argumens. M. le Président l'ayant rappelé à l'ordre : « J'ai raison, poursuivit-il dans sa chaleur, de venger le Commerce des injures qui lui ont été faites. Je suis plus instruit que M. l'Abbé *Maury*, et de meilleure foi que lui. Les Commerçans sont des hommes utiles qui travaillent tous les jours à enrichir la Patrie ; qu'il dise ce qu'il a fait pour elle. »

M. *de Clermont-Tonnerre* ramena le calme à la Tribune. « Je n'ai, dit-il, dans cette grande question d'Etat, que des doutes à apporter : ni le Discours éloquent de M. l'Abbé *Maury*, ni la réfutation du Préopinant ne m'ont convaincu ; le premier ne m'a paru qu'un rêve triste, et le second qu'un songe flatteur. Je ne vois dans tout ce qui a été dit que des éclaircissemens à désirer, et des faits à prouver ; et si je ne me rappelois pas que le Parlement d'Angleterre a

Digitized by Google

employé trois mois à discuter cette question ; qu'il a eu recours à l'audition de toutes les personnes instruites, je croirois n'avoir qu'à rougir de mon ignorance. Nul doute sur le Privilege ; mais je crois que ce régime, tout vicieux qu'il est, est impossible à réformer dans ce moment-ci. L'expérience est douteuse dans plusieurs points, et cependant elle fait connoître qu'une Compagnie puissante qui existe en Angleterre, est infiniment utile à ce Royaume. Plusieurs des faits essentiels qui vous ont été allégués par le Rapporteur de votre Comité de Commerce, sont contredits par les Administrateurs de la Compagnie des Indes. Par exemple, on vous a dit que le Commerce libre avoit employé 341 vaisseaux, tandis que la Compagnie prétend prouver que ce calcul fut de 150 vaisseaux. »

« La Compagnie prouve que le Commerce libre sentant son désavantage, s'est réduit au fret et à la commission pour l'Etranger. On n'a comparé le Commerce libre qu'avec la Compagnie ancienne, au lieu de le comparer avec le Bilan de la nouvelle ; et même on a produit, relativement à l'ancienne Compagnie, de fausses citations. Le Commerce porte les fonds de cette Compagnie à 21 millions. Il y a 28 millions sur ses Registres. M. l'Abbé *Maury* n'a point démontré que le Commerce des Indes fût funeste à la France, ni que sa destruction fût possible. Il faudroit connoître quels sont les rapports de ce Commerce avec nos Manufactures. Vous n'avez point ces données, et vous ne pouvez les avoir en ce moment ; vous ne pouvez donc juger. Je conclus qu'il ne soit rien

Digitized by Google

innové quant à présent ; que les droits de traite et d'indult soient rétablis, et que votre Comité de Commerce se procure tous les renseignemens nécessaires pour l'éclaircissement de cette question. »

M. *Begouën* défendit, à l'exemple de M. *Nérac*, la cause et l'honneur du commerce : « Ce ne sont pas, dit-il, quelques Négocians intéressés, mais toutes les grandes villes du Royaume qui demandent d'une voix unanime la liberté du Commerce. Sans doute celui de l'Inde peut être nuisible à l'Europe ; mais l'Europe le fait ; il ne tient pas à nous de l'empêcher. La rigueur d'une loi somptuaire seroit impossible. Mettez des droits de traite sur les marchandises de l'Inde, analogues à nos consommations, sur toutes celles qui ne sont pas de nécessité ; ne mettez point de droits sur celles qui se vendront à l'etranger ; voilà le seul moyen de rendre ce commerce le moins dangereux sous certains rapports, et le plus utile sous d'autres, etc. »

Une partie de l'Assemblée demanda que la discussion fût fermée ; mais le grand nombre de partisans, même du commerce libre, reconnurent combien il y avoit encoe de faits à éclaircir.

En conséquence, M. *de Cazalès* reprit ainsi la discussion : « On vous a dit hier que le commerce des Indes étoit nuisible, parce qu'il exigeoit une exportation du numéraire. Je combats cette opinion, en vous exposant comment l'exportation du numéraire n'est pas toujours un malheur. La prospérité du commerce dépend de la proportion du numéraire et des denrées. De la multiciplité du numéraire, résulte la cherté de la main-d'œuvre.

Digitized by Google

d'œuvre. Les manufactures ne peuvent plus soutenir la concurrence des manufactures étrangères. Nous avons un commerce considérable avec l'Espagne. Si les métaux que nous tirons de ce commerce n'avoient pas un débouché dans les Indes, ils s'aviliroient par leur multiplication. Les manufactures qui fournissent les marchandises, qui servent en Espagne d'échange à ces métaux, seroient perdues. »

« Depuis la révolution tout a changé de face; les émigrations, le papier-monnoie, tout a fait disparoître notre numéraire, et peut-être actuellement notre commerce des Indes est-il dangereux. »

« Ne portons pas un Décret qui, pour une influence passagère, auroit un effet éternel. Jusqu'à ce que la confiance et le numéraire aient reparu, nous ne pourrons connoître ni les rapports du numéraire et du commerce, ni les relations qu'ont les différentes branches de commerce entre elles. Nous ne pourrons donc décider si le commerce doit être avantagé ou restreint, ni choisir entre les différentes manières de le faire. Je propose donc de renvoyer cette question aux Législatures suivantes. »

M. *d'Espréménil*, parlant ensuite pour le même système, entra dans de longs détails sur l'histoire de la Compagnie des Indes et sur celle du commerce libre; son résultat fut que le privilége de la compagnie est une propriété qu'on doit respecter jusqu'à l'expiration du bail; que les haines particulières des Ministres, ont seules obtenu la suspension du privilége, et nui à la prospérité de son commerce; que les bilans de la Compagnie et du commerce libre ne sont point

Digitized by Google

encore connus, mais qu'il y a une grande supériorité en faveur de la Compagnie; car, dit-il, quelques Negocians gagnoient par la commission, tandis que le commerce et les bailleurs de fonds perdoient. Qu'on jette les yeux sur la liste des Intéressés; on verra toujours de nouveaux noms, parce qu'ils se ruinoient successsivement; les Commissaires sont toujours les mêmes, parce qu'ils sont les seuls qui gagnent. Le plus grand nombre des particuliers n'ont point fait le commerce à leur compte, et c'est alors que le Commerce devient desavantageux à l'Etat. Il faut contracter dans le pays un an d'avance pour avoir des marchandises; il faut avancer le prix: les petits marchands, qui n'ont pas les fonds nécessaires pour faire de si grandes avances, n'achètent que les marchandises de rebut, ou celles de la Compagnie Angloise. Tous les faits que j'ai cités sont importans; il est de la dignité de l'Assemblée de les vérifier, et c'est pour cela que je conclus à l'ajournement.

Elevons-nous à des idées d'une plus haute importance. Le commerce de l'Inde ne peut se faire qu'avec une Compagnie Souveraine armée, ayant par conséquent une puissance territoriale; je le prouve par des faits et par l'expérience. Le Gouvernement de l'Inde est absolument despotique; rien de plus commun que d'être soumis, sous le plus léger prétexte, à des taxes arbitraires, qu'on appelle des *avanies*; c'est ce qui est arrivé aux premières compagnies lorsqu'elles étoient encore foibles, et tres-souvent au commerce particulier. Il a fallu appuyer les contrats par des hommes armés... La nature du commerce exige encore une souveraineté, ou une

Digitized by Google

puissance territoriale, pour retirer ses revenus sur les lieux mêmes : c'est le seul moyen d'éviter la trop grande extraction du numéraire du Royaume, et de faire payer aux Indiens leurs marchandises par leur propre argent. M. *Dupleix* avoit entrepris ce système, et bientôt, par les intrigues des Anglois, il fut rappelé.

M. *d'Espréménil* alloit ajouter des réflexions particulières à la Compagnie actuelle, à son administration, à l'indemnité qu'elle auroit droit d'exiger au cas qu'on la supprimât. Mais l'heure étant avancée, et l'auditoire fatigué d'une si longue attention, la discussion fut remise au lendemain, à la même heure.

Cette question qui occupe l'Assemblée depuis plusieurs jours, ayant été précédemment traitée à deux reprises, par des Ecrivains distingués, on nous pardonnera d'élaguer la suite de ce débat, c'est-à-dire, la répétition des mêmes argumens.

Du Samedi 3 Avril.

Le grand nombre de Députés qui demandent tous les jours des congés, a enfin déterminé l'Assemblée à dresser une liste des absens, à laquelle on joindra l'époque du retour.

Un Membre Ecclésiastique commençoit à faire la lecture d'un Mémoire contre les caricatures infâmes par lesquelles on vilipende le Clergé: des huées indécentes lui ont étouffé la parole (1).

(1) Ces Estampes se distinguent par un caractère propre de platitude et de férocité.

Digitized by Google

Compagnie des Indes.

M. le Duc *de Praslin* a demandé la parole pour relever une erreur de fait. « Il est faux, a-t-il dit, que la dissolution de l'ancienne Compagnie des Indes ait résulté des intrigues du Ministère. La guerre désastreuse de 1756 l'avoit ruinée, et pour se soutenir elle auroit eu besoin des efforts de l'Etat. La France épuisée, ne pouvoit continuer des sacrifices aussi multipliés en faveur de la Compagnie. Depuis 1764, les Actionnaires ne cessèrent de présenter au Roi des Requêtes, pour obtenir que l'Etat se chargeât de leurs dettes, jusqu'à ce qu'en 1769, on se vit obligé de suspendre leur privilége.

M. *Dupré*, Député de Carcassonne, parla dans les mêmes principes, en exposant que l'Etat avoit fait les plus grands sacrifices, sans avoir reçu aucun avantage de la Compagnie. Il combattit plusieurs des assertions de M. l'Abbé *Maury*, et developpa quelques-uns des argumens indiqués par les défenseurs de la liberté du Commerce.

M. *Malouet* sortit de ce cercle, et présenta une observation neuve, en faveur de l'ajournement.

« Nous ignorons, dit-il très-judicieusement, l'état de nos relations politiques dans l'Inde. Récemment il s'y est élevé une grande

---

Rien de plus éloigné de l'esprit François, et de *l'humour*, qui rend très-piquantes les caricatures Angloises. Celles qu'on étale sur nos quais rappellent les Vandales, et ne sont pas même bonnes à tapisser un cabaret.

Digitized by Google

puissance. *Tipoo-Saïb*, à la tête d'une armée de 100,000 hommes, et souverain d'un vaste territoire, a demandé notre alliance. Il a fait une paix utile avec les Marattes par l'entremise du Commandant François M. *de Cossigny*. Dans ses Etats se fabriquent une partie des mousselines et des toiles les plus estimées. Nous sommes réduits peut-être à mettre nos comptoirs sous la garde de ce Souverain. La certitude de voir au commencement d'une déclaration de guerre nos troupes chassées par celles de Madras, et l'économie, ont motivé l'évacuation de nos garnisons. Si, pendant que nous retirons nos Troupes, la Compagnie est forcée de retirer ses Agens et d'évacuer ses magasins, *Tipoo* n'aura-t-il pas lieu de croire que nous rejetons son alliance, et que de gré ou de force nous abandonnons ce commerce? Il faudroit donc chercher à avoir des établissemens sur le territoire de ce Prince, à préparer une révolution utile, en conservant des relations politiques dans l'Inde. Le Ministre de la Marine devroit être consulté sur ces vues. Je propose donc 1°. de décréter l'ajournement, quant au fond, jusqu'à la prochaine Législature, et de retrancher la navigation de la Mer Rouge, du Golphe Persique et de l'Isthme de Suez, du Privilége de la Compagnie; 2°. de soumettre aux droits de traite et d'indult, les marchandises introduites de l'Inde par cette voie, ainsi que celles de la Compagnie; 3°. d'employer ces droits à des primes d'encouragemens pour la fabrication et l'exportation des cotons et des laines; 4°. enfin de supplier le Roi de faire solliciter la protection du Grand-Seigneur, pour le

Digitized by Google

libre transport des marchandises de Suez au Grand Caire.

« La Compagnie des Indes Angloise, ajouta M. *le Coulteux de Canteleu*, a pris, le 2 novembre 1789, un Arrêté qui tend à nous priver entièrement du commerce de l'Inde, si nous supprimons notre Compagnie; elle permet aux Capitaines de remplir la capacité de leurs vaisseaux, non employée par les marchandises de la Compagnie, de cargaisons à leur compte à un frêt modéré. De plus elle a fait défense à tous ses Agens de fournir aucun secours d'avance, de payement, et même de ravitaillement aux Etrangers. »

« D'après des dispositions aussi hostiles, peut-on, sans prendre de mesures, livrer le Commerce de l'Inde à des particuliers? On m'objecte les principes de la Déclaration des droits; mon expérience me prédit que jamais vous ne pouvez faire fléchir devant ces principes, la politique extérieure; vous l'avez déja éprouvé à l'occasion de vos Colonies. Dans la circonstance actuelle, il seroit nuisible de détruire subitement le privilége de la Compagnie; et je crois que la Déclaration des droits exige que l'intérêt du Royaume soit préféré à celui de quelques Négocians particuliers. »

« Tout est confondu dans cette capitale: Emissaires Anglois, d'Ostende, d'Hollande, de Bruxelles; ils se répandent dans nos Sociétés, dans nos Clubs, dans nos Districts. Ils vont bien plus loin que nous-mêmes: défions-nous de ces manœuvres sourdes. Les Anglois se félicitent; ils attendent avec joie le Décret qu'ils pensent que nous allons porter.

Digitized by Google

« Les Actions de la Compagnie ont actuellement une grande influence sur nos finances ; ce sont des effets circulans qui tiennent la place de numéraire ; ainsi vous frapperiez de paralysie 40 millions actuellement en circulation. La Compagnie se trouve chargée de 30 millions d'engagemens : s'il falloit les rembourser subitement, n'en résulteroit-il pas une révolution sur nos changes, bien plus désastreuse que celle qui provient de l'impossibilité où nous sommes d'acquitter en marchandises nationales nos dettes étrangères ? »

« Le Gouvernement Espagnol se propose d'imposer un droit de 5 pour cent sur les marchandises étrangères, et même de donner à cette loi un effet rétroactif, en imposant les marchandises emmagasinées : sur la réclamation de l'Ambassadeur de France, cette décision a été suspendue au Conseil de Madrid. Il seroit prudent d'en attendre le résultat ; car si la Loi avoit son effet, elle suspendroit l'envoi de nos marchandises en Espagne, et les retours en piastres que nous employons au Commerce de l'Inde. Je propose donc un ajournement indéfini. »

Beaucoup de Membres demandèrent que la discussion fût fermée. M. *de Tracy* obtenant avec peine la parole, récapitula plusieurs des argumens opposés à la Compagnie, et fut sur-tout vivement applaudi lorsqu'il s'écria : « C'est un Ministre abhorré qui nous « discrédite ; c'est l'esprit *de Calonne* qui a « établi la Compagnie des Indes ; c'est lui qui « inspire les détracteurs du commerce et les « défenseurs du monopole. »

Le premier objet de la délibération fut la

Digitized by Google

question préalable sur l'ajournement. Deux épreuves, par *assis* et *levé*, ayant été équivoques, on fut obligé, après divers débats, de passer à un appel nominal. Pendant que l'on s'agitoit pour chercher les moyens d'éviter cette nomenclature de deux heures, la fatigue d'une longue Séance fit sortir un grand nombre de Membres, et sur-tout d'Ecclésiastiques. 385 voix contre 275 décidèrent qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur l'ajournement. Lorsqu'on passa au fond de la question, la partie droite étoit presque évacuée, l'autre ne paroissoit que plus nombreuse; ainsi tous les efforts des premiers furent repoussés.

M. *de Virieu* ayant demandé que tout privilége de commerce fût détruit, les débats qui s'élevèrent sur cette proposition embarrassante pour les théoristes, furent terminés par une acclamation qui appela le Président à mettre la question aux voix, telle que M. *le Chapelier* la proposoit. En conséquence, il fut décidé, par une grande majorité, que *le commerce de l'Inde au-delà du Cap de Bonne-Espérance sera libre pour tous les François.*

Deux Courriers pour Londres attendoient à la porte, et partirent à la levée de la Séance, à onze heures et demie.

Encore une conspiration ! C'est dernièrement M. *de Maillebois* qui a paru sur la scène, après tant d'autres Conjurés, dont les *horribles projets* se sont évanouis aux regards des Tribunaux. Un

Digitized by Google

Folliculaire de Paris, qui veille attentivement pour la Nation, et qu'on peut considérer comme étant la Nation même des Dénonciateurs, nous a révélé, la semaine dernière, dans les termes suivans, la nouvelle découverte du Comité des Recherches.

« Cet horrible projet, dit le Journaliste, a été dénoncé aux Comités des Recherches, par un Secrétaire et un Valet-de-Chambre du Conspirateur. *Nous ne demandons rien*, ont dit ces *généreux Citoyens ;* mais, quoiqu'attachés à M. *de Maillebois*, nous croyons remplir le plus *saint des devoirs*, en venant le dénoncer ; car le premier des devoirs est celui qui nous attache à la Patrie. »

« Voici à-peu-près le plan que ce Général avoit tracé. Il demandoit au Roi de Sardaigne huit millions, autant au Roi d'Espagne et au Roi de Naples. De plus, il proposoit de faire un emprunt cautionné par le Roi de Sardaigne. Ce Monarque étoit prié de fournir une Armée de vingt-cinq mille hommes, qui, partagée en trois divisions, devoit entrer dans le Dauphiné par Embrun ; dans le Lyonnois, par la Savoie ; dans la Provence, par Nice. Les mécontens de ces Provinces devoient joindre cette Armée, et y être engagés par des Adresses et un Manifeste publiés par des hommes vendus à l'Aristocratie. Ces Armées devoient se rendre à Lyon, où l'on espéroit être favorisé par les annoblis. Le Roi devoit être invité de s'y rendre, et M. *de Maillebois* assuroit avoir les moyens sûrs pour l'y faire conduire sans danger. »

« Les petits Princes d'Allemagne étoient

Digitized by Google

aussi engagés à entrer dans l'Alsace et dans la Haute-Champagne, avec deux Armées de dix à douze mille hommes, pour faire diversion. »

« Le Roi arrivé à Lyon, l'Armée combinée s'avançoit vers Paris, et massacroit tout ce qui s'opposoit à son passage. Aucune des Municipalités qui auroient osé faire quelque résistance, ne devoit être épargnée. Enfin, arrivée à Paris, cette Armée en formoit le blocus, et menaçoit les habitans du pillage, de la famine et de la mort, s'ils refusoient de se soumettre. »

« On assure que le Mémoire original de ce projet, écrit en entier de la main de M. *de Maillebois*, a été déposé au Comité des Recherches. Le Secrétaire de ce Général l'avoit soustrait, en laissant à sa place une copie qu'il en avoit faite par son ordre. Il étoit alors avec lui à Thury, château appartenant à Madame *de Cassini*. Il étoit parti pour venir à Paris, d'où il écrivit à M. *de Maillebois*, qu'ayant trouvé de l'emploi, il ne retourneroit plus auprès de lui. Le Général, étonné de cette détermination qu'il n'avoit pas provoquée, se doutant qu'il pouvoit être trahi, courut à son porte-feuille, et ne trouvant point la minute de son Projet, demanda des chevaux, et partit sur-le-champ. »

Les *petits* Princes Allemands subjuguant l'Alsace et la Champagne, par forme de diversion; le Roi de Sardaigne conquérant le Royaume avec 25 mille hommes et 24 millions; des légions de mécontens passant sur le ventre de six à sept cent mille Gardes Nationales, et,

Digitized by Google

réunis au Roi de Sardaigne, attendant *Louis XVI* à Lyon, *Ville Aristocrate*, comme chacun sait ; les femmes et les enfans éventrés sur la route ; toutes les Municipalités faites prisonnières de guerre ; enfin Paris bloqué, pillé, affamé, massacré, afin de rétablir la splendeur de cette Capitale, et l'enivrer d'amour pour les Vainqueurs; tout cela, il faut en convenir, formoit un plan vaste, judicieux, parfaitement conçu dans toutes ses parties, et sur-tout d'une facile exécution. Il n'appartenoit qu'à un Homme de guerre aussi expérimenté que M. *de Maillebois* de s'élever à cette grandeur d'idées.

On ne sauroit douter de leur existence, puisque les Journalistes l'affirment ; ils ont même nommé l'Aide-de-Camp de M. le Maréchal *de Broglio*, qui, sur les avances d'un Conseiller au Parlement, avoit été porter le plan à Turin. Par un mouvement d'équité qu'il est bon de dénoncer aux *vrais* Citoyens, ces Journalistes ont cependant appris de M. le Comte *d'Artois* qu'il s'étoit refusé à cette *Contre-révolution* : « Ce Prince, disent-ils, a répondu qu'il n'adopteroit jamais de plan « capable de porter le trouble dans le « Royaume, et d'affliger le Roi et la « Reine. Son intention étoit de vivre « tranquille auprès d'un Roi qui le traitoit comme son fils, et de réaliser des

Digitized by Google

« économies pour satisfaire à ses enga-
« gemens en France. »

Personne ne doutera que M. le Comte *d'Artois* n'eût en effet adressé une réponse semblable à l'écervelé qui auroit osé lui communiquer un plan tel que celui que nous venons de rapporter. Mais ce plan a-t-il existé ? C'est ce que beaucoup de gens nient formellement ; ils assurent qu'au lieu de l'original, on n'a qu'une copie de la main du Secrétaire-Délateur ; qu'à moins d'être fou, eût-il formé un pareil Projet, M. *de Maillebois*, après l'exemple récent de M. *Augeard*, ne pouvoit s'être confié à un Secrétaire ; que le complot se réduit à des plans Militaires dressés par le Feld-Maréchal des Provinces-Unies ; qu'il devoit se rendre à Breda dans huit jours, et que la délation de son Secrétaire, dont les exemples de MM. *de Besenval*, *Augeard*, *Favras* et autres, lui avoient appris à prévoir les conséquences, ont accéléré son départ. Quoi qu'il en soit de tous ces rapports que nous narrons sans en adopter aucun, cette affaire a beaucoup perdu de son éclat, et les Amateurs craignent que cette nouvelle *Contre-révolution* n'aille se perdre dans le gouffre des dénonciations, découvertes, inquisitions, suppositions de tout genre, dont on entretient depuis un an le Public, qui commence à en être bien rassasié. Les seules *Contre-révolutions* à

Digitized by Google

craindre sont celles de l'opinion, de l'expérience et de la raison, qui amènent les ouvrages des hommes en jugement définitif. Tout autre moyen de changement séroit extravagant autant que criminel; aussi n'entrera-t-il jamais dans la tête d'un homme sensé.

Le projet de M. *de Maillebois*, ou tel autre, eût-il existé, son Auteur ne pourroit devenir responsable aux lois, qu'autant que ses pensées, confiées même au papier, l'auroient été aussi à des complices, ou à des Agens de l'exécution. Les lois Angloises, qui définissent le crime de haute-trahison, ont sagement distingué *l'intention* de *l'entreprise*. Ce fut au mépris de ces lois, et en particulier du Statut *d'Edouard III*, que le célèbre *Algernon-Sidney* fut traîné à l'echaffaud sous *Charles II*. On le condamna principalement sur des papiers trouvés chez lui, et où il décrioit le Gouvernement Monarchique. Aussi, sous le règne de *Guillaume III*, le Parlement fit biffer ce jugement inique, rétablit la mémoire de *Sidney*, et redonna aux lois une nouvelle vigueur.

Le Châtelet a absous et remis en liberté Mademoiselle *de Bissy*, et MM. *de Livron*, *Douglas*, *Regnier*, *Comeyras*, autres prétendus *Conspirateurs*, dénoncés et enfermés depuis le mois de Novembre.

Le *Modérateur*, Journal digne de son titre, ce qui est aujourd'hui en faire le plus grand éloge, et où l'on trouve ce qui se perd de jour en jour, de

Digitized by Google

l'esprit et de la raison, a rapporté dernièrement une Anecdote remarquable.

« Un domestique âgé de trente ans, s'est tiré, le 31 Mars, rue Saint-Méry, à cinq heures du matin, un coup de pistolet. On est accouru au bruit, et on a fait ouvrir la porte sur laquelle étoit collé en gros caractère le mot *suicide*. Le malheureux étoit étendu sur le parquet, baigné dans son sang, et tenant encore dans sa main le fatal pistolet, sur lequel étoit attaché un papier où il avoit écrit : *Quand on n'est rien, et qu'on est sans espoir, la vie est un opprobre et la mort un devoir.* Un autre pistolet étoit préparé avec une devise du même genre et en vers de sa façon. Sur le mur de sa chambre étoit écrit en gros caractère : *Aujourd'hui mon tour, demain le tien.* On a trouvé sur sa table deux cahiers, dont l'un contenoit des pensées diverses et tout son testament de mort. On voit dans le premier, que cet homme, imbu de tout ce que les Philosophes modernes ont écrit de plus sérieux et de plus profond, et n'ayant pas reçu par son éducation la culture nécessaire pour s'occuper de ce genre d'idées, les a assez mal combinées pour s'en être rendu la victime. Il a fait connoître qu'il détestoit son état, au-dessus duquel il se croyoit par sa façon de penser, et au-dessus duquel il étoit véritablement, parce qu'à une sagesse très-rare, à une probité scrupuleuse, il joignoit une très-grande délicatesse de sentimens, et un goût si décidé pour la Littérature, qu'il passoit des nuits entieres à lire, à écrire, à faire des vers. Il avoit l'attention d'acheter la lumiere qu'il employoit à ce travail, ne

Digitized by Google

se croyant pas permis de faire usage de celle que ses Maîtres lui donnoient pour des momens qui devoient être employés au sommeil. Dans le cahier où est son testament de mort, il dit qu'il est fils naturel, et peint d'une manière touchante les soins de la nourrice que le hasard lui a fournie : il la regarde comme sa véritable mère, et lui a envoyé 130 liv. sur ses épargnes. Il donne à la Patrie 100 liv. en Don Patriotique ; 48 liv. pour les pauvres de la Paroisse ; 48 autres liv. pour délivrer des malheureux détenus pour mois de nourrice, et de quoi boire à ceux qui voudroient bien confier son cadavre à la terre. Le Commissaire a posé les scellés sur tous ses effets, et sur son argent dont le montant peut offrir 400 liv. »

Les nouveaux Maires parvenus à notre connoissance, sont à Brive, en Limosin, M. *Salviat*, Conseiller au grand Conseil ; à Sedan, M. *Baudin*, Directeur des Postes ; à Vendôme, M. *Buscheron de Bois-Richard*, Conseiller au Bailliage ; Tonnerre, M. *Deschamps*, Président de l'Election, Député-Suppléant à l'Assemblée Nationale ; le Mans, M. *de Foisy*, Conseiller au Présidial ; Beaumont-le-Vicomte, M. *Delelès*, Lieutenant-particulier au Siége Royal et Sénéchaussée de cette ville ; Guise, M. *de Viefville*, ancien Maire ; Montignac-le-Comte, M. *Pommerel*, Prieur de Brenac : M. *Maurillon*, Chevalier, Seigneur de la Bermondie, a été le concurrent de M. *Pommerel ;* il a même réuni 97 voix, sur 200. Ce témoignage de l'estime de ses Concitoyens, doit le consoler des vexations qu'il a éprouvées de la part de quelques intrigans, graces aux menées desquels il a passé

Digitized by Google

deux mois en prison. Un Décret de l'Assemblée Nationale, rendu en sa faveur le Jeudi 17 Septembre, est la réponse la plus péremptoire aux calomnies de ses ennemis.

Après l'explication, assurément bien modérée, que nous avons donnée dans le N°. 13, touchant notre premier rapport sur l'élection de la Municipalité de Marseille, nous aurions desiré épargner à nos Lecteurs le dégoût de reporter leurs yeux sur ce différend. On a contesté avec outrage les faits que nous avions annoncés; il est juste de faire connoître ces dénégations : nous n'en retranchons pas une seule des invectives qui en font l'ornement. On nous a demandé, avec des menaces réitérées, une rétractation; on nous en a présenté les motifs dans quelques Imprimés publiés à Marseille: nous transcrirons littéralement ces Imprimés. La raison et l'équité publiques prononceront entr'eux et nous. Quant aux faits disputés, ce n'est pas notre faute, comme on le verra, si nous ne pouvons opposer à notre récit des témoignages plus positifs : nous les avons invoqués; nous y aurions donné la plus grande notoriété, et, Narrateurs impartiaux, nous ne chercherons pas même à combattre les Imprimés qu'on va parcourir, en publiant les Pièces contradictoires qui sont en grand nombre entre nos mains.

Digitized by Google

Extrait des Registres du District des Capucins, N°. 2, de la Ville de Marseille.

Cejourd'hui 14 Mars 1790, le District des Capucins, N°. 2, s'est assemblé.

Un Membre, après avoir demandé la parole à M. le Président, a dit:

MESSIEURS,

« J'ai à vous dénoncer M. *Mallet du Pan*, Rédacteur de la partie politique du Mercure de France, qui, dans son N°. 10, page 75, a inséré l'article dont je vais avoir l'honneur de vous faire lecture, et auquel vous me permettrez de joindre quelques réflexions. »

« La sagesse des Electeurs d'un grand » nombre de Municipalités, dédommage les » vrais Citoyens des choix moins heureux » qui ont pu se faire en d'autres lieux. »

« M. *Martin* a été élu Maire de Mar» seille, et la pluralité des Electeurs de » cette Cité, dont les intérêts sont assez pré» cieux pour être confiés à des hommes res» ponsables, a cru devoir placer dans le » Corps Municipal plusieurs des Prisonniers » détenus à la Citadelle, et poursuivis ju» ridiquement pour crime de sédition, et » pour instigation de violences publiques. »

Le premier crime dont ce Libelliste gratifie les Prisonniers élus aux charges Municipales, c'est la *non responsabilité*. Aucun d'eux, il est vrai, *n'a jamais eu d'Intendant à sa table*, mais tous jouissent d'une fortune honnête, ou exercent des professions honorables qui leur procurent de quoi vivre décemment. Ils jouissent en outre d'une bonne réputation, et sont doués d'une grande pro

Digitized by Google

bité, qualité essentielle dans des Administrateurs, à l'aide de laquelle ils ne tergiverseront pas, lorsqu'ils seront requis de produire les comptes. Leurs autres crimes nous sont encore inconnus; le Prévôt seul et ses Agens les connoissent, et il faut qu'ils soient bien chimériques, puisqu'il n'a pas encore été possible à aucune puissance de les faire paroître au grand jour. Jusqu'à ce que le Public en soit instruit par la publicité de la procédure, il sera loisible au Prévôt et à ses adhérans de leur donner telle qualification qu'ils jugeront leur être la plus favorable. Ils sont, ajoute-t-il, poursuivis *juridiquement;* et nous, nous savons qu'ils le sont despotiquement et tyranniquement, puisque toutes les règles de la justice et de l'humanité ont été violées dans cette monstrueuse procédure. »

« On a, dit-on, persuadé au Peuple qu'il « devoit écraser l'Aristocratie des Négocians, « et exclure les Commerçans et les Capita- « listes de l'Administration d'une Ville de « Commerce. »

« Vous n'avez pas eu besoin, Messieurs, qu'on travaillât à vous persuader d'exclure de la nouvelle Administration, les Partisans de l'ancienne; le sentiment de vos malheurs passés vous en faisoit une Loi impérieuse. Mais vous n'avez pas hésité, au contraire, de choisir des personnes de mérite et de probité, dans quelque classe qu'elles se trouvassent, *les Commerçans et les Capitalistes* n'ont point été exclus de vos Elections. M. le Maire est Négociant, MM. les Officiers-Municipaux et MM. les Notables sont presque tous ou Negocians, ou Fabriquans, ou Capitalistes; et si, dans leur nombre, il y a

Digitized by Google

quelques Artistes et quelques Gens de Lettres, vous avez eu égard à leurs lumières et à leur patriotisme. Ils ont d'ailleurs toutes les qualités requises pour être éligibles. Le seul crime des uns et des autres, c'est de n'être pas partisans de l'ancien systéme, systême oppressif. »

« Elle (la Ville) a changé de face depuis « l'Election. »

« Nous bénissons tous les jours le Seigneur de cet heureux changement. M. le Maire n'est point escorté par des Dragons, comme les Officiers de l'ancienne Municipalité. Il n'entend sur son passage que les Bénédictions que les honnêtes gens lui prodiguent. Il n'a d'autre escorte que ses vertus. MM. les Officiers Municipaux et MM. les Notables, qui coopèrent si bien à ses vues bienfaisantes et patriotiques, reçoivent les mêmes témoignages d'estime, d'affection et de reconnoissance dans toutes les occasions qui se présentent. C'est véritablement là un grand changement dans notre Ville, et nous bénirons éternellement les Augustes Représentans de la Nation à qui nous en sommes redevables. »

« L'inquiétude y a pris la place de la sé« curité. »

« Le règne des méchans n'est que passager, celui de la vertu est seul permanent. Il est donc passé, graces à Dieu, ce temps où les méchans tyrannisoient impunément le Peuple. Ils ont raison de le regretter. Le départ des Triumvirs est d'un mauvais augure pour eux. »

« Nombre de familles, à ce qu'on nous « mande, partent, ou se préparent à par« tir. »

Digitized by Google

« Sans doute ils partent, ou doivent se préparer à partir, ceux qui ne vivoient que des abus, et qui s'engraissoient de la substance des Pauvres et des Misérables; ceux qui ont lâchement calomnié la vertu et le patriotisme dans une procédure infernale. Comment pourroient-ils regarder en face les malheureuses victimes de leurs trames odieuses dans la publicité qui va être donnée à cette procédure, qui, comme le hibou, a constamment fui la lumière jusqu'à ce jour ? comment pourroient-ils soutenir les regards de tous les honnêtes gens que leurs infâmes délations ont révoltés ? La Ville ne se ressentira qu'en bien de leur émigration. Elle ne sera plus vexée et spoliée par les premiers, et le souffle empesté des derniers n'infectera plus nos murs. Ils sont déja partis les Sieurs *Laget*, *Faucon* et *Carbonel*, les dignes coopérateurs de notre grand Inquisiteur; quelle perte pour la Cité ! »

« La Garde Nationale, dont les services « avoient été aussi sages que louables, crai- « gnant de se compromettre avec le Peuple « qui l'insultoit, a donné sa démission. »

« Les services sages et louables que cette Garde Nationale a rendus à la Ville nous sont inconnus, à moins qu'on n'entende ceux qu'elle a rendus aux ennemis de la révolution en prêtant main-forte lors de la capture des Prisonniers. Il en est un cependant qu'elle auroit pu nous rendre, et nous lui en aurions conservé une éternelle reconnoissance. Elle auroit dû donner cette démission aussitôt qu'elle vit qu'elle n'avoit pas le vœu du Peuple; le sang de nos Concitoyens n'au-

Digitized by Google

roit pas coulé à la Tourrette et à la Place de Saint-Martin. »

« Les Poufs que les moteurs d'émeutes « avoient substitués à la Cocarde, ont re- « paru, dominent, et seront l'enseigne de la « nouvelle Milice. »

« Les méchans qui, jusqu'ici, n'avoient péché que contre la vérité, péchent ici contre la chronologie; les Poufs ont précédé les Cocardes au lieu de les suivre, puisqu'elles n'ont eu lieu qu'au mois de Juillet après la prise de la Bastille. Ils ont été le premier signal de la liberté à Marseille, et si l'on n'étoit pas parvenu à noircir auprès de l'ancien Ministère cette institution patriotique, qui a donné l'exemple de la défense au reste de la France, Marseille n'auroit pas à gémir sur les malheurs dont elle est accablée depuis huit mois. Plusieurs des Capitaines de cette Milice, qui est celle qui a véritablement rendu des services *aussi sages que louables*, en purgeant la Ville, dans moins d'un mois, de six cents brigands de toute Nation, qui n'attendoient qu'un moment d'effervescence pour se livrer au pillage; plusieurs de ces Capitaines, dis-je, que le Libelliste qualifie généreusement de moteurs d'émeutes, sont Membres de la nouvelle Municipalité; ils ont mérité la confiance publique, et vous connoissiez particulièrement, Messieurs, les qualités du cœur et de l'esprit de M. *Jean-François Lieutaud* dont notre District se glorifie. »

« On ajoute que le Peuple a formé trois « demandes, ni impôts, ni Troupes réglées, « et liberté des Prisonniers. »

« *Point d'impôt*, c'est-à-dire, sur le co-

Digitized by Google

mestible ; et il a raison, parce que, dans ce système d'imposition, le pauvre paie tout, et le riche presque rien, et toujours moins que le pauvre. *Point de Troupes réglées*, parce qu'elles sont à charge à la Ville. Elles lui sont en outre nuisibles. Les méchans s'en prévalent encore. Les Bourgeois sont tous les jours exposés à se compromettre. Il demande encore *la liberté des Prisonniers.* Eh ! quel tort a-t-il encore ? doit-il oublier ses défenseurs ? Son crime seroit en cela semblable à celui des Parisiens qui oublieroient un instant les services de leurs braves Concitoyens morts à la prise de la Bastille. »

« Non, nous ne nous souillerons point de cette indignité. Nous transmettrons à nos neveux leur patriotisme et leur fortune ; et si le nom *de Bournissac* figure dans nos fastes à côté de celui des Erostrates Marseillois, le leur y figurera à côté de ceux de *Libertat* et du Comte *de Mirabeau.* Mais en attendant, seuls dans la France, seront-ils privés du bien précieux de la liberté que nous avons reconquise ? Dès qu'il n'existe plus de Bastille à Paris, doit-il en exister ailleurs ? Il est une quatrième demande que forme le Peuple, et qui a échappé au Libelliste ; c'est le retour des méchans dans la bonne voie. »

« Voilà, Messieurs, le contenu de cet article calomnieux et incendiaire. Les Prisonniers à qui vous avez donné vos suffrages avec connoissance de cause, sont calomniés ; toute votre Election est calomniée ; les intérêts de la Commune sont confiés à des personnes *non responsables ;* tout est sans dessus dessous dans cette Ville ; les

Digitized by Google

bons Citoyens partent, les mauvais seuls restent ; Marseille n'est plus une Ville habitable. Que penseront de nous les Etrangers ? Quel Peuple voudra se lier d'affaires et d'intérêt avec nous ? Vous sentez aussi bien que moi les maux incalculables que peut causer à notre Ville ce Libelle infâme. Je vous prie de vouloir bien prendre mon exposé en considération, et l'annexer à votre Procès-verbal. »

Sur quoi, l'Assemblée pénétrée des mêmes sentimens que l'Exposant, considérant que les faits coarctés dans l'article dont il vient d'être fait lecture, sont de toute fausseté, et que la publicité que cet ouvrage périodique leur donne, pourroit causer le plus grand préjudice à notre Commerce, et attirer les plus grands malheurs aux Citoyens, si l'on ne se hâtoit pas de les démentir solennellement, a unanimement délibéré de dénoncer ce Libelle à la Commune, pour qu'elle le dénonce, à son tour, à qui de droit, et particulièrement à la Commune de Paris et à ses Districts ; qu'elle poursuive, et fasse poursuivre par toutes les voies de droit que sa sagesse lui suggerera, le Sieur *Mallet du Pan* et son Correspondant qu'il sera contraint de nommer, et qu'il soit donné la plus grande publicité à la rétractation qu'il sera tenu de faire ; et qu'extrait de la présente Délibération sera incessamment porté à la Commune pour y avoir tel égard que de raison.

Il a été de plus délibéré unanimement, que l'exposé ci-dessus et la Délibération, seroient rendus publics par la voie de l'impression aux dépens du District, et qu'un

Digitized by Google

exemplaire seroit envoyé à M. *Mercier*, Auteur des Annales Patriotiques.

Rien de plus n'a été proposé ni délibéré. *Jean-Etienne* RONZEL, Président; AUBANEL, Secrétaire.

On voit que tous les faits de notre narration sont confirmés par cet Arrêté, qui les interprête; les Personnes instruites des troubles de Marseille apprécieront ces interprétations : notre devoir est seulement d'en donner connoissance.

Marseille vengée des fausses imputations renfermées dans le Mercure de France, N°. 10. *A Marseille, chez* Mossy, *père et fils.*

« M. *Mallet du Pan*, Rédacteur de la partie historique et politique du Mercure de France, nous tient à peu-près ce langage dans son N°. 10 (*suit l'article*). »

« Voilà, M. *du Pan*, un libelle diffamatoire des mieux conditionnés; mes Concitoyens feront très-bien de s'abonner à votre Mercure : il est bon de connoître à fond votre opinion sur notre Ville. »

« Il faut, M. *du Pan*, faire connoître à l'Univers toute l'étendue de votre véracité historique, pour que nos successeurs sachent jusqu'à quel point ils peuvent ajouter foi à vos fidèles narrations. Or, écoutez, mais gardez votre philosophie pour vous-même, vous en aurez besoin. »

« Avant d'entrer en matière, il n'est pas hors de propos de vous observer qu'un Journaliste payé par une grande Ville pour l'ennuyer d'un Mercure Aristocratique, court grand

Digitized by Google

grand risque de se couper les vivres, lorsqu'il se permet de mentir aussi impunément sur son compte. Si vous aviez consulté vos coopérateurs, ils vous auroient peut être fait entendre que ce n'est pas tout d'être historien, mais qu'il faut être vrai, et sur-tout plus honnête envers ceux qui nous jettent du foin. »

« Vous n'avez, sans doute, nulle connaissance de la Ville dont vous parlez si lestement dans votre Numéro 10; vous connoissez encore moins le grand procès qui existe entre tous les Français du règne des Louis XVI et ceux du règne des Lettres-de-Cachet; eh bien! M. *du Pan*, ce grand procès est celui des bons et loyaux Marseillois, contre un Prevôt-Général des Maréchaussées, qui a fait revivre à Marseille les jours les plus désastreux des Lettres-de-Cachet.... Mais vous le savez mieux que moi, petit Aristocrapoliticon, et vous faites semblant de ne pas savoir tout cela pour le plaisir de mentir et calomnier; cependant il y a assez de papier barbouillé de part et d'autre; la tribune a retenti assez souvent de nos cris à la Nation: d'où sortez-vous donc, mon très-malin confrère, si vous ignorez tout cela? »

« Vous ignorez absolument l'histoire de cette Ville que vous calomniez à dire d'experts; vous ne savez point ce qui a pu s'y passer depuis le 23 Mars 1789, jusqu'au N°. 10 de votre Mercure. Il seroit beaucoup trop long de vous instruire comme vous en auriez besoin; il suffit de vous apprendre QU'IL EST FAUX que les intérêts de la Cité ne soient pas confiés à des hommes responsables, puisqu'il est vrai que la Municipalité actuelle est composée d'un Maire, négociant, choisi

Digitized by Google

parmi les Echevins qui avoient été nommés par l'ancienne Administration; de dix Officiers Municipaux, négocians, deux desquels étoient également Echevins de l'ancien régime: des dix autres Officiers Municipaux, trois sont bourgeois, dont un de l'Académie Royale des Belles Lettres de cette Ville, trois sont fabricans, trois sont artistes, et un Ecclésiastique, Comte de Saint-Victor, actuellement Député à Paris avec notre premier Notable, que tous ses collègues chargeront, sans doute, de vous remercier. Ah! M. *du Pan*, que vous êtes heureux que je ne sois pas un troisième Député! j'aurois fait lanterner votre Mercure comme criminel de lèze-vérité; tous ces Messieurs que je viens de citer, sont pour la plupart grands propriétaires, hommes de lettres, et tous parfaitement honnêtes gens. »

« Votre Mercure les a tous affligés, M. *du Pan*, parce que nous avons, depuis 7 à 8 mois, le grand malheur d'être à 200 lieues de la Capitale; mais rassurez-vous, ils méprisent assez les calomniateurs pour dédaigner de vous attaquer au Châtelet en diffamation; ils se sont contentés de vous laisser à l'opinion des Français; et entre nous, collègue, vous n'y gagnez pas. »

« IL EST DONC FAUX qu'on ait exclu les Négocians et les Capitalistes de l'Administration, puisque l'ancien régime n'avoit que trois Négocians et un Bourgeois à la tête de la Commune, et que le choix unanime et libre du Peuple a placé onze Négocians, trois Fabricans-Négocians et trois Bourgeois, parmi vingt-un Officiers Municipaux, suivant la nouvelle organisation. »

« IL EST FAUX que depuis cette élection

Digitized by Google

l'inquiétude ait pris la place de la sécurité, et que nombre de familles partent ou se préparent à partir. Si quelques brigands qui ont semé la discorde, le meurtre et l'épouvante dans cette Ville, pendant tout le temps que la contre-révolution y a eu lieu, sont disparus, leur départ a produit l'effet absolument contraire à celui que nous annonce votre Dieu des Journaux. »

« IL EST FAUX que le simulacre de Garde-Bourgeoise, composé de cent quatre-vingt personnes, dont l'Assemblée Nationale nous a renvoyé la liste, ait donné sa démission, avant que notre Milice Nationale, composée de douze mille bons Citoyens, pères de famille, fût établie; mais il est vrai qu'elle a planté là tous ses postes, un beau jour, parce qu'elle comprit que la contre-révolution n'existoit plus, et que les Troupes réglées ne pouvoient pas tuer les Citoyens de toute une Ville sans se compromettre. »

« IL EST FAUX que des moteurs d'émeutes aient jamais substitué des poufs à des Cocardes, et qu'ils en aient fait l'enseigne d'une Milice. Il paroît, M. *du Pan*, que vous ne savez pas mieux votre Code Militaire que votre digeste de vérité, puisque vous substituez un pouf à une Cocarde, et que vous en faites ensuite les enseignes d'une Armée. Il est vrai que le 23 Mars 1789, la brillante jeunesse de Marseille se réunit pour chasser les brigands, qui pilloient et dévastoient la Ville; qu'elle n'avoit pour marque distinctive que la Cocarde aux trois couleurs et une aigrette en plumes dans son chapeau; et que la Milice Nationale n'a pris d'autre distinction que celle qu'avoit honorée cette Jeunesse courageuse. »

Digitized by Google

« Voilà, M. *du Pan*, cette histoire de pouf dont vous êtes l'historien inintelligible; vous concevez que tout cela n'est pas aussi effrayant que voudroit nous le faire accroire votre Dieu, N°. 10 : mais ce n'est pas tout encore. »

« Votre Mercure ment pour la 100,000ème fois, en nous apprenant les demandes du Peuple ; ni impôt, ni troupes réglées, et la liberté des prisoniers. »

« IL EST FAUX que le Peuple se soit refusé à l'impôt ; la contribution provisoire a été payée exactement par le Peuple ; mais il est vrai que beaucoup de ces grands propriétaires, dont la plupart sont nés de la lie du peuple, et possedent cependant des fortunes brillantes, ont refusé net de payer la contribution. Et comme ils étoient étayés par un Prévôt, 4000 hommes de Troupes réglées et 180 Officiers sans soldats, suivis d'un grand nombre de cavaliers de Maréchaussée, il n'est pas étonnant que cette partie du peuple ait profité d'un instant de puissance arbitraire pour dénier l'impôt. Si c'est comme cela que vous l'entendez, nous sommes d'accord, mon confrère. Mais avouez qu'une telle manœuvre met bien une Municipalité dans le cas de demander que ces gens-là n'aient pas de Troupes à leur solde ; car cette Aristocratie des Négocians finiroit par anéantir l'Assemblée Nationale, si elle étoit égale dans toutes les Villes de commerce. Quant à la demande des prisonniers, ah ! M. *du Pan*, quoique votre article calomniateur ait infiniment plus mérité le sort de nos Citoyens-prisonniers, que l'article Patriotique qui leur a valu les décrets du Prévôt, je suis trop humain pour vous souhaiter leur place pendant six mois ; mais, si jamais votre ma-

Digitized by Google

nière de narrer vous occasionnoit cette infortune, souvenez vous alors que je vous ai dit, dans mon N°. 6, que la demande des prisonniers par le Peuple, est l'acte d'humanité et de justice qui l'honore le plus. J'espère, *M. du Pan*, que la sagesse de notre élection vous dédommagera du choix moins heureux que celui que vous auriez pu faire pour remplir cette page de votre Journal. Je vous envoie cette petite éponge pour tâcher de l'effacer, s'il est possible, aux yeux de la Capitale; heureusement elle ne lit jamais assez pour parvenir jusqu'à cet article du Mercure. »

« Au surplus, c'est sans rancune, mon confrère: si je me livre à toute votre Aristocratie mercurielle, c'est à charge de revanche; je suis bon joueur. Vous pouvez broyer du noir; mais tâchez toujours d'être bien instruit, avant que de vous immiscer à instruire le genre humain. Bon soir, mon ami.

On ne peut écrire avec plus de grace, d'esprit et de netteté que l'Auteur de cet Imprimé: il a paru d'abord dans les *Annales patriotiques de Marseille*, Journal qui fait trembler les Puissances voisines, et les contient; on l'a ensuite réimprimé séparément sous le titre de *Marseille vengée* (1).

(1) Par un Arrêté du 13 Mars, un autre District de Marseille, N°. 8, apres avoir décidé que la *Chambre de Commerce* devoit rendre ses comptes depuis dix ans, et qu'il étoit nécessaire de réunir la *Caisse de cette Chambre à la Commune*, declare le Rédacteur du Mercure *Serpent d'Aristocratie*, Au-

Digitized by Google

Nous avons rempli notre devoir envers la partie des Citoyens de Marseille qui nous ont brûlé, décrété, dénoncé, en publiant leurs défenses ; nous devons maintenant nous acquitter de la même tâche envers nous-même, et nous le ferons en transcrivant les deux Lettres suivantes que nous avons adressées, l'une à MM. les Députés de Marseille, l'autre à un Chef éminent de la Municipalité de Paris. Le Public y verra en quoi consiste maintenant *la liberté d'écrire*, et ce que deviendra la liberté publique, tant que les Lois n'en auront pas exactement limité l'exercice et déterminé la responsabilité.

Copie d'une Lettre du Rédacteur à MM. les Députés de Marseille.

« J'ai reçu hier, à cinq heures, un billet

---

teur de *sarcasmes criminels*, *Folliculaire incendiaire* digne de la haine de tous les Marseillois ; arrête au surplus de supplier MM. les Députés de la Ville à l'Assemblée, et M. le Comte *de Mirabeau*, *Protecteur de leur chère patrie*, de demander que le Mercure soit lacéré par la main du bourreau, et mis au feu ; et que le Redacteur ait à se rétracter à la face de l'Univers.

Ceux qui seroient curieux de lire cet Arrêté en entier peuvent recourir au *Patriote François*, par *J. P. Brissot de Warville*, Membre du Comité des Recherches de Paris, intrépide défenseur de la liberté de la Presse, comme de l'utilité des délations, et qui a recueilli dans sa Feuille la dénonciation dont nous venons de rendre la substance.

Digitized by Google

de MM. les Députés de Marseille ; et sans m'arrêter, pour le moment, aux expressions de cette note, j'en désabuserai les Auteurs, qui se seroient trompés en me considérant comme un de ces Folliculaires faisant commerce d'impostures, et avec lesquels il suffit de prendre un langage élevé. »

« Je ne m'intimide d'aucune poursuite légale ; en tout temps, j'ai été prêt à rendre compte aux Tribunaux de mes actions et de mes écrits : je les invoquerois à mon tour pour demander vengeance des atroces calomnies qu'on s'est permises à Marseille contre moi, et je le ferai pour l'intérêt de la Liberté légitime de la presse, comme pour le mien. »

« Mais comme je ne veux avoir à me reprocher aucune trace d'obstination à soutenir des erreurs dont on m'auroit fait connoître la réalité ; comme je ne me refuse jamais à avouer mes torts, parce que mon intention est toujours droite ; enfin, comme en tout ce démêlé je veux paroître irréprochable jusqu'au bout, je donnerai à Messieurs les Députés de Marseille la seule marque de déférence qui soit au pouvoir d'un homme qui se respecte et qui respecte la vérité. »

« On n'auroit eu besoin, certainement, ni de menaces, ni d'instances pour me faire rétracter des faussetés : j'aurois pu être trompé, mon devoir eût été de le dire, et je l'eusse fait avec empressement ; mais il m'est impossible de concevoir même la nature de la rétractation qu'exigent MM. les Députés de Marseille. Voici celle à laquelle je me prêterai tout de suite sans la moindre difficulté.

« J'ai dit que plusieurs des nouveaux Membres de la Municipalité, étoient pri-

Digitized by Google

sonniers ou décrétés : j'en ai la Liste, elle a été imprimée dans le Journal de Provence et dans plusieurs autres Feuilles publiques. Si MM. les Députés me prouvent que ce fait est faux, ou si, seulement, ils veuleut m'autoriser à le nier sur leur parole, je le ferai. »

« J'ai dit qu'il y avoit eu des émeutes à Marseille l'année dernière, et que les Auteurs de ces émeutes avoient pris des *Poufs*. Si le contraire m'est démontré, ou si MM. les Députés me l'affirment, je l'annoncerai avec force. »

« J'ai dit que la nouvelle Milice Nationale avoit également pris ces *Poufs*. Il y a eu le 10, une Ordonnance de la Commune à tous les Gardes Nationaux de porter cette distinction ; elle a été affichée et proclamée. Cependant, si c'est encore là une erreur, l'autorisation de MM. les Députés me suffira pour la désavouer. »

« Je ne pense pas qu'ils demandent une nouvelle explication à l'égard de M. *Martin*, après celle que j'ai donnée dans le dernier Mercure, et dont il me paroît qu'ils n'ont aucune connoissance. »

« Je persiste à penser que des hommes, prisonniers ou decretés pour accusations criminelles, ne sont ni éligibles, ni responsables jusqu'après leur Jugement. L'Assemblée Nationale l'a pensé de même ; et, ne l'eût-elle point pensé, aucune Loi de l'État ne m'interdit cette opinion, fondée sur l'usage de tous les Pays, et sur la simple raison. Personne ne me forcera jamais d'abjurer une opinion, tant que subsistera la *Déclaration des droits de l'Homme*, et je n'ai pas besoin de cette Déclaration pour persister dans cette honorable fermete. »

Digitized by Google

« Je n'imagine point qu'on entende m'inculper d'avoir dit ce que je n'ai point dit; savoir, que la Municipalité de Marseille n'étoit pas composée d'hommes responsables. J'ai parlé des seuls prisonniers : les autres me sont inconnus, et je suis prêt, s'il restoit le moindre doute, à caractériser cette distinction. »

« Si MM. les Députés de Marseille avoient été instruits que dix Feuilles publiques ont annoncé *avant moi*, les mêmes faits, et beaucoup d'autres (Feuilles que j'ai et que je produirai); que ces faits ont été répétés en cinquante Lettres que je produirai, et qui passent pour être de notoriété publique, ils verroient qu'il y a loin de répéter une erreur accréditée, à calomnier gratuitement. »

« S'ils connoissoient et mon caractère et mes opinions indignement calomniés par des scélérats que je rougirois de réfuter, et la réserve avec laquelle j'ai écrit constamment au milieu de toutes les passions qui agitent la France, et mon empressement habituel à réparer mes erreurs, sans distinction quelconque de partis, ni d'opinions; si enfin, ils avoient pris la peine de lire attentivement l'explication que j'ai publiée dans le dernier Mercure, avec des ménagemens dont les excès qu'on s'est permis contre ma réputation me dispensoient, ils auroient peut-être rendu plus de justice à un homme, qui ne craint point celle des Tribunaux. »

MALLET DU PAN.

Paris, ce 31 *Mars* 1790.

Copie de la Lettre du Rédacteur à M. *****,

Paris, le 1 *Avril* 1790.

MONSIEUR,

M. *Panckouke* vient de me communiquer

Digitized by Google

une Lettre de votre part, concernant les plaintes d'un District de Marseille. Si je pouvois espérer quelque justice dans cette Ville, je l'invoquerois contre les calomniateurs incendiaires qui m'ont brulé et diffamé; et je croirois servir la liberté, l'ordre public et les droits de la vérité encore plus que les miens. Vous verrez, Monsieur, par les pièces que je joins à cette Lettre, et dont je vous prie instamment de faire lecture, à quel point on a tenté de surprendre votre justice, et une preuve de l'esprit de modération et de candeur qui constamment a dicté ma rédaction. Les excès qu'on s'est permis contre moi me dispensoient de tous ménagemens : vous reconnoîtrez ceux que j'ai conservés dans l'article imprimé que je prends la liberté de vous soumettre : il a été inséré dans le dernier Mercure, immédiatement après que j'ai été informé des plaintes de Marseille : il me paroît que vous n'en avez pas connoissance. J'y ai rendu à M. *Martin* l'hommage qu'il mérite, et j'ai détruit l'interprétation insidieuse qu'on a donnée à mon rapport de son élection.

« Tous les autres faits ont passé pour être de notoriété publique : on m'en a offert toutes les preuves légales. Dix mille témoins, m'assure-t-on, pourroient les certifier. J'offre néanmoins à MM. les Députés de Marseille, de les démentir, s'ils veulent souscrire à ce que je le fasse sur leur autorité nominative, ou de publier les preuves de la fausseté. »

« Il me semble, Monsieur, que ce n'est pas là la conduite d'un *calomniateur*, comme il plaît à Messieurs de Marseille de me qualifier. Si, en écrivant des faits notoires,

Digitized by Google

et en offrant d'imprimer ensuite la preuve de leur altération, dès qu'elle lui sera démontrée, un Historien peut encourir des reproches, il faut renoncer à écrire: si, au lieu de répondre à la loi seule de ses actions et de ses ouvrages, on est appelé à en répondre à toutes les passions humaines, et à chaque autorité qui voudra s'en rendre le juge, il faut aller vivre à Constantinople. Que deviendroit donc ce bienfait de la liberté de la presse, si chacun pouvoit la rendre inutile, en étouffant des vérités authentiques par des Arrêtés calomnieux, et des dénonciations irrégulières ? »

« Puisque l'occasion se présente, j'ose dire, Monsieur, avec la fierté d'un honnête homme, que dans ces jours malheureux, nul Ecrivain n'a porté aussi loin que moi l'amour de la justice, de la paix, de la seule liberté compatible avec l'ordre social et les égards les plus scrupuleux pour la vérité. Qui que ce soit ne peut s'élever, et dire qu'il m'a montré une erreur, et que j'ai refusé de la désavouer; et c'est précisément cette sévérité de principes, qui depuis le mois de Septembre dernier, me met en butte à toutes les fureurs. J'ai gémi pendant cinq ans sous la censure des Ministres; mais jamais ces rigueurs, qui plus d'une fois ont menacé ma liberté, n'approchèrent de la tyrannie qu'exerce aujourd'hui l'esprit de Parti. On veut tout se permettre et ne rien tolérer; on aime beaucoup la liberté pour soi, mais en opprimant celle d'autrui; au milieu de nos chaînes brisées, on retrouve par-tout l'esprit de servitude, pour qui la liberté n'est qu'instrument de malfaisance. Je frémis, non pour moi, on m'a Dieu merci habitué à tous les dangers, mais

Digitized by Google

pour la chose publique, de me voir chaque jour dénoncé, dénaturé, diffamé, tandis que les feuilles les plus criminelles restent impunies. Il est permis, à leur exemple, de prêcher le régicide; il ne l'est pas de déplorer des meurtres et des incendies. Il est permis de calomnier les Députés de la Nation, les Ministres les plus irréprochables, et vous-même, Monsieur; il ne l'est pas de relever la moindre faute du moindre Corps armé de quelque puissance. J'aurois déchiré sans risque la Famille Royale et imprimé des listes de proscription; mais c'est un délit de croire, que jusqu'après leur jugement, des hommes poursuivis criminellement, prisonniers ou décrétés, ne sont pas éligibles à l'administration de la premiere ville commerçante du Royaume. *Dat veniam corvis.* »

« Pardonnez-moi de déposer dans votre sein ce témoignage de mon amertume, d'invoquer votre intégrité et votre jugement, enfin de vous rendre arbitre de mes plaintes. Je serois surpris de n'avoir pas quelques droits à votre estime; et c'est dans cette confiance, que j'ai l'honneur d'être avec respect. MALLET DU PAN.

Vendredi dernier, M. le Prince *de Conti* est arrivé de Francfort en son Hôtel rue de Grenelle. Il est allé rendre ses devoirs à LL. MM., et s'est ensuite présenté à son District, où il a renouvelé le Serment Civique, qu'il avoit déja prêté épistolairement depuis Francfort. Ce Prince a donné 2,000 liv. aux Pauvres de son District, et a reçu les visites des Poissardes.

(*Nous sommes encore forcés de renvoyer à huit jours plusieurs articles arriérés.*)

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 17 AVRIL 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

L'INSOMNIE.

C'EN est fait, je sens bien qu'il faut que j'y renonce.
Depuis une heure en vain dans mes draps je m'enfonce,
Sans pouvoir ressaisir le sommeil qui m'a fui.
Hé bien, ne dormons plus; mais prévenons l'ennui.
Oui, de cette Insomnie il faut que je profite.
Rimons : à ce plaisir aussi bien tout m'invite.
Je suis fort à mon aise, & dans un bon moment,
Dans cet état de calme & de recueillement,
Où le vers, heureux fruit d'une fertile veine,
Se conçoit nettement & s'arrange sans peine.

Digitized by Google

Tout dort autour de moi, tout dort..... jusques au vent.
Je n'entends rien, sinon l'horloge du couvent,
Qui, sans troubler la paix de ces douces demeures,
Retentit dans nos bois... Elle sonne... trois heures!
Déjà? de tout l'hiver je n'avois tant dormi:
Car je n'ai si souvent reposé qu'à demi!
La Nature aujourd'hui doit être satisfaite:
Quatre heures! c'est assez, c'est trop pour un Poëte.
Rimons donc jusqu'au jour. Je n'aurai pas besoin
D'aller chercher, je pense, un Apollon bien loin.
J'ai ce bon La Fontaine, ici, dans mon alcove.
Contre les importuns, c'est-là que je me sauve.
Sous sa protection j'aime à passer la nuit;
Et son portrait charmant, si-tôt que le jour luit,
Est le premier objet que me montre l'Aurore.
Mon œil en ce moment ne le voit pas encore;
Mais je sais qu'il est là tout prêt à se montrer;
Je le touche, & cela suffit pour m'inspirer.
Ton nom, cher La Fontaine, oui, ton nom seul m'enflamme;
Dis-moi donc; car il faut que je t'ouvre mon ame:
Mon Maître! mon ami!... te serois-tu douté
De ce haut rang d'honneur où te voilà monté?
Jamais, de ton vivant, tu ne l'eusses pu croire:
Tu serois le premier étonné de ta gloire.
Et Racine! & Boileau! couple de Beaux-Esprits,
S'ils revenoient au monde, ô qu'ils seroient surpris,
En voyant de quel nom la Postérité nomme
Celui que, de leur temps, ils appeloient Bonhomme!

Digitized by Google

Le *Bonhomme* peut-être a su vous surpasser,
Messieurs.... Non que je veuille ici vous rabaisser :
De vos sots détracteurs je ne suis point complice ;
Et crois, ô Despréaux ! que je te rends justice.
Le bon goût n'eut jamais défenseur plus zélé :
Jamais en si bons vers la raison n'a parlé.
Tu me vois prosterné devant ton *Athalie*,
Divin Racine ! Eh bien, pardon, je vous supplie ;
L'un & l'autre, à mes yeux, vous êtes trop parfaits :
Votre perfection ne m'inspira jamais
Ce touchant intérêt, ce charme inexprimable
Que j'éprouve toujours en lisant une Fable...
Celle des *deux Pigeons*, *du Meûnier & son fils*,
Le Chêne & le Roseau, *Garo*, *les Deux Amis*,
Sur-tout *les Animaux malades de la peste*...
Je finirois, je crois, par nommer tout le reste.
Sévigné... j'aime fort cette comparaison,
L'aimable Sévigné compare, avec raison,
Tout le Recueil avec un panier de cerises :
Les plus belles d'abord sont les premières prises ;
Puis de moindres, & puis enfin on mange tout.
On a cité ce mot plein d'esprit & de goût,
Dans une Pièce... Eh mais, Pièce, où, par parenthèse,
Notre bon La Fontaine auroit été bien aise
De se retrouver peint, mais peint au naturel.

La Fable auroit suffi pour le rendre immortel :
Mais je serois fâché qu'il n'eût pas fait tel Conte...
Car je les ai lus tous ; &, je le dis sans honte,

Digitized by Google

Je les lis sans malice, ainsi qu'il les a faits.
Ses Contes cependant ne sont pas si parfaits;
Mais on y lit tel vers qui vaut seul un Poëme.
Tenez : *Je voudrois bien déchausser ce que j'aime ;*
Ou bien ; *l'Oiseau n'est plus, vous en avez dîné ;*
L'essai des dons d'amour à Constance donné
Par son Amant, pourquoi ? quiconque aime le dit.
Ma-foi, l'on donneroit toute une Comédie ;
Pour avoir fait cela ; mais il ne l'a point fait.
Il ne les faisoit point, ses vers, il les trouvoit :
D'eux-mêmes ils venoient se ranger sous sa plume,
Il en auroit rempli de la sorte un volume,
Sans jamais soupçonner de quel prix ils étoient ;
Aussi les donnoit-il pour ce qu'ils lui coutoient.
Mais la Postérité qui met tout à sa place,
Mieux que lui de ses vers sent le prix & la grace,
Et relevant celui qui s'étoit abaissé,
Voit... C'est à quoi peut-être il n'eût jamais pensé,
Voit, dis-je, en ce naïf & charmant Fabuliste,
Un Philosophe, un Sage, un profond Moraliste.
C'est que notre Poëte a tous les tons, qui, tous ;
Car qui sait mieux que lui passer du *grave au doux?*
C'est qu'il est tour à tour naïf, tendre, sublime,
Avec quelle vigueur son *Payssan* s'exprime !
Eh mais, s'il entendoit un éloge pareil ;
Il diroit que j'abuse un peu de son sommeil.
Bon La Fontaine, hélas! pardon; c'est que je t'aime,
C'est que je suis tout fier de cette amitié même ;
Par cela seul, vois-tu, je crois valoir un peu.
Le nom de ton ami, j'en fais ici l'aveu,

Digitized by Google

Est pour moi le plus doux & le plus beau des titres;
Oui... mais déjà le jour perce à travers les vitres;
Et mon appartement, par degrés éclairé,
Laisse voir ton image : ô moment désiré!
C'est toi; voilà tes traits, voilà ton doux sourire :
Je te vois, il suffit; je n'ai plus rien à dire :
Aussi bien, je serois trop hardi, j'en conviens,
De hasarder mes vers, quand j'ai cité les tiens.

(*Par M. Collin d'Harleville.*)

COUPLETS

A une Demoiselle de seize ans, qui a l'habitude d'enchanter tous ceux qui l'entendent jouer du Piano-Forté.

Air : *La foi que vous m'avez promise.*

Tandis qu'Euterpe, à sa manière,
Amuse au Ciel les Immortels,
Avec le même Art, sur la Terre,
Vous savez charmer les Mortels.
Ces sons si doux feroient descendre
Vers vous les Habitans des Cieux,
Et le plaisir de vous entendre
Nous fait croire au séjour des Dieux.

Digitized by Google

Je regardois comme un délire
Ce que l'Hiſtoire racontoit
Des prodiges qu'avec ſa lyre
Orphée autrefois enfantoit.
Vous m'avez rendu plus traitable
Pour les faits de l'Antiquité :
Ce qui me ſembloit une fable,
Par vous devient réalité.

A tous les attraits du bel âge,
A ſes fugitifs agrémens,
Vous préférez, en eſprit ſage,
La culture des vrais talens.
Du temps, les meurtrières armes
Détruiſent les fleurs du Printemps.
Les talens ſont toujours des charmes,
Et vous aurez toujours ſeize ans.

(*Par M. l'Abbé C.....*)



Digitized by Google

SUR la Contribution patriotique.

LES grands travaux que l'Assemblée Nationale a faits pour la régénération du Royaume, ne peuvent acquérir une base solide que par la consolidation de la dette Nationale : elle est la pierre de touche de toutes ses opérations. Il faut enfin tirer le Public de cette cruelle anxiété qui le tourmente, & on ne le peut que par des moyens prompts & efficaces. Il n'est plus question de plâtrer d'anciens désordres ; il faut un ordre de choses qui rappelle la confiance, ranime le commerce, rende de l'énergie, de la vigueur à toutes les parties du Corps politique. Tous les moyens partiels sont insuffisans. Une réunion d'efforts, de vûes, de moyens & de combinaisons devient nécessaire pour calmer les esprits, les rassurer même pour l'avenir. L'Etat ne doit plus se trouver dans cette gêne qui sans cesse l'a obligé à des secours extraordinaires, & qui a épuisé le crédit & la confiance.

Les revenus fixes peuvent être aisément mis de niveau avec les dépenses fixes. Déjà l'Impôt désastreux de la Gabelle se trouve remplacé en partie. Les économies, les réductions de pensions, la suppression des anticipations, des intérêts de cautionnemens, des fonds d'avance couvriront, & beaucoup au delà, l'ancien déficit de 56 millions. Les craintes que l'on a eues à cet égard n'ont donc aucun fondement.

La Contribution patriotique exactement remplie, pourroit seule sauver l'Etat ; car de quoi peut-il être question dans ce moment-ci ? De

Digitized by Google

fournir des fonds au Trésor Royal pour faire face aux *besoins extraordinaires* de cette année, que le premier Ministre des Finances fait monter à deux cent quatre-vingt-quatorze millions, & dont près de cent millions sont déjà assurés (1).

La Contribution patriotique, décrétée comme elle vient de l'être, doit couvrir ce vide considérable & fournir même au delà. La France compte vingt-cinq millions d'habitans. Le cinquantième ou cinq cents mille habitans sont en état de satisfaire à cette contribution; en les mettant l'un dans l'autre à cent pistoles, cela fait une somme de cinq cents millions: & ce n'est pas sans doute exagérer que de porter la Contribution à ce taux; car si parmi ces cinq cents mille personnes, il y en a qui ne peuvent donner que deux, trois, quatre cents liv., un très-grand nombre donnera au dessus de mille liv. Il y a même tel grand Seigneur ou riche Particulier du Royaume qui a déjà contribué pour cent, deux cents, trois cents & même jusqu'à cinq cents mille liv.; ainsi ces Contribuables représentent cent à cinq cents personnes à mille liv. Je sais même que des Corporations & Communautés de la Capitale, qui ne sont composées que de trois cents personnes, ont déjà reçu des soumissions pour cinquante mille liv., & ces soumissions ne sont point complètes, à beaucoup près, plusieurs personnes de ces Corporations ayant porté leur argent aux Bureaux généraux de la Capitale, établis pour la perception de la Contribution patriotique; de sorte que ces Corporations n'ont reçu que celles d'une partie des Membres qui les composent.

(1) En Caisse, 10 millions; à recevoir de la Caisse d'Escompte, 28 millions; réduction des dépenses pour dix mois, 30 millions; vingtième du Clergé, 9 millions; sur les Receveurs généraux, 15 millions; en tout 92 millions.

Digitized by Google

Quand on porte à cinq cents millions la Contribution patriotique, on n'exagère point les ressources à cet égard ; on ne se fait point illusion. C'est une somme réelle sur laquelle la liberté peut se reposer en sûreté ; mais comme il n'y a que le tiers de cette somme qui doive être versé cette année au Trésor National, & que ce tiers ne couvre point, à beaucoup près, les dépenses extraordinaires, qui sont cependant les besoins urgens, ceux de l'instant, ne feroit-il pas digne d'une grande Nation comme la nôtre de redoubler de zèle dans ce moment-ci, & de faire en une seule fois, au mois de Juillet prochain, tant en argent qu'en billets, les payemens qui ne doivent avoir lieu qu'en 1791 & 1792 ? Une telle conduite n'attireroit-elle pas sur nous les regards de l'Europe attentive à tout ce qui se passe en France, & qui tient réellement du prodige ? Ne seroit-ce pas un nouvel hommage, une nouvelle preuve de notre amour pour tout ce qu'a fait l'Assemblée Nationale ? La Nation reçoit d'elle les plus grands bienfaits ; la Nation ne lui doit-elle pas les plus généreux sacrifices ? Une Contribution patriotique n'étant pas un impôt, mais un hommage que chacun de nous rend à la Patrie, à la Liberté, ne laissons point refroidir notre zèle à cet égard. A quoi tient le bonheur de toute la France ? à la restauration complète des Finances ; à couvrir les besoins extraordinaires de 1790 ; à mettre la Caisse d'Escompte en état de retirer le trop grand nombre de billets en circulation ; de payer ce qui restera à Bureau ouvert : car les recettes & les dépenses fixes sont à peu près balancées, ou du moins le pourront être très-incessamment, quand les Départemens sur-tout seront formés. Laisserons-nous donc le Trésor public dans une cruelle incertitude ? Laisserons-nous une partie de nos frères dans la détresse,

Digitized by Google

quand nous pouvons les sauver & sauver l'Etat, sans même ajouter aux sacrifices que nous sommes dans la résolution de faire? car je ne prétends point qu'on paye comptant les trois années de la Contribution patriotique; mais je demande que chacun de ceux qui doivent la payer, l'acquittent en une seule fois, un tiers en argent, & les deux autres tiers en leurs billets *au porteur* (1), payables en Juillet 1791 & 1792. On mettroit en tête de chacun de ces billets, *second payement, troisième payement de la Contribution patriotique.* Ces billets seroient, pour ainsi dire, des engagemens d'honneur, auxquels il me paroît impossible que l'on puisse manquer. Ils seroient, pour chacun de ceux qui les auroient signés, une dette sacrée, en laquelle le Public auroit d'autant plus de confiance, que par les Décrets de l'Assemblée Nationale, les successions même répondent de ces obligations.

Ces billets au porteur seroient donc des valeurs actives de la plus grande solidité, dont le Trésor Royal seroit aussi garant pour la portion qu'il seroit dans le cas de négocier, ou de donner en payement. Avec ces sûretés, il n'est point de Capitalistes qui ne préférât ces valeurs à toutes autres. Tous les billets sur les Provinces, comme *Lyon*, *Rouen*, *Bordeaux*, &c. pourroient actuellement se convertir en argent, parce qu'on ne paye qu'avec de l'argent dans les Provinces

(1) Les Citoyens qui, pour des raisons particulières, ne voudroient point donner leurs billets au porteur, fourniroient leurs *soumissions* séparées pour 1791 & 1792. Ces soumissions seroient remises aux Municipalités, & le Trésor public fourniroit des *assignats* pour le montant de ces soumissions, en les garantissant. Ce qu'il importe dans ce moment-ci, c'est que la Contribution soit complétement soldée, & que la Nation puisse regarder les billets au porteur & les *soumissions* comme un actif réel dont on puisse s'aider.

Digitized by Google

où les billets de la Caisse d'Escompte n'ont point de cours. Les Agens de change & les Courtiers feroient avec la plus grande facilité la négociation de tous les billets que chaque Négociant ou Commerçant auroit fournis, d'autant plus qu'il y a beaucoup de villes où les Capitalistes préfèrent même les billets à longs termes.

La masse de ces billets seroit remise à chaque Municipalité, qui en feroit l'envoi à la Caisse Nationale.

Le Trésor public pourroit se servir d'une partie de ces billets pour les besoins extraordinaires de cette année; l'autre seroit remise à la Caisse d'Escompte, en acquit des cent soixante & dix millions que lui doit la Nation. Cette Caisse trouveroit dans l'instant à les convertir en argent, en ne lui donnant sur-tout que les billets sur la Province, & en réservant les billets sur Paris, pour payer les Créanciers de la Capitale. Par cette opération, la Caisse d'Escompte recevant des Provinces de l'argent pour les billets qu'elle y feroit négocier, se trouveroit en état, dès le premier Juillet prochain, de payer à Bureau ouvert le reste de ses billets en circulation, & l'on verroit alors reparoître le numéraire; & les intérêts de la Caisse d'Escompte n'étant plus liés avec ceux du Trésor public, cet établissement continueroit d'être de la plus grande utilité au Commerce, comme il l'a été dès son origine.

Le moyen que je viens de proposer est simple. Sous quelque point de vue qu'on l'envisage, il ne peut avoir d'inconvéniens, & il présente les plus grands avantages: 1°. en soldant en une seule fois la Contribution patriotique, on en assure la rentrée, & le Gouvernement sait positivement sur quoi compter: on éloigne toute idée de détresse pour l'avenir; 2°. on couvre les besoins

extraordinaires de cette année ; 3°. on se met en état de remplacer en partie, & peut-être en totalité, les cent soixante & dix millions que la Nation doit à la Caisse d'Escompte ; 4°. on a des valeurs dont la conversion en argent, ou le placement à une partie des Créanciers de l'Etat sont faciles ; 5°. par la liquidation de la Caisse d'Escompte en effets, qu'elle peut réaliser en écus, on fait sur le champ reparoître le numéraire ; 6°. on est sûr de placer plus sûrement les *assignats* sur les Domaines & les biens du Clergé, parce que les revenus fixes & les dépenses fixes pouvant être balancés très-incessamment, les besoins extraordinaires étant assurés, la Caisse d'Escompte étant liquidée, le Public convaincu que la restauration des Finances est complète, ou le sera très-incessamment, aura la plus grande confiance dans ces *assignats*, dont le produit alors ne sera employé qu'à amortir la dette de l'Etat.

La demande des billets au porteur pour les deux derniers tiers de la Contribution patriotique, n'exige point, comme je l'ai déjà dit, de nouveaux sacrifices de la part des Contribuables. Toute personne de bonne foi qui paye son tiers en argent, pourroit-elle avoir de la répugnance à donner ses valeurs pour les deux autres tiers ? Il faut d'ailleurs que chacun sache que la *soumission* que l'on donne pour les deux derniers payemens, est tout aussi obligatoire que ces premiers. Mais ce qui est indifférent pour le Contribuable, ne l'est pas pour la chose publique : des billets au porteur sont un actif très-réel dont l'Etat peut se servir ; & si, comme l'a dit un des Membres de l'Assemblée : » La Constitution » peut seule ordonner la Finance, la Finance » peut seule achever la Constitution «. Volons donc au secours de la Patrie, qui dans ce moment appelle ses enfans autour d'elle ; faisons-

Digitized by Google

lui l'hommage en une seule fois du quart de nos revenus & de notre industrie : par cette noble action, nous redonnons dans l'instant de l'activité au commerce ; tout ce qui languit reprend la vie & de l'énergie ; la nouvelle Constitution s'établit sur une base inébranlable ; &, ce qui jusqu'à présent paroît encore comme un rêve aux yeux des Nations, acquiert une telle consistance, que tous les efforts réunis des passions, des intérêts particuliers deviennent impuissans ; & la France aura l'avantage d'avoir réalisé la première le plan le plus hardi, le plus étonnant, le plus vaste qu'ait jamais embrassé l'esprit humain pour la régénération entière d'un des plus grands Empires de l'Europe.

Le plan que je propose, & que plusieurs personnes me pressoient de rendre public, vient d'être réalisé à Rouen. Un digne & généreux Citoyen mande à M. Gastinel, Banquier à Paris, rue Dauphine, dans une Lettre en date du 1 Avril, ce qui suit :

» Il y a déjà long-temps, & depuis le Décret » de la Contribution du quart, que je dis & que » j'écris qu'il faut demander aux Contribuables » les deux derniers payemens de la Contribution » patriotique en leurs billets payables dans Paris » ou dans le Chef-lieu de leurs Districts.

» Les Capitalistes fourniront de l'argent ; nos » Courtiers m'ont assuré qu'ils donneront des » écus pour tous les billets de notre ville.

» Et comme, tant que je le peux, mes principes & mes actions marchent d'accord, je fus » hier payer ma Contribution patriotique. J'offris » en payement trois traites, une à vue, & deux » à époques ; cela parut faire hésiter les subalternes ; mais M. Ribard, Commissaire de la » Municipalité, présent, s'étant recueilli un ins-

Digitized by Google

» tant, me dit en m'embraſſant : Ah ! mon ami, » ſi tout le monde faiſoit comme vous, la France » ſeroit ſauvée ; c'eſt un trait de lumière ; il n'eſt » pas poſſible que l'idée n'en ſoit pas venue à » l'Aſſemblée Nationale. —— Il en eſt encore » temps, lui répondis-je ; je ſuis toujours flatté » d'en avoir donné l'exemple. —— Quel porte- » feuille, me dit-il, & quelle reſſource immenſe » pour les Capitaliſtes craintifs, de pouvoir pren- » dre le papier que l'honneur & le patriotiſme » ont fait créer à d'honnêtes Citoyens « !

Cette Lettre me rappelle que pluſieurs Citoyens de la Capitale ont auſſi offert en don à la Patrie leurs billets à époques fixes, mais dont les termes ont été très-rapprochés. On peut s'en aſſurer à la Caiſſe des Dons patriotiques.

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Corbillard* ; celui de l'Énigme eſt *Liberté* ; celui du Logogriphe eſt *Mercure*, où l'on trouve *Mère*.

CHARADE.

MON ſecond, cher Lecteur, ſe met ſur mon premier ;
Si tu veux t'élever, monte ſur mon entier.

(*Par un Abonné.*)

Digitized by Google

ÉNIGME.

Avec le monde je suis née ;
C'est, je crois, dater d'assez loin :
J'étois un sentiment, je deviens un besoin :
Alors sauvage, abandonnée,
Tristement je courois les bois.
On sait aussi que je fus autrefois
Une Divinité fêtée ;
Mais cela ne pouvoit durer ;
On fut contraint de m'adorer ;
Aussi je fus bientôt quittée :
Je quittai mes autels déserts,
Je repris les attraits d'une simple Mortelle,
Et je parcourus l'Univers.
J'étois encore jeune & belle ;
Des Héros furent mes Amans.
En Angleterre on m'offrit un asile ;
En France j'étois inutile ;
De complimens on m'accabla,
Et doucement on m'exila
En me chantant un Vaudeville.
En Espagne on me consola ;
On m'accueillit, on me brûla.
Je vieillissois & je fus oubliée ;
J'avois épousé des Tyrans ;
Je fus bientôt répudiée :
Je cachois loin du monde & ma honte & mes ans,

Digitized by Google

Et ma divinité flétrie,
Lorsque de la raison j'entends l'auguste voix ;
Elle parloit au nom de la Patrie ;
A ses enfans elle donnoit des Loix.
Bientôt de mes Amans je fus environnée ;
On détruisit mon horrible cachot,
Et je suis à présent l'Enigme devinée,
Dont chacun répète le mot.

(*Par M. de V...*)

LOGOGRIPHE.

JE suis, ami Lecteur, touchant & tapageur ;
Je sers à l'Artisan aussi bien qu'au Seigneur ;
J'ai la tête très-dure & ne peux rien apprendre,
Et cependant par fois l'on peut fort bien m'entendre.
Sept pieds forment mon être ; en les décomposant,
Tu me devineras, je crois, facilement.
D'abord tu trouveras ce que, pour l'ordinaire,
Forme un mal-honnête homme, un traître, un téméraire ;
Un animal rongeur ; un quatrième élément ;
Ce qui dans un bateau se trouve fréquemment ;
Ce qu'à son Régiment porte le Militaire,
Chose utile pour lui, même fort nécessaire ;
Deux notes de musique ; & pour tout dire enfin,
Ce que nous avons tous & qui n'a pas de fin.
Je ne puis, cher Lecteur, t'en dire davantage,
Ce seroit peu prudent, & je veux être sage.

(*Par M. d'Epineuil.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

MÉMOIRES du Maréchal de Richelieu, Pair de France, premier Gentilhomme de la Chambre du Roi, &c., &c., &c. Pour servir à l'Hiſtoire des Cours de Louis XIV, de la Régence du Duc d'Orléans, de Louis XV, & à celle des quatorze premières années du règne de Louis XVI, Roi des François & Reſtaurateur de la Liberté. Ouvrage compoſé dans la Bibliothèque, & ſous les yeux du Maréchal de Richelieu, d'après les porte feuilles, correſpondances & manuſcrits de pluſieurs Miniſtres Militaires, ſes contemporains. 4 Vol. in-8°. A Paris, chez Buiſſon, *Libr. rue Haute-feuille.*

PREMIER EXTRAIT.

C'EST un de ces Livres à qui l'empreſſement public aſſure un débit rapide & prompt. Ici le ſuccès du Libraire devance celui de l'Auteur; & la curioſité cherche à ſe ſatisfaire avant que le goût ait be-

Digitized by Google

soin de prononcer sur le mérite de l'Ouvrage. C'est ce qu'on éprouve en lisant les Mémoires du Maréchal de Richelieu. La singularité de son caractère & de sa destinée; ses succès en différens genres, son courage, l'agrément de son esprit, l'éclat de ses galanteries dans un temps où cette sorte de célébrité conduiroit quelquefois à des succès d'une espèce plus importante; la réputation que lui donna dès sa jeunesse sa liaison avec le Poëte le plus célèbre de son siècle qui le chanta sur tous les tons; ses Ambassades, sa conduite à Fontenoi, à Gênes, la prise de Minorque, la capitulation de Closter-Sewern, la longue vie d'un homme qui a vu Louis XIV & le Dauphin fils de Louis XVI, c'est-à-dire, une succession de sept Rois ou Princes héréditaires; ses trois mariages sous trois différens règnes; la faveur, & quelquesfois la familiarité de Louis XV, le rôle qu'il joua dans les affaires publiques & privées, & étrangères & intérieures, dans les négociations & dans les intrigues, ses places, ses emplois, la moisson de faits curieux, d'anecdotes intéressantes, que promettoient ses liaisons & ses correspondances avec un grand nombre d'hommes célèbres : voilà ce qui auroit fait rechercher les Mémoires du Maréchal de Richelieu, indépendamment des circonstances actuelles. Mais on sent combien ces circonstances ajoutent d'intérêt à leur

Digitized by Google

lecture, par les idées que font naître des changemens survenus comme tout à coup dans les opinions & dans les mœurs; contraste toujours frappant, qui donne lieu à des réflexions de plus d'un genre.

Parmi les singularités que présente le caractère du Maréchal de Richelieu, on peut compter pour une des plus remarquables la franchise hardie de se confesser au Public & à la Postérité; ce sont ses propres expressions. Il a lui-même voulu que le Rédacteur de ses Mémoires parlât de lui avec sincérité, & qu'il usât de la liberté qu'on se permettroit à Londres cent ans après les événemens. C'est ainsi qu'il en use lui-même; car, à l'exemple de tous ceux qui publient leurs confessions, il fait en même temps celle des autres, sur-tout celle des femmes, dont il a conservé très exactement les lettres & les billets, quelques uns mêmes sans les ouvrir. C'est un plaisir qu'il réservoit à son Historien, trait de caractère qui, de plus, représente assez bien les mœurs de la jeunesse au temps où ces billets furent écrits.

Autre bizarrerie non moins étrange. Les Mémoires de Richelieu se trouvent écrits sur les maximes les plus contraires au despotisme. Il est probable que le Maréchal, déjà très-vieux, après avoir choisi son Historien, sans s'informer de ses opinions politiques; après lui avoir ouvert sa Bibliothèque,

Digitized by Google

après avoir donné ordre à son Secrétaire de lui communiquer tous ses Porte-feuilles & ses Manuscrits, se contenta d'entendre les premiers Chapitres de son Histoire ; que l'âge ayant ensuite affoibli sa raison, & ne lui laissant vers la fin que des intervalles lucides, le Rédacteur, délivré de toute surveillance, & entièrement à son aise, s'est cru le droit d'écrire selon ses principes particuliers, plutôt que d'après ceux du Maréchal, quoiqu'il le fasse parler à la première personne, conformément à l'intention de M. de R. Nous ne chercherons point à cet égard des éclaircissemens qui ne peuvent être donnés que par des personnes instruites de ces détails, & intéressées à les publier. Le Public veut des faits, des anecdotes, de l'amusement, de l'instruction. Il en trouve dans ces Mémoires rédigés à la hâte, & trop négligemment écrits. Il lui importe peu de savoir comment ils lui viennent. Il pardonnera même au Rédacteur de faire parler le Maréchal de Richelieu comme M. Turgot, quelquefois même comme Algernon Sydney. C'est au moins une inconvenance, un défaut de goût. *Notandi sunt tibi mores.* Venons à l'Ouvrage même.

Le Maréchal de Richelieu, nommé d'abord le Duc de Fronsac, ne fut jamais le jour de sa naissance, mais il fut ondoyé à Versailles le 13 Mars 1696. Sa mère le mit au monde, après cinq mois de

Digitized by Google

groſſeſſe ſeulement. Il lutta quelque temps contre la mort, & fut enveloppé & conſervé dans une boîte de coton. Il fut préſenté à la Cour en 1710, & traité avec une bonté remarquable par Louis XIV, qui aimoit, comme de raiſon, le nom de Richelieu. Madame de Maintenon, qui avoit d'anciennes liaiſons avec toute ſa famille, l'appeloit ſon cher fils. Les graces de ſon âge & de ſa perſonne, la vivacité de ſon eſprit, quelques ſaillies heureuſes, des réponſes hardies, le firent bien vîte diſtinguer, & le mirent à la mode dans une Cour qui ſe ſouvenoit d'avoir été galante.

Le jeune Duc de Fronſac égaya les triſtes plaiſirs que la dévotion du Monarque y permettoit. Bientôt de bonnes raiſons engagèrent ſa famille à le marier. On parloit des préférences marquées que lui donnoit Madame la Ducheſſe de Bourgogne. Ces enfantillages, comme on les appeloit à la Cour, furent mal interprétés, & la jolie créature, l'aimable poupée, c'eſt ainſi qu'on nommoit le Duc de Fronſac, fut miſe à la Baſtille; on y avoit ſous ce règne été mis pour moins. Il fait de cette priſon une peinture qu'il croyoit effrayante; mais depuis ſa mort, nous avons mieux eu, & l'intérieur de la Baſtille eſt plus connu. J'eus, dit-il, tout le temps de maudire les ſervices que mon grand-oncle avoit rendus au deſpotiſme; réflexion qu'il eut lieu de renouveler dans la ſuite, puiſqu'il y fut mis trois fois.

Digitized by Google

Il eût été à désirer, pour le bonheur des peuples, qu'il s'en fût souvenu dans ses Gouvernemens pour s'y interdire l'usage des Lettres de cachet & des Actes arbitraires; mais trop d'hommes ont maudi les abus de l'autorité jusqu'au moment qui les en a rendus les dépositaires, & leur a donné les moyens d'en abuser à leur tour.

Après une assez longue détention, on lui envoya à la Bastille, sa femme, fille du Marquis de Noailles, nièce du Cardinal. Elle fut reçue avec la vénération due à l'Envoyée du plus grand Roi du monde; mais elle retourna à la Cour comme elle en étoit sortie. Louis XIV vouloit régner sur les sentimens de ses sujets, comme il s'efforçoit de régner sur leurs opinions; & le séjour du Duc de Fronsac à la Bastille se trouva prolongé. Mais enfin il obtint sa délivrance; grace aux cris des femmes de Paris & de la Cour, sur-tout, dit-il, de celles qui savoient par expérience quel devoit être dans ma prison mon plus grand supplice.

Il partit de la Bastille pour aller à l'armée de Flandre, où le Maréchal de Villars le prit pour son Aide-de camp. On sent combien le jeune Duc de Fronsac fut agréable au Général, dont il a reproduit plus d'une fois les manières libres & hardies, la vivacité brillante, & une certaine audace fanfaronne. M. de R..... raconte un trait qui montre combien ce Général

Digitized by Google

ſavoit, malgré ſon âge, ſe prêter aux goûts de la jeuneſſe Françoiſe. Il y avoit dans Marchiennes, qu'il aſſiégeoit, une Italienne d'une beauté rare & célèbre. Le Maréchal jugea cette conquête digne d'exciter l'émulation des aſſiégeans, & de redoubler le zèle de ſes Aides-de-camp & des jeunes Colonels pour le ſervice du Roi : c'eſt en effet à quoi il réuſſit. Cette idée du Maréchal de Villars pouvoit effaroucher la dévotion d'une vieille Cour où l'on ſe faiſoit une peine d'employer Catinat, parce qu'il oublioit quelquefois la Meſſe. Mais Villars courut le riſque de déplaire; le ſalut de l'Etat paſſe avant tout. Au ſurplus, Marchiennes fut priſe, ſans qu'il arrivât d'accident à la belle Italienne qui s'étoit ſauvée la veille. Ce fut un grand chagrin chez les vainqueurs. On connoît tous les ſuccès de cette campagne qui ſauvoit l'Etat ; mais il eſt remarquable que la Cour fut quelque temps ſans en vouloir ſentir l'importance; tous les récits qui venoient de l'armée s'appeloient des forfanteries de Villars. C'eſt ce dont le Duc de Fronſac fut témoin, car ce fut lui qui fut chargé de porter ces agréables nouvelles à Fontainebleau. C'étoit reparoître à la Cour d'une manière brillante. Depuis ſa ſortie de la Baſtille, il n'avoit point eu l'honneur de voir le Roi & de le remercier ſuivant l'uſage; il ſe montroit devant lui, après avoir réparé

Digitized by Google

quelques fautes de jeuneſſe par une belle conduite à l'armée, bleſſé & le bras en écharpe. Il raconte qu'en préſence du Roi ſon reſpect fut mêlé d'une terreur involontaire, & que toutes les horreurs de la Baſtille lui revinrent à l'eſprit. Le Roi ayant entendu le récit des détails de la campagne, lui dit d'un air ſatisfait : La conduite que vous avez tenue efface la honte de la Lettre de cachet que j'ai ſignée contre vous. Comportez-vous bien, car je vous crois deſtiné à de grandes choſes. Le Maréchal avoue que ce mot lui inſpira de l'ambition, le releva beaucoup à ſes propres yeux, & lui donna une plus haute idée de lui-même. Tel étoit l'aſcendant que Louis XIV exerçoit ſur tout ce qui approchoit ſa perſonne ; & on ſait que cette influence s'étendoit beaucoup plus loin.

Le jeune Duc retourna à l'armée ; il raconte la ſuite des événemens juſqu'à la ſignature du Traité de Raſtadt ; & revenant ſur ce qui s'étoit paſſé à Gertruydemberg, il aſſure que de toutes les humiliations que le Roi y reçut, une de celles qu'il reſſentit le plus douloureuſement, ce fut la publication d'un Mémoire, que les ennemis répandirent en France avec profuſion. Dans ce Mémoire, les Alliés invitoient les François à demander leurs anciens Etats-Généraux. Ils diſoient que l'orgueil & l'ambition

bitson du Roi étoient les seules causes des guerres de son règne (en quoi certes ils avoient raison) ; & que pour s'assurer d'une paix durable, il falloit ne point poser les armes que les Etats-Généraux ne fussent assemblés. Croiroit-on que, malgré l'emprisonnement, l'exil, la fuite ou les supplices de deux millions de François, ce Mémoire ne fit presque aucune espèce d'effet en France ? Cependant le Roi en conçut un vrai chagrin & prit soin d'y faire répondre. C'est cette réponse qu'il faut lire. On y trouve des raisons qu'on a répétées de nos jours, quelques-unes qui ont été réfutées, quelques autres que le mépris a laissées sans réponse ; enfin, il y en a qui n'ont pas même osé se reproduire. L'oubli, quelquefois même le dédain des gens en place pour l'observation de ces nuances qui marquent si bien la différence des diverses époques, est une des grandes causes de leurs fautes & de leurs méprises.

Les Mémoires de M. de R..... contiennent plusieurs de ces pièces vraiment curieuses. On peut citer, entre autres, une lettre du Maréchal de Villars au P. de la Chaise, écrite des Cévennes, où le Maréchal, alors si nécessaire en Allemagne, faisoit la guerre aux *Camisards* & à M. Cavalier. On s'étonne, & c'est bien le moins, de voir un Général célèbre, faisant sa cour à un Jésuite par le détail militaire de ses exploits, où les roues & les gibets

ne sont pas oubliés. Il falloit se mettre en règle & avoir pour soi la Compagnie de Jésus qui étoit celle du Maître. Au Roi la liste des conversions, au Confesseur celle des supplices. Rien de mieux conçu; & tout étoit en règle sous ce règne si vanté. Observons sur ces complaisances de Villars pour le Jésuite la Chaise, que cet art des ménagemens habiles s'appeloit alors bonne conduite, & tenoit à une science long-temps fort respectée, connue sous le nom de *science du Courtisan*. Elle baisse un peu, mais les Rois n'y perdent pas autant qu'on voudroit le leur persuader.

Le Rédacteur des Mémoires de R..... consacre quelques Chapitres à peindre l'intérieur de la Cour, dans les quinze ou vingt dernières années de ce règne. Les Mémoires de Saint-Simon, récemment publiés, du moins par extraits, avoient déjà fait connoître cet intérieur. Ceux de R. ajoutent plusieurs traits à cette peinture. A la vérité, ce ne sont que des Anecdotes, mais elles sont souvent liées à de grands évènemens, à de grands intérêts, à des noms célèbres ou imposans. C'est en vain que la Philosophie semble dédaigner les détails anecdotiques, ou du moins réclame contre le plaisir qu'elle trouve à s'y arrêter. Un intérêt involontaire nous attache malgré nous à ces contrastes de la grandeur des choses & de la petitesse des personnes, du bonheur apparent &

Digitized by Google

du malheur réel. Tant de moyens de gloire véritable réduits en vanités de Cour, tant de sources de vrais plaisirs ne produisant que des amusemens futiles, & quelquefois des amertumes douloureuses: voilà les idées qui, plus puissantes, quoi qu'on en dise, que cette malignité humaine si souvent rebattue, ramènent les regards sur les foiblesses des Cours. Le Philosophe & l'homme du Peuple trouvent presque également à penser, du moins à sentir, en voyant un Dauphin de France, âgé de 40 ans, honoré de quelques succès à la guerre; élève de Bossuet & de Montauzier, né avec d'heureuses dispositions, mais un caractère foible, conduit par degrés & retenu dans une sorte d'anéantissement à la Cour; un fils du Roi de France, père d'un Roi d'Espagne, n'osant prétendre à la plus petite grace pour lui ni pour les autres; & découragé par le sévère despotisme du Roi, passant des journées entières, appuyé sur ses coudes, se bouchant les oreilles, les yeux fixés sur une table nue, ou assis sur une chaise, frappant ses pieds du bout d'une canne pendant toute une après dînée; enfin mourant à Meudon, presque oublié de la Cour, abandonné de ses Officiers, enseveli même sous le cérémonial de son rang, & recouvert après sa mort du poêle banal qui servoit aux Paysans du village.

En lisant le Rédacteur des Mémoires de

Digitized by Google

R...., ce n'eſt pas Tacite qu'on lit ; mais les yeux s'arrêtent fréquemment ſur des perſonnages & ſur des objets qui ſemblent appeler ſes pinceaux. Un vieux Souverain couvert long-temps d'une gloire menſongère, maintenant éclipſée, payée des larmes & du ſang de ſes peuples, triſte, languiſſant entre ſa Favorite & ſon Confeſſeur, qui l'applaudiſſent d'expier les égaremens de ſa jeuneſſe en tourmentant la conſcience de ſes Sujets : environné de ſes enfans naturels, qui font de lui le jouet de leurs intrigues & l'inſtrument de leur ambition ; haïſſant preſque dans ſon fils légitime ſon héritier néceſſaire ; aimant trop peu ſon petit-fils, dans lequel il ne voit qu'un élève de Fénélon, un Prince qui penſe que les Rois ſont faits pour les Peuples, & non les Peuples pour les Rois, eſpèce de blaſphême alors ; déteſtant ſa Capirale, qui feint d'ignorer une grande maladie de ſon Roi, tandis qu'elle a regardé celle du Dauphin comme une calamité publique ; accablé d'ennuis dans une Cour où l'on amuſe ſon orgueil par des ſuppoſitions abſurdes, par la réception d'un prétendu Ambaſſadeur de Perſe, aventurier Portugais, payé par les Jéſuites pour jouer cette comédie, & inſtruit par eux pour ſe charger du rôle : les mêmes honneurs de l'Ambaſſade publique accordés au Général des Minimes, à celui des Capucins arrivés de Rome ſous prétexte de viſiter leur Ordre, mais en effet mandés

Digitized by Google

par la Favorite, pour occuper le désœuvrement du Roi ; enfin, la mort du Despote livré pendant trois jours aux soins de quelques domestiques subalternes, abandonné de son Confesseur, qui vient intriguer à Paris pour la régence, de sa femme qui s'enfuit à Saint Cyr, & qu'il rappelle d'autorité : la Capitale célébrant sa joie par des fêtes, des fanfares, des bals établis de Paris jusqu'au lieu de la sépulture, où le convoi arrive à travers champs, & par des routes inconnues, pour échapper à l'indignation d'un Peuple qui mêle à des applaudissemens d'allégresse, le nom de mauvais Roi. Mauvais Roi ! quel mot dans la bouche d'un Peuple si connu par son amour pour ses Monarques, si pressé de les aimer, pour me servir d'un mot cité par le Maréchal de Richelieu lui-même! Qu'on ne s'étonne plus si Louis XIV n'a point conservé, dans le langage ordinaire, le nom de Grand que lui donna la flatterie de ses principaux Sujets, & qui parut presque adopté par l'Europe un moment séduite. Le Peuple a protesté contre l'adulation de la Cour ; le Peuple, c'est-à-dire, le fond de la Nation si malheureuse sous ce règne, a triomphé des Panégyristes, des Orateurs, des Poëtes, de tous les dispensateurs de la gloire ; lui seul dispose des surnoms donnés aux Rois ; lui seul fait leur renommée après leur mort, comme il fait leur puissance pendant leur vie. Il est vrai qu'en

Digitized by Google

parlant d'un de ses Rois les plus aimés, il ne dit pas Henri le Grand; mais il dit, le bon Henri. En préférant sa bonté à la gloire, il croit lui donner de la grandeur en effet davantage.

L'Historien de M. de Richelieu, ayant trouvé dans la Bibliothèque du Maréchal un grand nombre de Manuscrits précieux, & de Pièces originales sur le siècle de Louis XIV, a cédé à la tentation de considérer ce Prince comme Roi. Il examine son gouvernement dans le plus beau temps de sa gloire, & alors cette gloire paroît un peu trop achetée. Ici l'Histoire, il faut l'avouer, ressemble en quelque sorte à la satire. Mais les faits étant inconteſtables, comme ils le sont, que peuvent répondre les panégyristes de Louis XIV? Qu'opposeront-ils à cette longue liste d'impôts, de vexations, de violence, à ce tableau d'infortunes publiques & particulières? Il seroit trop long d'exposer comment ce Prince, ayant réuni dans sa personne tous les pouvoirs publics, fit peser à la fois tout son despotisme sur tous les corps de l'Etat, & sur tous les particuliers, divisant les uns, isolant les autres, dominant sur tous par la force, par la ruse, par la corruption. Il seroit curieux d'observer comment, malgré l'emploi habituel de ces moyens odieux, il parvint à inspirer à ses Sujets une sorte d'enthousiasme pour sa personne; & à faire de sa gloire particulière, la principale pensée, & en quelque sorte la fin dernière de tout ce qui

Digitized by Google

se fit ou même s'écrivit sous son règne. On sait qu'il étoit devenu une espèce de divinité. On lit parmi cent traits qui en présentent la preuve, on lit dans une Lettre de Racine, écrite à Madame de Maintenon, ces propres termes : Dieu m'a fait la grace, Madame, en quelque compagnie que je me sois trouvé, de ne jamais rougir de l'Evangile ni du Roi. Enfin, l'idée que Louis XIV conçut de lui-même, parut plus d'une fois s'accorder avec celle de ses Sujets. Il lui arriva de dire un jour au Cardinal, dont il approuvoit la conduite, dans une de ces querelles théologiques (ces tracasseries s'appeloient alors les troubles de l'Eglise) : M. le Cardinal, j'ignore si Dieu vous tiendra compte de la conduite que vous avez tenue ; mais quant à moi, je vous assure que je ne l'oublierai jamais.

On ne peut s'empêcher d'admirer la fatalité qui préside aux destinées des Nations, en voyant la réunion de circonstances antérieures, ou contemporaines, qui préparèrent & servirent le despotisme de ce Prince ; l'assemblage de ses qualités & de ses défauts, de ses goûts, de ses habitudes, de ses penchans assortis comme à dessein & mis en accord pour le conduire à ce terme fatal. La longueur de ce règne, pendant lequel s'affermirent & s'enracinèrent tous les préjugés politiques, nuisible à la Société, où toutes les institutions, tous les établissemens portèrent l'empreinte d'une

Digitized by Google

servitude plus ou moins ornée, plus ou moins embellie, où l'esclavage public, rehaussé par l'éclat du Souverain, sembloit s'énorgueillir de jour en jour à mesure qu'il devenoit un culte religieux, & préludoit à l'apothéose du Monarque; enfin, le résultat de cette illusion affoiblie, mais non détruite, qui vers les derniers temps laissoit Louis XIV avec son orgueil & ses chagrins, la France avec ses disgraces, sa misère & son avilissement, livrée à des Arts agréables ou à des goûts futiles, sans connoissances sur les principes de la Société ni du Gouvernement, sur les moyens de réparer ses maux & d'en prévenir la renaissance; en un mot, abandonnée à tous les hasards d'un avenir incertain, & aux caprices d'un despotisme qu'elle avoit déifié soixante ans dans la personne du Prince, qui en avoit le plus long-temps & le plus constamment abusé.

Le Rédacteur des Mémoires a très-bien senti que cette peinture du siècle de Louis XIV, quoiqu'appuyée de faits, révolteroit les partisans du système despotique; qu'ils vanteroient le bonheur de la France, au moins dans l'époque des succès du Roi, n'imputant qu'aux malheurs de la guerre de la succession, les désastres qui accablèrent les Peuples. L'Historien, pour forcer ses Adversaires dans leurs derniers retranchemens, prouve que la France étoit dans la détresse aux temps les plus marqués par la gloire

Digitized by Google

du Monarque (1), & dès l'année 1671. Il pouvoit même remonter plus haut, puisque, dès l'année 1664, Louis XIV avoit fait banqueroute aux Créanciers de l'Etat. C'est ce qu'on voit par les vers de Boileau, imprimés l'année suivante.

Plus pâle qu'un Rentier
A l'aspect d'un Arrêt qui retranche un quartier.

Ainsi les conquêtes de Louis XIV furent précédées par une violation de la foi publique, dont rougissent maintenant les Ministères les plus avilis. Ainsi le même Poëte, destiné à chanter ensuite les victoires du Roi, fournit la preuve & indique la date d'une banqueroute odieuse, dont la honte préludoit à des victoires inutiles. On voit que dès-lors la France avoit plus besoin de guérir ses blessures, que de conquérir la Franche Comté, qu'il fallut rendre bientôt après, & d'envahir la Hollande qu'on évacua presque aussi-tôt. Un autre fait rapporté ailleurs par l'Historien, montre (toujours dans cette brillante époque) à quel point la France étoit malheureuse, puisqu'un grand nombre de terres étoient

(1) Voltaire cite & fait valoir les quatre années de Tailles arriérées que le Roi remit au Peuple; mais on sait que le Peuple ne doit quatre années de Tailles que lorsqu'il est hors d'état d'en payer une.

Digitized by Google

tout-à fait abandonnées, & que Colbert défendit par une Loi expresse, aux Propriétaires, d'abandonner une terre, à moins qu'ils ne renonçassent à toutes leurs autres possessions; Loi absurde & déshonorante pour la mémoire de ce Ministre, mais qu'on ne cite ici que comme une preuve du triste état où la France étoit déjà réduite.

Nous nous arrêterions à ces preuves de fait suffisantes pour qui veut réfléchir, si quelques Mémoires de Colbert, marginés par le Roi, & formant une espèce de correspondance entre Louis XIV & son Ministre, ne confirmoient ces tristes vérités, & n'achevoient de mettre sous les yeux du Lecteur la situation réelle du Royaume. C'est d'ailleurs, comme on va le voir, un monument trop curieux à plusieurs égards.

Dans le premier Mémoire, qui a pour objet la réforme des Finances, Colbert propose au Roi quelques diminutions sur les dépenses qu'il faisoit pour le Château de Versailles. Le Roi répond: *Vous savez mon intention sur Versailles.*

Colbert propose, par économie, de diminuer le nombre des Prisons royales, dont il démontre d'ailleurs l'inutilité, les inconvéniens & les abus. Le Roi répond: Je verrai cet article séparément. *Mon autorité exige qu'on ne perde pas de vue ce qui peut la maintenir.*

Colbert vouloit obtenir quelques retranchemens sur les divertissemens de Sa Maj. Il s'agit de faire passer cet article, & pour

Digitized by Google

y parvenir, il déclare qu'il a toujours devant les yeux cette belle maxime, (c'est ainsi qu'il la qualifie) : *Qu'il faut épargner cinq sous aux choses non nécessaires, & jetter les millions quand il est question de la gloire du Roi. En mon particulier*, ajoute-t-il, *un repas inutile de mille écus me fait une peine incroyable ; & lorsqu'il est question de millions d'or pour la Pologne* (il s'agissoit de faire nommer Roi le Prince de Conti), *je vendrois tout mon bien, j'engagerois ma femme, mes enfans, & j'irois à pied toute ma vie pour y fournir s'il étoit nécessaire. Votre Majesté excusera s'il lui plaît ce petit transport.* Le Roi excusa sans doute le petit transport, comme on put le voir par l'immensité de la fortune que laissa Colbert. Mais c'étoient ces *petits transports* qui valoient aux Ministres des gratifications énormes, des sommes considérables aux mariages de leurs enfans, des graces de toute espèce. Voilà ce qui fournissoit à Louvois, car il avoit aussi de *petits transports*, tous les moyens de faire à son Palais de Meudon des dépenses royales, & le mettoit dans le cas de dire à ses amis : J'en suis au quatorzième million. Il faut remarquer que les Ministres étoient sûrs de n'être jamais inquiétés, depuis que le Roi s'étoit expliqué sur le regret d'avoir poursuivi Fouquet ; & de plus ayant dit plus d'une fois : *Il est juste que ceux qui font bien mes affaires,*

Digitized by Google

faſſent bien les leurs ; ils ſe croyoient à l'abri de tout reproche par ces mots qui ſembloient autoriſer en quelque ſorte leurs déprédations. Revenons aux Mémoires de Colbert.

Un de ces Mémoires paſſe en revue les dépenſes inutiles, la marche & le raſſemblement des armées dans les Provinces, qui ruine le Royaume, pour *devenir un amuſement de Dames*, l'état des affaires *prêt à tomber*, la misère des campagnes, *ou tout tombe dans la confuſion*, &c. &c. Ce Mémoire reſta ſans réponſe ; mais on ſait que peu de temps après, le Roi répondit à des repréſentations du même genre, dans une Lettre datée de Nanci, 1673 : *Je connois l'état de mes affaires, & je vois ce qui eſt néceſſaire. Je vous ordonne & vous exécutez, c'eſt tout ce que je déſire.*

Une autre fois, il lui mande, toujours en 1671 : *Ne croyez pas que mon amitié diminue, vos ſervices continuant ; cela ne ſe peut, mais il faut me les rendre comme je les déſire, & croire que je fais tout pour le mieux.*

Dès ce temps, il y eut plus d'une fois des ſoulévemens pour de nouveaux impôts. Il y en eut un ſur-tout en Languedoc ; Colbert en inſtruit le Roi. Le Roi répond : *Je ſais ce qui s'eſt paſſé, j'ai donné ordre que les troupes marchaſſent.*

On ſent que dans cette correſpondance, Colbert ſouvent maltraité, eſſayoit d'appaiſer ſon Maître, & la meilleure manière

Digitized by Google

étoit de trouver de l'argent; alors le Roi changeoit de ton & devenoit plus doux. Vous n'avez que faire, écrivoit-il un jour à son Ministre, de me recommander votre fils; je vous tiendrai parole & en prendrai un très-grand soin. Il ne fera rien de mal-à-propos, mais s'il le faisoit, je ne le lui laisserois pas passer.

Colbert transporté répond: Les paroles me manquent, Sire, pour exprimer combien je suis pénétré des bontés que V. M. témoigne à mon fils. . . . . Heureux s'il sait profiter d'un si grand avantage! *& bienheureuses seront les fautes qu'il fera*, puisqu'elles seront rectifiées par le meilleur Maître, le plus éclairé de tous les hommes, & le plus grand Roi qui ait jamais monté sur le trône!

Ces citations suffisent pour montrer tout le caractère de Louis XIV, & donner une idée précise du ton établi entre le Roi & son Ministre. Il résulte de cette correspondance, que Colbert vouloit avant tout, comme tout Ministre, vivre & mourir en place, ensuite faire le bien s'il l'avoit pu sans déplaire. Il n'est pas moins évident que Louis XIV demandoit à Colbert trois choses, souplesse, argent, silence, & que ses bontés étoient à ce prix; enfin, que l'égoïsme le plus complet, armé du despotisme le plus absolu, c'est Louis XIV & son règne. Il est certainement de tous les Rois, celui qui a tenu plus immédiatement

Digitized by Google

rassemblés sous sa main, tous les ressorts de sa puissance, & a le plus déterminé leur mouvement au profit de ses jouissances personnelles, de ses passions, de son orgueil & de ses préjugés.

Après ces détails, dont la plupart n'étoient pas ignorés de Voltaire, ou qu'il étoit à portée de savoir aussi-tôt qu'il auroit voulu, on a quelque peine à concevoir comment il a pu composer son Siècle de Louis XIV dans un esprit & sur des principes si peu favorables aux vrais intérêts de l'humanité. Le grand nom de Louis XIV avoit-il, malgré le malheur de ses dernières années, subjugué l'imagination naissante du jeune Poëte? & cette illusion se prolongea-t-elle jusque dans l'âge de sa maturité? Il est plus probable qu'ayant déclaré la guerre au fanatisme religieux, il crut avoir en lui un adversaire assez redoutable, & vit trop de dangers à combattre en même temps le despotisme politique. Peut-être pensa-t-il aussi qu'en traitant dramatiquement le personnage de Louis XIV, & faisant de lui, comme d'un Héros de Théatre, l'objet d'une admiration constante & d'un intérêt soutenu, cet intérêt tourneroit au profit de son Ouvrage & en accroîtroit encore le succès. Enfin, le mérite d'avoir protégé les Beaux-Arts, étoit pour Voltaire le premier mérite, & couvroit à ses yeux une partie des fautes du Monarque: indulgence bien pardonnable dans un

homme auſſi paſſionné pour les Arts, ſeul beſoin de ſon ame, ſeul intérêt de ſa vie, ſeule ſource de ſes plaiſirs & de ſa gloire. Ne voyons-nous pas en ce moment même, d'excellens Citoyens, d'ailleurs zélés pour la Révolution, mettre en balance avec l'intérêt qu'ils y prennent, l'intérêt des Beaux-Arts, & ſur-tout de l'Art Dramatique, dont la ruine leur paroît inévitable ? Ce ſont des gens diſpoſés à ſe rappeler Virgile & Racine, plutôt que Homère, Sophocle, Menandre, &c. Il ſeroit bon de ſonger à tout, & d'ailleurs il faudroit conſidérer que d'acheter des belles Tragédies, de bonnes Comédies au prix de tous les maux qui ſuivent l'eſclavage civil & politique, c'eſt payer un peu cher ſa place au Spectacle.

Traité Elémentaire, ou Principes de Phyſique, fondés ſur les connoiſſances les plus certaines, tant anciennes que modernes, & confirmés par l'expérience ; par M. Briſſon. 3 Vol. in-8°, avec 43 Pl. Prix, 21 liv. br. & 24 liv. reliés. A Paris, chez Moutard, Impr.-Libr. rue des Mathurins, Hôtel de Cluni.

Cet Ouvrage eſt le plus complet qui ait été publié juſqu'ici ; il eſt enrichi de deux Tables de Synonymes, contenant l'ancienne & la nouvelle Nomenclature chimique. Nous reviendrons inceſſamment ſur ce Traité.

Digitized by Google

VARIÉTÉS.

DESCRIPTION d'un Projet pour une Salle ou Basilique Nationale, avec tous ses Accessoires, pour y assembler les Représentans de la Nation Françoise (1).

LES nombreux suffrages qu'a réunis le Plan qu'on va lire, sont le motif de son insertion dans ce Journal. Ce Projet a été présenté à la Commune, ainsi qu'aux 60 Districts ; & le 30, l'Assemblée Nationale a bien voulu en ordonner le dépôt aux Archives, & en faire mention dans son Procès-verbal.

CE Projet est disposé sur le terrein du Convent des Religieuses Capucines. Le point d'alignement est le milieu de la Place Vendôme, à l'opposé des Feuillans.

Cette situation, suivant l'Auteur, est préférable, pour recevoir ce Monument, à toutes celles qu'il a pu trouver par ses recherches sur le Plan de Paris.

Ce terrein est régulier & vaste. Il contient

(1) Le projet de ce Plan est gravé, & se trouve chez l'Auteur.

Digitized by Google

environ 11,200 toises de superficie, à la proximité du Palais du Roi, qui peut y venir par une rue qui, prenant la longueur du Manége & du Jardin des Tuileries, iroit aboutir du petit Carrousel à la Place de Louis XV; une grille clorroit les Tuileries le long de la Terrasse des Feuillans. A droite, en face de la Place Vendôme, à travers le Couvent des Feuillans, une rue seroit percée, laquelle dégageroit tout ce quartier, & arriveroit aux Tuileries : c'est par cette rue & à travers la Place que l'on arriveroit à cette Basilique Nationale.

On doit sentir combien cette situation est grande & heureuse, puisqu'elle réunit toutes les convenances. Elle seroit dégagée de toute part par les Boulevarts & les rues qui l'environnent, & par la vaste Place Vendôme, dans laquelle se retireroient les voitures. La rue percée sur le terrein des Feuillans, aboutiroit à une grille sur les Tuileries, & à travers le Jardin à la rivière : voilà la disposition générale du Projet.

Détail du Monument.

L'entrée A sur la Place Vendôme, fermée d'une grille appuyée sur deux Corps-de-Garde B.

Un carré long avec deux portiques C en ordre dorique sur l'entrée, & l'autre sur le fond, enveloppent le Monument central, & servent à communiquer par-tout à couvert.

Le centre du Monument est la grande salle d'Assemblée générale D, soutenue de chaque côté par deux galeries E, où se tiennent les Députés avant l'ouverture des travaux, avec une entrée de droite & de gauche à ladite Salle. Ensuite du portique d'entrée C est un grand vestibule public F, où se tient la livrée, aux deux bouts duquel sont

Digitized by Google

deux grands escaliers pour monter à l'amphithéatre public. Cet amphithéatre sera divisé en trois parties ; celles des deux côtés du Président auront chacune un escalier & entrée à part du Public.

La grande Salle est dans la forme des amphithéatres antiques : un grand demi-cercle appuyé sur un carré en est la forme ; le pourtour du cercle est occupé par des gradins pour placer les Députés au nombre d'environ 210. Plus bas, de droite & de gauche, sont deux petits Amphithéatres séparés du tout, pour les Députés étrangers & les Suppléans ; il en contiendra 360.

Dans la même disposition, mais excentrique, est disposé un Amphithéatre plus élevé de 6 à 8 pieds pour isoler le Public (il peut au total contenir 1350 personnes à la fois), & faire distinguer plus parfaitement au Président les Députés dans le moment où l'on vote. L'on parvient à cet Amphithéatre, sans entrer dans l'intérieur, par les deux escaliers du grand vestibule.

De droite & de gauche, & au dessus de l'entrée du milieu, les portes pratiquées dans les gradins seront couronnées par trois tribunes pour les Orateurs, lesquelles, par leur disposition, font aisément circuler leur voix dans le pourtour général.

L'entrée principale est sur le vestibule public, & aboutit à la barre en face du Président.

La place du Président G & des Secrétaires occupe le fond, en avant d'un portique en colonne simple, servant d'entrée à la salle du Comité H. A portée du Président & des Députés, de droite & de gauche, sont deux Salles I pour les principaux Secrétariats : ce Comité seroit seulement fermé, sur la grande Salle, par des draperies entre chaque colonne, pour donner à ce lieu le caractère d'un Temple, d'où sortiroient les décisions qui forment les loix. L'entablement seroit

Digitized by Google

surmonté de socles couronnés du génie des Loix, faisant centre d'un grand archivolte à jour pour éclairer la grande Salle. Ce Temple paroîtroit isolé par la masse de lumière qui le couronne.

Les portiques extérieurs d'entrée sont appuyés sur des stylobates, & en avant est un grand Perron sur toute la face.

Quatre galeries L communiquent du Monument central aux bâtimens accessoires du pourtour, & aux galeries & percées de communication générale, lesquelles donnent entrée aux escaliers & aux bâtimens de services nécessaires, comme Imprimerie, &c. & aux différentes entrées & sorties particulières, tant sur les Boulevarts que sur les rues.

Le fond général du terrein est occupé par une grande partie circulaire M, appuyée sur deux pavillons, qui sont destinés, l'un pour la Trésorerie, & l'autre aux Archives N : ce demi-cercle est aussi dans la forme des amphithéatres anciens, & contient, autez de chaussée, tous les Comités; au premier étage, tous les Bureaux nécessaires. Cette disposition met à part tout le travail particulier. Le travail public est au centre, & tous les autres accessoires aussi séparés, mais le tout se communiquant avec aisance. Le fond du terrein O sera terminé par un promenoir en arbre, avec sortie sur les Boulevarts. Si l'on trouve que ce projet a trop d'étendue, sans déroger à sa forme ni à l'emplacement, il sera aisé de le réduire, pour qu'il ne contienne que 7 à 800 Députés, & le reste en proportion, pour les Législatures prochaines.

Les décorations ne sont données que par la nécessité, & c'est la disposition qui les forme.

Ce que l'Auteur présente ici n'est qu'une es-

Digitized by Google

quisse disposée sur ce bel emplacement; elle est susceptible d'une étude profonde que la nécessité dicte : son zèle demande de l'indulgence & des lumières.

Par M. PETIT-RADEL, Architecte, rue de Bourbon-Villeneuve, N°. 49.

Nota. L'Auteur de ce Projet a commencé à jetter sur le papier ses premières idées, à la fin de Novembre 1789, & les a même communiquées à plusieurs amis.

SPECTACLES.

Tous les Spectacles se sont ressentis de la défaveur des circonstances; mais le tableau suivant va prouver que leur zèle ne s'est point ralenti.

ACADÉMIE ROYALE DE MUSIQUE.

Il a été donné sur ce Théatre 5 Opéras nouveaux : *les Parvenus*, en un acte, paroles de M. Rochon de Chabanes, musique de M. Lemoine; *Aspasie*; *Démophon*, Tragédie, en trois actes, musique de Vogel; *Nephté*, paroles de M. Hofman, musique de M. Lemoine; & *le Moulin & les Pommiers*, paroles de M. Forgeot, musique de M. Lemoine;

Digitized by Google

Avec un Ballet pantomime, *Télémaque*, de la compoſition de M. Gardel.

THÉATRE DE LA NATION.

NOUS avons vu ſur le Théatre François, 4 Tragédies nouvelles, ou repréſentées pour la première fois à Paris : *Ericie, ou la Veſtale*, en trois actes, de M. de Fontanelle ; *Marie de Brabant, Reine de France*, par M. Imbert ; *Charles IX*, de M. de Chénier, & *Louis XII*.

10 Comédies : *la Fauſſe apparence, ou le Jaloux malgré lui*, en trois actes & en vers, par M. Imbert ; *les Fauſſes préſomptions*, en cinq actes & en vers, par M. Robert ; *Raimond V*, en cinq actes, en proſe par M. Sedaine ; *la mort de Molière*, en trois actes, en vers, par M. le Chevalier de Cubières ; *le Payſan Magiſtrat*, en trois actes, en proſe, par M. Collot d'Herbois ; *l'Eſclavage des Noirs*, Comédie en 3 actes, en proſe, de Mad. de Gouges ; *le Réveil d'Epiménide à Paris*, en un acte, en vers, par M. de Flins ; *le Souper Magique, ou les deux Siècles*, en un acte, en vers, de M. de Murville ; *Philinte de Molière*, en cinq actes, en vers, de M. Fabre d'Eglantine ; & *les trois Noces*, en un acte, en proſe, mêlée de chants & de danſes, par M. Dezède.

Digitized by Google

2 Drames : *l'honnête Criminel*, en cinq actes, en vers, de M. de Falbaire ; & *les Dangers de l'opinion*, en cinq actes, en vers, de M. Laya ;

Avec ; Pièces remises, *les Fils ingrats*, Comédie en cinq actes & en vers, de Piron ; *l'Ambitieuse & l'Indiscrète*, Comédie en cinq actes, en vers, de Destouches ; & *le Dénouement imprévu*, Comédie en un acte, en prose, de Marivaux.

THÉATRE ITALIEN.

LES Comédiens Italiens ont donné 17 nouveautés.

7 Pièces à ariettes ; *les Savoyards*, en un acte, paroles de M. de Piis, musique de M. de Propiac ; *la Vieillesse d'Annette & Lubin*, Poëme de M. d'Antilly ; *le Soldat par amour*, en un acte ; *Raoul, Sire de Créqui*, paroles de M. Monvel, musique de M. d'Aleyrac ; *Caroline*, en trois actes ; *Pierre le Grand*, en quatre actes, musique de M. Gretry ; & *les Brouilleries*, en trois actes.

2 Pièces en Vaudevilles : *Le Destin & les Parques*, en un acte, de M. Desfontaine ; *le District de Village*, en un acte, du même Auteur.

Et 8 Comédies : *La fausse Auberge*, en deux actes ; *l'Ecole de l'adolescence*, en deux actes ; *les Epoux réunis*, en un acte ;

Digitized by Google

encore des Savoyards, en deux actes; *le Tuteur célibataire*, en un acte & en vers; *le bon Père*, en un acte, par M. le Chevalier de Florian; *l'Epoux généreux*, en un acte; & *la Bonne mère*, en un acte, par M. le Chevalier de Florian.

On a remis auſſi avec de la muſique nouvelle, *Roſe d'Amour*, paroles de M. Dubreuil, muſique de M. Cambini; & *le Diable à quatre*, de M. Sedaine.

THÉATRE DE MONSIEUR.

CE Théatre, malgré ſes nombreuſes traverſes, a donné les nouveautés ſuivantes:

3 Comédies: *le Badinage dangereux*, en un acte, par M. Picard; *l'Epiménide François*, un acte; *Sophie*, un acte, par M. Pariſau; *Jean Lafontaine*, deux actes, par le même (1).

3 Opéras François: *les Ruſes de Frontin*, deux actes, par M. Marchand, & *il Signor Zaccharelly*; *le Valet rival*, deux actes, par M. Pariſau, parodié ſur la muſique de Paiſiello; & *les Eſclaves par amour*, muſique de Paiſiello.

Et trois Opéras Italiens: *la Paſtourelle nobile*, *del Signor Guglielmi*; *la Buona figliola*, *del Signor Piccini*, & *la Grotta di Trofonio*, *del Signor Saliere*.

(1) L'eſpace nous a manqué, lorſqu'on a donné cet excellent Ouvrage, qui mérite d'être diſtingué.

Digitized by Google

AVIS.

Pommade de Ninon, chez le Sieur Duboſt, Me. en Chirurgie, Chimiſte & Botaniſte, à Paris, rue de la Courtille, vis-à-vis le Grand St-Martin, Fauxbourg du Temple, près la nouvelle Barrière.

M. Duboſt continue de vendre avec ſuccès ſa Pommade de Ninon pour diſſiper les taches de rouſſeur, blanchir, nourrir la peau, &c. 6 liv. le pot; Pommade du ſoir pour enlever le rouge & rafraîchir la peau, 3 liv. le pot; l'Eſſence pour la barbe, propre à ôter tous les feux du viſage, depuis 3 juſqu'à 12 liv. la bouteille, &c. 3 la Limonade sèche, rafraîchiſſante & diurétique, très-commode pour les perſonnes qui vont à la campagne ou à la promenade, 6 liv. la livre; l'Eau Géorgienne pour blanchir la peau, 6 liv. la bouteille; le Blanc de perle, dont les propriétés ſont de blanchir auſſi la peau; 6 liv. le pot, le Syrop purgatif, ſtomachique, emménagogue, fébrifuge, diaphorétique & anti-vermineux, depuis 3 juſqu'à 24 liv. la bouteille; la Pommade céphalique pour faire croître & épaiſſir les cheveux, 6 liv. le pot; le Rouge de Paris, tiré du règne végétal, première qualité, 6 liv., 2e. qualité, 3 liv. le pot. On peut auſſi ſe procurer également ces divers articles dans la même Capitale, à l'Abbaye St-Germain-des-Prés, rue du Cardinal, chez le Sr. Barbeau, Md. Mercier.

N. B. Les lettres & l'argent doivent être affranchis.

TABLE.

L'Inſomnie. 97 | *Mémoires.* 115
Conſeil. 101 | *Variétés.* 135
Sur la Contribution pat. 105 | *Spectacles.* 140
Charade, Enig. Log. 126

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 24 Mars 1790.

Nous ne nous étions pas trompés dans nos conjectures, en annonçant la prochaine conclusion d'un double Traité d'Alliance définitive et de Commerce entre la Cour de Berlin et la République de Pologne; cette sage mesure, utile aux deux Parties contractantes, et que pressoit la nécessité de se tenir en garde contre les desseins de la Russie, a été en effet unanimement arrêtée en pleine Diète, le 15; et le Roi a prononcé à cette occasion un Discours plein de sensibilité. Le 19, le Maréchal de la Diète lui a présenté les articles qu'un Courrier, dépêché par la Députation des Affaires Etrangères, a portés à Berlin,

Digitized by Google

avec une Lettre du Roi à Sa Majesté Prussienne.

On a reçu ici, le 14, par une Estafette, la nouvelle intéressante que le Ministre de Prusse à Constantinople, a signé, avec ceux du Divan, un Traité d'Alliance défensive.

Le Sieur *de Krasinsky*, Nonce de Podolie, vient d'affranchir, par son testament, tous les Paysans qui se trouvent dans ses terres; il leur a même donné la liberté de les quitter et d'aller s'établir ailleurs.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 1er. Avril.

Des Lettres de Copenhague portent que, le 19 Mars, le Roi a commué la peine de mort que devoit subir l'incendiaire *Benseltierna* en une Prison perpétuelle à la forteresse de Munkholm: son complice le Capitaine *William O'Brien* est condamné aux travaux du Port et de la Citadelle de cette Ville; et l'Aubergiste *Thomas Seihlds* sera enfermé à la Maison de force pour le reste de ses jours.

On nous mande de Stockholm que le Roi a confirmé l'Arrêt rendu par le Tribunal suprême d'Abo contre le Major-Général Baron *de Sprengtporten*; il a

Digitized by Google

été condamné à avoir la tête tranchée aussitôt que l'on pourra s'emparer de sa personne.

La pêche du hareng a été très-abondante cet hiver à Gothembourg; on en a salé plus de 200,000 tonneaux. Cette branche de l'industrie Suédoise a rapporté environ 8 tonnes d'or.

C'est le Lieutenant-Colonel *de Terning* qui commandera la flotille de bateaux plats que les mouvemens des Russes forcent d'envoyer en Finlande. — On a également fait partir de Calrscrone quelques frégates pour croiser dans la Baltique.

La petite escadre de Gothembourg est composée de 4 vaisseaux, portant 114 canons. Quant à la grande, commandée par le Duc *de Sudermannie*, Frère du Roi, qui mettra en mer vers le milieu du mois prochain, en voici l'état nominal.

ÉTAT-MAJOR.

Le Duc *de Sudermannie*, Commandant en chef; le Contre-Amiral *Nordenschiold*, Capitaine du Pavillon Amiral; le Contre-Amiral *Modée*, commandant l'avant-garde; le Colonel *Leyonankar*, commandant l'arrière-garde; le Capitaine *Palenquist*, premier Adjudant; le Major *Insleen*, Maître d'Artillerie; le Capitaine *Kiorling*, Maître d'Équipages; le sieur *Falk*, Constructeur en chef.

Digitized by Google

ESCADRE.

Gustave III de 74 canons : le Duc *de Sudermannie ;* Lieutenant-Colonel, *Klingt.*
Sophie-Magdelaine, 74; Major, *Gagerfeld.*
Adolph Frédéric, 74; Major, *Ringhem.*
Wladislas, 76; Colonel, *Furst.*
Gotha Leyon, 74; Colonel, *Hisingschold.*
Louise Ulrique, 74; Lieut. Col. *Ameen.*
Enighet, 74; Major, *Furst.*
Forsigtighet, 64; Colonel, *Fahlstedt.*
Hedwige Elisab. Charlotte, 64; Colonel, *Raukhoff.*
Dygden, 64; Colonel, *Billing.*
Aeran, 64; Colonel, *Holz.*
Tapperhet, 64; Colonel, *Wagenfelt.*
Dristighet, 64; Colonel, *Puke.*
Manlighet, 64; Colonel, *Rosensuœrd.*
Rœtwesan, 64; Colonel, *Wollin.*
Oemhet, 64; Colonel, *Furst.*
Prince-Charles, 64; Major, *Stahlstedt.*
Frédéric Adolph, 64; Major, *Ekenman.*
Fadernesland, 64; Major, *Singwall.*
Charles-Frédéric, 66; Colonel, *Whitloch.*
Wasa, 62; Major, *Hellman.*
Prince-Ferdinand, 62; Major, *Zachou.*
Fridericus Rex, 60; Major, *Cedergren.*
Riksens Stœnder, 60; Major, *Castanie.*
Finlande, 56; Major, *Treutiger.*
Uplande, 44; Major, *Rahm.*
Gripen, 44; Major, *Ruthensparke.*
Bellona, 40. *Diana*, 40; Major, *Koch.*
Froya, 40; Major, *Grubbe.*
Zémire, 40; Capitaine, *Neuendorf.*
Camilla, 40; Capitain, *Cederstroen.*
Euridice, 40; Capitaine, *Feiff.*
Thetis, 40; Capitaine, *Pechterson.*
Galathée, 40; Capitaine, *Walden.*

En tout 35 vaisseaux qui portent 2064 canons.

Digitized by Google

FRÉGATES DE RÉPÉTITION.

Illerim, 26; Capitaine, *Gahm.*
Jaroslaw, 36; Capitaine, *Lagerstrahl.*
Jaramas, 32; Capitaine, *Wrangel.*
Ulla Fersen, 28; Capitaine, *Blom.*
Hector, 26; Capitaine, *Cederstroem.*
En tout 5 frégates de répétition portant 148 c.

BATIMENS LÉGERS.

Hussar, 18 canons; Lieutenant, *Eckholm.*
Dragon, 12; Lieutenant, *Coester.*
Falk, 12; Lieutenant, *Rumblad.*
Hoek, 10; Lieutenant, *Mitler.*
Esplendian, 16; Enseigne, *Schanz.*
Manan, 12; Enseigne, *Jacobson.*
Cosaque, 10; Enseigne, *Hast.*
Riks, 10; Enseigne, *Peterson.*
St. Barthélemi, 8; Enseigne, *Hatman.*
En tout 9 bâtimens légers portant 108 canons.
Un vaisseau-hôpital, deux bâtimens bombardiers et deux brûlots.

De Vienne, le 1^er^. Avril.

Les Troupes qui étoient dans la Servie ont été toutes rassemblées à Belgrade. On se propose de n'agir que défensivement pendant la prochaine campagne.

L'avant-garde de l'armée du Prince *de Cobourg* a été attaquée par les Turcs près de Nagodin, et elle a essuyé quelque perte; cependant le Général, après avoir repoussé l'Ennemi, a continué sa marche pour empêcher l'armée Turque,

Digitized by Google

rassemblée près de Widdin, de faire une tentative sur Kladowa, et de porter de ce côté du secours à la forteresse d'Orsowa.

L'armée du Prince *de Cobourg* a été augmentée considérablement, et surtout de Cavalerie légère. Dans la dernière campagne, elle n'a formé qu'un Corps de 23,000 hommes; elle consiste aujourd'hui en 34,000. Le Corps de Transylvanie, sous les ordres du Général *Clairfait*, a été porté à 18,000 hommes. Celui du Général *de Wartensleben* est de 14,000. Ces trois armées peuvent se réunir aisément.

Les Comtes *de Cobentzel* et *de Trautmansdorff* ont eu le 22 une audience du Roi. La plupart des Généraux qui sont ici ont reçu l'ordre de se rendre à leur destination : en vertu de cet ordre, le Général Baron *de Terzi*, Commandant de cette Capitale, va partir pour la Moravie, où le Maréchal *de Laudhon* a déja envoyé les équipages, qu'il fait passer à Olmutz.

On est occupé nuit et jour à Egra (frontière de la Bohême) à réparer les ouvrages de fortification; il a même été transporté du canon sur les remparts: ce qui fait croire la guerre inévitable de ce côté, c'est qu'à compter du premier Avril la Troupe recevra la paye sur le pied de guerre; en outre, des avis certains de Temeswar nous annoncent que

Digitized by Google

le Prince *de Cobourg* est déja à Krajowa, d'où il doit aller occuper la montagne d'Allion : les Régimens dans le Bannat ont passé la plupart le Danube, pour joindre l'armée du Prince *de Cobourg* entre Krajowa et Widdin; mais il a fait rester quatre Régimens Allemands à Schupaneck.

Des lettres du 22 faisoient espérer que l'on parviendroit peut-être encore à empêcher une rupture entre notre Cour et celle de Berlin; on se fondoit sur ce que le Comte *de Podewils*, Envoyé de Prusse, avoit de fréquentes conférences avec le Prince *de Kaunitz*; mais d'autres lettres plus récentes disent que depuis qu'on sait ici la nouvelle de l'Alliance de la Cour de Berlin avec la Pologne et la Porte Ottomane, on se prépare de tous les côtés pour résister efficacement à l'Ennemi; en conséquence, beaucoup d'Officiers pensionnés ont été rappelés pour être employés.

Les Secrétaires du Cabinet de feu l'Empereur ont obtenu leur démission, en conservant pour retraite le montant du traitement qu'ils avoient, dont ils jouiront durant leur vie. — On parle aussi d'une augmentation des Gardes Nobles, et l'on porte celle de Hongrie à 150 hommes.

Le Roi *Léopold II* a eu une longue conférence avec le Cardinal Archevêque; on assure que Sa Majesté lui a fait entendre que son intention étoit de ne pas se mêler des

Digitized by Google

affaires spirituelles ; qu'elle abandonnoit aux Evêques le soin d'examiner si les études théologiques, introduites sous le règne précédent, étoient conformes à la doctrine de l'Eglise, et qu'elle ne permettroit jamais aux Tribunaux Séculiers d'empiéter sur les droits de l'Episcopat.

Sa Majesté vient de faire quelques promotions ; elle a nommé Conseillers privés actuels le Comte *de Banfy*, Gouverneur de Transylvanie, et le Major-Général Marquis *de Manfredini*. — Les Généraux d'Artillerie Barons *de Veisey* et *de Stuader* ont monté au grade de Lieutenant-général, et le Colonel *de Kray* à celui de Major-général. Le Comte *de Breuner*, ci-devant Ministre Plénipotentiaire de la Cour de Vienne à Venise, vient de prendre le titre d'Ambassadeur auprès de la République.

La direction de la Maison des Enfans-trouvés de cette Capitale vient de publier un état d'après lequel on voit qu'on y a reçu, pendant le cours de l'année derniere, 1,913 enfans, dont 1,034 sont nés dans la Maison d'accouchement ; les autres y ont été portés. Sept cents soixante-sept ont été reçus gratuitement ; on a payé pour les autres les diverses pensions réglées dans cet établissement. On y compte aujourd'hui 1,535 enfans, dont 1,435 sont en pension dans les faubourgs et les villages voisins. Les enfans restent dans la Maison jusqu'à l'âge de 7 ans ; alors on leur fait apprendre des métiers, si leurs Parens ne les reclament pas.

On a consommé à Vienne, dans le cours

Digitized by Google

de l'année dernière, 53,873 bœufs, 1,286 vaches, 61,777 veaux, 205,671 moutons et agneaux, 60,383 porcs et cochons de lait, 447,076 *eimer* de vin, 360,979 de bierre, 699,329 quintaux de farine, et 1,680,827 boisseaux de legumes secs.

Nous avons ici le Prince *Louis de Lichtenstein* dangereusement malade.

De Francfort sur le Mein, le 7 Avril.

On écrit de Berlin que les quatre Députés des Etats Belgiques ont eu le 25 Mars une audience du Roi. Ce Prince a nommé le Ministre d'Etat Comte *d'Arnim* pour se rendre ici à l'élection d'un Empereur; cérémonie qui attirera beaucoup de curieux: aussi les maisons se louent-elles à très haut prix; témoin celui que demande un Négociant de Rœmerberg, qui veut 24,000 liv. de la sienne.

On parle ici d'une réforme dans l'organisation du Pouvoir Judiciaire; la Diète de l'Empire en a elle-même reconnu la nécessité: elle avoit résolu, il y a quelque temps, d'envoyer à cet effet une Commission dans les Suprêmes Dicastères, et notamment à la Chambre Impériale de Wetzlar. Ce bruit commence à se renouveler, et l'on assigne à cette visite le temps que durera le Vicariat de l'Empire, c'est-à-dire d'ici au mois de Juillet prochain; car le premier

Digitized by Google

de ce mois est l'époque fixée pour la tenue du Congrès d'élection d'un nouvel Empereur : ce Congrès se tiendra à Francfort. Il y auroit encore bien de la témérité à hasarder des conjectures sur son résultat, puisque dans le moment présent le choix du Chef de l'Empire n'est pas ce qui occupe davantage les principaux Membres. L'Autriche et la Prusse ont des intérêts d'une bien plus grande importance à vider; et nous ne serions pas étonnés que l'élection fût différée jusqu'à la conclusion d'un accommodement général. Quoi qu'il en soit, l'Electeur de Saxe et l'Electeur Palatin viennent de prendre possession du Vicariat de l'Empire, et ont rendu, chacun pour leur district, une Déclaration en conséquence. Comme elles se ressemblent en tout, nous ne rapporterons que celle de l'Electeur Palatin.

« Nous, *Charles Théodore*, etc. etc., Proviseur et Vicaire du St. Empire Romain, Duc de Juliers, de Cleves et de Bergen, etc. »

« A tous les Electeurs, Princes Ecclésiastiques et Séculiers, Prélats, Comtes, Barons, Chevaliers, Villes et Communautés du St. Empire Romain, et à tous ceux qui sont attachés, Sujets et autres, de quelque rang et condition qu'ils soient, salut, etc. »

« Révérendissimes (1), Révérends, Illus-

(1) Et le titre des Electeurs Ecclésiastiques. Révérend, celui des Prélats. Illustrissime, celui des Comtes. Illustre, celui des Barons.

Digitized by Google

trissimes et Illustres honorables et sages, respectivement nos chers Peres, Cousins et Oncles, Amés et Féaux, etc. »

« A vous, notre Dilection; vous, nos Amés, et à vous tous autres, savoir faisons gracieusement, que comme il a plu au Dieu Tout-Puissant de disposer de la vie du très-illustre et puissant Prince le Seigneur *Joseph*, second du nom, Empereur élu du St. Empire Romain, de très-glorieuse mémoire; la provision du St. Empire Romain dans les pays du Rhin, de la Suabe et du Droit-Franconien nous est avenue par-là, suivant la Bulle d'or, et que nous avons résolu de nous en charger avec l'assistance divine. »

« Nous espérons de vos Dilections, de vous, nos Amés, et de vous tous autres, que vous conserverez la paix publique pendant le temps que durera notre Vicariat; qu'aucun de vous ne fera violence ou injustice à l'autre; mais que s'il s'élève quelque different, on portera ses plaintes devant le Tribunal du Vicariat, où l'on réclamera justice ou accommodement. »

« Car nous ferons droit et justice à chacun, et nous ferons tous nos efforts pour maintenir constamment la paix, le repos et la concorde, et pour prevenir le danger et le trouble dans l'Empire pendant l'interrègne, avec l'aide de Dieu et le conseil des Electeurs, nos Collègues, des Princes et des Etats. C'est ce que nous nous empressons de vous assurer à vous nos Dilections, à vous nos Amés, et à vous tous, tant en général qu'en particulier, amicalement et gracieusement. »

« Donné à notre Capitale et résidence de Munich, sous notre Sceau, Lundi 1^er^. Mars, l'an de Jésus-Christ 1790. »

Digitized by Google

Il se présente actuellement plusieurs questions de droit public par rapport au Vicariat de l'Empire. On demande si le Vicariat de Saxe peut aussi exercer ses droits sur la Bohême ? et si les Vicaires de l'Empire exerceront cette fois leur prérogative sur l'Italie ? — On pense que l'activité de la Diète sera mieux soutenue pendant l'interregne actuel que sous le dernier ; on espère aussi que les affaires d'investiture des fiefs des Comtes immédiats de l'Empire seront décidées en faveur du Vicariat. Jamais peut-être les Vicaires en Allemagne n'ont pris les rênes du Gouvernement dans une époque plus importante que la présente ; aussi leur Puissance n'a jamais été sur un pied plus respectable que dans ce moment, car les deux Cours de Dresde et de Munich peuvent rassembler sans peine dans leurs Etats une Armée de 80,000 hommes.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 8 Avril 1790.

MM. *de Haverkerke, Van der Noot* et *Van Eupen* viennent de nier, dans une Déclaration faite en Congrès, d'avoir jamais pris avec aucune puissance étrangère, aucun arrangement quelconque qui pût compromettre la liberté, l'indépendance et le commerce, les finances ou les droits quelconques de la République en général, ni d'aucune Province en particulier, ou qui pourroit y être contraire.

Digitized by Google

Il est difficile qu'on ajoute beaucoup de foi à ces protestations.

On assure que les Troupes Autrichiennes reviennent dans Luxembourg, où il est déja arrivé, dit-on, une grande quantité d'affuts : des Déserteurs peignent les Troupes comme mécontentes, sur le bruit qui s'est répandu qu'elles seroient envoyées dans la Bohême.

FRANCE.

De Paris, le 13 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 49e. *Semaine.*

DU LUNDI 5 AVRIL.

Il a été fait lecture, au commencement de cette Séance, d'une lettre de M. *Necker*, dans laquelle ce Ministre annonce que le Roi a cru devoir refuser sa Sanction au Décret de l'Assemblée du 29 Mars, qui porte que les Pensions sur les fonds de la Loterie Royale continueront provisoirement d'être payées au-dessous et jusqu'à concurrence de 600 liv. M. *Necker* observe qu'il n'y a pas de Pensions sur la Loterie, mais bien de simples gratifications que le Gouvernement n'est point obligé de renouveler chaque année. Le Roi désirant réduire la dépense de celles-ci, le Ministre a fait un nouveau travail sur les états de ces gratifications, et les a réduites à 66,000 liv., tandis que l'état dont le Décret de l'Assemblée Nationale ordonne le payement, est un état ancien qui monte

Digitized by Google

beaucoup plus haut. Cette lettre a été renvoyée à l'examen du Comité des Pensions.

M. *Dupont* prit ensuite la parole au sujet des lettres publiées Jeudi par l'Abbé *Maury*. « Je n'ai point voulu, dit-il, interrompre la discussion ; mais actuellement je supplie l'Assemblée d'ordonner que les lettres que M. l'Abbé *Maury* vous a lues, soient déposées dans ses archives. Il n'est pas naturel qu'il conserve ces pièces qu'il n'a acquises que par une infidélité, et publiées que par un délit. »

M. l'Abbé *Maury* répondit qu'il venoit de faire imprimer ces lettres, et qu'il en avoit encore 80 qu'il publieroit successivement. Ces paroles excitèrent une assez grande fermentation dans l'Assemblée, et un choc violent entre ceux qui appuyoient la demande de M. *Dupont*, et la partie droite qui s'y opposoit vivement. M. *Rœderer* étoit à la Tribune, et blâmoit, aux applaudissemens de la Salle et des Tribunes, l'indiscrétion de l'Abbé *Maury*.

M. *de Foucault*, l'un de ceux qui s'agitoient et interrompoient l'Opinant avec le plus de vivacité, apostropha le Président d'une manière qui blessoit si ouvertement la décence, que M. *de Menou* fut obligé de le rappeler à l'ordre ; et pendant qu'il se débarrassoit des mains de M. l'Abbé *Maury* qui l'avoit retenu par l'habit, l'Assemblée, voulant mettre fin au tumulte dans cette partie de la Salle, prononça que M. *Rœderer* seroit entendu. Il continua donc d'analyser la conduite de M. l'Abbé *Maury*, à laquelle il opposa l'éloge de M. *Dupont*, tableaux contrastés, qui lui attirèrent des applaudissemens ; et de peur de perdre une Séance en

Digitized by Google

discussions particulières, il fut décidé que l'on passeroit à l'ordre du jour.

M. *de Foucault* demanda que par suite du Décret porté sur la liberté du commerce des Indes, l'on supprimât aussi le privilége du port de l'Orient, qui seul reçoit les vaisseaux venant de l'Inde.

M. *le Chapelier* a opposé à cette demande les motifs que les Bretons ont toujours allégues en faveur du port de l'Orient. « Ce qu'on appelle, dit-il, un privilege du port, n'est autre chose qu'un privilége de la Nation entière, qui devant percevoir sur l'importation des marchandises, doit avoir quelques entrepôts où les vaisseaux se réunissent. On pourroit établir encore un pareil entrepôt dans le port de Marseille. »

Cette question a été renvoyée au Comité de Commerce, et ajournée au Vendredi de la Semaine prochaine.

Un Membre a repris la discussion sur l'établissement des Jurés, qu'il adoptoit, tant en matière civile, que criminelle; il a cité en faveur de son opinion plusieurs passages des discours de M. *Servan*, et a principalement insisté sur l'avantage d'être jugé par ses Pairs. Il falloit, selon lui, l'unanimité des suffrages des Jurés; car, dit-il, les contradictoires se détruisent, et ce n'est pas trop de 24 voix pour représenter l'opinion de tout un Peuple?

M. *Prugnon* proposa d'admettre l'établissement des Jurés en matière criminelle, mais non en matière civile, pour ce moment; car la science du Législateur, ajouta-t-il, est la science des momens, et la conciliation des convenances. Il faut attendre que notre code d'instruction soit simplifié, et qu'une éduca-

Digitized by Google

tion nationale ait corrigé les mœurs. Le respect pour les Lois anciennes est le seul moyen de faire adopter les nouveautés. Il faut transiger avec les mœurs. Avant de décréter un principe, il faut savoir s'il peut se réaliser. On nous cite l'exemple de l'Angleterre et de l'Amérique; mais est-il prouvé que la Législation de ces Peuples soit la meilleure possible? est-il prouvé que ce qui convient à un Peuple simple, comme les Américains, puisse convenir à une Société usée? serons-nous toujours astreints à une imitation servile? faudra-t-il toujours passer par Philadelphie et par Londres pour arriver à Paris? Commencez par faire l'essai des Jurés en matière consulaire, où les Lois sont claires, et le fait facile à distinguer: d'ailleurs on n'a même pas encore défini ce qu'on entend par Jurés. Quelles seront leurs fonctions? seront-ils admis à la procédure? exigera-t-on d'eux l'unanimité? les tiendrez-vous enfermés à la diète et sans feu, jusqu'à ce qu'ils aient prononcé? comment seront-ils choisis? Seront-ce les Jurés d'Angleterre, ceux proposés par M. l'Abbé *Syeyes*, ou ceux de M. *Condorcet*? Tant que toutes ces questions n'auront point été résolues, vous ne pourrez prononcer. Je reviens à l'impossibilité de cet établissement dans le moment actuel, et je crois que vous pouvez vous en passer au moins pendant quelque temps, en ordonnant que les Juges prononceront séparément sur le fait et sur le droit, toutes les fois que la distinction sera possible, etc. Du reste, je conclus à l'ajournement jusqu'après la réforme du code.

M. *Pethion de Villeneuve* reconnut avec le Préopinant, que des Jurés pris indistincte-

Digitized by Google

ment parmi les Citoyens, ne pourroient, dans la majeure partie des affaires civiles, avoir la connoissance nécessaire des Lois et du code d'instruction, pour prononcer sur des questions qui souvent sont l'écueil des plus habiles Jurisconsultes. Cependant il différa dans sa conclusion. Je vois un obstacle, dit-il, je ne commence pourtant pas par me rebuter; mais je cherche les moyens de le lever, et je les trouve dans un projet qu'a fait imprimer M. l'Abbé *Syeyes*. Il vous propose de faire entrer dans les Jurés un certain nombre de gens de Lois, jusqu'à ce que vos codes soient simplifiés. Ces hommes de Lois instruiront les Jurés de toutes les formes de procédures, de tous les points de la Loi dont la connoissance est nécessaire dans les cas où le fait et le droit, seroient difficiles à distinguer. Je crois donc qu'il n'y auroit nul inconvénient alors d'établir les Jurés tant en matière civile que criminelle.

M. *Antoine*, qui parla le dernier dans cette Séance, offrit un heureux développement du mode d'existence et d'action des Jurés; ce fut dans chacune de leurs fonctions qu'il trouva la preuve de leur utilité. Il insista sur la nécessité de juger possible ce qui étoit indispensable, puisque sans Jurés, dit-il, jamais il n'exista de Constitution libre.

Du Mardi 6 Avril.

MM. *Mougins de Rocquefort* et de *Saint-Martin* reprirent la discussion sur la forme de procédure par Jurés, sans cependant présenter encore de nouveaux motifs.

M. *Thouret*, Membre du Comité de Constitution, réveilla l'attention de l'Auditoire par un discours qui, quoique opposé à beau-

Digitized by Google

coup d'opinions, fut néanmoins universellement applaudi.

« Le seul point, dit-il dans son exorde, qui tienne les esprits divisés, c'est de savoir si la procédure par Jurés est possible en matière civile, et si elle est possible dans le moment actuel. Je crois qu'il est indispensable de l'établir constitutionnellement dans cette Session pour les matières criminelles, pour les Tribunaux Militaires et pour les délits de la presse; mais je pense aussi que le moment n'est pas venu d'en faire un établissement général, persuadé que nous perdrions pour jamais l'établissement des Jurés, si nous voulions le précipiter. C'est pour appliquer les lois que le régime judiciaire est établi; il faut donc l'assortir à l'esprit et à la marche des lois. Chez une Nation riche, parvenue au dernier période de civilisation, et chez laquelle les institutions sont multipliées, il est impossible qu'il y ait des lois simples; il y aura toujours un code varié et des légistes. Les lois seront nombreuses, et fussent-elles les plus simples possibles, le code ne le sera pas. Vous venez de faire des lois simples pour l'administration; voyez combien de difficultés s'élèvent sur leur interprétation? L'ignorance, le défaut de mœurs concourent avec l'obscurité de la loi.

N'établissez dans votre Constitution que des Tribunaux qui puissent exister dès à-présent; il est important qu'au moment où la Constitution paroîtra, tous les pouvoirs soient en activité. »

« Comparez l'établissement actuel des Jurés avec le respect dû aux juges, et de la soumission au jugement. »

Digitized by Google

« Examinez combien, dans un moment de fermentation, où tant de passions s'agitent, il seroit dangereux de faire de si grands changemens ; combien il est prudent de ne pas faire au-delà de ce qui est strictement nécessaire. »

« Dans tous les temps, c'est sur l'ordre judiciaire que l'opinion publique a montré le plus d'inquiétude ; dans une partie aussi délicate, il n'est jamais permis de tenter des essais, dont la réussite soit problématique. Il ne faut pas courir après ce que la théorie offre de plus attrayant ; c'est à ce que la raison trouve suffisamment bon, et à ce que les circonstances permettent, qu'il faut donner la préférence »

« En Angleterre, le Roi seul nomme les juges ; et dans les Comtés il n'y a point de Corps administratifs nommés par le peuple. C'est pour donner un contre-poids à cette influence de la couronne qu'on a institué les Jurés. Ces motifs n'existent point chez nous. En Angleterre même les plus grands publicistes ont parlé contre les Jurés ; on leur reproche de l'ignorance, de l'inexpérience, du penchant à suivre le torrent de l'opinion publique, sur-tout dans les disputes où il existe des passions et des préjugés populaires ; dans les cas où l'une des deux parties a un intérêt commun avec l'intérêt général, tandis que l'autre exerce quelque place délicate, comme celle de Percepteur d'impôts, d'Administrateur public ; dans les cas sur-tout où il y a des dissentions politiques et des haines religieuses. Les jugemens des Jurés tiennent encore beaucoup aux préjugés locaux, à l'opinion qu'ils peuvent

Digitized by Google

avoir conçue de la famille, de la conduite antérieure de l'accusé. »

« Cependant, dans les cas ordinaires, les jugemens par Jurés sont de tous les jugemens ceux qui méritent le plus de confiance, et c'est pourquoi votre Comité de Constitution vous propose de les instituer en matière criminelle. Pour vous donner une idée des Jurés, examinez un Magistrat qui commence sa carrière; voyez sa sollicitude, comme il est inquiet, et recherche toutes les preuves à la décharge de l'accusé; au lieu que celui qui a vieilli dans l'application des lois, à peine prête-t-il attention à la procédure, il condamne, devient sévère par l'habitude, et cette sévérité conduit à quelque chose de pire qu'à l'insensibilité. Le Comité de Constitution vous propose aussi des Tribunaux, parce qu'ils seront organisés de manière qu'ils ne puissent plus faire de coalition contre la liberté; ils ne se mêleront plus d'affaires politiques; ils ambitionneront l'honneur de bien juger, lorsqu'ils n'en auront plus d'autre à acquérir; ils seront soumis à la censure nationale, et, étant électifs, travailleront toujours à mériter les suffrages de leurs Concitoyens. »

« Les Juges aussi pourront délibérer séparément sur le fait et sur le droit; et quant à la difficulté qu'on a élevée, que le Juge qui aura absous sur le fait ne voudra point condamner sur le droit, je réponds que le Juge se soumet à la majorité, et doit regarder le fait comme existant, dès que la majorité l'a prononcé: on pourroit même éviter tout inconvénient, en ordonnant que les Juges, qui n'auroient pas reconnu le fait,

Digitized by Google

pourront se dispenser de prononcer sur le droit. »

« Vous voyez, Messieurs, que l'établissement général des Jurés, tant en matière civile qu'en matière criminelle, n'est pas d'une nécessité si indispensable qu'on ne puisse attendre que leur établissement en matière criminelle ait éclairé l'opinion publique par l'expérience, et ait amené les peuples à désirer que l'usage en soit rendu général. »

« J'aime naturellement les Jurés; je désire de les voir dans ma Patrie, mais je ne trouve en ce moment que difficultés; et c'est parce que j'aime cet établissement, que je crains de le voir exécuté trop brusquement; précipitation qui le détruiroit dès sa naissance. La Nation ne sait pas même encore ce que c'est que le *Juré*, comme le démontre le petit nombre de cahiers qui en font mention. L'opinion publique pourroit être guidée par les mécontentemeus de cette foule de gens de lois et de praticiens, dont les critiques obtiendroient du crédit sur un grand nombre de Citoyens; ils se sont servi de ce crédit pour le succès de la révolution, et s'en serviroient peut-être contre l'établissement des Jurés; on transporteroit à la nature même des Jurés les vices inséparables du premier moment de leur institution.

« Il seroit difficile dans le moment actuel de trouver un assez grand nombre de Citoyens capables de remplir les fonctions de Jurés; il seroit plus difficile encore d'en trouver qui s'assujétissent à quitter leurs affaires pour aller juger celles des autres. Cette assertion est demontrée par la peine qu'on a, même dans les grandes villes, de rassembler deux Notables adjoints pour as-

Digitized by Google

sister aux informations. La procédure par Jurés, n'auroit pas moins à lutter contre le préjugé des François accoutumés à ne croire un jugement bien rendu que lorsqu'il a été précédé d'une longue procédure. »

« La seule chose que vous ayez à faire actuellement est donc de créer des Tribunaux qui puissent, pour le présent, suppléer les Jurés, et par la suite subsister avec eux, même en matière criminelle : or, les jurés ne pourront être établis qu'après la réformation des réglemens de procédure et du code d'instruction.

« Je n'admets point l'ambulance des Juges de Districts. Lorsque l'on demande que le fait, qui est la partie principale du procès, soit jugé par des Jurés du lieu, je crois qu'il seroit dérisoire de mettre aux champs les Juges simplement chargés d'appliquer la loi. Cette forme ambulatoire ne peut d'ailleurs convenir à un grand nombre de personnes accoutumées à l'étude et à une vie sédentaire. »

« Je propose donc de n'établir dans les Chefs-lieux de Départemens que trois grands Juges ambulans, et trois Juges sédentaires. Les premiers iroient tenir des assises dans les Chefs-lieux des autres Départemens ; chacun des trois Juges sédentaires leur feroient leurs rapports, et les deux autres se réuniroient aux Juges d'assises pour prononcer les jugemens d'appels. Les grands Juges recevroient les plaintes qu'on pourroit faire contre les Juges des lieux, et contre les Officiers ministériels. »

« Je propose donc de n'établir les Jurés que d'une maniere partielle, pour les matières cri-

Digitized by Google

minelles, pour les procédures militaires et pour les délits de la presse. «

M. *Barnave*, apres avoir développé, avec beaucoup d'étendue, l'importance de la liberté individuelle, sans laquelle il n'existe point de liberté politique, a prouvé, de la manière suivante, qu'elle étoit indispensablement liée à l'établissement des Jurés.

« Cette forme de procédure nous donne l'avantage de n'être jugés que par nos Pairs qui, Magistrats un moment, ne tardent pas à rentrer dans la Société, pour y être soumis à leur tour au jugement de leurs égaux.»

« Pour juger le fait, il faut des hommes, pris sur la totalité des Citoyens, épurés à la volonté des parties, des gens du lieu, et pour ainsi dire témoins des faits. Pour appliquer la loi, il faut des hommes publics, ayant les connoissances de la loi, et l'autorité pour les faire exécuter. »

« Le Préopinant vous a dit que le même Tribunal pouvoit délibérer séparément sur le fait et sur le droit. Celui qui croira sincèrement que le fait n'existe pas, pourra-t-il condamner l'accusé lorsqu'il s'agira de prononcer sur la question du droit? Vous le réduisez à la nécessité de juger ou contre son opinion ou contre sa conscience; vous l'habituez à éluder la loi, ou à devenir insensible à la condamnation de l'innocence. »

« Je ne vois nulle différence essentielle entre les procédures civiles ou criminelles, si non la vie d'une part, l'honneur ou la propriété de l'autre. Je vois souvent une plus grande importance au civil, et sur-tout je vois que ce sont les cas qui se présentent tous les jours. S'il existe une différence, c'est

Digitized by Google

dans la possibilité de l'exécution actuelle du principe, à cause de l'obscurité de vos codes civils. Aussi je ne vous propose pas de mettre, dès à présent, le principe en application, mais d'en reconnoître la nécessité pour l'avenir. Je conclus que vous devez aujourd'hui consacrer dans votre Constitution le principe des Jurés, tant en matière civile que criminelle, en vous réservant de statuer dans des lois particulières le mode et le temps de l'appliquer.

Du Mercredi 7 Avril.

Lettre du District des Jacobins Saint-Dominique, qui annonce la prestation du Serment Civique de M. le Prince *de Conti*, et instruit l'Assemblée qu'il vient de répandre 2,000 liv. sur les Pauvres de ce District. La même Lettre contient des vœux pour le retour des autres Princes du Sang; elle a été entendue avec le plus grand intérêt.

Une autre Lettre de M. *de Montmorin* fait mention d'un don patriotique de 31,105 l. envoyé par les Négocians François résidans à Smyrne. Leur Adresse sera insérée dans le Procès-verbal de la Séance.

Quinze pauvres Laboureurs des environs d'Estampes se réunissent pour donner une somme de 140 liv.

M. *Camus* a ensuite occupé l'Assemblée par un Rapport fait au nom du Comité des Pensions relativement à la dernière Lettre de M. *Necker* concernant les Pensions sur la Loterie Royale.

« Celles que M. le Premier Ministre a jugé à propos de supprimer pour économiser les revenus de l'Etat, montent en tout à 84,000; en voici quelques-unes : 600 liv. à un

Digitized by Google

un Pauvre vieillard infirme âgé de 108 ans; 200 liv. à un Officier retiré, chargé de neuf enfans et de deux sœurs; 300 liv. à la veuve d'un Officier de fortune, chargé de trois enfans, etc. »

« Nous recevons, a dit M. *Camus*, les gémissemens de ces malheureux qui n'avoient que cette ressource pour vivre; ils nous remettent leurs titres. Ce ne sont point, il est vrai, des brevets de Pensions, mais des Lettres de M. le Contrôleur-général, portant qu'à l'exhibition de ces Lettres et du certificat de vie, il leur seroit tous les ans accordé telle somme. Ce sont donc des gratifications annuelles qui leur ont été promises; sur la foi de cette promesse, ils ont contracté des engagemens : car le payement de ces petites Pensions étant arriéré, la plupart des malheureuses familles qui comptoient sur ces espèces de Pensions vraiment alimentaires, se sont endettées. La facilité avec laquelle on a payé 621,000 liv. aux Gouverneurs de Provinces, tous gens riches, dont les traitemens, n'étant point accordés pour activité de service, peuvent être regardés comme des Pensions; cette facilité, Messieurs, contraste singulièrement avec le refus que l'on fait, sous prétexte d'économie, d'acquitter des gratifications modiques promises à de vieux serviteurs de l'État prêts à mourir de faim. »

« Le Comité n'ignore pas qu'il y avoit quelques abus dans ces Pensions; que les unes étoient un peu trop fortes, et quelques autres accordées à la faveur; c'est ce qui lui avoit fait vous proposer de les réduire à 600 liv., et d'ajouter qu'elles ne seroient payées que *provisoirement*, c'est-à-dire, jus-

Digitized by Google

qu'à ce que l'examen pût en être fait. Fallloit-il donc laisser périr de malheureuses familles pour se donner le temps de savoir quel nom doivent avoir leurs Pensions? Est-ce sur une somme de 84,000 liv. qu'il étoit besoin de chercher à épargner, tandis qu'on laisse subsister ailleurs tant de déprédations? Quels sont les motifs que M. *Necker* vous allègue dans sa Lettre? ceux par lesquels il a détourné le Roi de sanctionner un Décret que la justice exigeoit de vous. Les personnes, dit-il, que j'ai rayées de la Liste *n'avoient pas de défenseurs à Paris.* Eh quoi! d'anciens serviteurs infirmes ont besoin encore de défenseurs à Paris? ils en auront dans tous les Membres de cette Assemblée. On cherche à jeter de l'odieux sur votre conduite. Au mépris de vos Décrets, lorsque vous ordonnez que de pauvres pensionnaires soient payés, et qu'ils se présentent au Trésor Royal, on leur dit: L'Assemblée Nationale nous a défendu de vous payer. Toutes les Pensions sont suspendues, et pendant ce temps-là on paye celles des gens riches, 60,000 liv. à un Prince qui a des millions! Il faut rendre publics vos Décrets avec leurs motifs, et ne pas souffrir qu'on puisse impunément égarer le Peuple sur vos intentions. »

Je vous propose le Décret suivant:

« L'Assemblée Nationale, persistant dans « son Décret du 26 Mars dernier concer- « nant les pensions, ou gratifications qui se « payent annuellement sur les fonds de la « Loterie Royale, décrète qu'il sera payé « à chacune des personnes employées dans « l'état remis au Comité des Pensions, la « somme pour laquelle elles s'y trouvent

Digitized by Google

« employées, pourvu que ladite somme « n'excède pas celle de 600 livres; et dans « le cas où elle l'excéderoit, ordonne qu'il « sera payé seulement la somme de 600 liv. »

« L'Assemblée Nationale décrète également qu'il sera payé aux personnes employées sur les états de la Ferme du Port-Louis, sur les états des Fermes, et sur tous autres états dressés pour l'année 1788, la somme de 600 livres, ou telle autre somme inférieure pour laquelle elles s'y trouveront employées. »

« Le tout provisoirement, sans tirer à « conséquence pour la continuité à l'avenir « desdites gratifications et pensions; sous « la condition que, dans le cas où la même « personne se trouveroit employée dans plusieurs des états mentionnés au présent Décret, ou autres états de pensions ou traitemens, il ne lui sera payé la somme de « 600 livres qu'une seule fois; le tout sans « préjudice du Décret des 4 et 5 Janvier « dernier, concernant les Pensions sur le « Trésor Royal et les traitemens, lequel sera « exécuté selon sa forme et teneur. »

« L'Assemblée Nationale décrète, en outre, « que la demi-solde attribuée aux Matelots, « et autres gens de mer invalides ou infirmes, continuera à être accordée sur la « Caisse des Invalides à ceux qui y auront « droit, aux termes des Règlemens existans. »

« L'Assemblée ordonne que son Président se retirera devers le Roi, à l'effet « de lui présenter les motifs du présent « Décret, de le supplier de faire acquitter « les sommes mentionnées au Décret, le

Digitized by Google

« plus promptement qu'il sera possible ; et « dans le cas où l'état du Trésor-Royal ne « permettroit pas d'en acquitter la totalité « sur-le-champ, d'ordonner à ses Ministres « de prendre les mesures convenables pour « les acquitter par parties, et successive- « ment à chacune des personnes auxquelles « elles sont dues, et de rendre les mesures « qui auront été prises, publiques. »

« Sera aussi chargé le Président de sup- « plier Sa Majesté de faire accélérer le paye- « ment des Pensions des Militaires, parti- « culièrement de celles qui sont au-dessous « de 1000 liv., et dont les arrérages de « l'année 1788 sont encore dus, et de des- « tiner spécialement à cet emploi les sommes « qui devroient servir à acquitter les mandats « dont le payement a été suspendu par autre « Décret de l'Assemblée Nationale du 26 « Mars dernier. »

« Quant au Décret du même jour, 26 « Mars, concernant la suspension du paye- « ment des sommes portées aux Etats lus « dans la Séance du 25 Mars, l'Assemblée « Nationale ordonne que ladite suspension « n'aura lieu qu'à l'égard des payemens qui « n'étoient pas effectués à l'époque du 26 « Mars, et qu'en conséquence il sera ajouté « au Décret, les mots : *paiemens non effectués « avant ce jour.* »

Quelques objections de M. *d'Estourmel* ayant été réfutées par M. *Fréteau*, ce Décret a été unanimement adopté.

M. l'Abbé *Gouttes*, Membre du Comité de Liquidation, a proposé encore les deux décisions suivantes, unanimement confirmées :

« Le Ministre de la Guerre est autorisé à « payer aux Officiers, Bas-Officiers des

Digitized by Google

« Gardes-Françoises, non employés dans « d'autres Corps, les appointemens des quatre « derniers mois de l'année 1789, qui leur sont « conservés par l'Ordonnance du 31 Août de « la même année. »

M. *Regnier*, Député de Bretagne, a repris la discussion sur la question des Jurés, et s'est attaché principalement à réfuter quelques-uns des principes de M. *Barnave*.

« Il seroit dangereux, dit-il, de décréter un principe qui ne fut jamais réalisable; ce n'est donc que lorsque vous aurez apperçu que l'esprit public est assez formé, les connoissances assez répandues pour permettre l'établissement des Jurés en matière civile, que vous pourrez en décréter le principe; mais je crois que jamais votre code civil ne parviendra à cette extrême simplicité : il embrassera toujours l'universalité de nos institutions sociales, et sera par conséquent toujours compliqué; ces institutions que vous ne pouvez pas détruire donneront toujours lieu à des procès difficiles à resoudre : dans ces procès, la question de fait n'est point, comme en matière criminelle, une question qui tombe sous les sens. Par exemple, s'il s'agit d'une donation, d'un testament, il faut connoître l'intention du testateur : c'est-là l'écueil des personnes les plus instruites et les plus expérimentées; les Lois, les commentaires interviennent; et quel jugement pourront porter ceux qui ne se sont jamais appliqués à cette matière? »

« On craint une coalition des Tribunaux; comment concevoir que trois Juges de Districts, six Juges de Départemens, comme vous les propose M. *Thouret*, puissent jamais tramer contre la liberté? Des Juges électifs,

Digitized by Google

agissant publiquement, surveillés par les Municipalités, par les Gardes Nationales, soumis à l'opinion publique, qu'oseront-ils? que pourront-ils tenter? Il faudroit donc que dans les fonctions de Juge il y eût un poison contagieux et caché; mais il y auroit encore une ressource : nous avons une Assemblée Nationale permanente, et il seroit facile de retenir par la crainte celui qui ne se maintiendroit pas dans son devoir par inclination. »

L'Orateur réfuta partiellement divers autres argumens moins importans de M. *Barnave*. Comme il parloit avec beaucoup d'art et de chaleur, il n'eut pas de peine à convaincre ceux dont l'opinion flottoit encore, c'étoit un assez grand nombre; l'on entendit dans toutes les parties de la Salle, crier aux *voix*, sans que ni le Président, ni M. *Charles de Lameth*, qui étoit à la Tribune, pussent calmer cette agitation. Ce ne fut que par une délibération expresse que la Majorité décida que M. *de Lameth* seroit entendu. Il improvisa avec beaucoup de succès. Voici ses propres expressions :

« J'ai l'honneur d'observer à l'Assemblée que la défaveur avec laquelle on me reçoit dans cette Tribune doit étonner un Membre qui n'y a jamais porté d'intérêt personnel. Je crois, au contraire, que beaucoup d'intérêts particuliers se cachent à la faveur de ce tumulte. »

« Je crois qu'il est de mon devoir d'avertir l'Assemblée Nationale qu'elle se trouve à l'époque périlleuse où elle va faire connoître l'exacte mesure de son patriotisme, de sa vertu et de sa probité. Je me suis, dès le premier jour, déclaré l'ennemi de toute aris-

Digitized by Google

tocratie ; je m'explique. J'entends parler de tout désir secret de supériorité, qui règne même dans les Etats despotiques où les hommes sont égaux, parce qu'ils ne sont rien, comme ils le sont sous la liberté, parce qu'ils sont tout. Dans l'un et l'autre de ces Etats, tout désir de supériorité et de domination personnelle est une espèce d'aristocratie ; et je crois que ce dernier période de nos opérations n'est pas le moins difficile à franchir. »

« J'ai été d'un ordre qui avoit des avantages aristocratiques ; je les ai abandonnés ; je me suis fait des ennemis de gens que j'estime beaucoup, et peut-être m'en ferai-je encore de ceux que j'avois l'avantage et le plaisir de compter pour amis. »

« J'avoue que je n'ai pas vu sans surprise que quand nous avons surpassé l'Angleterre dans la pureté des principes, nous ne pussions nous élever à sa hauteur dans un établissement que l'expérience de plusieurs siècles a consacré comme le rempart de la liberté ; et je suis contraint, dans une Assemblée publique, de chercher à en découvrir les motifs. »

« On n'a pas réfuté M. *Barnave ;* car, si l'on veut différer l'établissement des Jurés au civil, il n'en faut pas moins déclarer le principe dans la Constitution ; ce qui laissera la liberté de les établir quand on le jugera à propos : si au contraire vous n'en consacrez pas actuellement le principe, il deviendra peut-être impossible de les établir au moment où l'on en aura besoin ; car il seroit dangereux que les Législatures ordinaires eussent le droit de modifier la Constitution. »

Digitized by Google

« On ne sauroit juger légitimement sans Jurés ; et cependant si vous les admettez en matière criminelle, et qu'en même temps vous les rejetiez en matière civile, c'est comme si les Représentans de la Nation disoient au Peuple : Nous voulons bien faire un établissement utile pour assurer votre vie ; mais pour votre fortune, votre honneur, c'est une branche de commerce que les villes ne veulent pas encore abandonner aux campagnes. On m'applaudit : si quelqu'un trouve l'ombre de mérite dans ces paroles, je ne crains pas de dire que ce seroit un forfait de fermer la discussion. »

« Il est inutile de grever l'Etat en détruisant des Tribunaux, qui dans certaines circonstances ont rendu de grands et signalés services, pour en créer d'autres plus vicieux encore. Si la majorité de cette Assemblée, par des motifs étrangers à l'intérêt général, précipitoit ainsi des Délibérations d'une telle importance, je désespérerois de notre liberté ; j'inviterois ceux qui l'ont payée d'avance par des sacrifices, ceux qui tiennent aux souvenirs de l'aristocratie, ceux qui perdent à la destruction des corps de Magistrature, à une sainte et pieuse récrimination. »

« MM. *de Mirabeau* et *Thouret* vous ont parlé de l'empire des circonstances. Depuis quand l'Assemblée Nationale capitule-t-elle avec les circonstances, elle qui les maîtrise toutes ? Je demande à M. *de Mirabeau*, et à tous les Membres qui composent ce qu'on appeloit autrefois les Communes, je leur demande, dis-je, si cette Assemblée, lorsqu'elle étoit entourée de trente mille Soldats étrangers, a capitulé avec les circonstances ; si, lorsque la distinction d'ordres s'oppo-

Digitized by Google

soit à toutes ses opérations, elle a cédé aux circonstances.

« L'on craint l'opinion publique et les besoins de l'Etat qui nous ont amenés ici. C'est l'opinion publique qui nous soutient, et qui nous ordonne d'agir avec circonspection. Elle est favorable à l'établissement qu'on nous propose, et déja les Districts de Paris ont manifesté leur vœu en faveur des Jurés. Il y a dans la capitale des gens aussi capables, que dans cette Assemblée, de juger de la bonté d'une institution; et nous fait-elle contraire, cette opinion publique, il est de notre devoir de l'éclairer, et de lui rendre tous les bienfaits que nous lui devons. »

« On a nommé l'aristocratie des Villes, l'aristocratie des Avocats, tous genres d'aristocraties subalternes, contre lesquel, je supplie l'Assemblée Nationale, au nom de la Patrie, de se prémunir. »

« Je conclus comme a fait hier M. *Barnave*; et je demande que la discussion soit continuée. »

Ce discours, appuyé du feu de l'action oratoire, obtint tout le succès que son auteur avoit désiré. Il fut decidé, à une très-grande majorité, que la discussion seroit prolongée.

M. *Roberspierre* reproduisit les argumens de M. *Barnave*, auxquels il joignit quelques développemens heureux.

M. *Démeunier*, de la même opinion que M. *Thouret*, fit reparoître le tableau que ce Membre avoit déja présenté des inconvéniens du Juré en matiere civile; cependant il ajouta plusieurs considérations nouvelles qui doivent être distinguées de la foule des petits motifs dont cette discussion est obscurcie.

Digitized by Google

Il fit un tableau comparatif de la Constitution Angloise et de la nôtre, duquel il résultoit que plusieurs raisons importantes nécessitoient l'établissement des Jurés en Angleterre, et n'existoient point en France. L'influence de la couronne sur les Tribunaux, dit-il, est un de ces motifs qui rend indispensable un contre-poids qu'on trouve dans les Jurés; mais pour corriger les inconvéniens de cette forme de procédure, il existe un Tribunal, sous le nom de Banc du Roi, qui ayant le droit d'évoquer toutes les affaires, de créer les *formules*, d'interpréter la loi, remédie à tous les embarras qui surviennent dans les opérations des Jurés, et casse, s'il le faut, leur sentence pour renvoyer les affaires à un autre Juré définitif.»

« Vous ne voudrez point établir un Tribunal arbitraire dans votre Constitution, et vous ne pouvez corriger les vices de la procédure que vous voulez adopter. »

M. *Démeunier* découvrit ensuite divers défauts dans la composition des Jurés d'Angleterre: quelque sagacité qu'il mît dans ses observations, ce n'étoit point là l'objet de la discussion, à laquelle il revint enfin. Il essaya de dissiper les craintes conçues contre les Tribunaux sédentaires, proposés par le Comité de Constitution.

« Nos anciennes Cours supérieures, dit-il, ont acquis une autorité excessive: 1°. En aidant le Roi à dépouiller les grands Vassaux; 2°. parce qu'on les a initiées à casser les testamens de nos Rois; 3°. parce que, n'y ayant point d'Etats-généraux, elles avoient le droit de consentir l'impôt. Je demande si un de ces moyens d'élévation subsistera pour nos nouveaux Tribunaux. »

Digitized by Google

« Je conclus que vous établissiez le Juré en matière criminelle, laissant aux Législatures suivantes le droit de l'établir en matière civile, si elles le jugent convenables. »

MM. *Rœderer* et *Goupil de Préfeln* terminèrent cette discussion; et la Séance fut levée à quatre heures.

Du Jeudi 8 Avril.

M. *de Vaudreuil*, au nom du Comité de la Marine, a proposé le Décret suivant, en réponse à une lettre de M. *de la Luzerne*.

« L'Asssemblée Nationale décrète que « l'augmentation de solde de 32 deniers, « accordée aux Troupes de terre, aura également lieu pour les Troupes de Mer et des « Colonies, à commencer du 1^er^. mai 1790. »

Ce Décret adopté, on est revenu à l'importante question des Jurés.

M. *Gossin*, dans un discours simple et méthodique, prouva combien l'institution des Jurés, en matière civile, seroit impraticable dans le moment actuel, et quant aux personnes et quant aux choses.

« Sous le rapport des personnes, dit-il, cette institution demande une grande masse d'esprit public, et il ne seroit pas difficile de prouver que nous ne sommes pas encore assez avancés. J'admets cependant les Jurés en matière criminelle, parce qu'ils sont plus nécessaires, leurs fonctions moins épineuses et moins fréquentes; on en reconnoîtra l'utilité: ils contribueront à former cet esprit public que je demande. En ce moment, espéreriez-vous trouver beaucoup de gens qui se détournassent de leurs occupations pour aller juger, et qui voulussent s'engager à paroître à l'instant où ils seroient appelés?

Digitized by Google

Ne fatiguez point les Citoyens en les surchargeant de fonctions. Il ne s'agit point d'un établissement qui, ayant une fois échoué, puisse de nouveau s'entreprendre ; il ne peut pas se former graduellement ; il faut que dès le premier instant il soit parfait. Les Lois doivent être réglées sur les mœurs des Peuples. Solon, à qui l'on demandoit s'il avoit donné aux Athéniens les meilleures lois possibles, répondit qu'il leur avoit donné les meilleures qu'ils fussent en état de recevoir.

« Je crois que cette institution ne seroit pas moins prématurée quant aux choses. Le chaos de nos lois, la diversité des coutumes, permettent-ils de confier les jugemens à des hommes qui ne les auroient pas étudiées? Les ordonnances, actuellement subsistantes, confondent dans les procès le fait avec le droit ; comment pourra-t-on les distinguer tant que ces ordonnances subsisteront? La plupart des procès naissent de l'ignorance des lois ; or, qui voudra confier sa fortune à celui qui n'est pas assez instruit pour diriger ses propres affaires? On veut détruire la chicane, vous l'alimenterez au contraire ; car elle profitera de l'impéritie des Juges. »

« Je conclus à ce que vous décrétiez l'établissement des Jurés au criminel ; et que vous ajourniez la question quant au civil. »

MM. *Buzot* et *le Chapelier* réclamèrent le plan de M. l'Abbé *Sieyes*. Le premier se plaignit que, depuis six jours entiers de discussion, on en fut encore à définir le mot de Juré, entendu diversement par les divers opinans ; le second insista sur la possibilité de l'institution des Jurés au civil, non pas dans le plan de M. *Duport*, qu'on vous a

Digitized by Google

démontré impraticable, dit-il, mais dans celui de M. l'Abbé *Syeyes*, adopté par la majorité de votre Comité de Constitution.

M. l'Abbé *Syeyes*, qu'appeloit à la Tribune la voix unanime de l'Assemblée, qui désiroit un exposé des motifs de son Projet d'organisation judiciaire, imprimé sans aucun préambule, répondit à ces invitations, en présentant quelques observations générales sur l'institution des Jurés. « Vous m'avez, dit-il, interdit de vous présenter un plan général, en restreignant votre discussion à la seule question des Jurés. Je ne vous prouverai point la nécessité de cette institution en matière criminelle, puisqu'il me paroît que vous êtes unanimes sur ce point, et que même en matière civile on s'accorde à la trouver bonne pour un temps quelconque; je me réduirai donc à la question de savoir si elle est possible dans le moment actuel, et j'entends ici par un Juré, ou un Jury, un Corps de Citoyens capable de juger avec connoissance de cause toutes les questions qui lui seront soumises. Je crois que ces Citoyens doivent être les Pairs des Parties, parce que chaque homme connoît les Lois de sa profession; et relativement aux Lois générales, il faut que chacun d'eux puisse dire: A la place de cet homme j'aurois agi autrement; il a mal fait, il est coupable. Il faut donc choisir des personnes à-peu-près du même état, soumises aux mêmes circonstances; et comme il est impossible qu'elles soient instruites de toutes les sinuosités de nos Lois générales, qu'est-ce qui empêche d'y faire entrer des gens instruits,

Digitized by Google

choisis sur la totalité des hommes de Lois, surveillés par les autres Membres du Jury? Si parmi ces anciens Praticiens il y en avoit dont on eût à se défier, ils se trouveroient arrêtés à la porte du Jury par la récusation. »

« On craint les secousses que pourroit produire un ordre de choses trop extraordinaire. Il ne s'agit plus d'introduire plus ou moins de nouveautés. Vous avez décrété que l'Ordre Judiciaire actuel seroit détruit; il faut le remplacer : tout ce que vous ferez sera nouveau. Nos Adversaires veulent des Tribunaux de Districts; ils s'exposent aux réclamations des Villes qui seront privées de ces Tribunaux; ils avantagent les unes au détriment des autres; dans leurs projets, ils veulent tout changer. Il n'y a que pour les Jurés au Civil qu'ils craignent des secousses. Vous ne pouvez monter un ordre de choses pour le Jury au criminel, qui ne soit pas le même que celui qui est nécessaire pour le Jury au Civil. Ils agissent comme un Manufacturier qui, ayant mille pièces de drap à vendre, n'en feroit faire que cinq cents pour éviter l'embarras des Ouvriers. Je dis plus, les embarras seront bien plus nombreux si vous établissez les Jurés au Criminel, et que vous ne les établissiez pas au Civil. Il faudra conserver le fatras de l'ancien régime, conjointement avec les formes nouvelles. Si nous ne sommes pas dignes de la liberté, convenons en; l'institution du Jury en matière criminelle n'est pas moins prématurée. »

Après que M. l'Abbé *Syeyes* eut ainsi terminé son Discours, l'on demanda qu'il fût fait lecture de la totalité de son plan

Digitized by Google

sur l'Ordre Judiciaire ; d'autres Membres ne desiroient que celle du chapitre relatif à l'institution des Jurés ; et comme dans les Assemblées nombreuses les moindres difficultés exigent souvent toutes les formes des délibérations les plus importantes, il s'est élevé sur cette question une longue et brillante discussion ; cependant on n'a lu que le titre II relatif à l'établissement des Jurys.

M. *Garat* l'aîné, dont le nom suivoit dans la Liste dressée pour l'ordre de la parole, reprit la discussion générale sur l'établissement d'une forme de procédure non déterminée, malgré les réclamations de ceux qui demandoient que l'on ne discutât que la question de priorité, afin d'adopter un plan quelconque pour base de délibération ; car, même dans le plan de M. *Duport*, la forme de procédure par Jurés n'étoit pas déterminée, et par conséquent il n'existoit pas d'objet réel de délibération. M. *Garat* s'attacha uniquement à la réfutation de ce plan. Il parla pendant près de deux heures. La première partie de son Discours n'est qu'un tissu de critiques faites sans ménagement, et souvent sur le ton du sarcasme le plus amer ; au lieu de preuves, et pour détourner l'impatience et les murmures qui se manifestoient, il y ajouta quelquefois des plaisanteries ; il divisa sa seconde partie en douze argumens principaux, pour réfuter autant d'articles du plan de M. *Duport* ; mais, comme une répétition d'objections déjà si souvent renouvelées ne faisoit qu'augmenter l'indisposition des Auditeurs, il fut obligé de terminer à moitié, et conclut en rejetant les Jurés tant au Civil qu'au Criminel.

M. *de Clermont-Tonnerre* renouvela la

Digitized by Google

Motion de M. *Buzot*, dont il développa l'utilité. Il se plaignit de ce que M. l'Abbé *Syeyes* avoit refusé de donner des développemens à l'ensemble de son plan, par une phrase qu'interrompirent les plus vifs applaudissemens. Il est des hommes, dit-il, qui sont le patrimoine de leur siècle et de leur pays, et l'homme dont je parle, etc. (Les applaudissemens qui se renouveloient empêchèrent d'entendre l'éloge, mérité qu'il fit des talens de M. l'Abbé *Syeyes*.) Il conclut à ce que la priorité fût accordée à son projet qu'il fit voir être le seul praticable en cet instant, et par conséquent le seul admissible sous le rapport des circonstances.

M. *Malouet* prit ensuite la parole pour présenter plusieurs objections peu entendues, à cause du tumulte qui résultoit soit de leur peu de rapport avec la nouvelle forme de délibération qu'on se proposoit, soit de la fatigue de six heures d'Audience.

L'Opinant, dans un Discours méthodique et lumineux, rechercha les causes par lesquelles plusieurs personnes se sont persuadées que l'institution générale des Jurés étoit indispensable pour la liberté: « Comme c'est en Angleterre et en Amérique, dit-il, que nous puisons nos motifs pour l'établissement des Jurés, j'examinerai si le Pouvoir législatif et exécutif étant constitué en Angleterre et en Amérique tout autrement qu'il ne l'est parmi nous, nous devons constituer comme en Angleterre le Pouvoir judiciaire. »

« Je sais que la hiérarchie des Tribunaux actuellement subsistans ne sauroit trouver sa place dans le nouvel ordre de choses qui s'établit. Il ne s'agit plus d'un Ordre Judi-

Digitized by Google

claire tel qu'il devoit être pour défendre les intérêts du Prince contre les grands Vassaux, ou les intérêts du Peuple contre l'autorité absolue. »

« Il s'agit de trouver l'ordre le plus pur, le plus impartial pour l'Administration de la justice, celui où l'application de la Loi ait le moins d'arbitraire ; l'établissement des Jurés semble remplir ces conditions. Les Anglois ont reconnu qu'il étoit indispensable sous leur Gouvernement, dans lequel il existe une Chambre Haute composée de Pairs inamovibles et héréditaires, qu'on pourroit assimiler à ces Cours Souveraines que nous allons détruire. »

« Pour nous, dont le Corps Législatif est composé d'une seule Chambre fréquemment renouvelée, qui avons brisé ces grandes masses qui subsistoient sous le nom d'Etats dans quelques Provinces, et multiplié les Assemblées du Peuple et de ses Représentans, nous convient-il également de transporter, dans tous les cas, à des Jurés la principale autorité des jugemens? Dans une Constitution mixte, où des prérogatives et des Pouvoirs héréditaires s'élèvent au-dessus des autres classes de Citoyens, sans doute il est très-important que cette influence soit balancée par celle du Pouvoir Judiciaire, et qu'il soit alors très-rapproché du Peuple ; mais dans une Constitution où il n'y a plus rien de grand que la Loi, il faut qu'elle ait une force irrésistible, et que ses Ministres participent à sa dignité : il doit y avoir une force quelconque indépendante des passions et des erreurs du Peuple ; et comme, de tous les Pouvoirs, celui des Tribunaux peut le moins s'élever au-dessus de

Digitized by Google

la Constitution, il doit aussi être le plus réprimant et le plus redoutable. Il ne suffit pas que le Citoyen soit à l'abri des caprices et du despotisme d'un seul; il faut encore qu'il soit efficacement protégé, comme particulier et comme Magistrat, contre les violences, les ressentimens, les passions de la multitude. Or ce genre de protection ne m'est point assuré, dans certains cas, par les Jurés; car ils sont trop habituellement dans la dépendance du Peuple, ils participent à tous ses mouvemens. Je demande si un homme soupçonné d'accaparemens de grains, ou exposé par ses opinions à l'inimitié du Peuple, seroit en sureté lorsqu'on le traduiroit devant des Jurés prévenus des mêmes impressions. »

« Si le Peuple, exerçant par ses Représentans son droit législatif, se réserve une influence égale sur l'Administration, s'il dirige par ses Officiers l'emploi de la force armée, et qu'il garde enfin par l'Election des Juges une partie principale du Pouvoir Judiciaire, je vois dans les mains du Peuple l'exercice effectif de tous les Pouvoirs publics. Je n'y trouve plus d'equilibre; je crains qu'un tel Peuple ne soit plus occupé de ses droits que de ses devoirs, qu'il ne s'accoutume plus facilement à commander qu'à obéir; je crains que ses passions ne soient plus souvent que ses intérêts la règle du Gouvernement, et que dans un tel ordre de choses la liberté publique et individuelle ne se trouvent compromises. »

« On propose de composer nos Jurés en partie d'hommes de Lois; ce qui paroît indispensable en matière civile : mais ce n'est que dans les Capitales que l'on trouvera un

Digitized by Google

assez grand nombre de Légistes, pour que la récusation et l'alternation de leur service puissent avoir lieu. »

« L'intervention des Jurés dans les affaires civiles me paroît donc impossible, jusqu'à ce que nous ayons simplifié nos Lois, et établi une Jurisprudence uniforme dans tout le Royaume. »

« Dans les affaires criminelles, lorsque je considère les passions, les violences, les préventions, les mouvemens impétueux du Peuple, je ne vois plus une garantie suffisante contre l'oppression. »

« Je conclus donc que dans les affaires civiles la question soit ajournée à dix années : dans les affaires criminelles, j'admets le jugement par Jurés pour tous les délits communs ; mais je demande que dans tous les delits résultans d'attroupemens, séditions, violences, commises soit par le Peuple, soit par un corps armé, ou par un corps administratif, les plaintes soient portées au Tribunal Supérieur de Département, qui fasse appeler un grand Juré pris dans le Département voisin. »

Après ce Discours, plusieurs fois interrompu par des rumeurs qui ne permirent pas à M. *Malouet* de développer son opinion, la Séance fut brusquement levée à 4 heures.

Du Jeudi 8 Mars, séance du soir.

Elle a été ouverte par la lecture de plusieurs Adresses et Dons patriotiques.

Une Adresse de la Milice Nationale de Montauban, réunie au Régiment de Languedoc, en garnison dans cette Ville, a particulièrement fait éclater la satisfaction de l'Assemblée. A cette Adresse, dictée par

Digitized by Google

le patriotisme le plus vif, étoit joint un Acte fédératif de ces deux Corps qui se sont engagés, par les liens d'un serment réciproque, de verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour l'exécution des Décrets de l'Assemblée Nationale.

Un Député du Quercy a attesté que la Milice Nationale de Montauban ayant voulu proposer le même Pacte fédératif à la Milice de Toulouse, la Municipalité de Montauban avoit improuvé cet Acte contraire à l'esprit de subordination.

M. *de Lameth* demanda que les pièces de cette affaire fussent remises au Comité des Recherches. Diverses autres propositions se croisèrent, et toutes concoururent à exciter dans la partie droite de la Salle le plus violent tumulte. La partie de la gauche, qui a la supériorité du nombre, décida 1°. « Qu'il seroit fait une mention honorable dans le Procès-verbal de l'Adresse commune du Régiment de Languedoc et de la Milice Nationale de Montauban : 2°. que le Président seroit chargé de leur témoigner, par une lettre, la satisfaction de l'Assemblée : 3°. que les pièces relatives à la cassation prononcée par la Municipalité de Montauban seroient renvoyées au Comité des Rapports.

L'inutilité des efforts qu'avoit faits contre cette décision le parti de l'opposition avoit déjà échauffé les esprits. L'affaire de la Chambre des Vacations du Parlement de Bordeaux a achevé d'y porter la combustion. Un Décret de l'Assemblée, rendu au commencement du mois de mars, à la suite d'une dénonciation faite contre cette Chambre des Vacations, avoit mandé à la Barre M. *Augeard*, Président, pour y ren-

Digitized by Google

dre compte des motifs d'un arrêt de cette Chambre, relatif aux troubles des Provinces méridionales, et regardé comme incendiaire et injurieux à l'Assemblée Nationale. M. *Dudon*, Procureur-général, dont le Réquisitoire avoit donné lieu à cet arrêt, a été dispensé, à cause de son grand âge, de se rendre à Paris. L'on a fait aujourd'hui lecture de sa lettre de justification. M. *Augeard* ayant ensuite été introduit à la barre, M. le Président lui a dit :

MONSIEUR,

« Si l'Assemblée Nationale n'avoit écouté « que la rigueur des principes; si, pesant « tous les termes de l'arrêt de la Chambre « des Vacations du Parlement de Bordeaux, « en date du 20 février dernier, elle se fût « déterminée par cette seule considération, « peut-être eût elle déployé une sévérité ca- « pable de retenir dans la soumission tous « ceux qui tenteront inutilement de mettre « des obstacles au succès de ses travaux. »

A peine ces derniers mots étoient-ils prononcés, que l'on a vu se lever avec une fureur inconcevable, la majeure partie du côté droit, qui lançoit contre M. le Président les déclamations les plus injurieuses, menaçant du geste et faisant retentir la Salle et les environs d'un tumulte qui, à ce que plusieurs personnes nous ont assuré, a fait prendre les armes à tous les Corps-de-Garde voisins. M. le Président fit dire à M. *Augeard* de se retirer pour un instant; mais l'insurrection n'en devint que plus animée et l'opposition redoubla. M. *d'Espréménil* et M. l'Abbé *Maury* s'étant bientôt distingués comme les chefs du désordre, se plaignirent d'avoir été insultés par quelques per-

Digitized by Google

sonnes placées dans les Tribunes. En conséquence de la réclamation de ces deux Membres, le President ordonna aux Officiers de garde de les arrêter; cet incident ayant un peu rétabli le silence, il exposa qu'il ne ne croyoit pas possible que l'Assemblée délibérât devant le Magistrat présent à la barre, sur la convenance du discours qu'il devoit lui prononcer. La grande majorité confirma son avis, et M. *Augeard* s'étant retiré, il fit lecture du discours entier qu'il avoit préparé, et ce discours obtint encore de la majorité les plus grands applaudissemens. M. *Augeard* a donc été introduit de nouveau, et M. le Président a continué en ces mots :

« Mais l'Assemblée Nationale ayant égard « aux circonstances, et cherchant à se per- « suader qu'en croyant faire le bien on pou- « voit s'égarer sans être coupable d'inten- « tion, vous a mandé pour apprendre de « vous-même quels ont été les motifs de la « conduite de la Chambre des Vacations du « Parlement de Bordeaux. Punir est pour « l'Assemblée Nationale le fardeau le plus « pesant; persuader, voilà son vœu le plus « empressé: elle ne cessera d'être indulgente, « qu'au moment où on la forcera d'être sé- « vère. »

M. le Président a lu ensuite le Décret qui mandoit M. *Augeard*, et ce Magistrat y a répondu par un discours que tout le monde connoit, et qui n'a pas peu contribué à exciter la fermentation de cette Séance, la plus orageuse de toutes.

M. le Président a dit : l'Assemblée a entendu vos motifs; elle y délibérera; vous pouvez vous retirer.

Digitized by Google

M. *de Croix*, montant de suite à la Tribune, demanda le renvoi de ce Discours au Comité des Rapports. M. *de Clermont-Tonnerre* y parut animé du même esprit. « J'appuie, dit-il, la motion du Préopinant, et je crois que le Magistrat qui vient de vous parler est plus difficile à disculper pour son Discours, que pour l'Arrêt même pour lequel il a été mandé. » A ces paroles, une nouvelle explosion, qui partoit de l'extrémité où siégeoit M. *d'Epresménil*, et se communiquoit jusqu'au milieu de la Salle, étouffa la voix de M. *de Tonnerre*. M. *de Lameth* ayant demandé que M. *d'Espréménil* fût rappelé à l'ordre, et noté dans le Procès-verbal, l'Orateur reprit, en s'élevant avec force contre les insinuations de la malveillance, relativement à la situation actuelle du Roi. » Personne n'est plus affecté que moi, ajouta-t-il, des malheurs que nous a rappelés M. *Augeard*; personne n'a plus fortement séparé le bien de la révolution, d'avec la douleur de voir le Roi entouré de perfides Courtisans qui n'ont cherché qu'à le tromper; mais doit-on compter pour rien la consolation qu'il a aujourd'hui d'être au milieu d'un peuple libre, et qui le sera toujours, quels que soient les efforts des ennemis de la révolution ? »

On renouvella la Motion de rappeler à l'ordre M. *d'Esprémenil*. Un Membre l'accusa d'avoir dit tout haut à M. *Augeard*: « *Monsieur, je vous demande bien pardon pour notre Président; il ne sait ce qu'il dit.* » Plusieurs autres expressions bien plus violentes de M. *d'Esprémenil* et de l'Abbé *Maury* excitèrent l'indignation publique; elles ne peuvent être échappées qu'à un délire de l'emportement, et prouvent combien sont

Digitized by Google

dangereuses, au milieu du choc des passions, les Seances qui suivent immédiatement l'heure des repas.

M. le Président tenta plusieurs fois, et très-prudemment, de lever la Séance; mais toujours la majorité, immobile et tranquille au milieu des clameurs, s'y opposa. M. *d'Esprémenil* essaya de se justifier. Les Membres mêmes de son parti l'empêchoient de se faire entendre par le tumulte auquel ils se livroient. La justice veut pourtant que l'on distingue dans cette partie droite de l'Assemblée, un assez grand nombre de personnes modérées qui, également éloignées de tout extrême, conservent constamment le calme de la raison, et sont loin de participer aux violences indécentes produites par l'esprit de parti, ou d'autres causes moins excusables. »

Les progrès de cette effervescence s'étendirent pendant plus de deux heures, au bout desquelles les forces physiques des insurgens s'étant épuisées, M. le Président consulta l'Assemblée sur la Motion de M. *Lameth*.

Il fut décidé que M. *d'Esprémenil* seroit rappelé à l'ordre, et son nom consigné dans le procès-verbal. Une cinquantaine de ses partisans vinrent au bureau au moment où la Séance fut levée, et, demandant d'être aussi rappelés à l'ordre, voulurent signer une réclamation.

Du Vendredi 9 Avril.

Après quelques contestations intervenues à la lecture du Procès-verbal de la Séance précédente, M. *de la Rochefoucault*, l'un des Commissaires chargés de l'aliénation des biens Ecclésiastiques, présenta un projet de

Digitized by Google

de Décret qui, après une longue discussion, fut unanimement adopté :

« L'Assemblée Nationale, considérant qu'il « est important d'assurer le payement à « époque fixe des obligations Municipales « qui doivent être le gage des assignats, a « décrété que toutes les Municipalités qui « voudront, en vertu des précédens Décrets, « acquérir des biens Domaniaux et Ecclé- « siastiques, dont la vente est ordonnée, « devront, préalablement au traité de vente, « soumettre au Comité chargé par l'Assem- « blée de l'aliénation de ces biens, les moyens « qu'elles auront pour garantir l'acquittement « de leurs obligations aux termes qui seront « convenus; qu'en conséquence, la Com- « mune de Paris sera tenue de fournir une « soumission de Capitalistes solvables et ac- « crédités, qui s'engageront à faire les fonds « dont elle auroit besoin pour l'acquittement « de ses premieres obligations, jusqu'a con- « currence de 70 millions, et qu'elle est « autorisée à traiter des conditions de cette « soumission, à la charge d'obtenir, pour « ces conditions, l'approbation de l'Assem- « blée Nationale. »

M. *Anson*, Membre du Comité des Finances, a fait ensuite un Rapport sur la nature des assignats qui doivent être mis en circulation, en attendant la réalisation de la vente des biens Ecclésiastiques; ce Rapport est concerté, tant avec le premier Ministre des Finances qu'avec les Députés du Commerce. Nous en recueillerons les principales idées.

« Les assignats, dit M. *Anson*, doivent suppléer la rareté du numéraire, et prendre la place des billets de la Caisse d'E-

Digitized by Google

compte ; ils doivent être la base des ressources de 1790 et des moyens de détruire les anticipations. Nous avons examiné tous les autres moyens partiels qu'on présente ; il faudroit qu'ils fussent employés tous à-la-fois, et cela même fait douter de leur succès. Nous rejetons les mesures compliquées, les palliatifs qui ne feroient que perpétuer le discrédit. »

« Il faut renoncer à toute anticipation ; vous avez déja reconnu que c'étoit la ressource la plus impolitique et la plus dispendieuse. Ce point déterminé, nous nous trouvons entraînés vers l'émission d'un Papier National. On va sans doute accumuler autour de vous tous les inconvéniens qu'on a éprouvés autrefois dans les opérations de cette nature ; mais nous vous observerons que toutes les espèces de numéraires fictifs mises jusqu'ici en usage, n'ont de commun que le nom avec celui que nous vous proposons aujourd'hui. Le Papier-Monnoie n'a ordinairement qu'une hypothèque générale ; il s'agit ici d'une hypothèque spéciale, affectée sur des immeubles certains. »

« Entrons dans l'examen de notre position actuelle. Il est certain que le numéraire a disparu, et que les billets de caisse ne peuvent plus en tenir lieu. Le paiement de ces billets paroissoit pouvoir être très-prochain ; on avoit pris des précautions pour les retirer. Le Comité a cru que sans secousses, sans efforts, l'argent seroit rappelé dans la circulation. Dans des temps plus heureux, ces espérances se seroient réalisées ; mais en vain les Actionnaires ont retiré de ces billets pour les sommes produites par les demi-actions qui ont été créées ; en vain ont-

Digitized by Google

ils vonlu vendre des assignats ; les inquiétudes sur la Caisse se sont accrues. Le payement à Bureau ouvert, au premier Juillet, devient incertain. Il en eût été autrement si les frais du Culte eussent été déterminés et le remplacement de la dîme prononcé. Nous ne cesserons de vous prier de fixer les idées sur tout ce qui regarde la hiérarchie Ecclésiastique, parce qu'il est indispensable de dégager de toute hypothèque les biens qui seront mis en vente. »

« C'est ici le lieu de relever une erreur qui s'est propagée dans le Public. On a dit que nous mettrions en circulation des billets Municipaux ; ce n'est point là l'opération que nous vous proposons ; on a voulu, en confiant la vente aux Municipalités, exproprier le Clergé. Nous avons vu les heureux effets de cette disposition. Il arrive de toutes parts des soumissions des Villes. Il est donc temps de poser la base d'un crédit vraiment National, le type du remboursement de la dette publique. »

« Ce papier s'éteindra définitivement par la vente des biens hypothéqués, et cette vente certaine augmentera sa valeur. Il ne sera autre chose qu'une sous-division des soumissions fournies par les Municipalités ; il aura une valeur immobiliaire que n'a jamais eue aucun papier National ; ces immeubles ne pouvant échapper aux derniers possesseurs de ces assignats. »

« Vous avez déja fixé à cinq pour cent, par votre Décret du 19 Décembre, les intérêts des assignats qui seront donnés en payement à la Caisse d'Escompte; mais dans la nouvelle opération que nous vous proposons, il existe une différence nécessaire ; il

Digitized by Google

faut donc de nouveau examiner la question. Sans doute, il faudroit un très-grand intérêt si les assignats ne devoient pas circuler; mais il est à craindre qu'on ne nuise aux effets du Commerce, et que l'escompte ne monte en proportion de l'intérêt des effets circulans. Il est juste de prendre des précautions pour ne pas nuire aux Lettres de change. Les Manufactures empruntent de l'argent à cinq pour cent, il faut que l'intérêt des assignats soit au-dessous de ce taux. Quelques personnes voudroient que l'on eût un papier sans intérêts; mais il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit du service de 1790; service qui devroit déja être assuré, et qui ne le sera qu'autant que les assignats seront recherchés. Au moyen de ces intérêts, une grande quantité des assignats sera conservée dans les porte-feuilles, ce qui ramènera une égale quantité de numéraire dans la circulation. D'après le vœu des Députés du Commerce, nous avons pensé que l'intérêt devoit être porté à quatre et demi pour cent. Ceux qui prétendent que le cours des assignats ne devroit pas être forcé, mais seulement rendu attrayant par un plus fort intérêt, commettroient une grande injustice; car les porteurs des créances ne sont presque jamais les créanciers primitifs auxquels légitimement cette augmentation d'intérêt seroit due; ce seroit d'ailleurs une surcharge pour l'Etat, et si nous forçons nos Créanciers de recevoir nos assignats, les leurs ne doivent-ils pas les recevoir de même?»

« Quant à la quotité, deux motifs nous déterminent à la fixer à 400 millions: 1°. il faut qu'elle supplée au numéraire qui nous manque; mais il seroit dangereux qu'elle

Digitized by Google

pût remplacer celui qui existe actuellement dans la circulation : 2°. ce qui rend un numéraire fictif plus digne de confiance, c'est la prochaine aliénation de l'hypothèque ; or, vous n'avez encore décrété la vente que d'une valeur de 400 millions d'immeubles. »

A la suite de plusieurs autres observations de détail, M. *Anson* proposa un projet de Décret en 18 articles, que nous donnerons avec les modifications qu'y mettra probablement l'Assemblée Nationale, en cas qu'elle l'adopte.

A la suite de ce rapport, M. *Chassey* en a fait un dernier, au nom du Comité des Dîmes, dont nous ne présenterons que la substance. Ce Comité est composé de Commissaires tirés du Comité Ecclésiastique, du Comité d'Agriculture, de celui des Finances et de celui des Impositions ; son travail est fondé en partie sur celui que le Comité Ecclésiastique a préparé relativement à l'entretien du Clergé.

Selon ce travail, la dépense totale du culte, pour l'avenir, montera à 65,400,000 l., et il y aura 48,000 Ministres. La dépense actuelle est de 133 millions.

Pour fournir à ces dépenses, le Comité propose de prélever annuellement les frais du culte sur les contributions générales. La Dîme sera supprimée, et la totalité des biens Ecclésiastiques placée dans les mains de la Nation. Il évalue les revenus territoriaux du Clergé à 170 millions ; le produit net de la Dîme à 100 millions : cependant elle pesoit sur le Peuple de 133 millions, en comprenant les dîmes inféodées qui coûtoient 10 millions, et 23 millions pour les

Digitized by Google

bénéfices des Fermiers. Ainsi les Peuples seront affranchis d'un impôt de 133 millions.

Premier bénéfice qui résultera de cette opération : la Dîme étoit une source de procès et de vexations qui vont être détruits. Second bénéfice : l'agriculture sera soulagée, les frais du culte ne portant plus uniquement sur les terres.

Les revenus du Clergé dégagés de charges et les frais du culte payés laissent 63 millions, d'où il faut déduire 15 millions pour le payement des Dîmes inféodées et pour les dettes du Clergé. Reste pour dernier bénéfice 48 millions qui seront employés à liquider l'Etat.

On peut ajouter l'extinction des rentes et des capitaux qui seront remboursés chaque année ; la diminution progressive des frais du culte ; l'augmentation du prix des baux, qui sont tenus très-bas à cause des pots-de-vin perçus par les Titulaires Ecclésiastiques. Ce plan est donc avantageux au Peuple et à la chose publique ; il est juste et constitutionnel, puisque chacun contribuera, proportionnellement à ses facultés, aux frais du culte. Vous payerez les Ecclésiastiques en argent, parce qu'il est impolitique que des grands Corps aient des propriétés. Vous montrerez aux créanciers de l'Etat des gages, en prenant possession des biens Ecclésiastiques, et les faisant administrer par les Assemblées de Districts et de Départemens.

Après avoir donné à ces considérations tous les développemens dont elles étoient susceptibles, M. *Chassey* a conclu par un projet de Décret conforme à ces principes.

L'impression de ces deux Rapports a été ordonnée, et la Séance levée à 4 heures.

Digitized by Google

Du Samedi 10 Avril.

M. *Gossin* a exposé, que dans beaucoup de Municipalités il s'étoit élevé des demandes de dispense d'âge, pour des personnes qui, quoique n'ayant pas 25 ans, ont mérité le choix de la Commune. Il a été décidé que les Décrets sur les conditions de l'éligibilité, seroient exécutés sans aucune dispense.

M. *Vernier* a communiqué, au nom du Comité des finances, les pétitions d'un grand nombre de Villes qui demandent à être autorisées à faire des emprunts; ces demandes ont toutes été confirmées par l'Assemblée.

Le même Membre a proposé le projet de Décret suivant, adopté sans opposition.

« L'Assemblée Nationale instruite par son « Comité des finances, que son Décret du « 18 Janvier dernier, sanctionné par sa Ma- « jesté le même mois, avoit été abusivement « interprété dans différentes Municipalités « du Royaume, a déclaré que par ledit « Décret du 18 Janvier, elle n'a entendu « excepter de la formalité du Contrôle et « de ceux du papier timbré pour les lieux « où il est en usage, que les actes rela- « tifs aux élections des Municipalités, Corps « administratifs, Délibérations, et généra- « lement tous les actes de pure administration « intérieure; et qu'à l'égard de tous autres « actes ci-devant assujettis aux droits de « contrôle et de formule, ils continueront « d'y être sujets comme par le passé, sans « rien préjuger sur le contrôle des ventes « et aliénations à faire aux Municipalités; « et à l'égard des Municipalités qui, par « une fausse interprétation du Décret du « 18 Janvier, se seroient dispensées de la

Digitized by Google

« formule et du contrôle de quelques actes « qui y seroient sujets, ils seront soumis aux « droits ordinaires sans aucune contraven- « tion ».

M. le Président a lu une lettre de M. *Necker*, dans laquelle il demande, au nom du Roi, un crédit au moins de 20 millions sur la Caisse d'Escompte, pour le service des mois d'Avril et de Mai. Il ajoute qu'il répondra aux insinuations répandues contre lui dans les deux derniers rapports du Comité des pensions.

Il est bien étonnant, s'est écrié M. *de Biauzat*, qu'on ne nous apprenne nos besoins qu'à l'instant où il faut y pourvoir; et qu'on ne nous fasse pas connoître les besoins qui nécessitent ces secours, etc.

Le Comité des pensions, a ajouté M. *le Camus*, ne désire rien tant que de voir attaquer son rapport; il n'a rien dit que sur des pieces authentiques. Il ne craint donc pas cette discussion; elle peut avoir l'avantage de jeter du jour sur des matières obscures, et de découvrir de plus en plus les abus.

Nous avons appris qu'il existe un registre de décisions, contenant jour par jour les sommes immenses qui doivent se payer. Nous l'avons demandé le 18 Mars. Le Samedi Saint, M. *Necker* nous a répondu que nous pouvions en prendre communication, chez M. *Dufresne de Saint-Léon*, Commis du Trésor Royal. Nous devions nous y rendre le Samedi suivant; il nous écrivit qu'il étoit obligé de se trouver à un Comité qui se tenoit chez M. *Necker*. Nous allâmes chez le Ministre, qui nous avoua avoir dit à M. *de Saint-Léon* de ne pas se trouver chez lui, parce qu'il espéroit qu'ainsi nous ne pren-

Digitized by Google

drions pas connoissance du livre des décisions. Il nous reprocha d'avoir fait imprimer le Livre-Rouge sans l'autorisation de l'Assemblée Nationale ni du Roi.

Nous observâmes que, quant à l'Assemblée, c'étoit à elle seule que nous devions rendre compte des motifs qui nous avoient fait agir; et que relativement au Roi, nous ne sommes pas ses Représentans, et ne lui devons aucun compte de la mission dont l'Assemblée nous a chargés. Nous ajoutâmes qu'il avoit fallu demander pendant 3 mois le Livre-Rouge, et que nous ne savions par quelles raisons nous n'avons pas encore pu obtenir les originaux des bons des pensions qui existoient sous M. *de Calonne*. Vous voyez, MM., au mépris de vos Décrets, multiplier les obstacles à nos opérations.

M. *Fréteau* appuya et la Motion de M. *Biauzat*, et les observations de M. *Camus*, et il fut proposé de renvoyer la Lettre du Ministre au Comité des Finances; de lui demander un état exact des dépenses qui exigent des secours extraordinaires pour ce mois et le suivant, ainsi que le tableau du déficit et de ses causes; l'état des fonds en Caisses, celui des impositions directes en retard; l'envoi de tous les Registres de recette et de dépense, excepté les Registres journaliers.

M. *Barrère de Vieusac* a présenté, au nom du Comité Domanial, le tableau des Domaines Royaux propres à être mis en vente, concurremment avec ceux du Clergé. Il résulte de ce Rapport qu'exception faite des forêts, apanages et maisons royales qu'il plaira au Roi de conserver, la vente des Domaines territoriaux, droits réels et incor-

Digitized by Google

porels, peut produire un capital de 122 millions.

La discussion s'étant ensuite établie sur le projet de Décret présenté hier par le Comité des Finances, M. *Martineau* a réduit ce projet à trois questions principales. Quelle sera la somme des assignats? leur cours sera-t-il forcé? porteront-ils intérêt?

Il a élevé la somme des assignats à 800,000,000 liv., pour subvenir à-la-fois à tous les besoins. Il a prouvé ensuite qu'ils deviendroient injustes et inutiles si le cours n'en étoit forcé. Et enfin, de cette disposition, il conclut que les assignats ne devoient point porter d'intérêt.

M. *Prieur*, qui paroissoit être du même avis, demanda que, sans désemparer, l'on décrétât l'expropriation du Clergé, et la suppression des dîmes; ce qui mettra, dit-il, une masse énorme d'hypothèques entre les mains de la Nation, seul moyen de rétablir la confiance publique.

Cette Motion, long-temps débattue, occupa le reste de la Séance; il fut décidé que demain l'on traiteroit les questions que proposoit M. *Prieur*, conformément aux trois premiers articles du projet de Décret présenté hier par le Comité des Dîmes.

Du Samedi 10. Séance du soir.

Après la lecture d'un grand nombre d'Adresses, l'on a introduit successivement à la barre plusieurs députations, dont la première composée des Représentans de la Commune de Paris, ayant M. *Bailly* à leur tête, présenta à l'Assemblée un plan d'organisation de la Municipalité. Des Députés de plusieurs Districts de la Capitale sont venus

Digitized by Google

annoncer la soumission et le respect avec lequel ils recevroient l'organisation quelconque qu'il plaira à l'Assemblée de donner à leur Municipalité.

Enfin, une Deputation du Bataillon des Vétérans, composé de six cent-soixante Soldats Citoyens, ayant tous atteint au moins l'âge de 60 ans, est venu offrir à l'Assemblée l'hommage de son zèle et de son expérience. Ils demandent que leur Bataillon devienne le dépositaire du terrible drapeau rouge, de ce signal de rigueur qu'on n'aura peut-être jamais l'occasion de déployer. L'Assemblée applaudit à leur dévouement, et ordonne qu'il en sera fait mention dans le Procès-verbal.

M. *Goupilleau* a fait ensuite le rapport des contestations élevées entre la Municipalité et la Milice Nationale de Montauban.

Les différentes passions des Opinans leur faisant louer ou blâmer la Municipalité, M. *Charles de Lameth* s'écria : « Je ne sais pas comment l'on peut prétendre qu'une Municipalité, élue peut-être par un peuple trompé, a pu blâmer ce que vous avez applaudi avec transport. Il est très-nécessaire de redonner de la force et du zèle aux amis de la Constitution. L'aristocratie redouble d'efforts : pendant la quinzaine de Pâques, on n'a pas craint d'abuser des choses les plus sacrées, pour égarer les Peuples. »

La partie droite de l'Assemblée s'étant soulevée à ces mots, M. le Président a rappellé M. *de Lameth* à l'ordre de la question; il s'y soumit, en ajoutant cependant qu'il avoit cru pouvoir exprimer dans l'Assemblée ce que tout le monde atteste dans Paris; il

Loi

Digitized by Google

dénonça ensuite une lettre incendiaire de M. l'Evêque *de Blois*.

M. l'Evêque *de Clermont* se plaignit amèrement des expressions de M. *de Lameth*. Si l'on continue ainsi, dit-il, il sera impossible au Clergé d'assister à vos Séances. Il sortit en effet brusquement de la Salle, et un grand nombre de Membres Ecclésiastiques le suivirent; ils rentrèrent quelques instans après; mais le tumulte ne s'appaisa pas davantage. Répandus au milieu de la Salle, avec une fureur inexprimable, ils firent encore perdre cette Séance, qui fut entièrement employée à cette discussion, et terminée à dix heures et demie par le Décret suivant, que rédigea M. *Barnave*.

« L'Assemblée Nationale, après avoir entendu son Comité des Rapports, consacre de nouveau le principe de la subordination des Gardes Nationales aux Municipalités, par l'intermédiaire desquelles les ordres du Pouvoir exécutif doivent toujours leur être transmis. Au surplus, considérant que la lettre circulaire écrite par la Garde Nationale de Montauban, en date du 13 mai, a été dictée par le plus pur patriotisme, et n'a pu avoir pour objet de se soustraire à l'autorité de la Municipalité, à laquelle elle est essentiellement subordonnée; elle approuve le zèle de la Garde Nationale, et charge son Président de lui écrire, ainsi qu'à la Municipalité, pour les inviter à travailler de concert au maintien de la Constitution et de la tranquillité publique. »

Du Dimanche 11 Avril.

La Motion de M. *Mougins de Rocquefort*

Digitized by Google

a été présentée aujourd'hui par le Comité Ecclésiastique, chargé de l'examiner, et décrétée de la manière suivante :

« Dans toutes les Paroisses où il y aura « deux ou plusieurs titres de bénéfice-cures, « il sera, par provision, en cas de vacance « ou de démission de bénéfice-cure, sursis « à toute présentation, collation et provi- « sion. »

La question de l'expropriation du Clergé a été mise en discussion.

M. *d'Elley d'Agier* et l'Abbé *Grégoire* ont présenté sur cette question des vues qui paroissent approuvées par la majorité de l'Assemblée ; tous deux se réunirent à adopter le principe du Comité des dîmes ; mais le second demanda, par amendement, que les Curés et les Vicaires reçussent la moitié de leurs traitemens en fonds de terre ; disposition qui a l'avantage de les tranquilliser sur leur sort, en cas d'événement critique dans les finances, et de contribuer au perfectionnement de l'agriculture.

M. *Treilhard* appuya, par une longue dissertation, les principes du Comité des Dîmes.

M. l'Evêque de Nancy protesta, au nom du Clergé, contre ce Projet, et, après l'avoir réfuté dans toute son étendue, demanda que sa réclamation fût consignée dans le procès-verbal. Cette discussion commencée et finie d'une manière très-orageuse, pour prévenir le désordre, fut abrégée. M. le Président leva la Séance, à trois heures et demie. Nous en donnerons la semaine prochaine les détails.

Digitized by Google

Enfin, il vient de paroître ce *Livre-Rouge* si long-temps attendu! Sans doute il donne matière à bien des réflexions; nous nous bornerons pourtant à celles des éditeurs. Que dire en effet d'aussi énergique et d'aussi frappant que cette série de chiffres dont le résultat passe un milliard! L'avertissement est trop important pour ne pas le transcrire en entier; le voici:

« Le Comité des Pensions s'étoit proposé de faire imprimer le *Livre Rouge*, lorsque les objets qui y sont portés le placeroient à son rang dans la collection des traitemens qui est actuellement en distribution. Le dépouillement de ce livre devoit être suivi du détail des gratifications extraordinaires, acquis de comptant, et autres objets compris aux ordonnances de comptant, dont la masse est énorme. Mais l'ordre de travail que le Comité s'est prescrit pouvant retarder encore de quelques semaines la publicité des détails contenus dans le *Livre Rouge*, le Comité s'est déterminé à le faire paroître dès-à-présent. »

« On avertira, à cette occasion, que le Livre rouge n'est pas le seul registre qui contienne les preuves de l'avidité des gens en faveur. Les travaux continuels auxquels le Comité se livre lui découvrent une multitude de preuves d'autres déprédations qu'il fera successivement connoître. Dans un moment où la nation travaille à mettre l'ordre et l'économie dans les finances pour soulager le peuple, dans un moment où le peuple porte avec confiance une partie de son nécessaire au Trésor public, il ne faut pas lui laisser

Digitized by Google

ignorer comment les ordonnances de comptant, imaginées pour voiler une infinité de dépenses qu'on auroit eu honte d'avouer, se portèrent :

En 1779, à	116,176,562 liv.	14 s.	7 d. (1).
En 1781, à	91,971,413	17	6
En 1782, à	87,143,428	2	9
En 1783, à	145,438,131	19	9
En 1784, à	111,714,986	14	9
En 1785, à	136,684,828	5	2
En 1786, à	87,958,401	6	7
En 1787, à	82,913,075	16	1

« Il faudra mettre sous les yeux de la Nation l'audace des Ministres, dont un, comblé des graces du Roi, et jouissant de 98,622 l. de traitemens et pensions; après avoir obtenu, le 26 Mars 1785, des pensions pour dix personnes de sa famille; après avoir ajouté de son autorité, le 23 avril, une onzième pension en faveur d'un parent qu'il avoit d'abord oublié, formoit encore, le 4 Septembre 1787, les demandes suivantes : un Duché Héréditaire; 60,000 liv. de pension; 15,000 liv. réversibles à chacun de ses deux enfans; une somme pour l'aider à arranger ses affaires. Un autre, en se faisant honneur dans le public de ne prendre que moitié de la pension de 20,000 liv. qu'il étoit d'usage d'accorder aux Ministres, demandoit, le 26 Novembre 1788, une quittance de 100,000; somme dont il se trouvoit débiteur dans son propre

(1) Le Comité n'a pas, en cet instant, sous les yeux la note de l'année 1780, non plus que celle de l'état complet de 1788 et 1789.

Digitized by Google

Département, sur les deniers confiés à sa discrétion, et donnoit, pour motif de sa demande, que ses prédécesseurs avoient obtenu presque tous les ans des gratifications de 80 et 100 mille livres. »

« Il faudra que l'on sache comment quelques Ministres accordoient des pensions sans la volonté, outre la volonté, contre la volonté du Roi; que l'on apprenne que le 11 février et le 27 Mai 1788, des Ministres faisoient recevoir au Trésor Royal, par leurs Secrétaires, des sommes pour lesquelles l'ordonnance du Roi ne se trouve datée que de plusieurs jours après. »

« Mais les travaux du Comité n'étant pas encore achevés, à cause des détails immenses que les recherches entraînent, il a besoin du temps nécessaire pour mettre ses résultats en ordre. Rien de ce qu'il pourra connoître, ne sera soustrait aux yeux de la Nation. Il ne parlera jamais que d'après les pièces; il ne dira jamais que la vérité : mais il dira toute vérité; et s'il se rencontroit des obstacles à ce qu'il connût quelque vérité, il dénonceroit ces obstacles à la Nation. Le Comité pourra faire imprimer un jour sa correspondance, afin que le public sache quels sont les Ordonnateurs qui se sont empressés de le mettre en état de découvrir les abus, et quels sont ceux qui se sont vainement flattés de conserver, sous un voile obscur, des détails qu'il étoit apparemment de leur intérêt de laisser ignorer. »

« Le comité des pensions terminera cette note, en répétant ici ce qu'il a déjà annoncé publiquement. Le Roi a été souvent trompé par les prétextes dont on couvroit des demandes indiscrettes. En lui présentant des

Digitized by Google

occasions de bienfaisance particulière, on détournoit un moment ses yeux des besoins de son peuple. Jamais, lorsqu'il a été question, ou de ses affaires, ou de ses goûts personnels, on n'a pu lui persuader de s'écarter d'une sévère économie. Le comité fera remarquer les réponses du Roi à des propositions qui le regardoient personnellement. Elles portent: *Il n'y a rien de pressé. Bon, à condition que cela n'occasionne pas de nouvelles dépenses* (1) ».

« Le Roi a senti la nécessité indispensable de réprimer à jamais ces sollicitations importunes qui dévoroient la substance de son peuple : il s'est entouré de la Nation, pour y résister et en faire cesser l'abus. Les vœux du Roi pour le soulagement de la France ne seront pas illusoires. La Nation ne peut s'appercevoir qu'avec satisfaction qu'en supprimant à l'avenir tous les dons indiscrets, qu'en cessant d'être prodigue pour être toujours généreuse, elle diminuera la masse des dépenses peut-être d'un cinquième par chaque année. C'est ainsi qu'en réunissant les travaux et les découvertes des différens comités, l'assemblée sera enfin à portée de connoître les véritables sources de cette dette immense, qui s'est formée depuis douze ans environ, et dont l'état au vrai, ainsi que les causes, sont encore un problème ».

Fait au Comité, le premier Avril 1790. Signés, *Camus*, *Goupil de Prefeln*, *Gautier de Biauzat*, l'Abbé *Expilly*, le Marquis *de Montcalm-Gozon*, le Baron *Felix de Wimp-*

(1) Voyez le rapport fait au Roi, en février 1790, de la recette des fonds du garde-meuble, pages 22 et 23.

Digitized by Google

fon, *Fréteau*, *Treilhard*, *de Menou*, *de Champeaux-Palasne*, *Cottin*, L. M. *de Lépeaux*.

« Ce Livre est un régistre de dépense, composé de 122 feuillets, relié en maroquin rouge. On a employé, pour le former, du papier de Hollande de la belle fabrique de D. et C. *Blaew*, dont la devise, empreinte sur le papier, est *pro patriâ et libertate*. »

« Les dix premiers feuillets renferment des dépenses relatives au règne de *Louis XV*; les trente-deux qui suivent appartiennent au règne du Roi; le surplus est en blanc. Le premier article, en date du 19 mai 1774, porte 200,000 l. pour une distribution faite aux pauvres, à l'occasion de la mort du feu roi. Le dernier article, en date du 16 août 1789, énonce la somme de 7,500 liv. pour un quartier de la pension de Madame d'*Ossun*. »

« Chaque article de dépense est écrit de la main du Contrôleur-général, et ordinairement paraphé de la main du Roi. Le paraphe est une L avec une barre au-dessous. Ainsi le Livre porte successivement l'écriture de M. l'Abbé *Terray*, de M. *Turgot*, de M. *de Clugny*, de M. *Necker*, de M. *Joly de Fleuri*, de M. *d'Ormesson*, de M. *de Calonne*, de M. *de Fourqueux*, de M. *Lambert*, et de M. *Necker*. En général les articles de la même main sont sous une même suite de numéros; et lorsque l'administrateur cesse d'être en fonction, il y a un arrêté quelquefois de la main du Roi. C'est parmi les articles du temps de M. *Turgot*, de M. de *Clugny* et de M. de *Fleuri*, qu'il s'en trouve quelques-uns non paraphés. »

« La première communication du Livre Rouge a été donnée au comité des pensions, chez M. *Necker*, en présence de M. de *Montmorin*, le 15 mars après midi. M. *Necker* ayant rappelé au comité le désir que le Roi avoit

Digitized by Google

qu'on ne prît pas connoissance de la dépense de son aïeul, les membres du comité, fidèles aux principes de l'Assemblée nationale, s'abstinrent de porter un œil curieux sur cette dépense, et commencèrent la lecture du Livre au premier article du règne actuel. »

La lecture finie, le comité demanda que le Livre lui fût envoyé au lieu de ses assemblées, pour y être examiné librement, et pour que les membres du comité pussent prendre toutes les notes qu'ils jugeroient à propos. On consentit que la seule portion qui avoit rapport au règne de *Louis XV* fût scellée d'une bande de papier. L'envoi demandé a eu lieu. Le comité a d'abord fait l'examen le plus attentif de la forme et de l'état du Livre; et après s'être assuré qu'il étoit dans son intégrité et sans altération, il en a fait le dépouillement qu'il publie aujourd'hui. »

Ce dépouillement consiste en dix Chapitres. Dans le premier, on voit les sommes données aux Frères du Roi; et à l'exception de 150,000 liv. données le 13 Juin 1774 à M. le Comte *d'Artois*, pour la finance d'un Régiment de Dragons, elles sont toutes depuis 1783 jusqu'en 1787. Le total est de 28,364,211 liv. 13 sous 6 den. Un Mémoire de M. *de Calonne* au Roi, du 28 Décembre 1783, imprimé à la suite de ce Chapitre, prouve la peine et les inquiétudes qu'éprouva Sa Majesté, relativement aux dettes de M. le Comte *d'Artois*, et les précautions qu'elle prit, en consentant à les payer, pour que ce Prince n'en contractât pas de nouvelles.

Les dons et gratifications composent le second Chapitre : on y remarque entre autres une ordonnance au porteur en 1782, de 1,200,000 liv. à laquelle somme S. M. a fixé le prix de l'engagement de la Comté de

Digitized by Google

Fénestrange, accordée à M. le Duc *de Polignac* en 1783 et 1784 : ordonnances au porteur, de chacune 20,000 liv. pour deux des trois années de secours accordés à Madame la Comtesse *de Lameth :* en 1784, 100,000 liv. pour secours, à M. le Comte *d'Angivilliers*; plusieurs ordonnances de 15,000 liv. chacune à M. *d'Aligre*, Premier Président du Parlement de Paris, etc., etc. Le total de ce Chap. est de 6,174,793 liv. 19 s. 10 den.

Les pensions et traitemens forment le troisième chapitre : on y voit qu'en 1776, 1777, 1778 et 1779, Madame la Marquise *de Clermont-Tonnerre* a reçu 48,000 liv. à raison de 12,000 liv. par an, etc. etc. Le montant de ce chapitre s'élève à 2,221,341 l. 13 s. 4 den.

Dans le quatrième chapitre sont les aumônes, qui montent, depuis 1774, jusqu'en 1782, à 254,000 liv.

Le cinquième chapitre présente les indemnités, avances, prêts, remplacemens, arrangemens de comptabilité. Le total est de 15,254,106 liv. 12 s. 2 den.

Dans le chapitre 6, il est question des acquisitions et échanges, ce qui forme un total de 20,868,821 liv. 2 s. 9 den.

Les affaires de Finances, dont la somme totale s'élève à 5 millions 825 mille liv., forment le chapitre 7.

Dans le chapitre 8, sont comprises les affaires étrangeres, affaires secrètes des postes et autres; le total est de 135 millions 804 mille 891 liv.

Le chapitre 9 contient les dépenses diverses; telles que dépenses secrètes de la Police, dépenses extraordinaires à l'occasion de la naissance de M. le Dauphin, de M. le Duc de Normandie et de Madame

Digitized by Google

Sophie, et les frais pour le voyage du Roi à Cherbourg, qui a coûté seulement 148,000 livres. Le total de ce chap. est de 1,794,600 liv.

Enfin, le chapitre 10 comprend les dépenses personnelles au Roi et à la Reine: le total de ce chapitre monte à la somme de 11 millions 423 mille 750 liv. 8 sols 6 d. Le Comité ne croit pas devoir entrer dans le détail des articles qui le composent. Il observera seulement qu'une grande partie de la somme a été employée en acquisitions de fonds.

Le célèbre Général *Paoly* a été présenté, Jeudi 8 Avril, à Sa Majesté, par M. le Marquis *de la Fayette*.

LETTRE AU RÉDACTEUR.

MONSIEUR,

« L'impartialité dont vous devez faire profession, me donne lieu d'espérer que vous voudrez bien rendre cette Lettre publique par la voie de votre Journal. »

« Je n'ai jamais répondu aux pamphlets, ni aux libelles. Mon âge, mon grade, mes services, mes blessures et l'estime de l'Armée sembloient me défendre suffisamment contre l'injustice et la calomnie; mais je vois dans les Journaux, et j'entends publier dans les rues un ouvrage intitulé: le *Livre Rouge*, et signé, à mon grand étonnement, par les Membres du Comité des Pensions, quoique le Roi et l'Assemblée Nationale n'en aient ni ordonné, ni permis l'impression. N'étant point compris dans les dépenses de ce Livre, ni pour moi, ni pour les miens, je ne devois pas m'attendre à y être injurieusement cité par des hommes qui devroient

Digitized by Google

me respecter, et pour des graces *qui ne m'ont pas été accordées.* Ma vie entière répondra seule à ces indécentes imputations. Je crois seulement devoir informer le Public, que les pareus qu'on m'accuse d'avoir enrichis par des Pensions, sont dix pauvres Gentilshommes portant le même nom que moi, servant le Roi, ainsi que toute leur famille, et la plupart privés du nécessaire. Tout autre Ministre auroit trouvé juste de venir à leur secours. J'étois leur parent; ce n'étoit pas une raison pour être injuste à leur égard. Ces Officiers, entre eux tous, ont partagé la somme de six mille livres de Pension. Le Public jugera si cette grace étoit excessive. Quant au reproche qu'on me fait d'avoir de mon autorité donné à un onzième parent une Pension, c'est une calomnie, et je n'ai jamais rien accordé, pendant mon Ministère, que j'ose dire irréprochable, sans l'ordre ou l'approbation du Roi. J'en appelle, sans crainte, au témoignage de ce Prince, dont on connoît la franchise et les vertus. Je ne croyois pas, après avoir versé mon sang et sacrifié ma fortune pour mon pays, qu'on osât me faire un crime des bienfaits du Roi, et même de ceux qu'il auroit voulu et qu'il n'avoit pas pu m'accorder. Je souhaite, pour le bien de ma Patrie, que mes détracteurs la servent comme moi. Ce vœu sera ma seule réponse et ma seule vengeance. »

Le Maréchal DE SÉGUR.

M. *Delande*, Avocat de Dijon, Auteur de plusieurs écrits incendiaires, et entre autres d'un discours aux Welches, avoit été arrêté; on l'envoyoit à Paris sous l'es-

Digitized by Google

corte de deux Cavaliers de Maréchaussée; douze hommes masqués l'ont tiré de leurs mains; il est monté sur-le-champ dans une voiture qu'ils amenoient, et s'est soustrait rapidement à toutes les poursuites. Cette anecdote publiée il y a quelques jours, vient d'être confirmée par de nouvelles lettres de Dijon.

La confusion, au milieu de laquelle ont été composés et imprimés les deux derniers N^os^. de ce Journal, nous avoit empêché de revoir le passage où il fut question, il y a 15 jours, de l'affaire de M. *de Blaire* à l'Assemblée Nationale. Ce Magistrat nous a adressé à ce sujet une lettre que nous nous empressons de rendre publique, ainsi que nous l'avons fait, et le ferons constamment, de toutes les réclamations qui peuvent nous parvenir.

MONSIEUR,

« Tous les Journalistes et la troupe nombreuse des Folliculaires qui rendent compte des Séances de l'Assemblée Nationale, ont parlé de l'incident qui a interrompu le 6 Mars la lecture du Discours de M. *Necker*. »

« A l'exception de deux qui ont eu le courage ou la volonté d'être justes, presque tous les autres se sont fait un jeu de me tympaniser. J'ai méprisé leurs ridicules calomnies: mais je vous avoue, Monsieur, que j'ai été affligé de les voir répéter dans le Mercure du 13 Mars. Je ne doute pas

Digitized by Google

que vous n'ayez été mal informé, et par cette raison je me crois obligé de vous instruire de la vérité des faits. Je connois votre impartialité, Monsieur ; je suis persuadé que vous me saurez gré de vous donner les moyens de rectifier une erreur involontaire. »

« Ne trouvant pas de place dans la Tribune des Suppléans, je descends dans la Salle : mes Collègues et moi nous avons l'habitude d'y aller toutes les fois que notre Tribune est pleine. Un Huissier vient me dire de me retirer ; je lui réponds que je suis Suppléant, et qu'en cette qualité je crois pouvoir rester, sur-tout lorsqu'il n'est question que de la lecture d'un mémoire ; je le prie de rendre compte à M. le Président de ce que je viens de lui dire, persuadé qu'il trouvera bon que je reste. L'Huissier se retire, ne peut pas parler à M. le Président, revient un moment après, me dit de sortir. Les Députés auprès desquels j'étois, lui demandent pourquoi il n'a pas parlé au Président comme je l'en avois prié ; l'Huissier insiste, les Députés s'impatientent ; on entend du bruit, la lecture du Mémoire de M. *Necker* est interrompue. M. l'Abbé de *Montesquiou*, appercevant un Huissier dans le haut de la Salle, et croyant qu'un étranger refuse de sortir, dit : l'Assemblée a ordonné qu'aucun étranger ne fût assis sur les bancs des Députés ; s'il y en a qui ne veulent pas se retirer, je prie l'Officier de garde de les faire sortir. Soumis aux Ordres de l'Assemblée, je me retirai. Au moment où j'allois descendre par un des petits escaliers qui sont aux quatre coins de la Salle, plusieurs Députés de

ma

Digitized by Google

ma connoissance me demandèrent pourquoi je n'étois pas dans la Tribune des Suppléans. Je leur répondis : vous voyez qu'elle est remplie, et qu'il me seroit impossible de m'y placer. Comme on faisoit beaucoup de bruit, je fus obligé pour me faire entendre de montrer la Tribune des Suppléans ; voilà le geste, le seul que je pusse faire pour exprimer ma pensée, qu'il a plu à M. le comte *de Mirabeau* de qualifier de geste menaçant adressé à l'Assemblée et au Président. »

« Ce récit très-fidèle vous prouve, Monsieur, qu'il n'est pas exact de dire : *on a remarqué qu'en sortant, il adressait au Président des gestes menaçans.* Il auroit au-moins fallu dire *on a cru remarquer ;* et encore pourrois-je observer que M. *de Mirabeau* seul pouroit le premier faire une pareille remarque. J'ai appris depuis qu'un motif très-noble et digne de son courage l'avoit déterminé a m'intenter une accusation aussi absurde. »

« Il n'est pas plus exact de dire que j'ai *écrit à M. le Président une lettre d'excuse dont l'Assemblée a bien voulu se contenter.* On n'écrit une lettre d'excuse que quand on a des torts. Comme je n'étois pas coupable de celui dont j'étois accusé, je n'ai écrit à M. le Président que pour éclaircir les faits, et pour épargner à l'Assemblée Nationale la douleur de condamner, avant de l'avoir entendu, un Citoyen accusé *par M. le comte de Mirabeau.* Ma lettre est conçue en ces termes : »

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« J'apprends à l'instant que je suis accu-

Digitized by Google

« sé d'avoir insulté par mes gestes l'Assemblée Nationale ; je jure que mon intention n'a jamais été de lui manquer de respect ; il y auroit de la démence à insulter « l'Assemblée Nationale. Si je n'obtiens « pas la permission de venir me justifier « à la barre, je vous supplie, M. le Président, de vouloir bien exprimer mes sentimens à l'Assemblée, et de lui dire combien je suis douloureusement affecté d'une « pareille accusation. »

DE BLAIRE, Conseiller à la Cour des Aides de Paris, Député-Suppléant de la Prévôté et Vicomté de Paris.

Paris, ce 18 Mars 1790.

M. le Vicomte *de la Châtre*, Député du Poitou, avoit projeté, il y a un mois, une Motion à l'Assemblée Nationale, tendante à ce que les Députés fissent le sacrifice de leurs honoraires. Il ne put obtenir la parole; mais son dessein ayant été connu, cette Motion fut travestie peu spirituellement dans les Papiers publics. Exprimé en peu de mots, avec simplicité, et d'après des motifs irréprochables, ce vœu de M. *de la Châtre* n'étoit peut-être pas assez réfléchi ; car il est incompatible avec la composition actuelle de l'Assemblée, où beaucoup de Membres n'ont apporté que leur temps et leurs talens. C'est sans doute une grande et belle question que celle de savoir si, à l'avenir, les Représentans de la Nation doivent être salariés : aucun

Digitized by Google

Membre des Communes Angloises ne reçoit une obole, parce que les Anglois ont cru que chacun de leurs Représentans devoit être indépendant, et qu'un homme qui a besoin d'appointemens, ne l'est jamais qu'imparfaitement. Quoi qu'il en soit de ce problême qui reste à résoudre, ou plutôt qu'on a résolu, ainsi que bien d'autres, par instinct, la Municipalité de Montmorillon en Poitou a adressé des remerciemens à M. *de la Châtre*. Par une lettre du 11 Mars, MM. les Officiers Municipaux et Membres du Conseil général de cette Ville nous ont prié, sous leur signature, de rendre publique leur lettre à M. *de la Châtre*, dont voici copie :

A M. le Vicomte de la Châtre.

« Vous avez toujours donné, Monsieur, des preuves de franchise et de loyauté. Ces sentimens qui forment l'essence de votre caractère vous avoient mérité l'estime et la confiance de vos Concitoyens. Vous êtes devenu l'objet de leur admiration et de leur reconnoissance, en proposant à l'Assemblée Nationale de renoncer à la totalité de ses honoraires. Comme elle anoblit votre cœur, cette sensibilité vive qui vous fait gémir sur les maux de votre patrie! Si les travaux, dont l'Assemblée Nationale est occupée, ne lui ont pas encore permis de décréter le sacrifice que vous lui avez demandé de faire, que ce retard n'affoiblisse pas votre courage; fixez de nouveau son attention sur le Tresor Royal épuisé, sur la lenteur de la perception des impots devenue presqu'impossible

Digitized by Google

par la misère du Peuple. Rappellez-lui comme un de ses premiers soins, le devoir de soulager, par une économie dans laquelle le plus grand nombre de ses Membres étoient accoutumés de vivre, une foule innombrable de malheureux, qui manquent des premieres ressources nécessaires à la vie. Achevez, Monsieur, la peinture des maux excessifs qui nous accablent. Les vertus des Membres de l'Assemblée Nationale doivent animer et soutenir votre zèle. Nous espérons que vivement émus par le spectacle de nos calamités, ils s'empresseront de répondre, comme Fabricius aux Députés des Samnites : *Qu'ils ne recevront plus un argent qui leur est inutile, de la main de ceux qu'ils savent en avoir besoin.*

« Quel que soit, Monsieur, le succès de nos vœux communs, nous vous prions d'agréer l'hommage bien sincère des sentimens de reconnoissance, d'attachement et de respect avec lesquels

Nous avons l'honneur d'être, etc.

Montmorillon, ce 27 mars 1790.

Vers la fin du mois de Février, le Peuple d'Avignon entra dans l'Hôtel-de-Ville, força la Municipalité à abdiquer ses fonctions, et, à ce que nous croyons, en forma une nouvelle. Le Vice-Légat, auquel on avoit porté plusieurs demandes, les fit passer sur-le-champ à Rome. Quelles que soient les vues des Insurgens, l'Assemblée générale des Etats du Comté Venaissin persiste dans la ferme résolution de rester sous la domination du St. Siége. Le 10 Mars, les trois Ordres réu-

Digitized by Google

nis à Carpentras, ont pris et arrêté la Délibération suivante.

« Messeigneurs et Messieurs les assemblés, informés des nouvelles démarches qu'on a tenté de faire pour les soustraire à leur legitime Souverain, et de toutes celles qu'on prepare encore, malgré les justes réclamations des Habitans de cette Province, s'empressent de manifester de nouveau le sentiment qui les a toujours animés, celui de vivre et de mourir sous la domination du Saint Siége. Formant le Corps constitutionnel du Comté-Venaissin, et Représentans de tous les Districts et Communautés de ce Pays, ils approuvent et ratifient en la susdite qualite les protestations faites par leurs Mandataires, les Membres de l'Assemblée ordinaire et du Comité, le 25 Novembre de l'année dernière. Ils avouent les principes sur lesquels ces protestations sont fondées, et qui sont conformes à ceux que l'Assemblée Nationale de France a authentiquement consacrés par son Décret sur la Corse, le 30 du même mois. Ils ne cesseront jamais d'invoquer ces principes immuables, comme étant le premier lien des Societés et le fondement de toute justice, enfin comme faisant partie des dogmes éternels de la raison et de la Nature. »

M. *Fabry*, Subdélégué du Pays de Gex, dénoncé par un Député de cette Province à l'Assemblée Nationale, avoit adressé à M. le Président une lettre qu'on a lue dans un des N^os^. de ce Journal. M. *de Prez de Crassier*, auquel on avoit faussement attribué cette déno-

Digitized by Google

ciation, et aussi Député du Pays de Gex, a adressé à M. *Fabry* une réponse rendue publique, et que l'équité nous oblige de faire connoître. La voici :

Paris, ce 24 Mars 1790.

« Vous avez écrit au Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur, pour vous plaindre d'un discours que j'ai dû faire contre vous, et vous vous êtes permis d'insérer votre lettre dans des feuilles publiques. »

« Vous dites dans cette lettre que j'ai indignement abusé du caractère dont je suis revêtu, pour satisfaire ma passion et diffamer publiquement un Citoyen, *qui pendant quarante-cinq ans a bien mérité du Gouvernement ;* et vous demandez à l'Assemblée Nationale qu'elle improuve ma conduite, ou que je me rétracte. »

« Je ne vous dois sûrement pas de réponse ; je vous en fais cependant une, parce qu'un homme revêtu de la confiance de ses Concitoyens, et siégeant dans l'Assemblée Nationale, doit toujours se prêter à rendre compte au Public de sa conduite, de ses discours et des motifs de son opinion, et parce qu'en consignant votre étrange lettre dans des Feuilles périodiques, c'est au tribunal du Public que vous semblez me traduire »

« Je vous observe d'abord, que quand j'aurois dit dans l'Assemblée Nationale que votre administration avoit été désastreuse pour le Pays de Gex, que par un bisarre assemblage vous réunissiez toutes les fonctions et tous les pouvoirs, que vous étiez à la fois comptable et receveur de vos comptes, Syndic de la province, Subdélégué de l'In-

Digitized by Google

tendant, Receveur des deniers publics, Fermier du Domaine, Juge, Directeur de la Poste; qu'à la suite de travaux si multipliés et d'occupations si variées, vous jouissiez d'une fortune considérable, que M. votre Père n'étoit pas mort si riche que vous l'êtes, et que le Pays de Gex a eu à regretter que sa succession n'ait pas été acceptée pas ses héritiers: je vous observe, Monsieur, que quand j'aurois dit tout cela, quand j'aurois ajouté que vous devez des comptes de votre gestion, votre lettre n'en seroit pas moins irrégulière, parce que je n'aurois dit que la vérité, parce que je n'aurois fait que répéter ce que j'ai dit dans les états de Gex, et ce qui a fait un peu diviser cette puissance concentrée en vous seul, parce que l'Assemblée Nationale a jugé que des comptes pouvoient vous être demandés, puisqu'elle a autorisé la revision des comptes des Administrateurs depuis dix ans, et parce qu'enfin j'ai, comme tous les Membres de l'Assemblée Nationale, comme tous ceux qui votent dans une Assemblée publique et légale, le droit de dire ce que je pense, de dévoiler les abus que je connois ou que je crois apercevoir, sans que mon opinion ou mes discours puissent m'assujétir à une responsabilité, dont le premier effet seroit de détruire la liberté qui est le premier besoin de toute Assemblée délibérative.

« Je vous observe ensuite que je ne l'ai pas dit, que j'ai gardé sur vous et sur votre administration le plus absolu silence; c'est de ce silence peut-être que j'ai à me justifier auprès de mes Commettans. J'ai pensé que la Constitution nouvelle ne permettant plus ni cette réunion de places incompati-

Digitized by Google

bles, ni cette confusion de pouvoirs dont vous avez pendant si long-temps été l'heureux possesseur, il étoit inutile d'exposer d'anciens abus qu'on alloit empêcher de se reproduire ; et le Décret qui autorisoit l'examen des comptes étant provoqué par d'autres organes, et accueilli par toute l'Assemblée, il m'a paru que l'on prononçoit tout ce que j'aurois pu demander. »

« Je n'ai donc pas parlé de vous, M. *Fabry*, quoique j'eusse le droit d'en parler sans que vous eussiez celui de vous en plaindre, à moins que vous ne prétendiez qu'un ancien Administrateur est un homme sacré, sur lequel on ne peut pas même arrêter ses regards. Laissez au moins à vos Concitoyens la faculté de se rappeler combien vous avez mérité de l'ancien Gouvernement, et de voir combien vous y êtes toujours attaché. Quant à moi je vous assure que la haine n'est pas le sentiment que vous m'inspirez, et que si je vois avec un peu plus de plaisir que vous la réforme de tous les anciens abus et l'impossibilité qu'ils renaissent, c'est uniquement pour le bonheur de mes Concitoyens. »

DEPREZ-CRASSIER, Membre de l'Assemblée Nationale.

« *P. S.* J'apprends que vous avez fait imprimer votre apologie.

« Si j'en avois le temps, je ferois un in-folio anti-apologétique, pour rappeler des faits à mes Concitoyens. Vous avancez que j'ai eu l'honnêteté de me rétracter à la salle de la Noblesse, de ce que j'avois avancé à l'Assemblée générale du pays. Non, Monsieur, un Soldat qui avance des vérités ne se retracte jamais. Vous imprimez des lettres du célebre Voltaire, pour vous honorer.

Digitized by Google

« Ce grand homme avoit pour vous la même estime que moi. Voici quatre mots de sa main, qui le prouvent : « Je vous envoie cet e « lettre par Genève, de peur qu'elle ne soit « ouverte ou interceptée par ceux qui déso- « lent ce pays. *Signé*, VOLTAIRE. » Mon frère et mes beaux-frères vous offusquent dans l'administration. Dès leur enfance, ces militaires ont répandu leur sang pour servir le Roi et la patrie ; ils n'ont point de graces de la Cour. Le peu de jours qui leur restent, ils les emploient à servir leurs Concitoyens gratis : est-ce là votre rôle, Monsieur? M. de Voltaire nous avoit délivrés des employés des fermes ; il avoit fait le bonheur du pays, et vous l'avez détruit pour vous conserver tous les pouvoirs. »

Lettte de M. *d'Antraigues.*, lue à l'Assemblée Nationale le 27 mars 1790.

Lausanne, le 20 Mars.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

« C'est avec la plus grande surprise que j'ai appris ce matin, 20 Mars, en lisant les Papiers-nouvelles de France, que j'avois été inculpé dans l'Assemblée Nationale, et que les motifs de cette inculpation étoient les propos incendiaires que l'on m'accuse d'avoir tenus à Bourg en Bresse, et notamment d'y avoir excité les Citoyens à ne pas payer la Contribution Patriotique, de les avoir menacés de la banqueroute en blâmant les Décrets de l'Assemblée. »

« Je ne peux répondre à ces allégations, qu'en vous exposant quelle fut ma conduite à Bourg en Bresse. »

« J'y arrivai malade le 5 Mars, à sept heures du soir. Je fus conduit dans une

Digitized by Google

chambre, où je restai, sans en sortir un seul instant, jusqu'au lendemain 6 Mars, que je partis à 6 heures du matin. »

« Je n'ai vu pendant tout ce temps qu'une seule personne qui habite le Bourg en ce moment, que je priai de venir me voir, et qui passa deux heures avec moi. Nous causâmes seuls sur les affaires publiques; et pendant ce temps, il se peut que le Maître du logis soit entré dans ma chambre; mais eût-il, lui ou tout autre, écouté toute notre conversation, je vous donne ma parole que je ne tins pas un seul des propos que l'on m'impute, et que je parlai beaucoup plus des troubles intérieurs des Provinces et de leur origine, que de ce qui se passoit à Paris. »

« Questionné, ainsi que le sont maintenant tous les voyageurs, j'ai dit qu'il falloit espérer que tout s'arrangeroit; et c'est tout ce que je peux dire sans trahir mon opinion. »

« Je n'ai caché mon nom nulle part : je n'ai point recommandé de le taire, et ce ne peut être un tort; car ceux qui voyagent avec les coupables projets de soulever les Peuples et de les rendre furieux, agissent beaucoup, mais ne se nomment pas. »

« Pardon, M. le Président, de vous occuper de ces détails si petits, si minutieux; mais pouvois-je les éviter? L'accusation elle-même est une inquisition odieuse; il faut bien que je vous dise ce qui s'est passé dans ma chambre, puisque je n'en suis pas sorti un seul instant, et avec qui j'ai parlé pendant mon séjour à Bourg en Bresse, puisque je n'y ai vu personne autre que celui que j'ai prié de me venir voir. »

« Après avoir justifié mes discours, j'en

Digitized by Google

prouve la vérité par ma conduite extérieure. »

« Je n'ai pas toujours été de l'opinion qui a formé tous les Décrets de l'Assemblée, et je pense encore comme je pensois en m'y opposant; mais, en gardant mon opinion, j'ai toujours soumis ma conduite aux Décrets. »

« Dès le mois de Février, j'ai remis ma Déclaration à la Municipalité d'Aysac en Vivarais; vous pouvez ordonner qu'elle vous soit envoyée; vous y verrez que je ne déclare pas la quotité de ma fortune en bloc, comme le Décret m'y autorisoit, mais je la déduis article par article, en appuyant chaque article de la preuve justificative. »

« Vous savez, Monsieur, que ne touchant rien de mes droits féodaux, quoique tous remboursables, j'ai pris des arrangemens pour que le quart de ce revenu, qu'on me retient, soit payé pour payer le quart que nous donnons tous, pour obtenir cette protection de la Loi, que je n'ai pas encore obtenue pour toucher la totalité. »

« Tels furent mes discours, telle a été ma conduite; je desire qu'en tout temps elle soit soumise à toutes les inquisitions imaginables. »

« Mes opinions sont à moi; je n'en peux changer; mais mes actions doivent être conformes à la Loi, elles n'y seront jamais contraires. »

« Veuillez, si vous le jugez convenable, lire ma Lettre à l'Assemblée. »

Le trait suivant, qui fait également honneur au patriotisme et au désintéressement de M. le Chancelier, mérite d'être connu; nous souhaitons qu'il ait beaucoup d'imita-

Digitized by Google

teurs. La plus belle récompense d'un acte de vertu, est sans doute d'en produire. Instruit de la disette de numéraire où se trouve la Capitale, ce Ministre a fait porter au trésor royal, à titre de prêt, sans intérêt, la somme de cinq cent mille livres en espèces, qu'il destinoit à l'acquisition d'une terre. Sa Majesté a voulu qu'on publiât ce sacrifice; et c'est par ses ordres qu'il en a été fait mention dans la Gazette de France.

P. S. On lit dans le Bulletin, ou Journal des Journaux, N°. 15, du 8 Mars 1790, une anecdote inexacte dans toutes ses parties. Elle est conçue en ces termes : M. *d'Entrecasteaux*, ancien Membre du Parlement d'Aix, est sorti de Lisbonne, où il s'étoit retiré après avoir assassiné sa femme. On assure qu'il est revenu en France, et qu'ayant été reconnu, il a été mis en prison.

L'Auteur a été mal instruit. M. *d'Entrecasteaux* est arrivé à Lisbonne le 19 Juillet 1784 ; il n'en est jamais sorti, et il y est mort le 16 Juin 1785. La Chambre des Vacations du Parlement d'Aix, après avoir examiné les preuves légales de la mort de M. *d'Entrecasteaux*, a ordonné que les pièces et les actes qui constatent cet évènement, et que cette Cour a visés dans un arrêt qu'elle a rendu le 7 Janvier dernier, seroient déposés au Greffe du Parlement, et qu'il seroit permis à la famille de s'en faire délivrer des expéditions.

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 1^er^. Avril 1790, sont : 84, 77, 7, 59, 83.

Digitized by Google

MERCURE DE FRANCE.

SAMEDI 24 AVRIL 1790.

PIÈCES FUGITIVES
EN VERS ET EN PROSE.

LE GOUTER,

3e. *Chant d'un Poëme intitulé* : Les quatre Repas.

Doux souvenirs de mes jeunes années,
Retracez-moi ces tableaux toujours chers,
Où du Goûter les plaisirs sont offerts ;
Et vous sur-tout, pour qui les Destinées
Filent encor des heures fortunées,
Heureux Enfans, souriez à mes vers.
Que de vos goûts la naïve peinture
A l'âge mûr les fasse regretter ;
Trop rarement il sait vous imiter.
Ah ! doit-il être un âge où la Nature
Perde le droit de se faire écouter ?

Digitized by Google

L'Hiver a fui : trop long-temps dépouillée,
Flore s'éveille ; elle ordonne au Zéphyr
De déployer son écharpe émaillée ;
Tout l'Univers renaît pour s'embellir.
Foibles Enfans, renaissez pour jouir ;
Entourez-moi ; que ma Muse attendrie,
De votre groupe empruntant ses couleurs,
Peigne à la fois & la saison des fleurs,
Et, sous vos traits, le printemps de la vie.

Je veux saisir cet instant précieux,
Lorsque des mains de la plus tendre mère,
Fanfan reçoit ce fruit délicieux,
Pâle rubis, globule gracieux,
Qui, balancé sous sa tige légère,
De sa fraîcheur semble avertir les yeux.
C'est au Goûter que ces douces prémices
Viennent briller à des regards novices.
Pour lui, trois fois a fleuri le Printemps ;
Mais mon *Bambin*, sur les traces du temps,
Sait-il marcher ? ah ! la première enfance
N'est, en effet, qu'une longue naissance.
Aux traits divers d'un mobile tableau,
Fanfan renaît : sa légère existence
Se renouvelle à chaque jouissance,
Et tout est neuf autour de son berceau.

Mais il grandit, & dans ses goûts avides,
Après dîner, notre jeune gourmand
N'attendra plus l'ordre d'une Maman.

Digitized by Google

Nouvel Hercule, il ira bravement
Ravir bientôt les pommes Hespérides.
A tes exploits je livre le verger,
Joyeux Héros, vole pour l'assiéger,
Et de Pomone épuise la corbeille.
De fruits divers quelle moisson vermeille!
Mille couleurs viennent s'y mélanger :
Ici, paroît la pomme jaunissante ;
Avec éclat la prune ici mûrit;
De tous côtés, dans sa forme changeante,
Se reproduit la poire succulente ;
Et sous nos pieds l'humble fraise rougit.
A mon Fanfan je veux montrer encore,
Dans leurs saisons, l'épineux framboisier,
La jeune treille, & le sanglant mûrier ;
Et l'abricot qui de la tendre Aurore,
Sous son feuillage, a l'éclat emprunté ;
La pêche enfin dont le teint se colore.....
Ah ! mon pinceau tremblant de volupté,
En la peignant, croit peindre la Beauté.
Modèle heureux de ces formes charmantes,
Qu'en les doublant fait arrondir l'Amour,
Elle offre aux sens ce gracieux contour,
Ce velouté, ces teintes séduisantes,
Cette fraîcheur dont les graces naissantes
Ornent Glicère aux jours de son printemps.

Mais quel délire ! où s'emportent mes sens?
Moi, qui devois, de la joyeuse enfance,
Peintre ingénu, présenter l'innocence,

Digitized by Google

A ce tableau j'oſe mêler les traits
D'un autre enfant qui n'y reſſemble guère ;
C'eſt un grand mal, & d'un sèxe ſévère
Devois-je ainſi déceler les attraits ?
Ah ! s'il le faut, pour calmer ſa colère,
Je vais briſer mes crayons indiſcrets.
J'aimerois mieux pourtant obtenir grace ;
Car, dans mes vers, chacun ſe doutoit bien
Que, tôt ou tard, l'Amour trouveroit place ;
Et ſi l'on veut qu'aujourd'hui je le chaſſe,
Une autre fois je ne réponds de rien.

Mais au Goûter, ma verve me ramène
Pour en ſaiſir le cadre varié ;
Qu'en ce moment Fanfan ſoit oublié ;
Il reviendra pour terminer la ſcène.

Après avoir médité mon ſujet,
J'ai reconnu qu'on ſavoit, à tout âge,
De ce repas apprécier l'uſage,
Et qu'un Goûter pouvoit être, en effet,
Le paſſe-temps d'un grave perſonnage.

Lorſqu'avec zèle, un pieux Orateur,
Chez des Nonains (qu'on me permette encore
De les citer (1)) a, de ſa voix ſonore,
Fait retentir & la nef & le chœur,
Juſqu'à la fin il intéreſſe, il touche ;
Les yeux baiſſés, le mouchoir ſur la bouche,

(1) Il eſt queſtion dans le premier Chant d'un déjeûner au Parloir.

Digitized by Google

A son départ, il attendrit le cœur :
Après cela, trouvera-t-il étrange
Que Sœur Agnès, dans sa sainte ferveur,
Pense au Goûter du cher Prédicateur,
Qui, selon elle, a parlé comme un Ange?
Ce Goûter-là, je ne le peindrai pas;
Assez long-temps j'ai, dans un autre cas,
Tenu déjà mon Lecteur à la grille.
Croyez qu'ici la dévote famille,
Pour s'acquitter d'un devoir aussi doux,
A du bon Père étudié les goûts,
Et qu'inspirant l'intérêt le plus tendre,
S'il croit avoir une légère toux,
Un *consommé* ne se fait pas attendre.

C'en est assez, je quitte le couvent,
Et comme a dit certain Auteur savant,
Je viens *revoir ce qui se passe au monde.*
Là, du Goûter plus d'un exemple abonde;
Si toutefois doivent être compris
Ces passe-temps, ces repas de caprice
Dans la soirée, à toute heure entrepris,
Et dont à peine on peut saisir l'esquisse.

Voyez ce lieu qui, de nos passions,
Offre l'histoire & plaisante & tragique,
Où, par l'effet d'un charme fantastique,
L'esprit, le cœur vivent d'illusions;
Dès qu'Orosmane, en son fougueux délire,
Pour nos plaisirs, a poignardé Zaïre,

Digitized by Google

Il nous faut bien quelques distractions,
En attendant que Crispin fasse rire.
Aussi bientôt un jeune Pourvoyeur,
Corbeille en main, lestement se promène :
Marrons glacés, *pastilles à la Reine*,
De loge en loge, invitent l'amateur,
Qui galamment désire avoir l'honneur,
Pour leur Goûter, d'en présenter aux femmes.
Un air brûlant *excède-t-il* ces Dames ?
Soudain arrive, au plus léger signal,
Du suc des fruits cette pâte solide,
Qui, s'élevant en froide pyramide,
Fait chanceler sa base de cristal.

Croyez pourtant que *Warwick*, qu'*Athalie*,
Ne marquent pas l'unique occasion
De nos Goûters, & qu'ailleurs réunie,
Très-décemment la bonne compagnie
Peut hasarder une collation.

Là, dans un cercle, où le plaisir varie
L'emploi du temps, j'aime souvent à voir
Fruits & bombons, qui viennent, sur le soir,
Rompre le cours d'une longue partie.

Ici, du thé l'étrangère manie,
Rempliſſant l'air d'une humide vapeur,
Même au François donne l'air d'un *Penseur*.
Mais un bon mot le rendant à la vie,
Déroute enfin, par sa vive gaîté,
Du nouveau *Club* l'auguste gravité.

Digitized by Google

Soûs un beau ciel, c'eſt un léger nuage.

Bien plus à craindre eſt le fade étalage
De ces Goûters, où priés par billets,
Graves Bourgeois, Matrones vénérables,
Sont, en quadrille, aſſis autour des tables,
Jouant toujours, en attendant les mets
Dont la Maîtreſſe ordonne les apprêts.
L'heure eſt marquée : à l'inſtant tout s'arrange ;
Madame approche, & je la vois d'ici
Diſtribuant les gâteaux & l'ennui ;
Par procédés, il faut que chacun mange....
Ma foi, Meſſieurs, ſoupera qui pourra,
Dit un Plaiſant. D'après cette faillie
Sur le Goûter, la troupe s'extaſie ;
Et cependant Madame aſſurera
Qu'une ſoirée eſt ſans cérémonie,
Et qu'en revanche, elle déſire avoir
L'occaſion de vous mieux recevoir.

Tout effrayé de ſon diſcours honnête,
Je jure bien qu'une pareille fête
Ne m'aura pas. J'aime mieux préſenter
A mon Lecteur un champêtre Goûter.
Non que je veuille, oubliant mes maximes,
Du Villageois m'occuper dans mes rimes ;
Je l'ai promis, je dois le reſpecter (1).
Mais de la ville on peut bien s'écarter,

(1) Dans un autre Chant, je dis que je ne parlerai point du repas du Villageois, parce que ce vain tableau de ſa félicité n'eſt ſouvent qu'une impoſture affligeante.

Digitized by Google

Lorſque, bornant ſa courſe vagabonde,
Un jour d'Eté, le ſoleil va dans l'onde
Plonger, dit-on, ſon char étincelant.
Aux derniers traits de cet aſtre brûlant,
De pourpre & d'or l'horizon ſe colore;
Il n'eſt plus jour, il n'eſt pas nuit encore (1);
Le temps eſt frais, mes amis, ſuivez-moi:
C'eſt un Goûter qu'au bas de la prairie
Vous offrira la ſimple laiterie;
De la Nature on ſuit ici la loi:
Point d'appareil, point d'ornement futile;
La propreté décore cet aſile,
Et l'innocence y vit ſans doute auſſi.
Un doux nectar, ſous la crême épaiſſi,
Couvre les bords d'un vaſte plat d'argile.
Puiſons autour le lait & la ſanté,
Et qu'un pain noir ſur la table apporté,
N'excite pas, par ſa ſaveur groſſière,
De nos dédains la morgue grimacière:
Le pauvre eſt là, pourquoi l'humilier?

Trois fois bientôt j'ai fourni la carrière;
Et cependant je voulois eſſayer
De ſuivre encor le long de la rivière
Et les Rameurs, & le frêle bateau,
Et la muſique, & le Goûter ſur l'eau;

(1) Après avoir fait ce vers, j'ai trouvé celui-ci dans La Fontaine: *Et que n'étant plus nuit, il n'eſt pas encor jour.* Il n'eſt pas heureux de ſe trouver auſſi près de La Fontaine. Ce voiſinage n'eſt pas favorable. Mon vers doit-il reſter?

Digitized by Google

Puis vers la fin, ma Muſe plus tranquille
Eût pénétré chez le convaleſcent,
Qui, dînant peu, ſoupant légèrement,
Trouve ſans doute un Goûter fort utile.

Mais j'ai promis de rappeler Fanfan;
D'un dernier trait il faut ici le peindre.
Ma main ſe laſſe & le jour va s'éteindre:
Hâtons-nous donc, le ſouper nous attend.

Il eſt un jour très-fameux dans l'année,
Lorſque, cédant à l'humide Verſeau
L'honneur d'ouvrir un cercle tout nouveau,
Décembre a vu ſa courſe terminée.
De ce grand jour un menſonge banal
A conſacré le cérémonial:
Vœux impoſteurs circulent à la ronde;
Et trop heureux dans ſes paiſibles goûts,
Fanfan n'y voit que bonbons & joujoux.
De toute part, entre ſes mains abonde,
Sous mainte forme, un ſucre préparé,
Que juſqu'au ſoir Fanfan mange à ſon gré,
Sans qu'une Bonne, en ce jour d'indulgence,
Oſe arrêter ſa jeune intempérance.
Franc dans ſa joie, & libre en ſes déſirs,
Il voit du moins l'inſtant trop peu durable,
Où, ſans contrainte, il vit dans les plaiſirs,
Et ce ſoir même il doit *ſouper à table.*

(*Par M. Deſperoux, Conſeiller au Préſidial de la Rochelle.*)

Digitized by Google

Explication de la Charade, de l'Enigme & du Logogriphe du Mercure précédent.

LE mot de la Charade eſt *Marchepied*; celui de l'Enigme eſt *la Liberté*; & celui du Logogriphe eſt *Marteau*, où l'on trouve *Trame, Rat, Eau, Rame, Arme, Ut, Ré, Ame.*

CHARADE.

MON premier, cher Lecteur, ordonne de marcher,
Tandis que mon dernier engage à ſe cacher;
Mon tout, quoiqu'impalpable & ſouvent inviſible,
Peut agir ſur tes ſens d'une façon nuiſible.

(*Par un Abonné.*)

ÉNIGME.

LECTEUR, vous me trouvez dans la Mythologie;
De la Grèce autrefois j'attirai les Héros,
Par l'appât de cet or, ſource de tant de maux.
Je porte un autre nom dans la Géographie;
Je ſuis entre deux mers auprès d'un mont fameux.
Qu'aiſément, belle Eglé, vous m'allez reconnoître!

Digitized by Google

A votre port de Reine, à vos traits, à vos yeux,
On diroit que chez moi le Ciel vous a fait naître.

(*Par M. Lebrun-Tossa, Prof.*)

LOGOGRIPHE.

JE ne suis point *abeille*,
Mais on me voit comme *elle*
Tirer, & mieux encor le suc de mille fleurs.
Sept pieds forment mon tout ; ils vous offrent, Lecteurs,
En les décomposant, un mois fort agréable ;
Une très-vieille Idole ; un mortel estimable ;
De Laban une fille ; un mets de Moissonneur ;
Un grand nombre ; un bateau ; ce que cherche un Danseur ;
Une ville au Pérou ; ce qui vexe & tourmente ;
Deux notes de musique ; un amas d'eau dormante ;
Enfin un jeu connu. Ma foi, je suis à bout ;
Je n'en sais pas plus long pour vous montrer mon tout.

(*Par M. Monsseau de Malesset.*)

Digitized by Google

NOUVELLES LITTÉRAIRES.

SUITE des Mémoires du Mal. de Richelieu.

SECOND EXTRAIT.

IL y a peu d'époques dans l'Hiſtoire d'une Nation, où un intervalle de peu de jours ait produit, dans les formes extérieures de la Société, d'auſſi grands changemens qu'on en vit à la mort de Louis XIV. Ces changemens ne ſe bornoient pas aux rapports de politique extérieure, ni à ceux des différens partis à la Cour, ou dans l'intérieur du Royaume. C'eſt ce qui n'eſt pas rare au commencement d'un règne, ou d'une nouvelle adminiſtration. Mais ici tout parut nouveau, tout porta le caractère d'une révolution dans les principes, dans les idées, dans les mœurs; tout fut bruſque, heurté dans un paſſage trop rapide à des mœurs & à des opinions nouvelles; ſpectacle qui ſe reproduit de nos jours, mais avec beaucoup plus de violence, comme il devoit arriver lorſqu'après 75 ans, une autre révolution dans les idées a produit enfin une révolution politique, qui met en préſence tous les intérêts, armés de toutes les paſſions, dans une cauſe

Digitized by Google

intéressante pour l'humanité entière. Les changemens opérés à la mort de Louis XIV sont loin d'offrir ce caractère imposant; mais la réunion de tous les contrastes dut les rendre presque aussi frappans pour les contemporains. Nous ne chercherons point à rassembler ici tous ces contrastes, ils sont trop connus, ainsi que les faits & les évènemens devenus célèbres par leur singularité bizarre, ridicule ou désastreuse; mais ce qu'il importe de remarquer, c'est l'influence que cette époque a exercée sur nos mœurs pendant un si grand nombre d'années. Louis XIV avoit orné la galanterie de manière à pouvoir la faire regarder comme une partie de son goût pour la représentation. Le Régent, doué d'un esprit brillant & aimable, fit, de son esprit, l'ornement de la plus extrême licence dont on ait eu l'idée, depuis les fêtes nocturnes d'Antoine, d'Octave ou d'Heliogabale. Il semble regarder la décence dans les plaisirs, comme une portion de cette hypocrisie qu'il avoit tant détestée dans la Cour du feu Roi. Louis XIV avoit paru respecter son propre despotisme dans les ménagemens qu'il avoit pour ses Ministres, même pour leurs fautes & leurs erreurs, qu'il essaya de voiler plus d'une fois. Le Régent se joua du mépris qu'il avoit pour les siens, & sembloit les maintenir en place, pour jouir de plus près & plus long-temps de leurs ridicules, qu'il exposoit plaisamment à la risée publique. En

Digitized by Google

couvrant de toutes les dignités de l'Eglise & de l'Etat, Dubois le plus vil des hommes, il sapoit à la fois les fondemens du double respect qui avoit environné le trône de Louis XIV ; il faisoit parvenir jusqu'aux dernières classes de la Société, le profond mépris que méritent trop souvent les organes de la Religion, & les dépositaires de l'autorité ; mépris qui passant de la personne à la place, remonte avec le temps jusqu'à la source même de cette autorité. C'est ainsi que le despotisme prépare de loin sa ruine par folie, par désœuvrement, par gaîté, & se détruit lui-même pour se désennuyer, se divertir, tuer le temps.

On ne peut, au reste, considérer toutes les grandes & aimables qualités de ce Prince, sans gémir de l'inconcevable fatalité qui le soumit pour jamais à l'ascendant de ce vil Abbé Dubois. On disoit de son temps qu'il en avoit été ensorcelé. Ce fut un terrible maléfice que celui qui priva la Nation du fruit de tant de bonté naturelle, & d'une réunion de talens si précieuse. Courage brillant, intelligence prompte, aptitude à tout, esprit étendu, goût pour tous les Arts & pour toutes les Sciences, & ce qu'on a moins remarqué, parce qu'alors la Nation avilie ne formoit pas même un vœu pour la liberté, ce Prince, au milieu des illusions de son rang, désiroit la liberté publique ; il mépriſoit le gouvernement, non pas de Louis XIV, mais le Gouvernement Fran-

Digitized by Google

çois ; il admiroit celui de l'Angleterre, où tout homme n'obéit qu'à la Loi, n'eſt jugé que par la Loi ; il citoit à cette occaſion les noms de pluſieurs Princes qui, en France, après avoir été les eſclaves de l'autorité, en avoient été les victimes. Il rappeloit avec complaiſance l'anecdote du Prieur de Vendôme, qui, après avoir enlevé à Charles II, Roi d'Angleterre, une maîtreſſe, femme de ſa Cour, lui en enleva une autre à la Ville, ſans que Charles eut d'autres moyens de ſe venger, que d'engager Louis XIV à le délivrer de ce dangereux rival, en le rappelant en France. On ſait qu'il avoit long-temps déſiré l'Aſſemblée des Etats-Généraux, & que même dans ſa régence il fut prêt à les convoquer. Ce ne fut pas ſans peine que Dubois réuſſit à le détourner de ce deſſein. On a réimprimé l'année dernière le Mémoire curieux qu'il fit à cette occaſion. C'eſt un modèle d'impudence comme ſon Auteur. Enfin, ce qui eſt un trait de caractère encore plus remarquable, ce Prince prit plus d'une fois le parti du Peuple contre ſes Miniſtres & ſes confidens les plus intimes. Qu'on juge de leur ſurpriſe, lorſqu'au moment d'un tumulte populaire à la veille de la banqueroute de Law, il repouſſa le conſeil violent de réprimer la ſédition par la force militaire. *Le Peuple a raiſon*, dit le Prince, *s'il ſe ſoulève ; il eſt bien bon de ſouffrir tant de choſes.* Il ajouta que s'il étoit né

Digitized by Google

dans la classe du Peuple, il eût voulu se distinguer en prenant la défense des François outragés par le Gouvernement ; mais que dans la sienne, en cas de révolte ou de guerre civile, il se mettroit à la tête du Peuple contre les Ministres, si le Peuple l'exigeoit pour sauver le Roi.

Tel fut le Prince à qui de son temps on trouvoit le plus de ressemblance avec Henri IV, mais qui n'en fut pas moins funeste par l'inconcevable foiblesse qui rendit inutiles toutes ses vertus. C'est ce que la Duchesse d'Orléans sa mère avoit présagé, dans un Apologue ingénieux, où elle introduisoit plusieurs Fées bienfaisantes, dotant son fils d'un talent ou d'une grace ; tandis qu'une dernière Fée détruit malignement l'effet de tous ces dons, par celui qu'elle leur ajoute, la facilité de caractère. Ce mot de facilité substitué à celui de foiblesse par l'indulgence maternelle, devint d'un usage universel parmi ses Courtisans. On sent par combien de raisons il devoit réussir ; & Voltaire consacra dans *la Henriade* cette nuance habilement saisie par les flatteurs, en disant de lui, qu'il étoit *facile & non pas foible.* Mais dans la vérité, quel Prince fut plus foible que celui-ci ? Etoit-ce sur sa facilité, ou sur sa foiblesse que comptoit l'A. Dubois, lorsqu'après lui avoir arraché sa nomination à l'Archevêché de Cambrai, & voulant que son sacre si scandaleux fût honoré de la présence de son Maître, il os-

Digitized by Google

donnoit à Madame de Parabère, maîtresse du Régent, d'exiger du Prince qu'après avoir passé la nuit avec elle, il assistât publiquement à la cérémonie, ce qu'elle exécuta, dans la crainte que ce Prêtre la perdît auprès de son amant, comme il l'en avoit menacé ? Etoit-ce foiblesse ou facilité, lorsqu'après la banqueroute de Law, montant en carrosse pour aller au Parlement faire enregistrer un Edit ordonnant des recherches contre les Financiers, il dit à Nancré, Capitaine de ses Gardes Suisses, qui resta confondu : *Nancré, que dites-vous de ces Ministres qui font de moi un persécuteur ?* On peut dire même qu'il le devint dans tous les sens, puisque sous l'administration du Prince qui mépriſoit le plus toute querelle religieuse, d'Argenson, devenu Ministre, remplit les prisons des Jansénistes, & fit même bâtir à Bicêtre trois cents loges nouvelles *pour les Jansénistes du menu Peuple.* On voit que la Théologie étoit descendue bien bas. C'est que Dubois, qui d'abord, par un intérêt bien entendu pour la régence & pour lui-même, avoit rehaussé le Jansénisme & le Parlement, aspira depuis au chapeau de Cardinal, & dans ce dessein, se fit auprès du Saint Siége un mérite de persécuter les Jansénistes, & de faire enregistrer la Bulle. On ne cesse d'admirer l'absurde intérêt que le Régent prit à cette affaire, & le ridicule chagrin que lui causa sa fille, l'Abbesse de Chelles, que d'abord il avoit fait Janséniste, en lui don-

Digitized by Google

nant un Directeur de ce parti, mais qui resta fidèle à cette doctrine, lorsque Dubois eut intérêt de persécuter le Jansénisme. Cette Princesse qui avec l'esprit de son père, en avoit l'extrême vivacité, s'étoit tellement attachée à cette Secte, qu'elle étoit devenue la plus grande Théologienne du parti, & déguisée en Sœur converse, avoit confondu le Cardinal de Bissy. Le Cardinal vaincu se mit en colère comme de raison, eut recours à sa qualité de Prince de l'Eglise, titre avec lequel on n'a jamais tort, & parla de mettre en pénitence la Sœur converse, qui à son tour se fit connoître, & reçut comme Princesse les excuses du Cardinal humilié, & qui pis est, du Théologien battu. Cette obstination de l'Abbesse de Chelles, fut une vraie peine pour le Duc d'Orléans; & cette peine dura, car la Princesse demeura toute sa vie la patronne & la protectrice du parti Janséniste.

Il paroît difficile d'écrire sérieusement l'Histoire de cette époque. Il faut savoir d'autant plus de gré au Rédacteur des Mémoires, d'avoir très-bien développé dans ce mélange de tant d'intérêts divers, la cause de tous les évènemens, les ressorts de toutes les intrigues intérieures, & ceux de la politique étrangère. On sent que nous ne pouvons nous engager dans ce labyrinthe; & si nos Lecteurs croyoient y perdre, nous adoucirions leurs regrets, en appliquant à cette période de temps un mot du Cardinal Alberoni au Duc de R... Il lui mandoit

Digitized by Google

dans une lettre écrite pour l'engager dans l'intrigue connue sous le nom de conspiration de Cellamare : » Il ne s'est rien fait » de bien en Europe depuis trente ans, & » en France depuis un siècle«. La France continua encore quelques années à mériter ce reproche. Bornons-nous donc, en parlant de ces Mémoires, à ce qui intéresse plus particulièrement le Duc de Richelieu lui-même. Aussi bien son Histoire tient-elle à celle des mœurs, c'est-à-dire à la perfection que les mauvaises mœurs reçurent alors en France. On connoissoit assez toute cette Cour du Régent ; mais on trouve ici quelques anecdotes nouvelles, ou du moins peu connues. Telle est, par exemple, la manière dont on s'y prit pour rendre la Duchesse d'Orléans Douairière, moins contraire au système de Law ; ce fut de la rendre favorable à sa personne. Law étoit bel homme ; & une Princesse de 63 ans, de mœurs sévères jusqu'alors, fut sensible à ses empressemens ; c'est une foiblesse ou une facilité qu'on pouvoit remarquer même dans la Cour de son fils. Le Duc de Richelieu en étoit, comme de raison, un des principaux ornemens. Il brilloit dans toutes les fêtes, dont plusieurs étoient nocturnes, & connues alors sous le nom d'Orgies Grecques, de fêtes d'Adam, &c. ; car l'Histoire, la Fable, la Bible, tout fourniſſoit des sujets ou des allusions à leurs ordonnateurs ; on pourroit dire aussi à leurs ordonnatrices, car les Dames s'en mêloient,

Digitized by Google

entre autres la célèbre Madame de Tencin, sœur d'un Prêtre convaincu de faux & de simonie en plein Barreau, au-moment où il levoit la main pour faire un parjure, & depuis devenu Cardinal ; Religieuse sortie de son cloître après un scandale odieux, intrigante, devenue maîtresse avouée du Cardinal Dubois, long-temps arbitre des graces, & qu'on a vu jouir à Paris, jusque dans sa vieillesse, d'une grande considération. Comme le sens de ce dernier mot va sûrement changer en assez peu d'années, il n'est pas mal de déterminer la signification qu'il a conservée jusqu'à ces derniers temps. D'abord, ce mot magique, *considération*, ne développoit guère son influence que dans l'enceinte assez étroite d'un certain public, d'un public *choisi*, comme on disoit. La personne *considérée* étoit, pour ce public, l'objet d'une attention marquée, d'un intérêt apparent & convenu. Il falloit la connoître, l'avoir vue, la voir plus ou moins. On la citoit plus ou moins fréquemment, mais plus volontiers qu'une autre, il n'étoit pas nécessaire de savoir pourquoi. Le demander eût été de mauvais goût ; il étoit réglé que cette existence n'appartenoit de droit qu'à tel rang, telle position, telles circonstances, &c. C'étoit un *privilége* dont le brevet n'existoit pas, mais étoit admis comme reconnu valable entre les initiés, les seuls intéressés à l'affaire. On eût ri d'un étranger qui eût attaché à ce mot *considération*, les idées d'estime, de bienveillance.

Digitized by Google

Seulement elles n'étoient pas exclues, c'étoit beaucoup. A la vérité, ces nuances n'étoient pas très-éclaircies dans toutes les têtes; mais on s'entendoit, ou l'on croyoit s'entendre, ce qui, dans le fond, revenoit à peu près au même; d'ailleurs, il importoit de ne pas trop simplifier cette belle science, dont le mystère faisoit le piquant. Cet heureux temps n'est plus: la trace, & même le souvenir de ces minuties enfantines va disparoître dans une évalution plus juste des hommes & des choses, presque impossible sous un gouvernement despotique, où presque tous les esprits, faute d'aliment solide, étoient réduits à se repaître de ces illusions. L'esprit françois étoit parvenu à donner une sorte d'agrément à de pareilles mœurs; mais on sait qu'il avoit fait en ce genre bien d'autres miracles. Témoin les succès de ceux qui se qualifioient eux-mêmes les *roués* du Régent, mot nouveau introduit alors dans la Langue, ainsi que celui de *braque*. Les Courtisans du Prince expliquoient ce mot de *roués* en Courtisans, *gens qui se feroient rouer pour lui*. Le Prince, plus heureux dans son explication, mais un peu ingrat, prétendoit que ce mot vouloit dire *gens bons à rouer*; cependant il se laissoit gouverner par eux, ils influoient sur les affaires. Le Cardinal Dubois les lâchoit contre les honnêtes gens qu'il vouloit perdre; & le Duc de Richelieu remarque positivement qu'ils firent renvoyer du Ministère le respectable & laborieux Duc de

Digitized by Google

Noailles, lequel ne pouvoit tenir, dit-il, contre les soupers des *roués*, sur-tout ne donnant point à dîner, faute alors très-essentielle de la part d'un Ministre. Plusieurs de ces roués étoient des hommes pleins d'esprit & d'agrément, tels que le jeune Comte de Broglie, Nocé leur chef, que le Prince appeloit publiquement son beau-frère, parce qu'ils avoient la même maîtresse. Mais le plus singulier de ces Messieurs, étoit un Marquis de Canillac, dont le Duc de Richelieu rapporte quelques mots très-plaisans. C'étoit lui qui disoit à Law: *Je fais des billets & je ne les paye pas. C'est mon système, vous me le volez; rendez-le moi.* Il mêloit quelques sentimens de décence personnelle aux complaisances qu'il avoit pour le Régent. On l'appeloit le Lieutenant de Police nocturne, quoiqu'à vrai dire, d'après le récit de ces fêtes, on ne voit pas ce que Canillac y empêchoit; il n'en étoit pas moins pour cette Cour une espèce de Burrhus; il ne devoit pas être difficile d'y paroître tel, mais les détails du rôle demandoient beaucoup d'esprit.

C'est dans cette Société que le jeune Duc de Richelieu passoit sa vie, enlevant au Régent quelques-unes de ses maîtresses, soit femme de Théatre, soit femme de sa Cour; cela étoit à peu près égal, car elles vivoient ensemble; & la plus honnête de toutes étoit une Actrice, nommée Emilie, qui, ayant demandé quinze mille francs au Prince, pour acheter une maison de cam-

Digitized by Google

pagne, refusa le double de cette somme envoyée par le Prince; tandis que Madame de Parabère partageoit avec Nocé la dépouille des gens de Finances, inquiétés par la Chambre ardente. A tous ces plaisirs se mêloient, comme de raison, quelques duels de temps en temps. Une tracasserie de Société en occasionna un entre le Comte de Gacé & le Duc de Richelieu; celui-ci fut dangereusement blessé, & de plus conduit à la Bastille. Pendant sa détention, on instruisoit son procès; mais comme il convenoit à deux Maisons considérables que le duel ne fût pas prouvé, il ne le fut pas, & le Duc de Richelieu sortit de la Bastille; sa convalescence y avoit été longue, quoique l'amour vînt le consoler, ou plutôt parce que l'amour venoit le consoler. Madame de Charolois, accompagnée de Madame la Princesse de Conti, ayant gagné les Geoliers à prix d'argent, lui rendoit fréquemment des visites nocturnes. C'étoit le sort du Duc de Richelieu, d'être visité à la Bastille par des Princesses. Il y fut remis quelques années après, pour être entré dans la conspiration de Cellamare. Il y reçut encore la visite de cette même Mlle. de Charolois, & de Mlle. de Valois, fille du Régent. Ces deux Princesses qui, en découvrant le secret de leur rivalité, s'étoient portées à de violens excès l'une contre l'autre, se réunirent pour sauver leur amant. Mademoiselle de Charolois offrit le sacri-

Digitized by Google

fice de sa passion à sa rivale, si celle-ci parvenoit à fléchir le Régent. C'étoit un combat de générosité que ces Princesses eurent le plaisir de voir applaudir au Théatre quelques années après, dans la Tragédie *d'Inès*, où Constance fait à Inès le même sacrifice. Mais par malheur, la situation des personnages François étoit plus compliquée que celle des personnages de la Tragédie. Le père de Mlle. de Valois étoit aussi son amant, & la négociation traîna en longueur. Elle réussit pourtant, & le coupable recouvra sa liberté. Il lui fallut voir le Régent, être toisé, maltraité de paroles, être appelé ingrat. L'ingrat se justifia de son mieux. Il prétend avoir dit au Prince, que le penchant des cœurs françois étoit de s'attacher aux descendans de leurs Rois, plutôt qu'à leurs parens collatéraux; que la France alloit périr sous ses indignes Ministres; qu'on lui avoit montré avec évidence une prochaine tenue d'Etats-Généraux, &c. Mais ce qui est remarquable, c'est la fin de son discours. Au reste, dit-il, au Régent, puisque le patriotisme est devenu un crime, puisqu'une soumission aveugle aux Ministres, aux Favorites, aux Favoris, est devenue la seule qui conduise aux récompenses, je vous jure que désormais vous ne trouverez en moi qu'un dévoué serviteur. Il faut convenir que dans l'ordre des choses où il vivoit, tout conduisoit à cette belle morale; mais on peut espérer qu'elle ne sera

Digitized by Google

sera plus si nécessaire pour parvenir aux récompenses & aux honneurs.

Il paroît que cette troisième détention du Duc de Richelieu à la Bastille laissa dans son ame un souvenir profond, & sur-tout un vif ressentiment contre le Garde des Sceaux d'Argenson, autrefois Lieutenant de Police. Le Ministre sollicita la commission odieuse d'aller interroger le prisonnier, quoiqu'il eût eu d'anciennes liaisons avec sa famille. Il s'en acquitta d'une manière digne de son ancien métier. Aussi le Maréchal dit-il plaisamment qu'il l'a recommandé à son Historien. Mais si l'Histoire doit faire justice des hommes de cette espèce, la Philosophie doit observer que leur existence suppose le dernier degré de corruption où une société politique puisse parvenir. C'est l'idée que présente le récit des moyens qui conduisirent d'Argenson à la fortune. Etabli dans la place de Lieutenant de Police, qui n'étoit d'abord qu'une charge du Châtelet, il voua au service de Mad. de Maintenon, une armée d'espions dont le nombre s'accroissoit tous les jours. Il fit arrêter arbitrairement tous les Citoyens qui lui étoient suspects; complaisant pour tout ce qui étoit accrédité, terrible pour tout le reste; formidable au Peuple, qui l'appeloit le *damné*; devinant comme par instinct quels hommes pouvoient un jour servir son ambition; & ayant par cette sorte de pressentiment jus-

Digitized by Google

tifié le Duc d'Orléans contre les soupçons du Roi ; esclave des Jésuites, persécuteur des Jansénistes, sans aimer ni haïr les uns ni les autres ; vigilant, laborieux, & ne cherchant le délassement de ses travaux que dans un libertinage obscur. Un goût particulier lui faisoit rechercher les Religieuses, & l'Abbaye de Tresnel fut quelque temps son Sérail. Il consacroit à l'embellissement de cet Hospice, les profits des confiscations qui lui appartenoient. On peut juger le plaisir malin que le Duc de Richelieu reçut de cette découverte. Il étoit aimé d'une Religieuse qui le fit entrer dans le Couvent, déguisé en femme, & le mit à portée de connoître les fantaisies du Garde des Sceaux. Il en instruit le Public après plus de soixante ans ; sans doute il trouvoit juste que la Police ayant su tous nos secrets, nous fussions à notre tour tous les secrets de la Police.

Mais de toutes les confidences qu'il fait au Public, celle qui sera le mieux reçue sans comparaison, c'est celle qui concerne le fameux Masque de fer. Il est enfin connu ce secret qui a excité une curiosité si vive & si générale. C'étoit un Prince, frère jumeau de Louis XIV, né à 8 heures & demie du soir, huit heures après la naissance du Roi son frère.

Ce fut une victime de la superstition. La conduite qu'on tint à son égard fournit trop de réflexions pour qu'on s'en per-

Digitized by Google

mette une seule. Nous renvoyons aux Mémoires pour la preuve & les détails de ce fait. Le Duc de Richelieu exigea que Mademoiselle de Valois arrachât ce secret à son père. La réputation du Duc d'Orléans aide les Lecteurs à deviner quel prix le père obtint de sa complaisance. C'est ce que la Princesse explique sans détour à son amant dans une Lettre en chiffre qui n'a d'honnête que la précaution du chiffre.

Après avoir révélé des secrets de cette importance, on sent bien que c'est un parti pris, de la part du Maréchal, de ne ménager personne. Aussi les curieux d'anecdotes trouveront-ils dans ses Mémoires toute l'Histoire galante ou scandaleuse de ces temps, les portraits des Princesses, leurs aventures, celles des Dames de leurs Cours. C'est Cléon vivant dans ces Cours, & imprimant, livrant au Public son Porte-feuille.

Vous verrez notre liste avec les caractères.

Quelquefois à la vérité les dates ne sont pas précises, mais il y supplée par des à peu près, ou des équivalens très-heureux. *C'étoit dans le temps que Madame la Princesse de ... aimoit M. & M. Ce fut alors que Vauréal (Evêque de Rennes) m'enleva Madame de Gontaut, & c'est dans cette même année qu'il eut la Maréchale & la Marquise de Villars.*

Au reste, en nommant ainsi par leurs

Digitized by Google

noms tant de femmes & de Princesses, il prétend n'avoir eu d'autre dessein que de leur donner une leçon instructive; les Princesses doivent, dit-il, songer comme les Rois, que ceux de leurs Courtisans qui paroissent le plus les adorer, se permettent quelquefois de transmettre à la postérité le tableau de leurs foiblesses. C'est une intention très-morale dont il faut savoir gré au M. de R... Quant à lui personnellement, cette crainte de l'Histoire paroît l'avoir fort peu gêné. Mais croira-t-on qu'elle ait quelquefois affligé le Régent dans les dernières années de sa vie? C'est pourtant ce qui est certain; il songeoit avec peine que les détails de ses licencieuses folies seroient transmis à la postérité. Il faut croire qu'il ne se reprocha pas moins son Gouvernement, qui ne fut guère qu'une orgie d'une autre espèce, & sur-tout que le principal objet de ces remords fut cette affreuse banqueroute dont le souvenir a de nos jours été présenté au Peuple comme une menace capable de réprimer l'ardeur des François pour la liberté, achetée trop cher, disoit-on, par un semblable désastre. Il eût été sans doute horrible. Mais la France avoit souffert une fois ce fléau, sans en être dédommagée par la conquête de la liberté politique, & en restant soumise à ce même despotisme, cause reproductive de cette calamité, comme de toutes les autres. Revenons au Maréchal de Richelieu

Digitized by Google

Ce fut vers ce temps qu'il partit pour son ambassade de Vienne, dont il expose le secret & l'intention. Mais nous ne nous mêlons pas des affaires étrangères ; & laissant de côté la politique, nous n'insistons que sur ce qui représente les mœurs de ce temps, ce mélange de licence & de futilité, revêtu de graces & d'esprit, souvent de facilité pour les affaires, mélange qu'on étoit convenu de regarder comme la perfection du caractère François. Il sera permis sans doute au caractère François de s'élever un peu plus haut ; & il est vraisemblable que le Maréchal de Richelieu aura la gloire d'avoir été dans ce genre, comme d'Epernon dans le sien, le dernier *grand Seigneur* François.

Le Duc de R... fut au courant des affaires sous le ministère du Duc de Bourbon comme sous la Régence, & à Vienne comme à Paris. On a vu par la rivalité de Mlle. de Charolois, sœur du Duc de Bourbon, & de Mlle. de Valois, fille du Régent, qu'il avoit à peu près dans les deux Maisons les mêmes facilités de s'instruire ; mais il étoit de plus en liaison avec Mde. de Prie. C'étoit en savoir autant que le Prince Ministre. Le portrait qu'il fait de la Marquise de Prie, prouve plus de respect pour la vérité que pour la mémoire de cette Dame. Elle disposoit de tout, & vendoit presque tout. Intrigante, spirituelle & libertine, elle gouvernoit le Prince, &

Digitized by Google

elle-même étoit gouvernée, quant aux affaires publiques, par les quatre frères Paris. Le D. de Richelieu raconte un trait qui montre à quelles dangereuſes illuſions la bonne foi des Princes eſt expoſée. Ce Prince étoit enfermé avec Dodun, fantôme de Contrôleur-Général que les frères Paris maintenoient en place, pour gouverner ſous ſon nom & ne répondre eux-mêmes de rien. La Marquiſe ſurvient, endoctrinée par Duverney, un des quatre frères, ſur une affaire de finance dont il devoit être queſtion dans cet entretien. Elle ſe fait expliquer l'affaire, ſaiſit très-bien le point précis de la difficulté, & donne un bon conſeil, d'après la leçon de Duverney. Qu'on juge de l'admiration de Dodun. Eh *quoi*, *Madame*, lui dit-il, *le Grand Colbert vous a donc tranſmis ſon ame.* Se peut-il qu'on oſe inſulter ainſi les Princes, en les traitant comme de vieux tuteurs de Comédie ! On ſait comment, à peu près dans le même temps, cette Marquiſe de Prie ravit à la Maiſon du Prince ſon amant l'honneur de donner une Reine à la France. On cherchoit parmi les jeunes Princeſſes de l'Europe une épouſe pour le jeune Roi Louis XV. Mademoiſelle de Vermandois, ſœur du Duc de Bourbon, belle, ſpirituelle, vertueuſe, élevée loin de la corruption générale, vivoit dans un Couvent à Tours. La Marquiſe ſe hâta de prendre les devants auprès de

Digitized by Google

la Princesse, part, pour s'assurer d'elle, & se fait introduire sous un nom emprunté. Malheureusement le sien étoit fort maltraité par le Public, & elle put s'en apercevoir par les réponses franches & naïves de Mademoiselle de Vermandois. Cette franchise lui couta le Trône. La Marquise sortit furieuse, en laissant entendre ces mots : *Va, tu ne seras jamais Reine de France.* C'est en effet ce qui arriva. Voilà donc une Princesse, pleine de vertus & d'agrémens, victime d'une intrigue subalterne & du ressentiment d'une femme perdue. Tout n'étoit pas agrément pour les Princes dans cet ordre de choses dont la ruine excite des regrets si douloureux. La Marquise continua de braver l'indignation publique, de lire avec dédain les chansons faites contre elle, en disant : *Voilà comme sont les François, quand ils sont trop bien* ; de jeter au feu les remontrances du Parlement de Rennes & de celui de Toulouse, sous prétexte qu'elles étoient de mauvais ton, & qu'elles *sentoient la Province* : mot plaisant que le Duc de R. a dû conserver. Le fruit de toute cette conduite fut de faire renvoyer M. le Duc, qui soutint sa disgrace avec dignité, & qui, séparé de Madame de Prie, parut dans sa retraite rendu à sa bonté naturelle, aussi estimé comme homme, qu'il avoit été blâmé comme Ministre. Quand on voit les mêmes fautes commises par des

Digitized by Google

Princes nés avec des dispositions honnêtes, on ne peut en accuser que les défauts de leur éducation, ou les vices du système social. En France, ce sont les deux causes qui opèrent concurremment le même effet. L'ordre social est changé, & avec lui doivent tomber les vices, source de ces égaremens des Princes. La réforme de leur éducation devient nécessaire à leur bonheur personnel; bientôt à des vices qui n'étoient pas les leurs, doivent succéder des vertus qui leur appartiendront. Ce ne fut pas de lui sûrement que vint l'idée du projet qui s'exécuta sous son Ministère. On donna un compte rendu où l'on supposoit un déficit qui n'existoit pas, & qu'on imaginoit pour avoir le prétexte de mettre un nouvel impôt; c'étoit un faux d'une espèce nouvelle. Nous sommes devenus plus vrais, & la bonne foi de notre déficit actuel est au dessus de tout soupçon. Il faut croire que l'*ame de Colbert, transmise à Madame de Prie*, fut innocente du mauvais conseil donné au Prince, puni, comme tant d'autres, du malheur d'être mal environnée.

La portion publiée des Mémoires de Richelieu renferme les premières années du Ministère du Cardinal de Fleuri. Nous regrettons de ne pouvoir, par le rapprochement des faits, conduire le Lecteur aux idées que présente le résultat de ces faits. Le portrait du Cardinal, l'intérieur de la Cour, les premiers développemens de la jeunesse du Roi, les querelles du Mi-

Digitized by Google

nistère & du Parlement, l'embarras où se trouve le Cardinal par un effet de zèle & du courage de deux Conseillers au Parlement, l'Abbé Pucelles & Mengui; la chanson que, dans sa détresse, il demande à M. de Maurepas, le succès de cette chanson, où celui-ci fait dire aux femmes de la Halle :

Rendez-nous Pucelles, oh gué;
Rendez-nous Pucelles.

Trente séances silencieuses tenues de suite au Parlement, & levées sans avoir ouvert la bouche, par un Président qui prétendoit avoir le droit d'empêcher la discussion des affaires; le Cardinal qui renvoie de Versailles les Députés, en disant *qu'on ne parle jamais d'affaire au Roi*; le profond étonnement de ce Cardinal, lorsqu'ils vont à Marly porter leurs remontrances, le cri de sa surprise & le mot qu'il répète au premier Président : *Ah, Monsieur, à Marly! à Marly! ô Ciel! & pour parler au Roi!* Joignez à ces belles choses le retour des querelles religieuses, l'importance des Prêtres Sulpiciens substituée à celle des Jésuites réduits depuis leur chute à faire des canonisations pour se soutenir un peu dans le peuple, le ridicule Concile d'Embrun, présidé par le ridicule Cardinal de Tencin; toutes ces tracasseries, il faut en convenir, forment l'Histoire de cette

Digitized by Google

époque. Tel eſt donc l'abaiſſement où une Nation peut deſcendre. On l'a vue depuis deſcendre encore plus bas ; & ſon Hiſtoire avoit, comme elle, grand beſoin d'être régénérée. Obſervons que dans cet intervalle de quelques années, cité comme très-heureux, deux hommes diſpoſoient de la plupart des Places dans l'Egliſe & dans l'Etat ; l'un d'eux étoit un Abbé Pollet, qui, dans ſon Parloir de Saint-Nicolas du Chardonnet, recevoit les ſollicitations de toute la Cour, & des Dames les plus titrées ; ce qui ne me ſurprenoit pas, dit le Maréchal de Richelieu, parce que je les avois vu baiſer la main de Law & le ſuivre même dans ſa garde-robe. Le ſecond étoit Barjac, Valet de Chambre du Cardinal. Ce Barjac étoit un ſingulier perſonnage, & mériteroit *un long article à part.* Il diſoit familièrement : Nous avons donné aujourd'hui telle place. Le Maréchal de Villars eſt venu nous voir, & quelquefois même, il parloit en ſon nom, ſans faire mention du Cardinal. Les plus grands Seigneurs lui faiſoient la cour. Mais comme il avoit de l'eſprit & du goût, il falloit y mettre de la meſure. Il étoit parmi les Valets de Chambre des Miniſtres ce que Tibère étoit parmi les Empereurs. Il vouloit que l'adulation fût digne de lui ; que les Courtiſans ſes flatteurs ne s'aviliſſent qu'à ſa guiſe ; & les plus grands Seigneurs y étoient ſouvent fort

Digitized by Google

embarrassés. Voilà de qui tout dépendoit. *Heureusement*, dit le Maréchal, *Barjac étoit un honnête homme.* Heureusement est le terme propre; c'étoit bien fait alors de rendre grace au Ciel de la probité d'un Valet de Chambre. Elle tenoit lieu d'une bonne Constitution, au moins pendant le temps que le Ministre restoit en place, en conservant le même Valet de Chambre. Mais il étoit permis de souhaiter que le bonheur d'une grande Nation reposât sur une base plus solide & plus durable.

Nous espérons que le Rédacteur se hâtera de nous donner la suite de ces Mémoires; ce que nous ne disons pas pour l'obliger de les écrire à la hâte. Nous l'avons déjà blâmé d'avoir donné lieu à ce reproche. C'est à quoi nous bornons notre critique littéraire. On doit lui tenir compte des principes dans lesquels il a rédigé ces Mémoires, & du sentiment patriotique dont il paroît animé presque par-tout. C'est un beau droit à l'indulgence publique, assurée d'ailleurs plus particulièrement au genre de l'Histoire. On ne doit pas rougir de dire avec le plus grand Citoyen & le plus grand Ecrivain de l'ancienne Rome : *Historia quoque modo scripta placet.*

(*C*.....)

Digitized by Google

Je perds mon état, faites-moi vivre. Petite Brochure in-8°. A Paris, chez les Marchands de Nouveautés.

Si l'on croit devoir dire un mot de l'une de ces mille feuilles volantes qu'on débite journellement, ce n'eſt pas qu'elle ſoit au fond moins frivole que les autres, mais elle n'eſt du moins ni forcenée ni groſſière, & peut être d'autant plus dangereuſe, qu'elle roule ſur un ſophiſme répété de vingt manières, appuyé de l'intérêt de beaucoup de gens, & de l'illuſion facile de la pitié générale. L'objet de l'Auteur eſt de décrier & de rendre odieuſes les ſuppreſſions que l'Aſſemblée Nationale a jugées néceſſaires, & que le vœu public indiquoit depuis long-temps. L'artifice de cette Feuille conſiſte à ſuppoſer qu'un état eſt une propriété; & l'Auteur ſe mettant à la place de celui à qui l'on ôte ſon état, crie à l'injuſtice & à l'oppreſſion. » Elevez vous à ce principe & embraſſez-» le tout entier; mon état eſt à moi » comme votre champ eſt à vous. Je me » le ſuis procuré par mes études, mon » travail & mon argent. Si vous m'ôtez » mon état, pourquoi reſpecterai je votre » champ? Faites donc un partage des » terres ».

Je réponds: Vous dites une des plus

Digitized by Google

grandes absurdités possibles, & vous assimilez deux choses dont la disparité saute aux yeux. Votre champ vous appartient en vertu d'un droit naturel, premier fondement de tout ordre social, & aucune puissance n'est en droit de vous le ravir. Votre état au contraire est un marché essentiellement soumis à des clauses éventuelles. Le Souverain crée une charge, un office, une commission; il vous la vend à tel prix, à telle condition, & tant qu'il vous la laisse, elle est à vous. Mais s'est-il engagé à ne la jamais révoquer? Y a-t il une Loi naturelle ou politique qui défende à la Puissance publique de changer l'ordre de choses en vertu duquel vous possédez cet état? Vous n'oseriez pas le dire; cela est trop insensé.

» L'éducation & ma fortune m'ont donné » une charge de Judicature ou de Finance, » un emploi dans les Aides & Gabelles, » ou toute autre chose qui n'existera plus, » & me voilà réduit à l'indigence «.

Votre raisonnement se réduit à ceci: L'expérience aura beau démontrer que la vénalité des charges de Judicature, & l'ordre judiciaire tel que nous l'avons, que le code des Aides & Gabelles, que le régime du Fisc sont autant de fléaux de l'Etat, la Puissance publique ne sera jamais maîtresse d'y rien changer; car il faut avant tout me laisser l'état que j'ai acheté. Voilà ce que vous dites réellement en d'au-

Digitized by Google

tres termes ; & c'eſt pourtant cet excès de déraiſon, ce ridicule ſi palpable qui en impoſe à ceux qui ne réfléchiſſent pas, & dont s'autoriſent ceux qui veulent tromper ou être trompés. » S'il eſt utile que » mon emploi ou ma charge n'exiſte plus, » donnez moi donc une indemnité «. Voilà en effet la ſeule demande raiſonnable que vous puiſſiez faire ; & oſeriez-vous dire qu'on vous la refuſe ? Vous ne l'énoncez même pas ; vous vous contentez de dire vaguement que vous êtes *ruiné*, *réduit à l'indigence*, &c. Allons au fait : tout ce qu'on vous doit, c'eſt ou le rembourſement de votre capital, ou l'intérêt de votre argent. Si vous n'obtenez pas ſur le champ le premier, vous êtes dans le cas de tous les autres Créanciers de l'Etat, & ſoumis comme eux à la néceſſité des circonſtances, vous devez comme eux vous contenter du ſecond. Or l'Aſſemblée Nationale a-t-elle dit, a-t-elle pu dire, que vous n'auriez ni rembourſement ni intérêt ? — Mais ma charge me faiſoit gagner 10, 15, 20, 30, 50 pour cent —. Tant mieux pour vous : vous avez bien fait d'en jouir tant qu'on vous l'a permis : tant pis pour le peuple qui en ſouffroit. On a très-bien fait de ne plus le permettre ; & ſi vous n'êtes pas conſolé par le bien général, vos plaintes ſont fort peu intéreſſantes. Il eſt vraiment étrange que l'on vienne nous dire : Mon étude de Procu-

Digitized by Google

teur, mon emploi de Praticien, ma charge dans les Aides & Gabelles, dans les Finances, &c. me rapportoit des profits énormes, qui étoient néceſſairement la dépouille du peuple, & il faut que le peuple continue d'être vexé, afin que je continue de m'enrichir à ſes dépens. Je conçois que cette logique ſoit celle de l'intérêt; mais ces ſortes de calculs ſe font tout bas, & il y a quelque confiance à les adreſſer à une Aſſemblée de Légiſlateurs. *Faites-moi vivre*, en cette occaſion, ſignifie tout ſimplement, faites-moi vivre aux dépens d'autrui. Cette requête eſt vraiment fort touchante.

» Vous ne voulez pas de banqueroute, » cela eſt très bien; mais j'ai une charge, » un emploi *fructueux*, un commerce *pro-* » *fitable*, un métier *lucratif* & une rente; » prenez ma rente & laiſſez-moi mon état ". Cela eſt frappant de naïveté, mais n'eſt pas fort de raiſon. La puiſſance publique vous répondra: Je ne prendrai point votre rente, car je n'en ai point le droit; & je dois payer l'intérêt de l'argent que j'ai reçu. Mais j'ai le droit d'anéantir votre état, quelque *fructueux* quelque *profitable*, quelque *lucratif* qu'il ſoit, s'il m'eſt nuiſible & onéreux: J'en ai le droit, en vous payant ce qu'il vous a couté. Vous aviez gagné beaucoup, & vous ne gagnerez plus, ou vous gagnerez autrement: voilà tout le mal, il ne renverſera pas l'Etat.

» La volonté générale doit être que

Digitized by Google

» chacun travaille, & que chacun soit » nourri « Oui, sans doute. Eh bien! ne peut-on travailler & se nourrir que dans telle charge, tel emploi, tel office; & quelqu'un vous les avoit-il garantis indestructibles? Vous y avez compté : c'est votre faute; pourquoi avez vous cru les abus éternels?

» L'on m'a induit dans un genre de » travail qu'on juge n'être plus utile; » on me doit du remplacement «. C'est à vous à en chercher. On n'avoit point fait avec vous un marché qui vous assurât que ce travail dureroit toujours, ou qu'on vous dédommageroit.

» La Société ne peut pas me condamner » à ne rien faire, & m'exclure de ma part » dans la richesse sociale «. Qui vous dit qu'elle y pense? N'y a-t-il qu'une manière d'exister? C'est à vous de choisir. Vous aviez étudié les Loix, la Finance, l'Administration, &c. Eh bien! dans tout état de choses, vos études peuvent vous servir.

» Je pouvois faire des fagots, j'ai appris la bijouterie; donc je dois mourir » de faim «.

Supposition ridicule: *mourez-vous de faim* parce que les secousses violentes d'une révolution ont diminué les profits de votre commerce? Dans mille autres circonstances, cette diminution pouvoit avoir lieu, & a eu lieu en effet. Ce sont des accidens dont aucun pouvoir humain ne répond.

Digitized by Google

» Je gagnois avec le Duc, le Marquis, » le Comte & le Baron. Je travaillois pour » l'Evêque, l'Abbé, le Bénédictin, le Ber- » nardin, le Prémontré. Ils étoient tribu- » taires de ma science, de mon art, de » mon industrie. Je jouissois d'une por- » tion de leurs revenus. C'étoit-là ma » fortune, & je la croyois aussi bien as- » surée que des rentes sur l'Hôtel de » Ville ".

Vous pouvez vous être mépris dans votre calcul; car il est plus commun qu'un commerce essuie des pertes & des variations, qu'il ne l'est qu'on ne vous paye pas vos rentes. Vous aurez moins de *tributaires de votre industrie* : cela se peut; vous gagnerez moins. Où est la nécessité que vous gagniez d'avantage? Vous verrez que l'Etat doit vous laisser des *Abbés*, *des Bénédictins*, *des Bernardins*, *des Prémontrés*, pour que vos gains soient toujours les mêmes.

Au reste, le bon sens apprécie les exagérations lamentables de ceux qui veulent faire croire que l'on souffrira toujours, parce que l'on souffre aujourd'hui, que ce qui est aujourd'hui sera demain, & que la France est *ruinée* parce qu'elle est libre. Il est possible, sans doute, que les Arts de luxe perdent quelque chose; que l'inégalité des fortunes soit moins grande; mais dans tous les temps chaque métier nourrira son homme. Tant qu'il y aura des mé-

Digitized by Google

taux, on ne ceſſera pas de les orfévrir; & l'argent pour être reſſerré, n'eſt pas enfoui. La liberté du Peuple Anglois a-t-elle diminué le luxe de Londres; & quand celui de Paris diminueroit, où eſt le mal?

» Vous me dites : la propriété eſt inviolable. Si elle eſt inviolable, pourquoi » prenez-vous le bien du Clergé » ?

On vous a prouvé cent fois que *le bien du Clergé* n'eſt point une *propriété*. Répéter une aſſertion ſans la prouver, ce n'eſt pas la ſoutenir.

» Voulez-vous que nous ſoyons libres? » tranſportez-nous à Sparte ou en Germanie, faites des lots, & tous les ans renouvelez la diſtribution des terres «.

Sans doute on n'eſt pas libre en Angleterre, en Suiſſe, en Suède, &c. Cette idée du partage des terres n'eſt qu'une conſéquence extravagante du ſophiſme que j'ai détruit; elle tombe avec lui. Peut-être s'eſt-on flatté de porter le peuple à cet excès de démence de demander le *partage* des terres. C'eſt ſe flatter beaucoup. On ne néglige rien pour leurer ce pauvre peuple; mais il n'eſt pas tout-à-fait ſi crédule qu'on l'imagine, & il y a des gens qui le détrompent.

(*D*.....)

Digitized by Google

AVIS.

Voyage en Nubie & en Abyssinie, jusqu'aux sources du Nil. 5 vol. in-4°. par M. James Bruce; avec Cartes & Fig. A Paris, Hôtel de Thou, rue des Poitevins. Le Tome I sera en vente le 1 Mai.

Le goût général qu'on a montré depuis quelques années pour les Voyages, n'a pu qu'augmenter par les Ouvrages intéressans qui ont été publiés. Toutes les Nations savantes semblent s'être efforcées à l'envi de parcourir les contrées les plus lointaines, & de tenter de nouvelles découvertes; mais on ne peut le nier, l'Angleterre a, en ce genre de travaux, laissé loin d'elle tous ceux qui ont voulu l'imiter.

Tandis que les Byron, les Wallis, les Carteret, & sur-tout le célèbre Cook parcouroient l'Océan Pacifique, & que ce dernier, après avoir découvert un nombre immense d'Isles & de Nations Indiennes, s'avançoit intrépidement au travers des glaces & des brouillards éternels jusque près du Pôle Sud, un autre Voyageur Anglois bravoit de plus grands dangers peut-être, pour pénétrer dans la partie la plus inaccessible de l'Afrique.

Ce Voyageur est M. le Chevalier JAMES BRUCE, connu depuis long-temps de tous les Savans de l'Europe, & non moins recommandable par son courage que par ses grandes connoissances. Après avoir résidé long-temps à Alger, où il étoit chargé des affaires d'Angleterre; après avoir visité toutes les côtes & l'intérieur de la Barbarie, il s'embarqua pour la Grèce, se rendit en Egypte, remonta le Nil jusqu'aux cataractes de Nubie, revint s'embarquer sur la mer Rouge, qu'il parcourut jusqu'au détroit de Babel-Mandel, traversa

Digitized by Google

l'Arabie, entra en Abyssinie, découvrit le premier les sources du Nil, & visita toute cette partie de l'Afrique.

Il est aisé d'imaginer combien, dans un si grand voyage, M. Bruce a eu occasion de voir de Nations différentes, dont une profonde connoissance dans les Langues Orientales, l'a mis parfaitement en état de nous peindre les mœurs & l'origine. Aussi cette partie, qui manquoit à l'Histoire du Monde, rend son Livre infiniment précieux.

Il en est un autre fait pour intéresser également; c'est l'Histoire rapidement & savamment tracée du commerce de l'Inde, depuis les siècles les plus reculés jusqu'à nos jours. On sera sur-tout étonné de voir combien les Anglois portent de marchandises du Bengale dans la mer Rouge, & combien ils tirent de richesses de l'Yemen, du Royaume de Sennaar, & de l'ancien pays de Saba.

Enfin, cet Ouvrage, où plusieurs plantes, plusieurs animaux encore nouveaux pour l'Histoire Naturelle, sont décrits & dessinés, & qui contient environ 71 Gravures très-belles, est fait pour plaire à toutes les classes de Lecteurs.

L'ancien Editeur de l'Histoire Naturelle de M. de Buffon & des Voyages de Cook, a acquis de M. le Chevalier Bruce la propriété de son Livre, & on l'a traduit en François à mesure qu'il s'imprimoit en Angleterre; de sorte que le premier Volume de la Traduction paroîtra à Paris le même jour que l'original sera mis en vente à Londres, c'est-à-dire le 30 d'Avril. Les Volumes suivans, actuellement sous presse, se publieront successivement & sans aucun retard.

Cette édition est du même format, papier & caractère que les trois Voyages in-4°. du Capitaine Cook. M. Castera, à qui nous devons la Traduc-

Digitized by Google

ion de la Vie de ce célèbre Voyageur, en 2 v. *in*-8°. s'est chargé de celle du *Voyages en Nubie & en Abyssinie*. On n'a rien épargné pour que les Cartes & les Planches ne se cédassent en rien à celles de l'édition angloise.

On a fait graver les caractères des premiers âges du monde. Les Vignettes & Portraits se trouveront dans les Volumes suivans; enfin cette traduction sera une copie exacte & fidèle, tant pour le Discours que pour les Planches, de l'édition originale.

Journal des Sciences utiles, par M. l'Abbé Bertholon. » Ils ne sont plus, dit l'Auteur, ces temps où l'esprit humain, courant après de vains fantômes, ne se repaissant que de chimères, dédaignoit tout ce qui n'étoit marqué qu'au coin de l'utilité «. Les spéculations oiseuses, les systêmes, les hypothèses métaphysiques ne sont plus du goût général; on ne veut maintenant élever l'édifice des connoissances humaines que sur des bases certaines, l'observation & l'expérience; & c'est sur-tout à une époque où une grande révolution vient de s'opérer dans les esprits, qu'il est à propos de faire paroître un Journal qui soit consacré au bonheur de l'homme, & à satisfaire, de la manière la plus efficace, ses besoins toujours renaissans.

Les trois Cahiers de ce Journal qui ont paru, renferment tous des objets utiles.

Le grand nombre de Correspondans que M. l'Abbé Bertholon, connu par plusieurs Ouvrages estimés, s'est procurés en diverses contrées, lui donne les moyens de faire connoître dans ce Journal ce qui a rapport aux Sciences & aux Arts, sur-tout en Angleterre, en Italie & en Allema-

Digitized by Google

gne. Cet Ouvrage, qui existe depuis quatre ans, est composé de 24 Numéros chaque année, avec plusieurs Figures. Le prix est de 25 liv. franc de port. On souscrit à Paris, chez Perisse, Libraire, Pont St-Michel; & chez les principaux Libraires du Royaume.

VARIÉTÉS.

AUX AUTEURS DU MERCURE.

MESSIEURS,

L'EMPRESSEMENT que vous mettez à annoncer tout ce qui peut être utile au Public, me donne la juste confiance que vous voudrez bien insérer dans votre Feuille l'avis suivant.

MM. les Administrateurs de l'Hôpital général ont accueilli avec le plus vif intérêt le désir que je leur avois manifesté, d'y traiter, par ma méthode, au 1 Avril, quinze à vingt malades grièvement attaqués des écrouelles ou humeurs froides. Je devois faire ce traitement sous les yeux de trois Médecins célèbres de la Faculté, & trois Maîtres en Chirurgie de Paris, également célèbres; qu'ils agréoient pour nos Commissaires, afin d'en observer les effets & en rendre compte avec moi au Public; mais MM. les Administrateurs, vu les circonstances actuelles, & les grandes charges de l'Hôpital, n'ont pu que me témoigner leurs regrets de ne pouvoir seconder ma demande.

Digitized by Google

La méthode que je suis dans le traitement de cette maladie, m'a réussi si constamment depuis quinze années, dans les cas les plus graves, que je crois pouvoir assurer que je guéris d'une manière & plus prompte & plus heureuse. Les médicamens que j'emploie sont faciles à faire prendre aux enfans, en ce qu'ils sont liquides & n'ont rien de désagréable. Sur un détail bien fait de l'état des malades par les personnes de l'Art, j'en ai guéri dans les Provinces en envoyant les remèdes & en dirigeant le traitement par écrit.

Je prierois ceux qui m'honorent de leur confiance, de le faire au plus tôt. Personne n'ignore que la belle saison favorise le succès des remèdes, sur-tout dans cette maladie, qui s'accroît tous les jours d'une manière lente & insensible lorsqu'elle est négligée.

J'ai l'honneur d'être avec respect,

MESSIEURS,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur, CUZAUBIEL, ancien Chirurgien des Armées, & ancien Médecin du Roi.

A Paris, rue Mazarine, N°. 28.

Digitized by Google

SPECTACLES.

THÉATRE DE MONSIEUR.

ON a donné, Mercredi 14 du courant, la première représentation de *Geloſie Villane* (*les Jalouſies Villageoiſes*), Opéra bouffon en 2 Actes. Cet Ouvrage a beaucoup réuſſi ; le Poëme eſt un peu moins mal conduit que la plupart de ceux que nous avons vus ſur ce même Théatre. C'eſt un Marquis, jeune étourdi, amoureux de toutes les femmes, & qui en conte à toutes celles qu'il rencontre dans ſa Terre dont il vient de prendre poſſeſſion. Il ne perd pas ſes diſcours, car toutes courent après lui ; mais les Amans & les Maris ſont tous en alarme & en fureur. On en vient même juſqu'à lever ſur lui le bâton, dans un rendez-vous où il eſt ſurpris déguiſé en Payſan : mais enfin comme il ſe retire bien honteux & repentant, tout s'arrange, & la paix revient dans les ménages.

La muſique, qui eſt de Sarti, a eu le plus grand ſuccès, ſur-tout la première finale qui eſt du plus bel effet.

Dans le N°. prochain, nous donnerons l'Article du Théatre de la Nation.

TABLE.

LE Goûter.	145	Je perds mon état.	180
Charade, Enig. Logog.	154	Variétés.	190
Suite des Mémoires, &c.	156	Théatre de Monſieur.	191

Digitized by Google

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE
BRUXELLES.

POLOGNE.

De Varsovie, le 1er. Avril 1790.

LA guerre se prépare dans tout le Nord de l'Europe, et va probablement offrir cette année beaucoup d'évènemens à l'oisive curiosité, ainsi qu'aux intrigues des Cabinets.

Des lettres de Pétersbourg nous annoncent que les Gardes à cheval et les Cuirassiers du Grand-Duc ont reçu l'ordre de se mettre en marche pour la Livonie, où ils doivent remplacer les Régimens de Cavalerie envoyés dans la Russie Blanche. On a également commandé aux six bataillons de Gardes à pied de se tenir prêts pour se rendre en Finlande, point de réunion des Corps qui ont pris leurs quartiers d'hiver aux

Digitized by Google

environs de Pétersbourg : il se fait un transport considérable d'Artillerie à Riga.

Ces mouvemens sont la suite naturelle de ceux que la Suède fait de son côté, et des avis que le Comte *de Stackelberg* a adressés à sa Cour par des dépêches expédiées le 15 du mois dernier, après une conférence de plusieurs heures avec notre Souverain. En effet, le Roi de Suède a dû partir le 23 Mars au soir de Stockholm pour se rendre à Carlscrone. Les Personnes qui auront la Régence du Royaume, pendant son absence, sont déja nommées; la principale direction des affaires est confiée au Sénateur Comte *de Sparre*, Gouverneur de la Capitale, et au Lieutenant-Général Baron *Zoege de Manteufel*.

Des nouvelles moins récentes de Lowisa portoient, que le Général en chef *de Meyerfelt* est toujours au quartier général de Borgo, et que l'on travaille sans relâche à l'augmentation des escadres destinées à être employées de ce côté; la Suédoise sera sous les ordres du Lieutenant-Colonel *de Frese*, et celle de Finlande sous ceux du Colonel *Merker*; d'après les mêmes dispositions, Savolax a dû être renforcé d'un nouveau Corps de Troupes avec de l'Artillerie; on en postera aussi à Kuopio et à Heinola. Quant aux Pontonniers commandés par le Chevalier *Vallander*, ce Corps est

Digitized by Google

près de Helsingfors : ces nouvelles nous viennent des frontières de la République. Voici ce que nous faisons de notre côté : on a décrété, le 22 Mars, à quelques modifications près, le projet du nouveau Commissariat de guerre ; il a passé dans les 236 et 237^me^. Séances de la Diète ; on a aussi autorisé la Commission du Trésor à faire les fonds nécessaires pour l'établissement des magazins et les fournitures des munitions de guerre ; cette opération a fait renouveler à quelques Nonces l'idée de taxer particulièrement les possesseurs des terres, qui en 1775 avoient été déclarées susceptibles de se transmettre en héritage ; il a été statué que ces Starosties payeroient trente pour cent de leurs revenus.

La Diète ne se dissimule pas qu'il faut de puissans moyens pour soutenir l'alliance conclue avec la Prusse et la Porte, et c'est à les réaliser qu'elle met tous ses soins. L'article indispensable des subsides a donné lieu à de si violens débats, que le Roi s'est vu obligé d'exhorter les Membres à conserver l'harmonie dans un temps où elle est si nécessaire.

La santé de ce Prince s'est sensiblement altérée depuis la Séance, dans laquelle il a pris le parti d'accéder à l'Alliance Prussienne ; on le supposoit pencher pour une neutralité absolue, on le soupçonnoit même de garder quelque prévention en faveur de la Russie ; mais

Digitized by Google

il a complètement démenti ces craintes: à la vue des avantages que la Prusse et l'Angleterre promettoient à la Pologne, avantages singulièrement développés dans le rapport fait à la Diète, il a déclaré que, persuadé de la magnanimité du Roi *Frédéric Guillaume*, et de l'équité des principes qui guidoient sa politique, il acceptoit le projet d'alliance. En voici les articles, tels du moins qu'ils circulent.

« 1°. Que dans le cas d'une guerre défensive, la Pologne pourra compter sur un secours de troupes d'un tiers plus fort que celui qu'elle sera obligée de donner en pareil cas à la Prusse, et que le secours de la Pologne consistera principalement en Cavalerie, et celui de la Prusse en Infanterie : la Pologne pourra compter en outre sur un secours de grosse Artillerie. »

« 2° La Prusse promet d'empêcher de toutes ses forces toute influence étrangère dans le Gouvernement de Pologne, et de maintenir l'indépendance de la République. »

« 3°. Au cas d'une sédition intérieure, on pourra compter sur les secours de la Prusse. »

« 4°. La Prusse s'efforcera d'empêcher que le Gouvernement de la Courlande soit donné à un étranger, que le Duc puisse avoir des troupes étrangères dans le pays, et que ce Duché soit soustrait à la dépendance de la Pologne. »

Voici d'autres articles non moins intéressans : ce sont ceux que l'on dit former le

Digitized by Google

traité entre la Porte-Ottomane et la Prusse.

« 1°. La Prusse garantit à la Porte tous les pays qu'elle possède au midi du Danube. »

« 2°. Elle promet d'employer tout son pouvoir pour remettre la Crimée dans la dépendance absolue de la Porte. »

« 3° Les frontières de la Pologne seront maintenues suivant la teneur du traité de Carlowitz. »

« 4°. Au cas qu'il y ait une rupture entre la Prusse et les Cours de Vienne et de Pétersbourg, on ne fera pas de paix sans le concours de la Porte, de la Suède et de la Pologne. »

La Porte sent tout le prix de notre alliance, et des efforts que nous pouvons faire en sa faveur; elle s'est empressée de remettre en liberté tous les Polonois faits prisonniers avec les Autrichiens et les Russes dans les campagnes précédentes.

Le grand nombre de Juifs qui sont ici depuis la tenue de la Diète, a donné lieu à une grande fermentation parmi la Bourgeoisie : la postérité d'Abraham, dont l'esprit, du moins jusqu'à ce jour, est entièrement mercantile, n'a pas manqué de s'emparer de presque tout le commerce de détail, de sorte que les Bourgeois-Marchands qui payent dans ce moment plus d'impôts que jamais, ne pouvoient soutenir la concurrence: ils avoient porté des plaintes à ce sujet,

Digitized by Google

mais elles sont restées d'abord sans effet; enfin, ils ont menacé les Juifs. Pour prévenir les troubles, on a jugé à propos d'enjoindre à ces derniers de quitter Varsovie sous quinze jours. Ce seroit en vain qu'on voudroit civiliser cette Nation, on n'y parviendra jamais, à moins qu'elle ne change elle-même le système d'après lequel elle se gouverne, et n'adopte les principes de la société où elle existe : ses opinions, ses mœurs, et sur-tout sa séparation ou la défense absolue de se mêler par le mariage avec d'autres Peuples, l'éloigneront pour toujours des autres sociétés.

ALLEMAGNE.

De Berlin, le 4 Mars.

Hier au soir, le Ministre d'Etat Comte *de Hertzberg* accompagna chez le Roi l'Envoyé de Pologne; il y eut une longue Conférence à l'issue de laquelle on expédia un Courrier à Varsovie. Le même jour, le Courrier du Cabinet qu'on attendoit de Vienne en est revenu, mais il ne transpire encore rien du contenu de ses dépêches. Tout ce que le Roi se propose, en concluant des Alliances avec la Porte et la Pologne, est d'opposer aux Cours de Vienne et de Pétersbourg une Confédération assez puissante pour

Digitized by Google

les amener à des conditions plus justes pour la conclusion de la paix avec la Turquie et la Suède, qui certainement n'accéderont pas à celles que les deux Cours Impériales leur ont proposées.

Au reste, les préparatifs de guerre se poussent avec vivacité, et l'Arsenal de Berlin occupe nuit et jour environ 300 travailleurs. Pour faire face à ces dépenses, on épargne sur d'autres : la construction de maisons aux frais du Roi n'aura pas lieu cette année; cependant le Trésor a déja fourni les sommes nécessaires pour mettre l'Armée en mouvement.

Des nouvelles encore plus récentes annoncent que M. le Duc *de Brunswick* a déterminé le Cabinet de Berlin, qui malgré ses préparatifs paroissoit vouloir éviter la guerre, à persister dans toutes ses prétentions; résolution dont il a donné avis à la Cour de Russie : comme on ne croit pas que l'Impératrice se relâche en rien des siennes, la guerre semble inévitable; aussi les préparatifs suspendus recommencent-ils plus vivement que jamais; les Régimens ont eu ordre de se tenir prêts à marcher, et M. le Duc *de Brunswick* doit aller incessamment se mettre à la tête de l'Armée. Ces mêmes Lettres annonçoient le départ du Roi de Prusse pour la Silésie, après les fêtes de Pâques; le Général *Dalwig* devoit commander les

Digitized by Google

Régimens de cette Province sur les frontières de la Bohême. C'est le Prince Royal, élevé au grade de Colonel, qui aura le beau Régiment de Prusse, en garnison à Postdam.

De Vienne, le 8 Avril.

Le Prince *de Hohenlohe* est parti, le 28 Mars, pour se rendre à l'Armée en Bohême, où doit aller aussi le Maréchal *de Laudhon*, que sa santé retient depuis quelques jours aux bains de Baden; on y continue les préparatifs de guerre, ainsi que dans la Gallicie et dans la Silésie; l'Armée sera même renforcée d'un Corps de Croates qui sont en marche. Les travaux dans les fortifications de Belgrade se suivent aussi sans interruption, et l'on fait passer beaucoup de vivres et d'Artillerie de Péterwaradin et de Semlin vers Orsowa; les Turcs de cette place ne font aucun mouvement pendant la nuit, mais le jour ils tirent sur nos ouvrages.

Le Général Comte *de Wartensleben*, qui commande le Corps du Bannat, est arrivé le 11 du mois passé sur la montagne d'Allion, et l'on nous marque de Temeswar, que les Troupes forment un cordon depuis Mehadia, par Schupanek, Kladowa, Nagotin jusqu'au Timok. Le 10, il étoit déja arrivé plusieurs Régimens Hongrois dans la Mo-

Digitized by Google

ravie, pour laquelle les Grenadiers de notre garnison doivent partir incessamment.

Le Général *de Laudhon* a remis au Roi *Léopold II* les plans d'opérations de cette campagne; il porte à 400,000 hommes le nombre de Troupes qu'il lui faut pour faire face à tous les ennemis dont nous sommes menacés; on a ordonné en conséquence 22,000 recrues pour compléter l'Armée.

Le Département des Affaires Etrangères a expédié, à Constantinople, un Courrier pour notifier à la Porte l'avènement de notre Souverain, et lui déclarer que si elle refuse la paix aux conditions équitables que les deux Cours Impériales lui proposent, nous nous en tiendrons à notre alliance avec la Russie, en vertu de laquelle nous serons forcés de continuer la guerre. Il paroît qu'on la poussera vigoureusement, car les avis de la Transylvanie portent que la majeure partie de l'Armée du Prince *de Cobourg* s'est mise en marche de Bucharest vers Widdin, et que le Général *de Spleny* l'a suivie de Poksan avec 4 bataillons d'Infanterie et 3 divisions de Cavalerie. Nous avons aussi appris de Belgrade que le Général *Léonardo* est en marche pour Kladowa, avec 8 bataillons d'Infanterie et les Dragons *de Wirtemberg*; cet Officier com-

mandera tout le Corps de Troupes dans la Kraina.

PAYS-BAS.

De Bruxelles, le 15 Avril 1790.

L'affaire de M. *Van der Meersch* occupe tous les esprits. On craint même quelques suites funestes de la lutte du parti patriotique et du parti oligarchique. C'est du moment où il a été question de reprendre le commandement au Généralissime de l'Armée Belgique, pour le remettre, à ce qu'on croyoit, à M. le Baron *de Schoenfeld*, que l'Armée, qui s'étoit déja plaint de divers griefs, témoigna des mécontentemens plus vifs; et que les Officiers adressèrent au Congrès une Déclaration qui contenoit leurs sentimens et leurs vœux : savoir, 1°. que M. *Van der Meersch* fût continué dans le commandement; 2°. que M. le Duc *d'Ursel* fût remis à la tête du Département de la Guerre; 3°. que M. le Prince *d'Aremberg* fût nommé Commandant en second de l'Armée; et 4°. enfin que les Provinces fussent invitées par une Circulaire à coopérer conjointement au rétablissement de l'ordre et à la réforme des abus.

La Circulaire des Officiers échauffa partout les esprits. Mais les Etats de Brabant, au moyen d'une autre Adresse, arrêtèrent bientôt cette coalition naissante, et réussirent d'abord à en séparer les Etats de Flandre, au point que ceux-ci, instruits de la conduite du Général par ce moyen, la

Digitized by Google

blâmèrent formellement, et exprimèrent leur avis, qui étoit de le mander tout aussitôt pour en rendre compte.

Cependant l'Armée, pour arrêter à son tour les succès de l'Oligarchie, donna des explications de sa Circulaire, de son adhésion à l'Adresse des Démocrates, avant les troubles du 15 Mars à Bruxelles, et de quelques autres objets d'accusation : elle essaya de satisfaire également les trois Ordres par une proclamation faite au son du tambour, disant que des gens mal intentionnés, hautement suspects d'avoir fomenté les derniers troubles de Bruxelles, voulant encore soulever le Peuple de Namur et perdre le Général *Van der Meersch*, ce Général s'étoit mis à la tête de l'Armée pour défendre la Religion Romaine, les Droits Politiques et Civils, et la Liberté du Peuple.

Malgré cette déclaration et la justification du Général exposée par M. le Duc *d'Ursel*, le Congrès envoya des Commissaires à Namur, chargés de redresser les griefs de l'Armée. Sur le soupçon qu'ils venoient secrètement informer contre le Général, un de ces Commissaires fut arrêté et dessaisi de ses papiers, qu'on rendit publics. Alors M. le Baron *de Schoenfeld* fut chargé de se rendre en force à Namur. M. *Van der Meersch* en sortit. Les deux Généraux s'examinèrent avec des desseins réciproques d'hostilité. On en vint à des pourparlers qui se terminèrent heureusement pour le Général en apparence.

Mais lorsqu'il voulut rentrer dans Namur, il vit tous les postes occupés par la Bourgeoisie armée, le canon du rempart braqué

Digitized by Google

sur sa Troupe, et tous les esprits changés. Il rentra néanmoins dans la place après bien des difficultés, mais en perdant le commandement et la confiance publique. Il s'aperçut même qu'on le regardoit comme un traître qui avoit fait passer des munitions dans Luxembourg, et qui vouloit remettre le Pays sous le joug des Autrichiens.

Il ne demeura pas long-temps dans Namur sans être mandé au Congrès. Il se rendit en conséquence à Bruxelles le 7 de ce mois au soir, et parut devant ses Souverains. Il écrivit aux Etats de Flandre pour se plaindre des calomnies, et demander la mort ou des réparations éclatantes. La réponse qu'il en reçut lui indiqua tous les chefs d'accusation dressés contre lui. Ces chefs sont, 1°. d'avoir accédé au vœu d'une partie de la garnison de Namur contre l'autorité du Congrès Souverain; 2°. d'avoir souffert qu'elle se donnât un Officier-général, et qu'elle établît un Président de Guerre, nominations qui n'appartiennent qu'à la seule Souveraineté; 3°. qu'elle osât porter des mains sacrilèges sur les personnes députées par le Congrès, enlever leurs dépêches, les ouvrir et prescrire les arrêts à ses Maîtres; 4°. d'avoir déclaré de sa propre main dans une Lettre que toutes ces démarches rebelles avoient été faites à sa connoissance et avec son approbation; 5°. d'avoir, pour comble d'insubordination, fait publier au son du tambour la proclamation ci-dessus; et 6°. d'être sorti avec sa Troupe pour s'opposer à l'entrée de ses Souverains dans Namur.

Le Général a répondu qu'il défioit aux Etats de prouver de telles inculpations : il

Digitized by Google

a reçu en même temps, de la part du Congrès, une interpellation de choisir pour prison la Citadelle d'Anvers où l'on pourroit même lui rendre le Chanoine *Brou*, qu'on avoit dû lui ôter, ou l'Abbaye de Sainte-Gertrude à Louvain : c'est là que se tiendront les Séances du Conseil de Guerre qui doit le juger. Il a répondu qu'il préféroit de se transporter à Gand, sa Patrie, dès qu'on le jugeroit convenable. Il a encore écrit au Congrès pour demander un prompt Jugement, de quelque nature qu'il dût être, et de même aux Etats de Flandre. Il n'a point encore de réponse en ce moment : il est déterminé à ne plus commander, mais il refuse de donner sa démission avant qu'on ne lui ait fait la plus éclatante satisfaction, et s'appuie toujours sur la Souveraineté du Peuple, à qui seul il doit remettre des pouvoirs que le Peuple lui a donnés.

Le Prince-Evêque de Liège vient de déclarer formellement au Roi de Prusse, le 27 du mois dernier, que pour déterminer son consentement aux dernières propositions de S. M., il falloit qu'elles fussent jugées constitutionnelles et applicables par le Prince-Evêque de Munster et le Duc *de Juliers*, Co-Directeurs du Cercle. A la lecture de cette Déclaration, la Cour de Berlin a adressé un Restript à son Procureur auprès de la Chambre Impériale, pour solliciter ce Tribunal de faire accepter les propositions du Roi au Prince-Evêque, comme le seul moyen de conserver le pays de Liège à l'Empire, et de sauver à ce petit Etat les horreurs d'une

Digitized by Google

guerre civile. Le Tribunal est prévenu que si l'Evêque refuse, ou même diffère d'accepter, les troupes Prussiennes, actuellement en garnison dans la Citadelle, se retireront, ainsi que celles qui avoient été détachées dans le pays, et qui ont ordre d'en sortir le 15 de ce mois.

On ajoute que le Comte *de Méan*, Suffragant de Liège, et le neveu du Prince-Evêque, font tous leurs efforts pour que la Commission d'exécution soit transférée à l'Electeur-Palatin et à l'Evêque de Munster, qui ont promis, à ce qu'ils assurent, de se charger seuls de l'exécution littérale des Décrets de la Chambre Impériale, dès que les Troupes Prussiennes seront retirées.

FRANCE.

De Paris, le 13 Avril.

ASSEMBLÉE NATIONALE. 50e. *Semaine.*

DU DIMANCHE 11 AVRIL.

Sur la Motion de M. *Delley d'Agier*, amendée par M. l'Abbé *Grégoire*, et dont nous avons donné le sommaire, M. *Treilhard* examina la question sous le double rapport du droit et du fait : « La Nation peut-elle reprendre l'Administration des biens Ecclésiastiques ou Nationaux ? la Nation a-t-elle intérêt à la reprendre ? — Elle le peut parce qu'elle peut administrer, puisqu'elle peut disposer ; elle le peut encore parce qu'elle

Digitized by Google

a droit au bénéfice en acquittant les charges du Culte, de l'entretien de ses Ministres et du soulagement des pauvres; c'est la conséquence nécessaire des Décrets du 2 Novembre. Et quant à la question de fait, l'intérêt de l'État, de la Religion, et particulièrement celui des Ministres du Culte, lui font un droit et un devoir de reprendre cette Administration: l'intérêt des Ministres, en ce qu'ils cesseront d'être les victimes de cette répartition odieusement inégale, qui voue à l'indigence de vénérables et d'utiles pasteurs, pour maintenir dans la mollesse des hommes souvent inutiles, et qui n'ont d'Ecclésiastique qu'un habit contrastant avec leur conduite et leurs mœurs. L'intérêt de la religion! Dieu n'a rien donné aux Apôtres; il leur a dit, au contraire: Vendez tout, et suivez-moi. L'Eglise ne sera plus défigurée par cette vaste plaie que lui a faite l'Administration temporelle L'interêt de l'Etat! des ruines de Créanciers aux abois sont le trop fidèle tableau des successions que laissent les Bénéficiers. Les Capitaux du Clergé s'élèvent au moins à dix-sept cent cinquante millions! quel puissant moyen de libérer l'Etat, et de rembourser des créances dont l'intérêt est de 6 et 7 pour 100!

M. *Treilhard* a répondu ensuite d'une manière qui a paru victorieuse aux différentes objections sur les frais d'administration des Directoires, sur la crainte que les besoins de l'Etat ne les exposent un jour à être dépouillés, sur l'agiotage qui pourroit s'introduire dans le maniement des fonds Ecclésiastiques, etc. etc.

M. l'Evêque *de Nancy* a monté à la Tribune sans paroître inférieur ou redoutable

Digitized by Google

antagoniste qui la quittoit : « S'il m'étoit possible, a-t-il dit, de séparer mes intérêts temporels, de ceux des Eglises de France, de mon Eglise en particulier, et de la Religion même, je me serois condamné au silence : plaçant mon ame à la hauteur de l'abnégation évangélique, à cette hauteur que l'injustice des hommes ne sauroit atteindre, j'aurois dévoué sans peine et précipité dans le gouffre dévorant qui demande tant de victimes, les biens temporels qui m'ont été départis. Mais ici il s'agit de l'intérêt durable et perpétuel de nos Eglises, et de la Religion qui en est inséparable. Il faut alors que les Ministres des autels défendent avec courage et constance les droits sacrés que l'on attaque. C'est une de ces circonstances où la résistance *est le plus saint des devoirs*. Qu'il est douloureux pour les Membres du Clergé de ce Royaume de n'avoir à faire entendre leur voix dans cette Assemblée que pour se plaindre ou du fond ou de la forme de vos délibérations qui les concernent ! N'étoit-ce pas assez que malgré une possession de quatorze siecles, une possession confirmée par tout ce que les Sanctions humaines ont de plus imposant, une possession plus ancienne pour la plupart de nos Eglises, que l'existence même de la Nation Françoise, que toutes les propriétés Ecclésiastiques eussent été, par le seul acte de votre volonté, mises à *la disposition de la Nation !* N'étoit-ce pas assez que sans avoir, comme vous le deviez, *consulté les Provinces* où réside la Nation à qui, par votre Décret du 2 Novembre, avoit été attribuée la disposition de nos biens, vous ayez pris sur vous de décréter, le 19 Décembre, la vente des

Digitized by Google

biens de l'Eglise, pour une valeur d'environ quatre cents millions ! N'étoit-ce pas assez que reprenant tout-à-coup aux Provinces la *surveillance* de toute disposition des biens Ecclésiastiques dans leur territoire, vous l'ayez, par votre Décret du 17 Mars, transmise aux Municipalités, en leur confiant la vente des biens Ecclésiastiques, sous l'apparence de soumission ou d'adjudication à leur profit ! N'étoit-ce pas assez que votre Décret du 13 Février eût, malgré nos représentations et les principes les plus certains de Religion et d'équité, supprimé toutes les instutions Monastiques si chères à l'Eglise !»

« D'abord, Messieurs, je suis en droit de vous demander pourquoi c'est sur l'annonce d'un projet, non arrêté, du Comité Ecclésiastique, que l'on nous force de délibérer? pourquoi une lettre alarmante du Premier Ministre des Finances sur la situation du Trésor Public avoit précédé immédiatement cette Motion extraordinaire ? Elle a pour objet d'enlever à toutes les Eglises, à tous les Bénéficiers, légitimes possesseurs, la jouissance et l'administration de leurs biens. Proposition révoltante! A-t-on pu croire que vous l'admettriez? Demandez à chaque titulaire des sacrifices, et il les fera de lui-même. Mais vouloir que l'Assemblée Nationale porte l'abus du pouvoir jusqu'à dépouiller arbitrairement, par l'acte absolu de sa volonté, des possesseurs légitimes, c'est lui conseiller le crime le plus flétrissant pour une Nation, l'abus de la force contre la foiblesse, une lâcheté que vous ne pouvez pas commettre..»

« On veut confier l'administration des biens Ecclésiastiques aux Directoires de

Digitized by Google

Districts et aux Municipalités. L'art de régir des biens, d'acheter, de vendre à propos, de tenir des livres de compte en regle, de veiller aux réparations et à l'entretien, de suivre les procès; en un mot, d'embrasser tout ce qu'une régie comporte, est un art difficile, et qui demande des hommes experimentés et uniquement adonnés aux details sans cesse renaissans de cette profession. Eh bien ! Messieurs, c'est à des peres de famille, essentiellement occupés du soin et des détails de leurs propres affaires, à des hommes initiés peut-être pour la premiere fois à l'administration publique, déja surchargés de tant d'attributions d'administration, à des hommes dont la mission doit se borner à deux ans, que vous confieriez des intérêts de cette importance? »

« Le second article qui vous est présenté par votre Comité des Dimes porte, qu'à partir du premier Janvier de la présente année, le traitement de tous les Ecclésiastiques sera payé en argent, aux termes et sur le pied qui seront fixés. Violer la foi jurée, anéantir les fondations et le respect inaltérable qui leur est dû; se jouer des conventions humaines, et ravir par la force ce dont on seroit repoussé par la justice, voilà l'esprit de cette opération. Le droit exorbitant de faire une pareille révolution dans le Culte, vous ne l'avez pas. Mes Commettans m'ont formellement prescrit de m'opposer à toute opération de ce genre. Tous les Cahiers se bornent à vouloir que vous operiez la réforme des abus dans la répartition des biens Ecclésiastiques; mais là finit l'exercice du Pouvoir qu'ils vous attribuent. »

Digitized by Google

« Le troisième article du projet de votre Comité est relatif à la suppression des Dîmes, à compter du 1er. Novembre 1791. C'est là une véritable spoliation des Eglises, le commencement de la ruine de la Religion et du Culte. Vous ne devez prononcer l'abolition des Dîmes infodées que quand vous aurez réellement effectué le rachat. »

« Enfin, l'on dit que dans l'état des dépenses publiques de chaque année, il sera porté une somme suffisante pour fournir aux frais du Culte, au soulagement des Pauvres, aux Pensions des Ecclésiastiques. De manière que les biens qui sont à la disposition de la Nation, puissent être dégagés de toutes charges, et employés par le Corps Législatif aux plus grands et aux plus pressans besoins de l'Etat. »

« Voilà donc toute la théorie du système qu'on vous présente. Dépouiller par les moyens les plus expéditifs l'Eglise Gallicane de tous ses biens, pour les céder plutôt que pour les vendre aux Capitalistes, Créanciers de l'Etat; car, Messieurs, malgré toutes les espérances exagérées, on ne se laissera pas abuser au point de croire que la vente des biens Ecclésiastiques puisse se faire avec quelque avantage dans les malheureuses circonstances où se trouve le Royaume. »

« A présent, je demande à votre Comité pourquoi il ne présente jamais que ses hypotheses particulieres, toujours plus conformes à la latitude qu'il veut donner à ses calculs, qu'à la réalité, du moins approximative? J'estime son erreur sur le nombre des Ecclésiastiques de plus de 15,000 têtes. Je ne parle pas des dettes de toute espece,

Digitized by Google

des Chapitres, des Monastères, des Communautés, des bénéfices, qu'il faudra nécessairement prélever sur les biens-fonds. Toutes ces dépenses réunies porteront bien surement à cent soixante millions au moins la masse de l'imposition annuelle à jeter sur la Nation. L'invasion générale des biens-fonds du Clergé seroit un véritable attentat au patrimoine des Pauvres. Je suppose que la vente des biens du Clergé, bien loin d'être aussi préjudiciable à la Nation, qu'elle le sera en effet, lui fût au contraire utile, et lui procurât une diminution quelconque dans ses impositions. Voici quel seroit le résultat de cette diminution : plus un Citoyen seroit riche, plus les biens de l'Eglise profiteroient à sa décharge. Or, je demande combien, dans tous ces profits appliqués aux riches, se trouveroient de portions patrimoniales et alimentaires du pauvre, et quel tort incalculable on lui feroit? »

« En Angleterre, il existe une taxe annuelle au profit des pauvres, d'environ 80 millions. Cette taxe dut son origine à la suppression des Monastères et des établissemens Ecclésiastiques. Ces suppressions desséchèrent dans les campagnes les sources de la circulation locale du travail et de l'industrie. La misère et la pauvreté les remplacèrent. Il fallut imposer la Nation pour subvenir à l'indigence. Les mêmes causes produiront en France les mêmes effets. »

« L'abolition de la Dîme ôtera, suivant l'opinion commune, 70 millions. »

« La suppression des droits féodaux, sans indemnité, doit faire perdre à l'Eglise au moins 12 millions de revenus. »

« La dette générale de l'ancien Clergé

Digitized by Google

de France, annullée avec les dettes particulières de ses différens Diocèses, doivent enlever au moins 8 millions de recettes. »

« La dette des Diocèses du Clergé Etranger, environ 4 millions. »

« Les dettes de tous les établissemens Ecclésiastiques et Religieux, par approximation, 5 à 6 millions de rentes. »

« Dans la vente de biens Ecclésiastiques pour environ 400 millions, il entrera des valeurs reproductives pour 200 millions au moins; ce qui fait, vu la certitude de la mauvaise vente, à-peu-près dix millions de rentes à retrancher. »

« Les rentes en contrats sur l'Etat, ou sur Particuliers, la plupart anciennement constituées, et à un très-foible denier, doivent être un objet d'environ 15 millions. La récapitulation de tous ces objets donne 125 millions. »

« D'après ce calcul, et l'estimation même du Comité des Dîmes, il ne devroit rester à l'Eglise, en revenus fonciers ou territoriaux, qu'environ 35 millions. C'est donc pour l'appât de cette vente, dont le capital ne monteroit pas, vu les circonstances, à 800 millions, que la Nation contracteroit à perpétuité une charge énorme et accablante. Mais si les dépenses du culte, celles de la subsistance des Ministres des Autels et des pauvres, n'étoient point acquittées, ou tardoient trop de l'être, insensiblement les Prêtres deviendroient plus rares, le culte seroit mal desservi, la Religion disparoîtroit enfin de ce vaste Royaume; l'immoralité, l'impiété, l'anarchie s'y établiroient pour toujours. »

« Il est, Messieurs, une considération particulière à la Province de Lorraine et Bar-

Digitized by Google

rois. Cette Province n'est réunie à la Couronne de France que depuis 1668, et par conséquent n'a point participé aux dettes anciennes de la France. Réunie par le Traité de *Vienne* conclu entre l'Empereur, les Rois de France, d'Espagne et de Naples, respectivement intéressés et garans, elle ne peut pas voir ses Eglises soumises à la rigueur de vos Decrets, et leurs biens vendus pour payer des dettes, dont une partie lui est étrangere.»

« Les biens du Clergé pouvoient vous offrir des ressources vraiment justes et salutaires. Il eût été si facile d'emprunter et d'hypothéquer sur les biens des Eglises une somme de 400 millions, sans invasion, sans injustice, sans spoliation! Malheur à nous Ministres des Autels, si, au milieu des ébranlemens continuels qui agitent la Religion et la morale, nous pouvions contempler d'un œil tranquille les désastres de l'Etat? Pourquoi la sage prévoyance de nos pères nous avoit-elle appelés à venir siéger avec eux dans leurs assemblées politiques? N'étoit-ce pas pour que nous fussions sans cesse au milieu même de ces hommes religieux, les Apôtres inébranlables de la vérité, les défenseurs intrépides de la foi, les conservateurs vigilans des intérêts sacrés de nos Eglises?»

« Une invasion générale menace le patrimoine de l'Eglise et des Pauvres, les fondations destinées par la piété de nos pères à l'entretien du culte, et ne tend à rien moins qu'à détruire par le fait, dans ce Royaume, la Religion elle-même. C'est ici que les Ministres des Autels doivent s'armer de courage, opposer, s'il le faut, une résistance invincible aux Décrets destructeurs qu'on vou-

Digitized by Google

droit vous surprendre, contre le bien inséparable de la Religion et de la Patrie. »

« Ainsi, Messieurs, s'il étoit possible que ce projet d'invasion fût adopté, permettez d'avance « que je dépose, au sein de l'Assemblée Nationale, la déclaration solennelle, au nom de mes Commettans, au nom de mon Diocèse, de sa Cathédrale, de ses « établissemens religieux, au nom de ses « Pauvres, au mien propre, et (je pense aussi), « au nom d'un très-grand nombre de Membres de cette Assemblée, que nous ne pouvons participer, adhérer, ni consentir en « aucune manière aux Décrets qui consacreroient les articles soumis à votre discussion, ni à tout ce qui pourroit suivre « ou résulter de ces Décrets. »

« Trouvez bon, Messieurs, que j'aie l'honneur de vous prier d'ordonner qu'il soit fait mention de ma réclamation dans le Procès-verbal de cette Séance. »

Du Lundi 12 Avril.

M. le Baron *de Menou* a cédé le fauteuil à M. le Marquis *de Bonnai*. Les discours d'usage terminés, M. *Rœderer* a repris la discussion sur le rapport du Comité des Dîmes. « Après avoir décrété, le 2 Novembre dernier, que la disposition des biens du Clergé appartenoit à la Nation, il ne reste plus qu'à examiner, sans égard aux protestations contraires, s'il faut, dès-à-présent, les retirer aux titulaires. » L'Opinant embrassant l'affirmative annonça, contre M. l'Evêque de Nancy, l'adhésion de toutes les Provinces, et particulièrement des Députés de Nancy; il combattit ensuite le prétexte spécieux des aumônes, et fit voir que l'acquittement de

Digitized by Google

cette dette nationale, la plus sacrée, ne doit pas être confié à des individus isolés, et contre lesquels il seroit difficile d'avoir recours; il insista pour que l'ancienne existence du Clergé fût séparée de celle qu'il plairoit à la Nation de lui donner, et montra qu'il étoit de l'intérêt de la Nation que ces moyens d'existence ne fussent point une propriété territoriale.

M. le Curé *Dillon* renouvella l'amendement proposé hier par M. l'Abbé *Grégoire*, consistant à donner aux Curés la moitié de leurs revenus en fonds de terre, et aux Evêques une maison de campagne avec l'enclos. Quant à la protestation de M. l'Evêque de Nancy, continua-t-il, je soutiens qu'il n'y a pas ici un bon Ecclésiastique qui ne soit prêt d'y donner un désaveu et de bouche et de cœur.

M. *de Bouthilier*: « Un seul décret émané de vous a changé tout ce que l'on avoit consacré. Les acquéreurs des biens du Clergé ne pourroient-ils pas craindre qu'un décret subséquent ne les expose à des recherches dont on n'a vu que trop d'exemples? » La suite de ce discours n'offrant aucunes vues nouvelles n'a été que difficilement entendue. Un Membre Ecclesiastique reprit encore avec instance la Motion de M. l'Abbé *Grégoire*, en se soumettant néanmoins, au nom des Curés ses confrères, au jugement de l'Assemblée quel qu'il pût être. M. *Chassey* annonça que cette réserve, en faveur des Curés, faisoit partie du Projet du Comité des Dîmes.

M. l'Abbé *de Chavannes* reprocha aux quatre Articles du Comité, de menacer la religion et les mœurs; il s'appuya sur une raison particulière pour les trouver contraires, même

Digitized by Google

même au bien de l'Etat. « Quelques Provinces, dit-il, sont dix fois plus riches que les autres en biens Ecclésiastiques; elles auront donc dix parts de la dette publique à payer, tandis que les autres privilégiées n'en payeront qu'une. Mais croyez-vous qu'elles les payent de bonne volonté? je ne le crois pas; et en cas de refus, enverrez-vous des bataillons? Je conclus donc à rejetter les Articles. »

M. l'Archevêque *d'Aix* : « Voilà donc l'abîme dans lequel on veut nous précipiter. Que sont devenues les assurances qu'on nous avoit solennellement données de conserver nos droits et nos possessions? N'avez-vous juré de les maintenir que pour les détruire sans ressources? Vous avez d'abord aboli les Dîmes avec rachat, puis avec remplacement; puis vous avez prononcé un remplacement non équivalent. Vous avez ensuite proposé cette question : *Les biens du Clergé appartiennent-ils à la Nation?* Sur les raisons que nous donnâmes contre cette proposition, le mot *propriété* fut changé en celui de *disposition*. Cette disposition n'est donc pas une propriété; sans quoi vous auriez décidé que les biens Ecclésiastiques sont une propriété Nationale. »

« Vous ne pouvez pas nier que nous sommes ici les Représentans du Clergé, qu'il s'agit de la jouissance d'un bien qui appartient au Clergé. Il s'agit des intérêts de la religion, et l'on compte sur le succès des assignats, sur une opération qui ne présente la religion aux Peuples que comme un impôt onéreux! Il n'y a pas de meilleur moyen, je le dis hautement, pour détruire le crédit des assignats, que de les livrer aux récla-

Digitized by Google

mations que doit suggérer à tous les Citoyens l'invasion des biens du Clergé. Lorsqu'il fut demontré pour nous que le dépérissement des finances étoit à son comble, nous proposâmes un emprunt qui auroit donné à ces assignats la confiance, qu'ils ne pourront obtenir de toute votre autorité ; il auroit été successivement rempli, et vos besoins satisfaits et les proprietés respectées. Vous avez rejeté nos propositions ; cependant les besoins extraordinaires se sont accrus, les barrières ont été renversées, les commis repoussés ; votre Décret sur la contribution patriotique presque méconnu ; encore une fois, les besoins se sont accrus avec l'impossibilité de les faire évanouir. Vous avez tout perdu en refusant le secours que nous vous proposions pour remédier à ces malheurs. Qu'arrivera-t-il maintenant de l'opération qu'on vous propose ? Vous mettrez sur le peuple une imposition de 133 millions, ou plutôt vous ne la mettrez pas, car elle seroit intolérable ; elle ne pourroit se percevoir. Nous épuiserons, sans nous lasser de nos efforts, tous les moyens de conciliation qui sont en notre pouvoir.

« 1°. Nous renouvellons l'offre solennelle d'un emprunt de 400 millions, lequel seroit autorisé, garanti, décrété et levé par l'Assemblée Nationale ; hypothéqué sur les biens du Clergé, qui en payeroit les intérêts, et rembourseroit le capital par des ventes progressives, faites suivant les formes canoniques et civiles. »

« 2°. Nous demandons qu'il soit décrété qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur les articles proposés.

« 3°. Et dans le cas où, en délibérant, ces

articles seroient adoptés, nous demandons la convocation d'un Concile National, et qu'il nous soit donné Acte de la Déclaration que nous faisons de ne pouvoir participer en rien à ce Décret; nous réservant de réclamer, pour les droits de la puissance Ecclésiastique, suivant les Conciles, les Canons et les Lois de l'Eglise Gallicane. »

Une partie de l'Assemblée demanda l'impression de ce discours, dont nous n'avons pu saisir et présenter que les principaux traits. L'autre décida qu'il n'y avoit lieu à délibérer.

M. *Thouret* : « Le temps se consume en longs débats, tantôt en plaintes plutôt qu'en raisons, tantôt en expositions systématiques de ce qu'on croit que nous aurions dû faire, pour nous écarter de ce qui est à faire; tantôt on offre, au nom d'un Corps qui n'existe plus, au nom d'individus qui ne sont pas rassemblés, et pour lesquels on ne peut avoir le pouvoir d'offrir; cependant le temps est précieux; quand on a discuté, il faut opiner; pour opiner, il faut se rallier à des principes fondamentaux. Les droits de la Nation sur des biens qui n'étoient qu'un mode préféré pour acquitter les frais du culte sont-ils reconnus? Oui, ils le sont, par un Décret publié, applaudi et accueilli par tout, sanctionné par l'opinion publique. Eloignons toute distinction subtile. Rien ne peut faire que celui à qui appartient la disposition, ne puisse disposer. Veut-on argumenter de la propriété? mais les Ecclésiastiques ne la demandent pas; ils disent qu'elle appartient aux Eglises; nul droit ne sera blessé quand la Nation administrera pour les Eglises. Séparons l'intérêt de la religion de l'intérêt de

Digitized by Google

ses Ministres. Quand la religion les a envoyés dans la Société, leur a-t-elle dit : *Allez, prospérez, acquérez ?* Non, elle leur a dit : *Prêchez ma morale et mes principes.* Quand il a fallu assurer leur subsistance, elle a dit ce seul mot : *Il est juste que le Prêtre vive de l'Autel.* Et nous, nous avons dit, par une version exacte de ce mot : *Il faut que le fonctionnaire public vive de ses fonctions.*

On ne peut pas dire que la proprité appartient aux Eglises ; elle appartient au service qui se fait dans les Eglises. Ce service est un service public ; à qui appartient le service public ? à la Nation.

Si le culte est rempli, si le Clergé vit de l'autel, que ce soit ou par un salaire pécuniaire, ou par une jouissance de propriété foncière, le devoir que nous imposoit la religion est également rempli. Je conclus à l'admission des articles soumis à votre discussion.

M. l'Abbé *de Montesquiou*, en qualité d'Agent général du Clergé, présenta plusieurs observations relatives aux rentiers qui ont prêté au Clergé, à un très-bas intérêt, parce qu'ils ne vouloient pas être créanciers de l'Etat, et qu'ils vouloient pourtant avoir une hypothèque. On leur dira : Vous ne recevrez que quatre pour cent ; vous serez les rentiers de l'Etat, et vous n'aurez plus d'hypothèques. »

« On me parle de Corps Législatif, de Corps Constituant. Eh ! la Constitution doit elle se nourrir de chagrins et de malheurs particuliers ? Vous allez retourner dans vos foyers ; dans quel état trouverez-vous ceux que vous avez laissés en pleine prospé-

Digitized by Google

rité ? Les Ecclésiastiques vous diront : *La Société a rompu toutes ses chargés en me laissant les miennes. Quel génie destructeur a passé sur cet empire ? Je crois les sentimens de l'Assemblée purs, sincères ; je crois qu'on l'abuse. Voyez les malheurs qui se répandent ; il semble qu'il y ait ici le département des douleurs.*

« Qu'allez-vous faire, me disoit-on quand je suis monté dans cette Tribune ? le sort en est jetté ; des Comités particuliers ont tout décidé. Eh bien ! il faut descendre de cette Tribune ; et demander au Dieu de nos Peres de vous conserver la religion de Saint-Louis, de vous protéger ; les plus malheureux ne sont pas ceux qui souffrent l'injustice, mais ceux qui la font. »

M. *Vaidel* demanda à réfuter les calculs de M. l'Evêque *de Nancy* ; mais le tumulte des voix qui vouloient précipiter la délibération, ne lui permit point d'éclaircir son opinion.

Dom *Gerle*, pour fermer la bouche à ceux qui calomnient l'Assemblée, en disant qu'elle ne veut pas de religion, et pour tranquilliser ceux qui craignent qu'elle n'admette toutes les sectes en France, proposa de décréter que la religion catholique, apostolique et romaine est, et demeurera, pour toujours, la religion de la Nation, et que son culte sera le seul autorisé.

Toute la partie droite de l'Assemblée se leva à l'instant pour appuyer cette Motion, et demander qu'elle fût sur-le-champ mise aux voix ou décrétée par acclamation ; de l'autre côté, au contraire, on demandoit l'ordre du jour.

M. l'Evêque *de Clermont* courut aussitôt

Digitized by Google

à la tribune pour appuyer la Motion de Dom *Gerle*.

M. *Charles de Lameth* : « A Dieu ne plaise que je vienne combattre une opinion et un sentiment qui est dans le cœur de tous les Membres de cette Assemblée. Je viens seulement faire quelques reflexions sur les conjonctures et sur les conséquences qu'on pourroit tirer de la Motion qui vient d'être proposée. Lorsque l'Assemblée s'occupe d'assurer le culte public, est-ce le moment de présenter une Motion qui peut faire douter de ses sentimens religieux? Ne les a-t-elle pas manifestés, quand elle a pris pour base de tous ses Decrets la morale de la religion? Elle a fondé la Constitution sur cette consolante égalité, si recommandée par l'Evangile; elle a *humilié les superbes*; elle a enfin realisé ces paroles de J. C. : *Les premiers deviendront les derniers, et les derniers seront mis à la place des premiers.* Je voudrois que ceux qui montrent tant de zèle pour la religion, en montrassent autant pour arrêter ce debordement de livres impies, où l'on attaque tout à-la-fois la religion sainte et la liberté sacrée. On a publié dans la quinzaine de Pâques un libelle infâme, que j'ose à peine nommer, il est intitulé *la Passion de Louis XVI.* De toutes parts, dans leurs actions comme dans leurs écrits, les ennemis publics reprennent courage et redoublent d'efforts. On nous apprend qu'à Lille, on a soulevé les soldats contre les Citoyens. Dans le Languedoc, on a tenté une guerre de religion. Craignons de voir la religion invoquée par le fanatisme, et trahie par ceux qui la professent. On paroîtroit s'autoriser d'un Décret de l'Assemblée Nationale, et au lieu

Digitized by Google

de porter la lumière à nos frères, nous porterions le glaive dans leur sein, au nom et de la part de Dieu. C'est dans un moment pareil que cette Motion a déja été faite, c'est quand l'opinion se formoit sur une matière qui intéressoit les Ecclésiastiques, que le Clergé en corps a appelé le fanatisme à la defense des abus. »

L'agitation et le tumulte qui regnoient dans la partie droite de la salle devenoient extrêmes. Plus de trente Membres assiégeoient des deux côtes la Tribune ; mais comme la Séance duroit depuis huit heures, l'on demanda la remise de la discussion au lendemain, ce qui fut en effet décrété ; cependant les partisans de la Motion de Dom *Gerle* s'obstinoient à vouloir qu'elle passât sur-le-champ ; et même après la levée de la Séance, ils demeurèrent long-temps sur leurs siéges, déplorant à grands cris le sort de la religion, comme ayant tout à craindre des sectes ses rivales. Il étoit cinq heures et demie lorsque la levée de la Séance fut prononcée.

Du Mardi 13 Avil.

Suite de la discussion sur la Motion de Dom Gerle.

M. l'Abbé *de Lanniari*, inscrit le premier sur la liste, commença l'exposé de son opinion par la lecture d'un long Discours sur l'excellence de la Religion Catholique ; comme ce n'étoit point là la question à discuter, on l'arrêta au milieu d'une période, en le forçant de passer à sa conclusion : c'etoit l'annonce d'une protestation au nom de sa Paroisse, de sa Province, et peut-être du Royaume entier, si la Motion de Dom *Gerle* n'etoit point admise.

Digitized by Google

M. *Bouchotte*, la combattant, ajouta cette considération aux précédentes : « Si le Décret qu'on sollicite eût été rendu il y a quelques mois, auriez-vous pu déclarer que la Nation ne reconnoîtra plus de vœux Ecclésiastiques ? pourriez-vous même prononcer sur d'autres Décrets que vous avez à rendre relativement au Culte ? Je conclus donc à l'ajournement jusqu'au jour où l'Assemblée s'occupera du réglement général sur l'exercice des différentes Religions. »

M. *de Menou* : « Je commence par faire hautement ma profession de foi. Je respecte profondément la Religion Catholique, Apostolique et Romaine, que je crois la seule véritable, et lui suis soumis, pour la vie, de cœur et d'esprit ; mais ma conviction en faveur de cette Religion, et la forme du culte que je rends à l'Etre Suprême, sont-elles, peuvent-elles être l'effet ou le résultat d'un Décret ou d'une Loi quelconque ? non, sans doute ; ma conscience et mon opinion n'appartiennent qu'à moi seul, et je n'en dois de compte qu'au Dieu que j'adore. Et pourquoi voudrois-je donc faire de cette Religion que je respecte, et pour laquelle je donnerois ma vie, une Religion *dominante* ? Si tous les hommes sont égaux en droits, si les opinions et les consciences ne peuvent être soumises à aucune Loi, puis-je m'arroger le privilége de faire prévaloir, ou mes usages, ou mes opinions, ou mes pratiques religieuses ? Un autre homme ne pourroit-il pas me dire : Ce sont les miennes qui méritent la préférence ; c'est ma Religion qui doit dominer, parce qu'elle est la meilleure ? »

« Le mot *dominante* n'entraîne-t-il pas

Digitized by Google

l'idée d'une suprématie contraire aux principes d'égalité qui font la base de notre Religion? Sans doute, en France la Religion Catholique est celle de la majorité de la Nation; mais n'y eût-il qu'un seul individu qui en professât une différente, il a le même droit de l'exercer, pourvu qu'il ne nuise, ni à la Religion de la majorité, ni à l'ordre public, ni au maintien de la société. »

« Dieu, oui Dieu lui-même n'a-t-il pas dit que malgré tous les efforts des hommes, sa Sainte Religion s'étendroit, prendroit des accroissemens, et finiroit par embrasser l'univers entier? n'a-t-il pas dit que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle? et vous voudriez par un inutile Décret confirmer ces sublimes paroles du Créateur du monde! Si vous êtes persuadés de la vérité de cette Religion, dont vous êtes les Ministres, pouvez-vous craindre qu'elle s'anéantisse? Pouvez croire que les Lois et les volontés de la providence aient besoin du secours d'un Decret? »

« D'ailleurs, dans tout ce qui est du ressort de notre pouvoir, n'avons-nous pas fait, ne faisons-nous pas tous les jours ce qui dépend de nous pour le maintien de la Religion Catholique? Ne nous occupons-nous pas d'établir et de fixer le nombre de Ministres nécessaires au service des autels? Ne travaillons-nous pas à regler les dépenses qu'exigent l'entretien des Eglises et toute la hiérarchie ecclésiastique? etc. Je ne crains pas de dire qu'en ma qualité de Représentant de la Nation, je rends ceux qui voteroient pour le Décret, responsables de tous les malheurs que je prevois, et du sang

Digitized by Google

qui pourroit être verse. Je conclus en vous proposant la déclaration suivante :

« L'Assemblée Nationale déclare que par « respect pour l'Être Suprême et pour la « Religion Catholique, Apostolique et Ro- « maine, la seule qui soit entretenue aux « frais de l'État, elle ne croit pas devoir « ni pouvoir prononcer sur la question qui lui « est soumise, et ordonne qu'on reprenne « l'ordre du jour. »

La Séance continuoit d'être tumultueuse, et sur-tout le Clergé, de se livrer à la plus grande agitation. Dom *Gerle* obtint avec peine la parole ; il témoigna combien il étoit fâché des suites de sa motion, et finit par adhérer à celle de M. *de Menou*. On voulut aller aux voix pour terminer cette inutile discussion : alors parurent à la Tribune M. de Cazalès, *l'Abbé Maury* et plusieurs autres qui s'opposoient à ce que Dom *Gerle* retirât sa motion. L'Assemblée consultée par *assis et levé*, décida à une grande majorité que la discussion étoit fermée. M. *d'Espréménil* demanda l'appel nominal, et aussitôt quatre cents personnes avec lui doutèrent de la majorité. Quoique beaucoup de Membres de la majorité fussent sortis pendant cet appel, il resta néanmoins 495 voix contre 400 pour la clôture de la discussion.

Un de MM. les Secrétaires lut ensuite les différentes redactions de Décret : après plusieurs débats très-violents sur la priorité, elle a été enfin accordée à un projet de Décret de M. *de la Rochefoucault*, conforme en principes à celui de M. *de Menou*. Le préambule faisoit aussi mention de la *majesté* de la Religion et du *profond respect*

Digitized by Google

qui lui est dû. « Lorsque les Juifs virent Jesus-Christ sur la Croix, s'écria M. *d'Espresménil*, ils lui dirent : *Nous vous saluons, Roi des Juifs.* Il est aisé de concevoir le trouble que dut exciter dans l'Assemblée l'application que l'opinant paroissoit vouloir faire de ces paroles. M. *de Mirabeau* demande qu'il soit rappellé à l'ordre ; il est aussitôt interrompu par M. de *Clermont-Lodève*, qui dit vivement : M. le Président, je vous prie de mettre à l'ordre M. de *Mirabeau* lui-même ; et si vous ne l'y mettez, *je lui ferai voir, moi, le respect qu'il doit aux orateurs.* On oublia M. *d'Espresménil*, pour ne s'occuper que de ces dernières expressions, et il fut décidé que M. de *Lodève* seroit rappellé à l'ordre.

Le calme un peu rétabli, M. *d'Estourmel* demanda la promesse expresse que le Décret n'infirmeroit en rien les constitutions du Cambresis, stipulées et jurées par les Rois, et qui portent que la Religion Catholique aura seule un culte public dans le pays.

M. *de Mirabeau* reclama lecture du procès-verbal du 13 fevrier, où la même motion que celle de Dom *Gerle* ayant été faite par M. l'Evêque de *Nancy*, il fut décidé de repasser à l'ordre du jour par les mêmes motifs que ceux énoncés dans les projet de Décrets de MM. *de Menou* et de *la Rochefoucault.* « J'observerai au préopinant, ajouta-t-il, qu'il n'y a aucun doute que sous un regne signalé par la révocation de l'édit de Nantes, et que je me dispense de qualifier, on ait consacré toutes sortes d'intolérances ; mais puisqu'on se permet des citations historiques dans cette matière, je vous supplie, MM. de ne pas oublier que

Digitized by Google

d'ici, de cette tribune où je vous parle, j'apperçois la fenêtre d'où la main d'un de nos Rois tira l'arquebuse qui fut le signal de la *Saint-Barthelemi*. Je n'en dis pas davantage ; voyez encore si vous voulez délibérer. »

M. l'*Abbé Maury* s'obstina pendant longtems à discuter le fonds, quoique l'on eût décidé par deux fois que la discussion étoit fermée. Enfin, après trois quarts-d'heure environ de débats, le projet de Décret de M. *de la Rochefoucault* fut adopté en ces termes, à une grande majorité.

« L'Assemblée Nationale, considérant qu'elle n'a et ne peut avoir aucun pouvoir à exercer sur les consciences et sur les opinions Religieuses, que la majesté de la Religion et le respect profond qui lui est dû, ne permettent point qu'elle devienne le sujet d'une délibération ; considérant que l'attachement de l'Assemblée Nationale au culte Catholique, Apostolique et Romain, ne sauroit être mis en doute, au moment même où ce culte seul va être mis par elle à la première place dans les dépenses publiques, et où, par un mouvement unanime de respect, elle a exprimé ses sentimens de la seule manière qui puisse convenir à la dignité de la Religion et au caractère de l'Assemblée Nationale, Décrète qu'elle ne peut ni ne doit délibérer sur la motion proposée, et qu'elle va reprendre l'ordre du jour concernant les Dîmes Ecclésiastiques. »

Pendant le cours de cette discussion, on avoit entendu plusieurs voix, partant de l'extrémité droite de la salle, interpeller M. *de la Fayette* qui assistoit à la délibération. M. *de Foucault* est monté à la tribune pour ex-

Digitized by Google

pliquer ces interpellations, et a répété plusieurs fois que l'Assemblée n'étoit pas libre, puisqu'on ne lui permettoit que de proposer des amendemens, sans developpement de son opinion sur la nécessité de la profession de foi authentique en faveur de la Religion Catholique, Apostolique et Romaine. L'Assemblée n'est pas libre, a-t-il continué, en se plaignant de ce qu'elle étoit entourée de peuple et de soldats en armes, « parce « qu'un appareil de ce genre n'est propre « qu'à répandre la terreur sur les esprits, et « enchainer servilement les opinions des in- « dividus. » A ce mot de terreur, la partie gauche de l'Assemblée a donné des signes de mécontentement, plusieurs voix répétoient autour de la tribune : jamais des Français n'ont connu ni éprouvé les effets de la terreur; de plus, il n'y a aucun danger. M. *de Foucault* a dit que cette improbation lui prouvoit qu'une partie de l'Assemblée se croyoit, étoit même dans la plus grande sureté ; qu'il étoit autant inaccessible que personne à la crainte ; mais qu'il croyoit et pouvoit croire que tel qui est en état de mediter, reflechir et discuter dans le calme, ne peut plus deliberer avec la même impartialité au centre du tumulte et des armes. M. *de Foucault*, dont nous presentons l'opinion avec autant de fidelité qu'il est possible de le faire en l'abrégeant beaucoup, a établi une espèce de rapprochement entre la situation du 9 juillet et celle de ce jour ; il a cru avoir le droit de tenir le même langage que M. le Comte *de Mirabeau ;* et par un mouvement oratoire, c'est par l'organe du Président qu'il vouloit faire demander à M. le Maire et à M. le Comman-

Digitized by Google

dant général pourquoi ce peuple, pourquoi ces troupes ? « Je fais, a-t-il dit en finissant, la motion expresse que l'Assemblée Nationale Décrète sur le champ qu'à l'avenir la résidence de l'Assemblée Nationale soit fixée à trois lieues du séjour des troupes, ou qu'elles ne puissent approcher de plus près de l'enceinte de l'Assemblée Nationale, sans une requisition expresse de sa part. Cette Loi sage et conservatrice de la liberté, s'observe scrupuleusement en Angleterre, et même aux Etats de Bretagne. »

M. *de la Fayette*, applaudi avant de parler, repondi en ces termes: « Quelques personnes ont témoigné à M. le Maire de « Paris des inquiétudes sur la tranquillité « de la Capitale, inquiétudes que ni lui, « ni moi n'avons cru fondées. Cependant M. « Bailly m'a donné des ordres : j'ai obéi, et « j'ai doublé la garde citoyenne dont l'Assemblée a daigné s'environner. Je me « trouve heureux de saisir encore aujourd'hui l'occasion de dire à l'Assemblée « qu'il n'est pas un Garde National qui ne « donnât jusqu'à la dernière goutte de son « sang pour assurer l'exécution de vos Décrets, la liberté de vos délibérations, et « l'inviolabilité personnelle de tous les Membres de cette Assemblée. »

M. *l'Abbé Maury* se présente encore à la tribune : M. le Président propose de reprendre l'ordre du jour ou de lever la Séance. L'Assemblée est consultée, et la discussion sur les biens Ecclésiastiques est remise au lendemain.

Du Mercredi 14 Avril.

A l'ouverture de la Séance, plusieurs Mem-

Digitized by Google

bres Ecclésiastiques se plaignirent d'avoir été insultés dans les rues et à l'entrée des Tuileries. — L'Assemblée demanda l'ordre du jour. — M. *de Cazalès* insista sur l'intention qu'il avoit de témoigner sa reconnoissance à la Garde Nationale. Il fut constamment interrompu. — M. *Delavie* fit la motion de décider par *oui* et par *non*, que les articles à l'ordre du jour, seroient décrétés sans désemparer ; et somma M. le Président de la mettre aux voix : on passa donc à la plus grande majorité, à la discussion des quatre premiers articles du rapport du Comité des Dimes.

M. l'Abbé *Royez* reprit cette discussion en faveur du système du Comité. Il s'étendit contre les abus qui subsistent depuis 600 ans dans le service de la Religion, et voulut offrir à l'examen l'administration primitive de l'Eglise, sur ce qu'il lui fut observé par la partie droite qu'il n'étoit pas dans la question. « Distinguons, ajouta-t-il, la puissance temporelle et la puissance Ecclésiastique. La morale, la discipline intérieure, voilà le district de l'Eglise ; le reste appartient à l'Etat, etc. Si on m'interrompt, je citerai tous les Conciles. On s'est continuellement écarté des décisions Ecclésiastiques les plus solennelles. En 1614, l'assemblée du Clergé demanda que le Clergé fût rappelé à son institution primitive. Voyons si tout a été remis dans l'ordre. Qui oseroit me dire que le tiers des biens de l'Eglise a été donné aux pauvres ; que l'autre tiers a eté consacré à l'entretien des Eglises ; que les Prêtres du second ordre ont eté équitablement salariés ? » Et apres avoir cité une Assemblée d'Aix-la-

Digitized by Google

Chapelle, en 802, où le Clergé convint que ni les Prêtres, ni les Moines ne devoient se mêler de la police temporelle, il demanda comment on pouvoit dire que l'on fait une injustice au Clergé en le ramenant dans sa classe véritable? Enfin il conclut à la dépossession du Clergé, en adoptant les articles proposés sauf les amendemens. L'impression de son discours a été demandée.

M. l'Abbé *Gouttes* défendit le même système, et tira ses premiers argumens de la mauvaise répartition des biens Ecclesiastiques, de la distribution vicieuse des Paroisses, dont les unes ont trop d'étendue et les autres trop peu. Il ajouta, au milieu des murmures, que les richesses avoient toujours été nuisibles au Clergé, et par suite à la religion; que les Prêtres étoient vertueux lorsqu'ils étoient pauvres et persécutés, qu'alors on bénissoit la religion; mais que les pasteurs étant devenus ambitieux et mercenaires, par une suite de leurs acquisitions, ils avoient perdu le respect des fidèles, en cessant de se respecter eux-mêmes, et avoient abandonné leurs occupations pour se livrer à l'oisiveté et à tous les vices qu'elle entraîne: « Il y a onze ans, poursuivit-il, que je disois au Roi ce que je dis à la Nation. C'est à elle à s'emparer de l'Administration des biens Ecclesiastiques. »

M. l'Abbé *d'Eymard* récapitula tous les argumens de M. l'Evêque *de Nancy* et de M. l'Archevêque *d'Aix*, tomba sur M. *Thouret* en passant, et s'appuya sur l'inséparabilité du respect pour la religion et de la considération pour ses Ministres. Il repoussa l'exemple de l'indigence des Apôtres, et des vertus nécessaires dans la naissance de

Digitized by Google

l'Eglise, par l'image d'un royaume florissant où des Ministres revêtus des livrées de la misère, et précairement payés, ne pourroient attirer ce respect, dont le refus est une injure à la religion même. Il examina les quatre articles proposés par le Comité des Dimes, et n'y trouva que des motifs de les rejeter. De là il revint à la proposition d'un emprunt de quatre cents millions, hypothéques sur les fonds du Clergé; et en cas de refus, il annonça une protestation de 12 à 13 cents Membres du Clergé de la Basse-Alsace. Tous les Membres du Clergé s'élevèrent pour demander acte de cette proposition, et ne purent l'obtenir.

M. *de Cazalès* ayant voulu parler, ne prononça, malheureusement, rien qui ne servît à indisposer l'Assemblée. Après beaucoup de tumulte, il fut décidé qu'on reviendroit à l'ordre du jour.

Au moment où la discussion a été fermée, M. *Malouet* s'est approché du Président et lui a dit : « Monsieur, je demande qu'avant de délibérer sur les divers articles du Décret proposé, la question principale soit posée en ces termes :

1°. Dépouillera-t-on les Ecclésiastiques titulaires de bénefices, de leurs possessions?

2°. Conservera-t-on aux Eglises et aux pauvres de France une dotation territoriale?

M. le Président ayant demandé que M. *Malouet* eût la liberté de poser ainsi la question, on s'y est refusé, et il s'est refusé lui-même à ce que M. *Malouet* insistât pour l'obtenir, dans la crainte de renouveller le tumulte : car la question ainsi posée pouvoit effrayer ceux qui n'étoient pas fortement décidés à adopter le Decret.

Digitized by Google

Mais le Clergé annonça tout aussitôt, par l'organe de M. l'Evêque *de Clermont*, qu'il ne prendroit aucune part à la délibération.

M. *Fréteau* présenta deux amendemens, appuyés sur deux considérations, relatives à l'intérêt public et à l'intérêt des créanciers de l'Etat. Le premier consistoit à restreindre le premier article à deux cents millions au-dessus des quatre cents, auxquels doit s'élever la vente ordonnée; et le second, en faveur des titulaires actuels, consistoit à leur laisser l'administration des biens Ecclésiastiques, en exigeant que tous les bénéficiers, de toutes les classes, comptassent chaque année de leur revenu aux administrations de Départemens et de Districts.

On proposa plusieurs autres amendemens, et l'on fit revenir la motion de M. l'Archevêque *d'Aix*. M. le Président ayant fait observer qu'elle n'étoit point rédigée en Décret, et qu'elle ne consistoit qu'à renouveller l'offre d'un prêt de 400 millions, M. *Prieur* demanda si le Clergé, qui ne possede plus rien, pouvoit offrir quelque chose.

M. l'Abbé *d'Eymard* ayant répondu que ce n'étoit pas le Clergé, si l'on vouloit, mais tous les Ecclésiastiques, toutes les Eglises du Royaume, un grand nombre de Membres se levèrent; mais l'Assemblée consultée, décida qu'on ne liroit pas le détail des propositions de M. l'Archevêque *d'Aix*. Ensuite, conformément à l'opinion de M. *Chassey*, deux amendemens, relatifs aux baux et au rachat des dîmes inféodées, furent renvoyés au Comité des Dîmes, et les autres écartés par la question préalable. L'article 1^er^. fut décrété en ces termes, sans la participation d'une partie de l'Assemblée.

« ART. I^er^. L'administration des biens dé-

Digitized by Google

« clarés, par le Decret du 2 Novembre dernier, être à la disposition de la Nation, « sera et demeurera, dès la présente année, « confiée aux Assemblées de Départemens « et de Districts, où à leurs Directoires, « sous les règles, exceptions et modifications qui seront expliquées. »

« II. Dorénavant, et à partir du premier « Janvier de la présente année, le traitement de tous les Ecclesiastiques sera payé « en argent, aux termes et sur le pied qui seront « incessamment fixés; et néanmoins les Curés « des Campagnes continueront provisoirement à administrer les fonds territoriaux « attachés à leurs bénéfices, à la charge « d'en compenser les fruits avec leur traitement, et de faire raison du surplus, s'il y « a lieu. »

« III. Les Dîmes de toutes espèces, abolies par l'article 5 du Décret mentionné « dans l'article premier, ensemble les droits « et redevances qui en tiennent lieu, comme « aussi les Dîmes inféodées appartenantes aux « Laïcs, déclarées rachetables par le même « Décret, à raison desquelles il sera accordé « une indemnité aux Propriétaires sur le « Trésor public, cesseront toutes d'être « perçues à jamais, à compter du 1^er^. Janvier 1791, et cependant les redevables « seront tenus de les payer à qui de droit, « et exactement la présente année, comme « par le passé, à défaut de quoi ils y seront « contraints en la manière accoutumée. »

Cet article a été attaqué par MM. *le Chapelier* et *Salle de Choux* qui en ont demandé le renvoi au Comité. M. *Biauzat* les a combattus; quelques autres amendemens

Digitized by Google

ont été proposés et rejetés ; l'article a été admis tel qu'il est rapporté.

« IV. Dans l'état des dépenses publiques « de chaque année, il sera porté une somme « suffisante pour fournir aux frais du culte « de la religion catholique, apostolique et « romaine, à l'entretien des Ministres des « autels, au soulagement des pauvres, et aux « pensions des Ecclésiastiques tant séculiers « que réguliers de l'un et de l'autre sexe ; « de manière que les biens, qui sont à la « disposition de la Nation, puissent être « dégagés de toutes charges, et employés « par les Représentans, ou par le Corps Lé- « gislatif, aux plus grands et aux plus pressans « besoins de l'Etat. La somme destinée au « service de l'année 1791 sera incessamment « déterminée. »

Du Jeudi 15 Avril.

Discussion sur les assignats.

Lecture faite du Procès-verbal dont l'énoncé a fait encore élever quelques réclamations inutiles, on a passé à l'ordre du jour.

M. *de Lundenberg* a été vivement interrompu à ces premiers mots : *L'Assemblée, dont la Puissance absolue et presque arbitraire....* et M. le Président l'a rappelé à l'ordre : « L'organe de l'Assemblée, a-t il repris, vient de m'intimer son ordre ; je m'y conforme et me rétracte. La sévérité avec laquelle l'Assemblée dispose du droit de conférer ou de refuser la parole est sans doute bien imposante ; mais elle ne l'est pas autant pour moi que le devoir de me plaindre de sa rigueur au nom des Citoyens que je représente ici. Ils m'y ont envoyé pour exercer le droit de se faire entendre,

Digitized by Google

ét non pour y voir sans cesse les discussions sur les plus grands objets contrariées, interrompues et fermées, lorsque quelqu'un d'entre nous croit encore avoir à dire des choses qu'il juge importantes. » L'Opinant fut encore rappelé à l'ordre, et M. le Président lui dit de ne pas s'écarter de la question : « Il m'est sensible, répliqua-t-il, d'avoir mérité deux fois, et presqu'en un même instant, d'être rappelé à l'ordre. Personne cependant ne reconnoît plus que moi le droit qu'a l'Assemblée de juger ce qu'on lui dit; mais personne aussi n'est plus persuadé que chacun de nous a celui de réclamer la liberté de son opinion, l'indulgence et l'attention de l'Assemblée. »

Rentrant ensuite dans l'ordre du jour, l'Opinant a dit qu'il vouloit, il y a quelques jours, offrir un plan de Finances; mais qu'hier on lui avoit ôté ses bases. Il s'est borné à demander si les assignats auroient un cours forcé; si la Nation pourroit former de l'or en un instant, tandis qu'il faut à la nature des siècles pour le préparer dans son sein? « Prenez-garde, a-t-il ajouté, de faire concevoir des inquiétudes en accordant des intérêts aux assignats. Nulle opération n'est plus délicate que celle-ci, lorsque la base d'hypothèques sur laquelle on l'appuie n'est pas d'une évidence inattaquable et inattaquée. » Il a conclu à la liberté des assignats, et il a proposé qu'on ne les introduisît point en Alsace, où ils échaufferoient les esprits, et porteroient un grand préjudice au commerce purement intérieur.

M. *Pfliger*, Député du même Bailliage de Bedfort, lui reprocha de solliciter, sans

Digitized by Google

l'aveu de ses Commettans, une exception. M. *de Landenberg* répondit que son mandat lui enjoignoit de demander tout ce qui peut être utile à l'Alsace, et de la préserver de tout ce qui peut lui nuire; et que si les désaprobateurs avoient un mandat contraire, il leur en demandoit acte, afin de pouvoir en rendre compte.

Ce petit debat s'est enfin terminé; le sentiment de justice qui nous guide nous l'a fait rapporter avec plus de détails, pour infirmer, s'il étoit possible, l'opinion qu'en ont donnée des Feuilles tout-à-fait infidèles.

M. *d'Aiguillon* a considéré les assignats sous quatre points de vue: 1°. Qu'est-ce qu'un assignat? C'est une lettre-de-change dont la valeur numérique est garantie par la Nation, et le meilleur moyen de ranimer la circulation du numeraire; 2°. 400 millions sont-ils suffisans pour les besoins de l'année présente? Non, puisque les anticipations et les dépenses nécessaires montent à 1559 millions. Il faut constater au vrai l'état de la dette et des finances, rejeter toutes ressources temporaires et partielles, tous ces palliatifs qui n'ont fait que redoubler nos embarras, et annoncer un Plan général de Finances, qui ramène la confiance publique et assure la comptabilité la plus severe; 3°. Les assignats seront-ils forcés? Ils auront une hypotheque assurée, et des remboursemens prochains. On ne peut se dispenser de le faire, et tout concourt à lever les scrupules. 4°. Enfin, quel sera l'intérêt des assignats? De trois pour cent, afin que les Propriétaires aient intérêt à les faire circuler, etc.

Digitized by Google

M. *Dupont de Nemours* a disserté sur les valeurs numériques, et posé en principe que les monnoies quelconques doivent avoir une valeur réelle et intrinsèque pour être utiles dans le Commerce. Il a prétendu que les assignats donnés en payement n'étoient point un payement, mais une délégation sur une vente, une promesse, un engagement contracté à terme plus ou moins long, et qui ne se réalisoit qu'à la concession du fonds ou à sa conversion en une valeur métallique qu'il représente. Il a vu dans cette opération moins de loyauté que dans celle de l'Abbé *Terray*, qui disoit : « Gardez votre « titre, je vous payerai les intérêts. « Il a pourtant admis les assignats, mais avec la circulation libre, nécessaire au Commerce interieur et extérieur, aux besoins courans et habituels de la vie, au payement du prêt des Troupes, des Ouvriers, des petites rentes, etc. Après avoir montré les inconvéniens de cette monnoie fictive dans sa circulation forcée, il adopte les avantages qu'elle présente, si l'on se borne à lui donner pour ce qu'elle est, c'est-à-dire, un gage représentatif d'une propriété fonciere qui ne peut circuler sans discrédit par la contrainte.

M. le Duc *de la Rochefoucault* a répondu au Préopinant, par les principes rappelés dans le Rapport qui précéda la proposition du Décret actuellement en discussion, lui objectant qu'il ne s'agissoit que d'établir à la place d'un papier désastreux et décrié, un papier plus digne de la confiance publique. Il a rejeté le parallele des assignats-monnoie solidement hypothéqués, et des billets de *Law*, qui n'avoient pour gage que

Digitized by Google

des mines d'or à découvrir. La création d'assignats n'avoit pas pour objet de suppléer au défaut du numéraire, mais de faire reparoître celui qui existe, en leur attachant un intérêt que ne porte pas le numéraire. Si, d'un autre côte, la circulation en étoit libre, les capitalistes pourroient, par un simple jeu de baisse, les décrier absolument, et entraîner la banqueroute. Il a conclu en adoptant le Projet de Décret, sauf deux amendemens.

M. l'Archevêque d'Aix a voté contre le papier-monnoie, contre l'intérêt qu'on proposoit d'y attacher, contre le dessein de lui donner pour assurance les Biens Ecclésiastiques. Il en a examiné les inconvéniens relativement au Commerce, aux Manufactures et à l'Agriculture, et il a fini par proposer de renvoyer le Projet à un nouvel examen du Comité des Finances, pour chercher tous les moyens d'éviter des assignats forcés, et même des assignats libres.

M. *Rœderer* a répondu dans les principes de M. le Duc *de la Rochefoucault :* il a fait voir qu'il étoit sage d'admettre le papier-monnoie même forcé, puisque plusieurs Villes Manufacturieres, telles que Rouen, Louviers, Bordeaux le demandoient, et parce qu'étant répandu sur toute la face du Royaume, tous les Citoyens seroient intéressés à la vente des Biens Ecclésiastiques. Il n'a pu achever sans être interrompu par des cris tumultueux, partis de la droite du Président.

M. l'Abbé *Maury* s'est alors présenté à la Tribune, où il a traité la question en forme, et vigoureusement attaqué le papier-monnoie. Il l'a défini, d'apres une expression d'un Membre

Membre de l'Assemblée à Versailles : « Un « emprunt le sabre à la main. » Il a invoqué la pratique plutôt que la théorie, et il a cité le Mémoire du fameux *Law*, qui contient tout ce qu'on peut alléguer de séduisant et de victorieux en faveur du papier-monnoie. Il en a lu un autre de sa composition, dans lequel il a développé des conséquences exactement déduites de ce qu'il a pris pour principes généraux dans cette matière. Il y a présenté les assignats sous leurs divers rapports d'influence sur la fortune publique et particulière, et il a condamné l'opération sous tous ces rapports : enfin, il a avancé que les assignats avec intérêt seroient une absurdité, et sans intérêt une calamité ; que la banqueroute en seroit une suite inévitable, et qu'on en regarderoit la circulation forcée comme subversive de tous les principes de morale, de politique et de finance. Sa conclusion, conséquente à ses principes, a été de s'opposer, au nom de sa Province, à tout papier-monnoie. C'est le plus long Discours, le mieux fait et le plus fort qui ait été prononcé dans cette Séance ; mais on pourroit peut-être ajouter le plus insidieux.

La discussion a été continuée au lendemain.

Du Jeudi 15 Mars, séance du soir.

Dans une adresse de Rouen, cette ville promet d'acquérir en numéraire comptant pour 40 millions d'assignats.

Une Députation de la Municipalité de Paris, admise à la barre, a supplié l'Assemblée de porter les Décrets qu'elle jugera les plus convenables pour désobstruer les

Digitized by Google

rues de la Capitale d'une foule de pauvres de toutes les provinces et des pays étrangers; et pour engager les autres Municipalités à reprendre ceux de ces pauvres qui leur appartiennent. Cette demande a été renvoyée au Comité de Mendicité.

Beaucoup de plaintes ont été entendues sur la perception des impôts, sur le retard des rôles et de la formation des Assemblées Primaires. Il a été question d'appeler les Ministres à la barre : mais on n'a rien décidé, sinon qu'on alloit passer à l'ordre du jour. Les uns ont demandé l'affaire des Juifs, et les autres, le rapport du Comité des Recherches.

M. *l'Abbé Maury* a offert de déposer sur le Bureau un Mémoire pour être envoyé aux Juifs, et a dit qu'il les défioit d'y répondre.

M. *Reubel* s'est flatté de prouver que cette affaire devoit être mise à l'ordre du matin, et en a demandé le renvoi jusqu'après l'organisation de tous les pouvoirs publics.

Un autre Membre a fait sentir la nécessité d'un ajournement à jour fixe, pour éviter aux Juifs les dangers où les expose le soulèvement des peuples, tant que l'Assemblée n'aura pas fixé l'opinion sur leur compte. Toute l'affaire a été renvoyée au Comité de Constitution.

M. *Champeaux* a fait, au nom du Comité des recherches, un rapport tendant à renvoyer au Châtelet l'affaire de M. l'Evêque de Blois; et il a été décidé qu'il n'y avoit pas lieu à déliberer.

Du Vendredi 16 Avril.

De nouvelles craintes sur le sort des Juifs,

Digitized by Google

exposées dans une lettre d'Alsace, ont fait prononcer le Décret suivant, rédigé par M. *Rœderer* en ces termes?

« L'Assemblée met de nouveau les Juifs « d'Alsace et autres sous la sauve-garde de « la Loi; défend à toutes personnes d'at- « tenter à leur sureté, et ordonne aux Mu- « nicipalités et aux Gardes Nationales de « protéger de tout leur pouvoir leurs per- « sonnes et leurs proprietés. »

M. *Dupré* a demandé l'attention de l'Assemblée pour l'exposé qu'il a fait ensuite de l'affaire de M. *Muscard*, Fourrier des Grenadiers du Regiment de Vivarais, en garnison à Verdun. M. *Muscard* étoit dans l'habitude de manifester avec énergie ses sentimens sur la révolution, et, comme ils différoient de ceux des Officiers, il fut arrêté dans les premiers jours de février dernier. Un conseil de guerre alloit le juger lorsque ses camarades réclamèrent les Décrets de l'Assemblée Nationale en sa faveur. Copie de leur déliberation fut adressée au Comité des rapports: celui des Membres qui devoit en rendre compte, en fut empêché par le Ministre de la guerre, qui ne vit que du danger à rendre publics ces motifs de divisions entre des Officiers et des Soldats, et qui du reste promit de surseoir à tout jugement et à toute exécution. Cependant M. *Muscard* vient d'être enlevé des prisons de Verdun par le Lieutenant de la Maréchaussée, et, d'après les informations du corps Municipal, on sait qu'il a été transféré à Montmedy sur un ordre signé du Roi et contresigné du Ministre de la guerre. M. *Dupré* a donc insisté pour qu'il soit remédié à cet abus de pouvoir.

Digitized by Google

Un seul Membre a parlé contre M. *Mucard*, et l'a accusé d'être un de ces hommes qu'on employoit à exciter des troubles dans l'armée. Plusieurs autres Membres ont opiné contre la forme arbitraire de cet enlevement, et M. *Voydel* a fait la motion de mander le Ministre à la barre.

L'Assemblée a Décreté le renvoi au Comité des Rapports, et que le Président écriroit au Ministre pour l'informer qu'il devoit surseoir à la procédure jusqu'à ce qu'il ait été statué sur les formes à suivre dans la poursuite des délits militaires.

M. *le Président* a rendu compte des Décrets qu'il avoit présentés à la Sanction Royale, et a dit n'avoir pas cru devoir présenter les quatre articles Décrétés la veille, attendu que les suivans ne sont pas Décrétés encore. Mais l'Assemblée a ordonné qu'ils le seroient incessamment, vu la nécessité urgente de faire accepter des Décrets qui sont le gage des assignats.

On a passé à l'ordre du jour avec l'intention de ne point désemparer qu'on n'eût décrété les articles relatifs aux assignats.

Suite de la discussion sur les assignats.

M. *Bailly* a lu une lettre des Négocians de Paris, exprimant leur vœu pour qu'il soit mis en circulation forcée 4 à 500 millions d'assignats à 2 ou 3 d'intérêt pour cent. Après quoi, manifestant son avis particulier, M. *le Maire* a dit que les circonstances sembloient l'exiger impérieusement. Les approvisionnemens de la Capitale montent à 300 millions annuellement; il faut les payer en espèces, les billets de la Caisse d'Escompte n'ayant plus de cours hors de Paris. Le numéraire rentre par la voie des

Digitized by Google

impôts : mais aujourd'hui la perception est suspendue, et le nouvel ordre de choses doit partager les contributions publiques en différentes Caisses. Les assignats répandus dans tout le Royaume sont l'unique remède à cet état de détresse. Il a fait une peinture de cette détresse partagée par toutes les classes de Citoyens, et il a dit avoir en ses mains une soumission de 70 millions pour faire face à une partie des biens Ecclésiastiques et Domaniaux, que la ville de Paris est chargée d'aliéner au nom de la Nation.

M. *de Folleville* a demandé l'impression de la lettre lue par M. Bailly, afin que les Provinces connussent le mobile qu'on avoit employé pour déterminer l'Assemblée dans une délibération de cette importance. Décidé qu'il n'y a pas lieu à délibérer. Cette motion tendoit en effet à mettre en opposition les intérêts de la Capitale et ceux des Provinces.

M. *Mougins de Roquefort* a demandé que l'hypothèque speciale et privilégiée soit conservée aux créanciers du Clergé, de même que la préférence dans les ventes sur tout autre acquéreur, et qu'au lieu d'assignats, les contrats de ces créanciers fussent reçus en payement des biens qu'ils voudront acquérir.

M. l'Abbé *Gouttes* a fait ressortir avec précision tous les avantages des assignats, de l'intérêt et de la contrainte, contre toutes les objections qui avoient paru fortes jusqu'à ce moment ; après quoi il a demandé que, pour assurer la retraite des assignats, on ordonnât qu'ils seroient reçus par préférence dans les ventes, de même que les titres de créance sur le Clergé et

Digitized by Google

les effets publics. Ainsi, dit-il, on augmentera le nombre des acquéreurs, et par cette salutaire concurrence, on accroîtra le prix des ventes.

M. *de Cazalès*, appuyant sur les principes de tous les Membres qui ont marqué jusqu'ici le plus d'opposition, s'est encore fortifié de tout ce que l'honneur et la justice pouvoient lui dicter de plus persuasif pour l'intérêt même de l'Etat : « Ce projet du Comité n'étoit pas nouveau. Déja il avoit été rejetté avec horreur par le Comité des Dix ; le premier Ministre en avoit démontré les inconvéniens : on cherchoit à ruiner sans ressource le crédit de la Caisse d'Escompte, pour forcer la Nation à s'écarter des lois de l'honneur. Son indignation devoit céder pourtant, et lui permettre de discuter à fond, s'il étoit possible, une question de cette nature. »

« Le Comité rassembloit deux choses contradictoires, l'intérêt et la qualité de monnoie. L'intérêt est le prix du retard : il n'y a point de retard quand on paye avec un papier-monnoie. S'il consideroit 400 millions de ce papier comme un accroissement de numéraire, il lui étoit aisé de prouver que ce papier nécessiteroit une augmentation dans le prix des denrées, ce qui consommeroit le malheur des circonstances. S'il l'envisageoit dans ses rapports avec l'étranger, avec l'intérieur du Royaume, il démontreroit sans peine que c'est de part et d'autre une opération désastreuse, la plus odieuse des banqueroutes, et une source de corruption qui rendra le peuple François le plus vil des peuples du monde. Ce papier perdroit bientôt ; il étoit impossible qu'il ne

Digitized by Google

perdit pas promptement et considérablement. Le créancier de l'Etat, forcé de le recevoir, ne pourra l'employer que pour ce qu'il vaudra dans l'opinion. Il éprouvera une perte; sa ruine sera le fruit de l'imprudence qu'il a eue de le demander; et la honte, le fruit de la banqueroute que l'État fait évidemment à celui qu'il paye avec du papier qui perd. Avoient-ils donc prévu les auteurs de ce conseil, que la rentrée des impôts se feroit bientôt en papier monnoie, et que si l'on créoit de petits billets, le petit peuple se trouvant associé au crédit public, il en résulteroit journellement des insurrections motivées par le désespoir? »

Nous ne pouvons suivre l'Orateur dans son abondance : en le résumant, le reste de son discours présente le tableau du discrédit des papiers-monnoies dans les provinces, des désordres de l'agiotage, des fortunes odieuses et des provinces armées pour refuser les impôts, tant que le Pouvoir exécutif n'aura pas tout le ressort qu'il doit avoir, tant que le Roi ne sera pas partie intégrante du Corps Législatif. « Quelle confiance, s'écrie-t-il, peut-on avoir dans une Assemblée qui n'a pas de bornes hors d'elle même, et dont, par conséquent, tous les Décrets ne sont que de simples résolutions que peut changer aujourd'hui la puissance qui les a créés la veille? » Enfin, M. *de Cazalès* a terminé son discours par une protestation, en son nom, au nom de ses Commettans, de toutes les Provinces du Royaume entier, au nom de l'honneur et de la justice, contre un Décret qui, s'il est porté, doit entraîner la ruine du Royaume et le déshonneur du nom François.

Digitized by Google

M. *Péthion de Villeneuve*, parlant pour l'admission des assignats, a répondu à toutes les objections, et détruit tous les inconvéniens d'une manière si serrée, qu'il faudroit rapporter tout son discours. Il a cité l'Espagne et Venise où il y a du papier-monnoie portant intérêt, et qui se tient au-dessus du pair sans avoir le caractère d'hypothèque spéciale qu'auront les assignats proposés. Ils doivent être forcés, parce qu'on les demande de toutes parts. Ils doivent porter intérêt, puisqu'ils sont destinés à remplacer le numéraire; et tout le monde y consent encore, excepté les ennemis de la Constitution qui savent que son succès dépend de cette opération. Si le papier-monnoie est indispensable, il n'est point immoral, ou bien le salut du peuple n'est pas la loi suprême. Les monnoies elles-mêmes ne sont que des valeurs de convention; et le papier, qu'une représentation d'une propriété générale. Les billets mêmes de Law eussent sauvé l'Etat, si l'on n'en eût émis qu'avec modération. L'or n'a pas une valeur plus réelle que des biens mis en vente et des assignats sur ces biens. Si les assignats ne sont pas forcés, c'est la cupidité, c'est l'agiotage qui va les déprécier; au lieu que si on les force, les voilà dispersés dans une foule de mains, et protégés par l'intérêt général. Quant à la masse des assignats, elle est trop petite et les fonds assignés trop forts pour qu'ils surchargent les villes de commerce. On en verra très-rarement dans les campagnes, et la réception des ces effets dans les Caisses ouvrira toutes les routes. Quant à l'intérêt, s'il étoit trop fort, les assignats seroient enfouis à leur tour, et l'argent ne resteroit pas moins

Digitized by Google

dans les coffres. Le point éloigné des extrêmes est celui auquel on doit se fixer.

En conséquence M. *Péthion* proposa de leur donner trois ou trois et demi au plus pour cent ; et pour concilier les avis partagés sur la quotité de l'émission, il conseilla d'ajouter à la somme décrétée une quantité d'assignats égale aux dettes Ecclésiastiques. Après ce discours, vivement applaudi, la discussion à été fermée sur le fond ; et à la suite d'une foule d'amendemens écartés, l'Assemblée a décrété les quatre Articles suivans, dont le troisième l'étoit depuis mardi.

« ART. I^er^. A compter de la présente année, les dettes du Clergé sont réputées Nationales : le Trésor public sera chargé d'en acquitter les intérêts et les capitaux.

« La Nation déclare qu'elle regarde comme créanciers de l'Etat, tous ceux qui justifieront avoir légalement contracté avec le Clergé, et qui seront porteurs de contrats de rentes assignées sur lui. Elle leur affecte et hypothèque, en conséquence, toutes les propriétés et revenus dont elle peut disposer, ainsi qu'elle le fait pour toutes ses autres dettes. »

« II. Les biens Ecclésiastiques, qui seront vendus et aliénés en vertu des Decrets des 19 Décembre 1789, et 17 Mars dernier, sont affranchis et libérés de toute hypothèque de la dette légale du Clergé, dont ils étoient ci-devant grevés, et aucune opposition à la vente de ces biens ne pourra être admise de la part desdits créanciers. »

L'article IV a été lu ; en voici les termes :

« IV. Les assignats créés par les Décrets des 19 et 21 Décembre 1789, auront cours

Digitized by Google

de monnoie dans toute l'étendue du Royaume, et seront reçus comme espèces sonnantes dans toutes les Caisses publiques et particulieres. »

Du Samedi 17 Avril.

Suite de la discussion des assignats.

M. *Prugnon*, dont la tournure d'esprit singuliere est déja connue, a d'abord saisi le système qui favorise les assignats forcés et les assignats à intérêt. S'ils n'étoient pas forcés, ils seroient nuls; il faudroit trouver un autre moyen, et si on ne le trouvoit pas, on ne seroit pas long-temps sans appliquer à la Constitution cette épitaphe d'une beauté romaine : *Fuit*. S'ils étoient sans intérêt, ils ne tenteroient point le Capitaliste qui, assis sur sa Caisse, enchaîne la Société, et n'a que la cupidité et l'avarice pour mobile. Ensuite M. *Prugnon* a fait la contre-partie d'une maniere à laisser flotter l'esprit de ses Auditeurs, et à piquer leur curiosité pour sa conclusion : « Vous faites, a-t-il dit, un assignat pour un écu; cet écu est destiné à payer des intérêts; il ne doit donc pas en porter, et c'est bien assez qu'on veuille le prendre en payement d'un écu-monnoie. Ou l'assignat est bon, et alors il n'a pas besoin d'intérêt; ou il ne l'est pas, et dans ce cas, l'intérêt ne le rendra que plus mauvais : il prouvera qu'on s'en est defié même en le créant; et puisqu'ils sont bons sans intérêt, il seroit sage d'en épargner pour 18 millions à la Nation. » Sa conclusion a été d'en créer de deux sortes; les uns libres avec intérêt de 5 pour 100; les autres forcés et sans intéret, et se corres-

Digitized by Google

pondant par des Numéros qui seroient les mêmes.

M. le Marquis *de Gouy d'Arcy* a combattu la proposition du Préopinant, et montré qu'il étoit en contradiction avec ses principes; et en effet, les assignats sans intérêt seroient abandonnés, et les autres gardés par les particuliers. Un homme qui auroit un des premiers pour 8 jours, iroit l'échanger contre un des autres pour retirer un intérêt pendant ce temps, et rechangeroit ensuite; delà un mouvement énorme qui exigeroit une Administration très-dispendieuse. L'Orateur fit remarquer encore au Préopinant que l'Etat se libéreroit avec des assignats à 3 pour 100, des creances qui portent un intérêt de cinq à six. L'Orateur est entré delà dans la question, et il a démontré qu'il falloit attacher un intérêt aux assignats, parce qu'on ne réussiroit jamais à rétablir la circulation du numéraire s'il n'y avoit pas un avantage à se défaire de son argent pour remplir son porte-feuille; ensuite que cet intérêt devoit être très-modéré, parce qu'il n'avoit pas pour objet de donner du crédit aux assignats; c'est l'assurance du payement qui fait le crédit, et parce qu'il ne falloit pas fournir aux Capitalistes un motif de soustraire les assignats à la circulation. Cet intérêt ne devoit pas non plus équivaloir à celui des Lettres-de-change, ni surpasser celui du prix des terres, et il y en a beaucoup qui ne rapportent que 3 pour 100, et moins encore, par l'incertitude des récoltes. Les personnes qu'intéressent les biens du Clergé, et les Négocians Capitalistes qui desirent faire valoir leur argent, desireroient que l'intérêt des assignats fût de 5 et même

Digitized by Google

de 10 pour 100 : le Comité des Finances l'a fixé à 3, d'après la multitude des Adresses qu'il a reçues. Et moi, continue M. *Goupy*, je voudrois le réduire à 2 et demi, et je demande qu'en attendant l'émission, les billets de Caisse portent intérêt, et fassent fonction d'assignats par-tout le Royaume.

Cette proposition, appuyée de plusieurs Membres, et sur laquelle M. *Dupont* a rédigé un projet de Décret, qui est le seizième, a fait élever la demande de la question préalable avec une persévérance qui a fait prendre la parole à M. le Comte *de Crillon* : « Je demande, a-t-il dit, à ceux qui ré-« clament la question préalable, s'ils ont des « millions préalables à nous donner. Nous « n'avons pas d'argent, point encore d'assi-« gnats ; il faut bien une autre ressource. »

M. *Anson* n'a parlé que pour confirmer le vœu général en faveur des assignats, et pour annoncer que le Comité avoit reconnu la nécessité d'un intérêt à 3 pour 100.

M. *Audier Massillon* a présenté un moyen de prévenir les dangers de la contrefaction du papier-monnoie, ou assignat. Toutes contestations ont cessé, et l'Assemblée a décrété le reste des articles du projet. Les voici, tels qu'ils ont été rédigés sur quelques observations et amendemens :

« Art. IV. Au lieu de cinq pour cent d'intérêt par chaque année, qui leur étoient attribués, il ne leur sera plus alloué que trois pour cent, à compter du 15 Avril de l'année présente ; et les remboursemens, au lieu d'être différés jusqu'aux époques mention-nées dans lesdits Décrets, auront lieu suc-cessivement par la voie du sort, aussitôt qu'il y aura une somme d'un million réalisée

Digitized by Google

en argent, sur les obligations données par les Municipalités pour les biens qu'elles auront acquis, et en proportion des rentrées de la Contribution Patriotique des années 1791 et 1792. Si les payemens avoient été faits en Assignats, ces Assignats seroient brûlés publiquement, ainsi qu'il sera dit ci-après, et l'on tiendra seulement registre de leurs numéros. »

« V. Les Assignats seront depuis 1000 jusqu'à 200 liv. L'intérêt se comptera par jour; l'Assignat de 1000 liv. vaudra 1 s. 8 den. par chacun jour; celui de 300 liv., 6 d.; celui de 200 liv., 4 den. Chaque mois comptera pour 30 jours. »

« VI. L'Assignat vaudra chaque jour son principal, plus l'intérêt acquis, et on le prendra pour cette somme. Le dernier porteur recevra au bout de l'année le montant de l'intérêt qui sera payable à jour fixe par la Caisse de l'Extraordinaire, tant à Paris que dans les différentes villes du Royaume. »

« VII. Pour éviter toute discussion dans les payemens, le débiteur sera toujours obligé de faire l'appoint, et par conséquent de se procurer le numéraire d'argent nécessaire pour solder exactement la somme dont il sera redevable.

« VIII. Les Assignats seront numérotés; il sera fait mention en marge de l'intérêt journalier, et leur forme sera réglée de la manière la plus commode et la plus sure pour la circulation, ainsi qu'il sera ordonné par l'Assemblée Nationale. «

« IX. En attendant que la vente des Biens Domaniaux et Ecclésiastiques, qui seront désignés, soit effectuée, leurs revenus seront versés sans délai dans la Caisse

Digitized by Google

de l'extraordinaire, pour être employés, déduction faite des charges, aux payemens des intérêts des assignats ; les obligations des Municipalités pour les objets acquis y seront déposées également ; et à mesure des rentrées des deniers, par les ventes que feront lesdites Municipalités de ces biens, ces deniers seront versés sans retard et sans exception, leur produit et celui des emprunts qu'elles devront faire, d'après les engagemens qu'elles devront faire, d'après les engagemens qu'elles auront pris avec l'Assemblée Nationale, ne pouvant être employés, sous aucun prétexte, qu'à l'acquittement des intérêts desdits assignats et à leur remboursement. »

« X. Les assignats emporteront avec eux hypothèque, privilège et délégation spéciale, tant sur le revenu, que sur le prix desdits biens, de sorte que l'acquéreur qui achétera des Municipalités, aura le droit d'exiger qu'il lui soit légalement prouvé que son payement sert à diminuer d'autant les obligations Municipales, et à éteindre une somme égale d'assignats ; à cet effet les payemens seront versés à la Caisse de l'Extraordinaire, qui en donnera son reçu à valoir sur l'obligation de telle ou telle Municipalité. »

« XI. Les 400 millions d'assignats seront employés, premièrement, à l'échange des billets de la Caisse d'Escompte, jusqu'à concurrence des sommes qui lui sont dues par la Nation, pour le montant des billets qu'elle a remis au Trésor public, en vertu des Décrets de l'Assemblée Nationale. »

« Le surplus sera versé successivement au Trésor public, tant pour éteindre les anticipations à leur échéance, que pour rap-

Digitized by Google

procher d'un semestre les intérêts arriérés de la dette publique. »

« XII. Tous les Porteurs de billets de la Caisse d'Escompte feront échanger ces billets contre des assignats de même somme, à la Caisse de l'Extraordinaire, avant le 15 Juin prochain, et à quelque époque qu'ils se présentent dans cet intervalle, l'assignat qu'ils recevront portera toujours intérêt à leur profit, à compter du 15 avril. Mais s'ils le présentoient après l'époque du 15 juin, il leur sera fait le compte de leur intérêt, à partir du 15 avril jusqu'au jour où ils le présenteront. »

« XIII. L'intérêt attribué à la Caisse d'Escompte sur la totalité des assignats qui devoient lui être délivrés, cessera à compter de ladite époque du 15 avril, et l'Etat se libérera totalement avec elle, par la simple restitution successive qui lui sera faite de ses billets, jusqu'à concurrence de la somme fournie en ses billets. »

« XIV. Les assignats à cinq pour cent que la Caisse d'Escompte justifiera avoir négociés avant la date du présent Décret, n'auront pas cours de monnoie, mais seront acquittés exactement aux échéances, à moins que les porteurs ne préfèrent de les échanger contre des assignats-monnoie. Quant à ceux qui se trouveront entre les mains des Administrateurs de la Caisse d'Escompte, ils seront remis à la Caisse de l'Extraordinaire, pour être brûlés en présence des Commissaires qui seront nommés par l'Assemblée Nationale, lesquels en dresseront procès-verbal. »

« XV. Le renouvellement des anticipations sur les revenus ordinaires cessera en-

Digitized by Google

tièrement du jour du présent Décret, et les assignats seront donnés en payement aux Porteurs desdites anticipations, à leur échéance. »

« XVI. Le Receveur de l'Extraordinaire sera autorisé, jusqu'à la délivrance des assignats, à endosser, sous la surveillance de quatre Commissaires de l'Assemblée, les billets de la Caisse d'Escompte, destinés à être envoyés dans les Provinces seulement, en y introduisant ces mots : *Promesse de fournir assignats ;* et lesdites promesses auront cours comme assignats, à charge d'être endossés de nouveau par ceux qui les transmettront dans les Provinces et les y feront circuler, et ceux qui les renverront pour être échangés contre des assignats immédiatement après leur fabrication. »

« XVII. Il sera présenté incessamment à l'Assemblée Nationale, par le Comité des Finances, un plan de Régime et d'Administration de la Caisse de l'Extraordinaire pour accélérer l'exécution du présent Décret. »

« XVIII. La Caisse d'Escompte continuera à faire son service comme par le passé, jusqu'au premier juillet prochain.

A la suite des Décrets, M. le Marquis *de Montesquiou* a rappelé la demande faite par M. *Necker* d'une somme de 20 millions ; ce qui a donné lieu à l'Assemblée d'adopter le Décret qu'il a proposé, et qui a été rédigé en ces termes après plusieurs demandes d'ajournement, et des questions sur la responsabilité de cette somme.

« L'Assemblée Nationale ayant, par le Décret de ce jour, ordonné que les billets

Digitized by Google

de la Caisse d'Escompte seront remplacés par les assignats, et que lesdits billets pourront tenir lieu d'assignats jusqu'à leur fabrication, décrète; 1°. qu'aucune émission de billets de Caisse ne sera faite, d'ici à nouvel ordre, sans un Décret de l'Assemblée Nationale, et autrement qu'en présence de ses Commissaires; 2°. qu'en présence desdits Commissaires il sera remis, dans le jour, au Trésor public pour 20 millions de billets de la Caisse d'Escompte, lesquels tiendront lieu des assignats dont la fabrication est ordonnée, et serviront aux besoins pressans du moment, suivant l'état fourni par le premier Ministre des Finances.

Du Dimanche 18 Avril.

M. de [illegible] s'est élevé contre le Décret d'hier, qui accorde 20 millions au Trésor Royal sans connoissance de l'emploi qui en sera fait, et a demandé la remise de l'état des dépenses du mois de Mai. Sa Motion a été décrétée.

M. *d'Ailly* a demandé que l'on remît tous les huit jours à l'Assemblée les bordereaux de dépenses, de recettes et de situation du Trésor Royal. — Décrété.

M. *Camus* a aussi demandé qu'il ne fût donné aucun intérêt, gratification, ni droit de commission à la Caisse d'Escompte pour les 20 millions de billets qu'elle doit fournir. — Décrété.

M. *de la Tour-du-Pin* a envoyé sa réponse à l'Assemblée sur l'affaire du Sergent-Fourrier arrêté à Verdun. Cet homme infiniment dangereux employoit tous les moyens de désunir l'Armée. Le Ministre souhaite que

Digitized by Google

l'Assemblée s'occupe d'un Décret qui prévienne le danger qu'il y auroit à ce que les Municipalités s'ingérent à prendre connoissance des discussions militaires. — L'Assemblée, satisfaite de cette explication, a décrété que M. le Président l'annonceroit au Ministre.

M. *Camus* a ensuite proposé, sur les revenus des Ecclésiastiques absens, un Décret qui a été rejeté pour venir à l'ordre du jour.

Autre Projet de Décret pour la perception des impôts, proposé par M. *Anson*, et renvoyé au Comité des Finances.

M. *Anson* a proposé un Décret pour fixer toutes les idées sur la manière d'asseoir l'imposition relativement à la Capitale. Il a pris les loyers pour base.

M. l'Abbé *Maury* n'a vu dans cette forme d'imposition, qu'un moyen de soulager les riches, et d'écraser les pauvres; ce qui avoit été démontré, et ce qu'il a essayé de mettre dans une plus grande évidence encore. — Il a été combattu par plusieurs Membres, et M. *Anson*, qui ne donnoit pas des preuves trop suffisantes pour autoriser la détermination de l'Assemblée, s'est réduit à dire que ce n'étoit pas le moment de créer un nouveau régime d'impositions qui ne pourroit avoir lieu que l'année prochaine; sur quoi M. l'Abbé *Maury* s'est écrié : « Il n'est pas « permis de faire une injustice pour un an, « ni de se refuser la réflexion, quand on « dispose de la propriété de ses Conci- « toyens. »

Cependant sur l'allégation que le Décret étoit urgent, l'Assemblée Nationale l'a porté dans sa confiance.

Digitized by Google

Nous rapporterons les cinq articles de ce Décret important la semaine prochaine.

Le 7, Madame, Fille du Roi, a reçu dans l'Eglise de St. Germain l'Auxerrois, la première Communion des mains du Cardinal *de Montmorency*, Grand Aumônier de France, la Marquise *de Tourzel*, Gouvernante des Enfans de France, et la Duchesse *de Charost* tenant la nappe : cet acte religieux a été précédé et suivi d'actes de bienfaisance.

Il devient bien difficile aux honnêtes gens d'asseoir leur confiance sur les nouvelles, au milieu du conflit scandaleux de nos opinions. L'évènement le plus commun, né d'une circonstance ordinaire, du hasard, ou d'une imprudence, va trouver des plumes pour le transformer en un horrible complot, et d'autres par conséquent pour en exagérer l'apologie. Chacun s'appuie sur ses devoirs, son honneur, son patriotisme; et ce qui seroit tombé de soi-même il y a deux ans, est aujourd'hui poussé jusqu'à exciter l'intérêt ou l'alarme universelle. L'affaire de Lille est du nombre de ces évènemens.

Le 7 de ce mois, des Chasseurs de Normandie et un Grenadier de Royal-Vaisseau se disputent une fille. Les deux Régimens se mêlent à la querelle de leurs hommes :

Digitized by Google

deux autres Régimens s'y joignent ; la Colonelle générale aux Chasseurs, et la Couronne à Royal-Vaisseau. Ces deux derniers plus aimés du Peuple sont regardés comme des Patriotes, et les deux autres comme des Aristocrates. Le 8 au matin, des Dragons de la Colonelle passent devant les quartiers des Patriotes : ceux-ci se croient provoqués ; le rendez-vous est donné pour l'après-midi. L'effet d'un pareil combat ne pouvoit être que sanglant : il l'est, et malheureusement quelques Bourgeois trop curieux, y reçoivent le prix de leur imprudence.

Nous exposons nuement le fait qui a donné lieu à l'imagination de se perdre en conjectures, et de créer le fantôme d'un complot dont l'objet seroit d'armer les unes contre les autres les Troupes de nos principales Villes de garnison.

A la suite du combat, la Colonelle générale et les Chasseurs se sont retirés dans la Citadelle.

On ne contestera pas qu'il y avoit quelqu'évidence à la nécessité de séparer ces quatre Corps désormais irréconciliables. M. le Marquis *de Livarot*, Maréchal de Camp, et employé par le Roi en qualité de Commandant de la Province, a pris sur lui de prononcer, en attendant l'ordre du Roi, que la Colonelle et Royal-Vaisseau sortiroient de la Ville. Le Peuple s'y est opposé : la Municipalité, qui s'est, dans toute cette affaire, conduite avec la plus grande sagesse, a fait fermer les portes, dont elle a retenu les clefs, et a dépêché deux de ses Membres en Cour et à l'Assemblée Nationale. Chacun des Régimens y a aussi expédié des Courriers.

Digitized by Google

Depuis cette époque, les accusations se multiplient contre M. *de Livarot*, maintenant retenu dans la Citadelle. Mais, de son côté, il ne cesse de demander qu'on l'entende publiquement, en présence de la Commune; et il invite quiconque auroit connoissance de griefs contre lui, à en déposer, afin qu'il puisse dévoiler la perfidie qui le compromet si cruellement dans ses devoirs et son honneur.

Un Ecrit incendiaire, distribué le 13, ne l'épargne pas plus que beaucoup d'autres qu'on appelle Chefs de l'opposition, et il s'y trouve particulièrement inculpé d'avoir excité ses Soldats. Mais ce reproche est encore renvoyé par les gens sensés au rang de ces dix-sept tonnes d'argent enlevées du Trésor Royal. Comment en effet lui prêter le dessein d'un complot dont il est la victime?

Quoi qu'il en soit, les deux Régimens accusés, et dans la défaveur du Peuple, ont fait paroître une Déclaration, qui ne laisse aucun doute sur leurs sentimens d'honneur, de paix, d'union et de patriotisme. Ils se soumettent, comme les autres, aux ordres qu'on attend, renouvellent leur Serment Civique, promettent de faire régner le calme et le bon ordre, et demandent qu'il soit statué sur le compte de M. *de Livarot*, en même temps que sur ce qui les concerne.

Au reste, il y a déja des avis pour écarter de Lille les quatre Régimens sans préférence; et l'on désigne pour les remplacer, ceux de Vintimille, Beaujolois, Diesback et les Cuirassiers.

L'espèce d'agiotage qui se faisoit sur

Digitized by Google

les billets de Caisse vient de tomber de 6 à 4 pour 100; d'ailleurs on espère les voir bientôt remplacés par les assignats, pour lesquels on vient de faire l'heureuse découverte d'un papier de la plus grande consistence. Il a été éprouvé en élevant sur une feuille fortement tendue un homme qui ne l'a point percée de son poids. Il paroît que l'intérêt fixé à 3 pour 100 remplit le vœu du Commerce, de la Banque et de tout le Royaume; le préjuge ne peut être plus favorable pour sa circulation, de laquelle dépend le salut ou la perte de l'Etat.

Enfin, la raison commence à gagner du terrain, et l'état dangereux d'anarchie où se trouve la Capitale, effraie universellement. Le 9 de ce mois M. *Godart*, Député du District des Blancs-Manteaux, a exposé à l'Assemblée générale des Représentans de la Commune, la nécessité de faire sentir à toutes les Sections de la Capitale, le besoin urgent de ramener l'ordre et la confiance par l'établissement d'un centre commun, auquel tous les pouvoirs aboutissent, comme ils doivent en partir.

D'après l'opinion motivée de M. *Godart*, les 240 Representans ont décidé d'une voix unanime, qu'ils donneroient tous leur démission : cependant, intimement convaincus des désordres qui résulteroient de l'abandon subit de leurs fonctions, ils ont pris la résolution de les continuer jusqu'au moment où d'autres Représentans, legalement élus, viendroient les remplacer. Le lendemain ils ont arrêté de faire part de cette abdication

Digitized by Google

à tous les Districts, en les prévenant qu'ils soumettroient cette Adresse, ainsi que le nouveau Plan de Municipalité, à la sagesse de l'Assemblée Nationale, qui seroit suppliée d'organiser promptement l'administration de la Capitale.

POSTES.

Dans la vue d'accélérer notre Correspondance avec les Etats-Unis de l'Amérique, l'Administration a déterminé de faire partir, à compter du 15 Mai prochain, du Port de l'Orient, les Paquebots ci-devant établis au Port de Bordeaux, et spécialement destinés au transport de cette Correspondance.

L'époque de leur départ demeurera fixée aux 15 Mai, 15 Juillet, 15 Septembre, 15 Novembre, 15 Janvier et 15 Mars de chaque année.

Il est indispensable de continuer à affranchir les Lettres qui auront cette destination, en payant non-seulement le port de terre dû depuis le lieu du départ jusqu'au Port de l'Orient, conformément au tarif de 1759, mais même celui de mer ordonné par l'Arrêt du 20 Décembre 1786.

Faute de cet affranchissement, les Lettres resteront au rebut.

Maires nouvellement élus.

Cahors, M. *de Baudus*, Avocat du Roi au Présidial de cette Ville; Vimontier en Normandie, M. *Denneval*, Chevalier de

Digitized by Google

Saint-Louis et Colonel d'Infanterie ; Béziers, M. *Dubuisson*, Chevalier de Saint-Louis ; Saint-Gervais, M. *de Serviez*, Chevalier de Saint-Louis.

En rendant compte du prêt gratuit de 500,000 liv. fait par le Chancelier, nous avons omis, comme la Gazette de France, et nous nous empressons de rétablir qu'il a fait en même temps l'abandon du traitement attaché à son office.

L'Administration des Postes prévient le Public qu'il faut affranchir les Lettres pour Scioto, et que faute de cet affranchissement, les Lettres demeureront au rebut.

Les Numéros sortis au Tirage de la Loterie Royale de France, le 16 Avril 1790, sont : 34, 37, 10, 69, 6.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

MAR 31 1931

Digitized by Google

Digitized by Google